TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — Nº 10 194 — 48 PAGES — MARDI 8 NOVEMBRE 1977

**Le Monde**

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,30 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

**Série d'attentats au Liban**

LIRE PAGE 4

MARCHÉS DES CHANGES

reprise du dol[...] du franc

# [L]e roi du Maroc menace d'exercer [u]n « droit de suite » en Algérie

## L'ESCALADE

En annonçant dimanche 6 no[v]embre que « dorénavant les [fo]rces armées royales useront de [leu]r droit de poursuite chaque [fo]is que les frontières du royaume [se]ront violées », le roi Hassan II [a] élevé brutalement les enchères [da]ns le conflit qui l'oppose à [l']Algérie à propos du Sahara occi[de]ntal. Le gouvernement du pré[si]dent Boumediène s'attendait [sa]ns doute à un tel raidissement [pu]isqu'il venait de décider, au [co]urs d'une réunion extraordi[na]ire jeudi, de renforcer le dis[po]sitif de défense de Tindouf. [L']Algérie est décidée à ne pas se [la]isser intimider, et le quotidien [go]uvernemental « Al Chaab » [pr]évient à son tour ce lundi [m]atin que « toute violation des [fr]ontières nationales sera consi[dé]rée comme une déclaration de [gu]erre et trouvera une riposte [ap]propriée ».

[E]n dépit de la guérilla perma[ne]nte et meurtrière menée par [le]s maquisards sahraouis, jamais [la] tension entre les deux pays [n']avait été aussi vive depuis les [co]mbats qui avaient opposé direc[te]ment troupes marocaines et [fo]rces algériennes à deux reprises [à] Amgala en février 1976. Le roi [H]assan II avait alors demandé [a]u chef de l'Etat algérien de [c]hoisir « entre une guerre loyale[m]ent et ouvertement déclarée et [u]ne paix internationalement [g]arantie ».

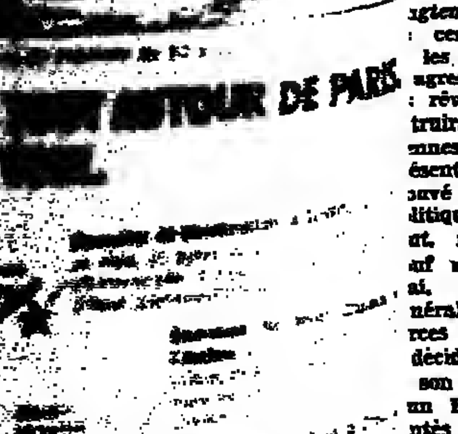
Depuis lors, les efforts déployés [pa]r divers médiateurs pour par[ve]nir à une solution négociée ont [to]us échoué. Sur le terrain diplo[m]atique, Rabat a certes marqué [de]s points au cours des derniers [m]ois. L'intervention armée au [Z]aïre pour soutenir le régime de [M.] Mobutu s'est révélée payante. [En] [...]lisant les oppositions en [Af]rique, elle a rallié au Maroc [le]s régimes effrayés par l'inter[ve]ntion soviéto-cubaine sur le [co]ntinent. La décision de réunir [u]n « sommet extraordinaire » de [l']O.U.A. sur le Sahara occidental, [ar]raché par Alger lors de la réu[ni]on des chefs d'Etat de l'île [M]aurice en 1976, n'a pas encore [ét]é suivie d'effet.

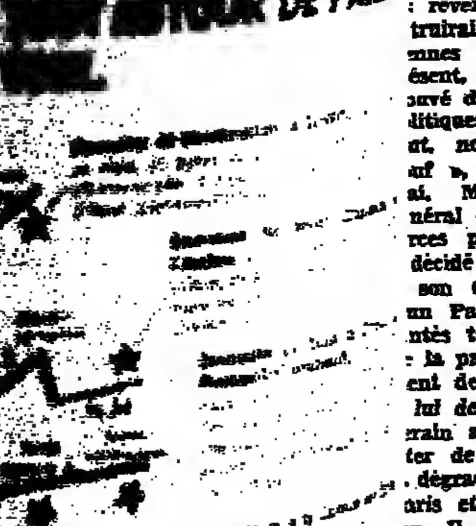
La guerre cependant s'est [in]tensifiée. Les unités du Poli[sa]rio concentrent maintenant [l'e]ssentiel de leurs attaques [co]ntre la Mauritanie. Les soldats [de] Rabat, déjà largement enga[gé]s pour défendre la « nouvelle [pr]ovince saharienne du Maroc » [do]ivent aussi prêter main-forte à [la] petite armée de Nouakchott. [De]puis le mois de juin, les deux [pa]ys sont liés par un accord ins[ti]tuant un « haut comité commun [de] défense ». Six cents parachu[tis]tes marocains sont en garnison [à] Zouérate et plusieurs bataillons [de]s forces royales sont stationnés [en] Mauritanie.

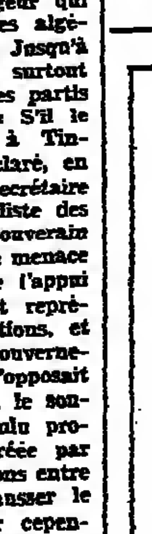
Pour les autorités de Rabat, [qu]i considèrent comme irréver[sib]le le rattachement des terri[to]ires jadis « arrachés » à la [«] mère patrie », les maquisards [du] Polisario ne sont que des [«] mercenaires » payés et encadrés [pa]r l'Algérie. Sans l'obstination [du] président Boumediène, disent[-il]s, l'affaire serait réglée depuis [lon]gtemps. Les chefs de l'armée [ne] cessent de presser le roi [de] les autoriser à poursuivre les [«] agresseurs » jusqu'en Algérie. [Ils] rêvent du raid vengeur qui [dé]truirait enfin les bases algé[rie]nnes des maquisards. Jusqu'à [pr]ésent, ce vœu avait surtout [tr]ouvé des échos dans les partis [po]litiques d'opposition. « S'il le [fa]ut, nous frapperons à Tin[do]uf », avait ainsi déclaré, en [m]ai, Mᵉ Bouabid, secrétaire [gé]néral de l'Union socialiste des [fo]rces populaires. Le souverain [a] décidé de prendre cette menace [à] son compte. Fort de l'appui [d']un Parlement où sont repré[se]ntés toutes les formations, et [de] la participation au gouverne[m]ent de l'Istiqlal qui s'opposait [à] lui depuis quinze ans, le sou[ve]rain a sans doute voulu pro[fi]ter de la situation créée par [la] dégradation des relations entre [P]aris et Alger pour hausser le [to]n. Il ne peut ignorer cepen[d]ant que le « droit de suite » [é]voque pour les Africains, en [g]énéral, et les Maghrébins, en [p]articulier, de bien fâcheux sou[ve]nirs.











## Les négociations sur les prisonniers du Polisario dans l'impasse

*Tandis que piétinent les tractations diplomatiques sur le sort des Français enlevés en Mauritanie, le roi Hassan II a déclaré, dimanche 6 novembre, à l'occasion du deuxième anniversaire de la « marche verte », que désormais l'armée marocaine* « usera de son droit de suite » *si les frontières du pays sont* « violées par le pseudo-Front Polisario ». *Le souverain a affirmé que, le cas échéant, ses forces* « n'hésiteraient plus à violer les frontières algériennes » *et à imputer à Alger la responsabilité d'une telle escalade.*

A Alger, des manifestations de masse se multiplient pour soutenir le Polisario et dénoncer l'intention prêtée à Paris de se livrer à une « intervention militaire ».

En Mauritanie, où une « haute personnalité française » dont le nom n'a pas été révélé a fait une visite samedi et dimanche, le Polisario a anéanti vendredi la petite garnison de Bir-Gandous, tuant une dizaine de Mauritaniens et faisant une vingtaine de prisonniers. La colonne qui avait mené ce raid, accrochée quelques heures plus tard au cours de son repli, aurait perdu quinze hommes.

M. Claude Chayet, chargé par le gouvernement français de tenter de régler le problème des otages, a dû suspendre, dimanche 6 novembre, ses conversations avec les dirigeants du Front Polisario à Alger. Quinze heures d'entretien n'ont pas permis d'ébaucher une solution, et les parties se sont limitées à l'exposé « très clair » de leurs positions respectives.

*(Lire nos informations pages 3 et 4.)*

# A Moscou, de nouveaux chars ont défilé sur la place Rouge pour l'anniversaire de la révolution

**Les cérémonies officielles du soixantième anniversaire de la Révolution russe se sont achevées, ce lundi 7 novembre, sur la place Rouge, par la traditionnelle parade militaire et le défilé.**

***Les engins présentés étaient deux fois plus nombreux que l'année dernière, mais il y avait peu de matériel inédit, à l'exception de véhicules blindés de reconnaissance, des canons auto-tractés de 122 et 152 millimètres et les nouveaux chars T-72, qui toutefois ne paraissaient pas complets.***

**D'autre part, trois dissidents connus ont été priés de quitter l'U.R.S.S. avant la fête : Mme Khodorovitch, cofondatrice du comité pour la défense des droits de l'homme ; Mme Kaminskaya, avocate, et M. Popovski, écrivain, sont arrivés à Vienne dimanche 6 novembre, accompagnés de proches parents.**

## L'U.R.S.S. du troisième âge

### I. — L'HEURE DE LA RELÈVE

par JACQUES ALMARIC

La « grand-messe » de la place Rouge prend en cette année 1977 une signification particulière. Non que le chiffre soixante ait quelque pouvoir magique. Mais parce que flotte en Union soviétique, depuis plusieurs années déjà, une certaine odeur de « fin de règne ». Et beaucoup de se demander si, plutôt qu'à l'anniversaire d'un événement historique, ils n'assistent pas à l'apothéose d'un homme. Apothéose qui annoncerait, bien sûr, un recommencement...

Les « signes » d'un tel phénomène ne manquent pas. Ils ont été soigneusement relevés, recensés et commentés par tous les observateurs en mal de kremlinologie. M. Brejnev, tout d'abord : ce lourd symbole de l'U.R.S.S. des années 70 n'est pas immortel biologiquement, certes, mais politiquement non plus. Alors qu'il fêtera bientôt ses soixante et onze ans, son état de santé constitue sans doute l'un des principaux sujets de conversation non seulement des diplomates en poste à Moscou mais aussi des Soviétiques.

Massif, empâté, le secrétaire général-président marche souvent avec peine, porte depuis quelques mois un appareil à l'oreille, s'exprime avec des difficultés d'élocution qui le rendent parfois incompréhensible. Ses interlocuteurs, qui rendaient naguère hommage à sa vivacité d'esprit, sont unanimes à constater aujourd'hui un certain « tassement » de l'homme : M. Brejnev, selon tous les témoignages, mène de moins en moins la négociation dans les rencontres internationales. De plus en plus souvent flanqué de M. Gromyko, il se contente dans bien des cas de lire seulement de longues déclarations politiques, qui ne sont souvent qu'un « montage » effectué à partir des positions officielles les plus connues.

*(Lire la suite page 6.)*

# « L'Humanité » qualifie de « diktat » les offres de M. Mitterrand

## *M. Chirac prend davantage ses distances avec le gouvernement*

**M. Barre est bien le seul à se démarquer officiellement de l'électoralisme au moment où il entreprend sa campagne dans la quatrième circonscription du Rhône (Lyon) : les prises de position des partis et de leurs leaders s'inscrivent très naturellement dans la perspective électorale. C'est ainsi que M. Chirac, qui devait s'adresser lundi soir à Paris à un auditoire de P.M.E., est enclin à prendre davantage ses distances avec l'action du premier ministre dans le domaine économique. Il n'en approuve manifestement pas tous les aspects et ne souhaite pas que le R.P.R. en endosse la responsabilité (voir page 16 l'article d'*André Passeron*).**

**A gauche, la proposition du P.S. de reprendre sans délai et sans préalable la négociation avec le P.C. sur l'actualisation du programme commun est fraîchement accueillie par le P.C. Le commentaire de « l'Humanité » laisse prévoir une fin de non-recevoir de la part du bureau politique du parti communiste.**

**L'épreuve de force va donc se poursuivre au sein de la gauche, et *cela explique que le P.S. ait adopté, dimanche soir* au terme de sa convention nationale, une position d'unanimité.**

Alors même que l'opposition entre socialistes et communistes ne cesse de se durcir, les députés des deux formations et ceux du Mouvement des radicaux de gauche ont publié dimanche 6 novembre une déclaration concernant les otages du Front Polisario. C'est la première démarche commune des trois partis depuis l'interruption de leurs négociations, le 23 septembre. Elle paraît illustrer la volonté d'éviter une dégradation généralisée des relations et la remise en cause d'un certain nombre des acquis de l'union de la gauche.

C'est la même préoccupation qui a amené dimanche soir la majorité et la minorité du P.S. à éviter un nouvel affrontement. Après de longues et difficiles négociations au sein de la commission des résolutions, le CERES a accepté de voter un texte donnant quitus à la direction du P.S. et proposant au P.C.F. une reprise, sans préalable et sans délai, des négociations sur l'actualisation du programme commun.

Suggestion qualifiée de « *diktat* » par *l'Humanité*, qui ne voit dans les déclarations qu'une « *nouvelle confirmation du tournant à droite du P.S.* »

Le P.S. se retrouve donc dans la même situation d'unanimité qu'à l'issue de son comité directeur du 8 octobre. Les propositions de compromis rendues publiques par le CERES pour rouvrir le dialogue avec le P.C.F. n'ont eu qu'un temps. Elles n'auront provoqué — pour reprendre une formule de M. Mitterrand, qu'une « bourrasque ». Les dirigeants du P.S. se demandent d'ailleurs si la minorité du parti était unanime : ils ont l'impression qu'un certain flottement s'est manifesté au CERES sur ce point.

THIERRY PFISTER.

*(Lire la suite page 16.)*

## M. Giscard d'Estaing examine à Brest les problèmes de la marine

(De notre envoyé spécial.)

Brest. — M. Valéry Giscard d'Estaing est arrivé, ce lundi 7 novembre à 9 h. 30, à la base aéronautique navale de Landivisiau (Finistère), à bord d'un Mystère 20, et se rend ensuite à Brest.

M. Valéry Giscard d'Estaing veut, surtout, chercher à s'informer sur place de la situation actuelle de la marine nationale. Deux séances de travail à la préfecture maritime ont pour objet d'étudier les missions de la marine, de définir ses matériels et de déterminer une politique de son personnel.

Le chef de l'Etat s'adresse ensuite aux enseignes de vaisseau à bord du *porte-hélicoptères « Jeanne-d'Arc »*, en partance pour un périple de six mois.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN ont appelé à une grève de vingt-quatre heures, et le conseil municipal (union de la gauche) de Brest s'est déclaré solidaire de ce mouvement. — J. L.

*(Lire page 18.)*

## AU JOUR LE JOUR

### OBSESSION

*Stakhanov, ce mineur soviétique qui s'était fait un nom auprès de Staline en extrayant 102 tonnes de charbon en un jour, et auprès de ses camarades qui furent contraints d'en faire autant, est mort la semaine dernière.*

*Evidemment, un cas comme celui de Stakhanov constituait un merveilleux exemple pour faire honte à ceux qui ont un poil dans la main, véritables parasites de toute société. Mais lesdits parasites sociaux pouvaient, de leur côté, légitimement estimer qu'il valait mieux avoir un poil dans la main qu'une araignée dans le plafond, comme cet obsédé de Stakhanov qui ignorait qu'il faut travailler pour vivre et non pas vivre pour travailler.*

BERNARD CHAPUIS.

LES GRILLES DU TEMPS

# Entretien avec Jacques Ellul

## *I. — « Je crois que nous sommes dans une période de silence de Dieu »*

**Professeur d'histoire sociale à l'institut d'études politiques de Bordeaux, Jacques Ellul appartient au conseil national de l'Eglise réformée. Ecrivain religieux, exégète et théologien protestant, mais aussi moraliste attentif à l'évolution de notre époque, son œuvre est considérable. Il était donc particulièrement qualifié pour donner ses « grilles du temps », son analyse de la crise de civilisation.**

● *A votre avis, existe-t-il vraiment une crise, et en quoi consiste-t-elle, puisque d'excellents esprits expliquent en permanence que l'homme et la civilisation vivent perpétuellement en crise. Connaissons-nous un malaise vraiment exceptionnel par rapport à d'autres ou traversons-nous des difficultés ordinaires ?*

— Je crois qu'effectivement on peut parler d'une crise assez unique, parce qu'elle est mondiale. L'ensemble de l'humanité, des pays, s'y trouvent impliqués. Historiquement, les précédentes crises étaient toujours parcellaires, fragmentaires. Pour 90 %, l'humanité fonctionnait parfaitement bien quand des problèmes éclataient ailleurs. Aujourd'hui le mal a un caractère planétaire. Je ne pense pas qu'on puisse par exemple séparer la crise du tiers-monde de celle du monde occidental. L'un entre en convulsions parce que l'autre lui envoie ses malaises. Ici, je vais évidemment un peu à contre-courant : je dirais que ce n'est pas parce que le monde occidental a exploité le tiers-monde que celui-ci se disloque — c'est vrai qu'il se trouve en crise parce qu'il a été envahi et conquis, — mais les troubles spécifiques du monde occidental se répercutent dans le monde entier.

● *Si je comprends bien, nous exportons notre crise ?*

— Effectivement ! Comme nous avons exporté tout le reste. C'est compréhensible et fatal, le tiers-monde vit désormais avec des idéologies de type occidental : nationalisme, développement économique et technique, rationalité de la science, etc. D'une part, le même monde occidental qui pouvait inventer un certain nombre de réponses et de solutions aux angoisses contemporaines ne le peut plus puisqu'il n'arrive pas à résoudre les siennes. D'autre part, beaucoup de spécialistes limitent ici le trouble général à des éléments très superficiels et simples, d'ordre économique et politique. On a tort.

» L'essentiel se situe ailleurs. Même si on arrive à résoudre ce que l'on appelle la crise de l'énergie ou la crise du chômage, on n'aura encore rien résolu. Les éléments de la crise sont tellement imbriqués les uns dans les autres que l'on ne pourra jamais résoudre celle du chômage, de l'énergie, sans toucher à des causes plus centrales, plus fondamentales, autrement dit, la crise de civilisation, la crise des valeurs. Au fond, l'homme occidental ne croit plus à ce qu'il fait ni à son avenir, ne voit plus de signification à sa vie. Il se débat dans une mauvaise conscience permanente, dans une remise en question paroxystique de tout son être. Tout ce qu'il avait jusqu'à présent considéré comme à peu près sûr, y compris d'abord lui-même, s'effondre sous ses pieds. Nous apprenons, et ce n'est pas du tout artificiel, que nous n'existons pas en tant qu'êtres spécifiques.

Propos recueillis par
GILBERT COMTE.

*(Lire la suite page 2.)*



AU FESTIVAL DE LILLE

# *Sur les matelas de Pierre Henry*

*Plus de deux mille personnes,* couchées sur des matelas obligeamment offerts par l'armée, ont assisté samedi soir au septième concert Pierre Henry du Festival de Lille, donné au Palais des sports, et ont semblé prendre plaisir à cette position de relaxation favorisant sans aucun doute l'écoute totale d'une musique qui s'adresse autant au corps qu'à l'esprit par son matériau concret et la puissance démesurée de ses sources sonores.

*Le bouleversement* qu'imposait ce mode d'écoute inhabituel est apparu moins fort cependant qu'il y a dix ans, lors de la première expérience de ce genre au Sigma de Bordeaux (« le Monde » du 20 novembre 1967), où l'environnement était plus prégnant, parce qu'on entrait dans une sorte de gueule de Léviathan, écrasé par les bombardements de la musique électronique, tâtonnant dans l'obscurité à la recherche d'un coin de plancher libre, dès l'abord aliéné, désindividualisé, aggloméré à une masse humaine indistincte... Au Palais des sports, chacun s'étendait tranquillement, comme dans une grande prairie émaillée de têtes sages ou turbulentes, où dominaient les enfants de Lille et de la périphérie venus par cars entiers.

JACQUES LONCHAMPT.

*(Lire la suite page 30.)*

# idées

## Un livre de Paul CLAVAL

# Les nouveaux géographes

par MAURICE LE LANNOU

NOUS avons de nouveaux géographes comme nous avons de nouveaux philosophes et de nouveaux prêtres. Paul Claval nous les présente avec sympathie (1). Bien que je ne le suive pas, je m'applique à comprendre les tenants de *cette révolution spirituelle*, pas aussi minuscule qu'elle ne le paraît, quitte à dire tout l'effroi que m'inspirent ses aboutissants.

La révolution consiste d'abord à se débarrasser des lieux. C'est conforme à la pente d'une civilisation gâtée qui a fini par bien négliger l'art d'habiter. Nos sociétés, depuis un quart de siècle, ont bouleversé leur manière de collaborer avec le cadre de vie qui leur était proposé par la nature et par l'histoire. Elles ont trouvé dans le mouvement perpétuel la promesse de leurs progrès et de leurs croissances. Le vieux déterminisme géographique qui établissait encore la vertu des milieux — naturels et sociologiques — s'en va en quenouille. Les relations entre groupes humains ne sont plus ces liens de complémentarité proche qui habilitaient les voisinages : dépassant de beaucoup l'échange immédiat et nécessaire, elles se font lointaines, anonymes, abstraites et marquées moins par des jeux de solidarité que par des flux d'information, de publicité, de domination. La géographie traditionnelle triomphait dans la contemplation d'un monde somme toute assez immobile et se satisfaisait de la quasi-éternité des paysages. La nouvelle veut regarder bien au-delà des horizons les plus éloignés.

### L'espace contre les lieux.

Au vrai, il lui est possible de ne pas regarder du tout. Comme elle est devenue une science des sociétés et que *« les sociétés modernes sont [...] structurées par des classes dont la base n'est pas territoriale »*, nous voici, par elle, conduits à négliger les lieux pour ne prendre en considération que l'espace et tenter de mettre en valeur non plus la raison des connivences entre groupes humains et nature, mais *« la logique interne des faits spatiaux »*.

Logique : un grand mot lâché ! On ne dit pas que la collaboration des hommes et des lieux se pratiquait dans l'incohérence, mais on suggère que la révolution sociologique et technique du monde implique l'établissement de systèmes d'une autre ampleur, où la relation homme-nature importe *infiniment moins que* la relation des hommes entre eux dans un enchevêtrement d'espaces aux références multiples. Car, parmi ces espaces, il y a un peu de tout, sous les signes du travail, du loisir, du marché, de l'information, du projet, de la décision, de l'investissement... bref, de tout ce qui constitue le *mécanisme de la société* d'aujourd'hui, urbanisée, mondialisée, j'allais dire américanisée, pour en faire remarquer le caractère contraignant. Et tout cela ne peut s'ordonner que dans l'abstrait, sous forme de modèles théoriques qui écartent décisivement la géographie des monographies descriptives d'autrefois.

Qu'on cherche à dépasser ainsi *« les conceptualisations vulgaires des géographies vécues »* s'explique non seulement par le tohu-bohu qui agite le monde depuis quelque vingt-cinq ans, mais le désir d'être utile. La nouvelle géographie est née, nous dit-on, d'un souci d'action. J'ajouterai qu'elle est née de l'échec des géographies volontaires ou appliquées qui ont tant remué, cette dernière décennie, la troupe zélée des géographes. C'est que ces formes actives de la géographie traditionnelle héritaient les insuffisances de celle-ci. Elles étaient incapables de dépasser *la recette locale* et de s'élever à l'ensemble d'une humanité qui est *« à la recherche d'un nouveau principe d'organisation sociale »*. Et les choses vont loin, puisqu'il ne s'agit pas simplement d'efficacité, mais de morale : le principe *rêvé* est celui de l'égalité, en vertu de quoi la nouvelle *géographie* est une des formes de cet esprit de libération qui a tant infléchi la science sociale de notre temps.

### Aliénation

Tout cela est bel et bon, mais je me demande si c'est bien utile. Que la géographie vole au secours d'un poncif ne me semble pas le meilleur moyen de se justifier soi-même. Jalouse d'inscrire sa recherche dans la rationalité de quelque système, elle s'aliène. Et d'abord dans son objet : il y a beaucoup de présomption à donner à la science géographique le propos d'examiner *« si les individus ont un comportement rationnel et si les* mécanismes *d'ajustement par rapport* à un *modèle théorique fonctionnent sans difficulté »*, comme à croire que si la géographie *« ne permet pas de dire* ce *qui est »* elle indique du moins *« ce qui devrait être si le monde marchait bien »*.

### Résistances

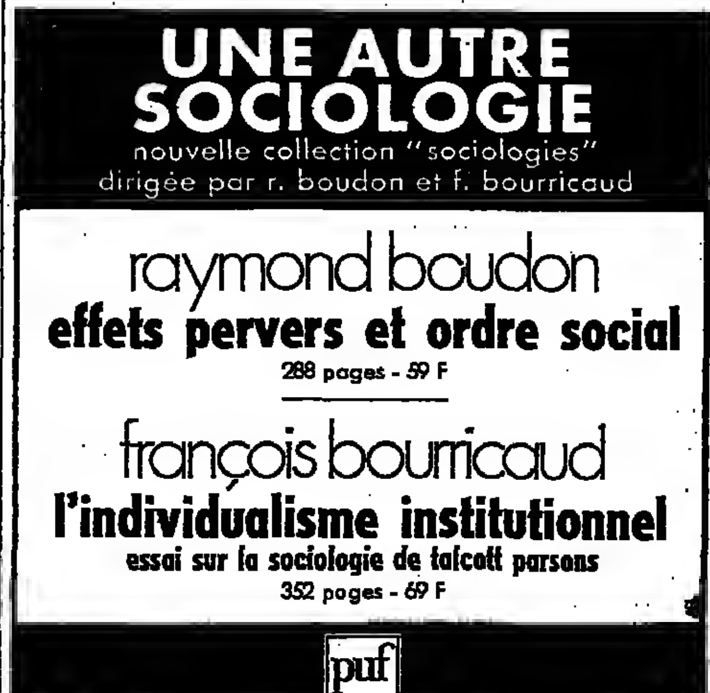
Aliénation aussi dans les méthodes. Fini le temps du chercheur patient, amoureux du terrain, plus soucieux de description que de formulation, et, pour pratiquer une discipline qui par essence est celle du décor particulier, peu porté à chercher au loin des maîtres, des initiateurs et... des langages qui sont les produits de civilisations singulièrement décollées de la nôtre. Maîtres scandinaves et anglo-saxons, langage américain... Je n'ai pas toujours, quant à moi, tout compris dans cette *« théorétisation normative »* qui fait un sort à l'espace *« valué »*, attribue l'institution de tel ordre à *« un mécanisme* de feed-back *individuel »* et suggère que nos sociétés sans attaches peuvent bien imposer aux hommes *« des stress insupportables »*. Que le *feed-back* et la *stress* entrent ainsi chez nous sans dire qui ils sont, et sans guillemets (c'est moi qui ai mis l'italique), prouve bien que notre géographie est en passe de perdre, comme sans *doute notre civilisation*, ses fondements personnels.

Reste que sous son barbouillage, la dernière citation que je viens de donner de Paul Claval — nos sociétés « sans attaches » qui résistent à la théorie — témoigne d'un enthousiasme pour le moins tempéré. *Mon jeune confrère n'est pas* aveuglé par sa hâte à ouvrir des voies nouvelles. Il sait bien que l'espace où se meuvent les hommes est loin d'être lisse, encombré qu'il est d'obstacles physiques et qu'il comporte des points de passage ou de regroupement obligés. Et que dire des différences imprimées par les hommes eux-mêmes, fort éloignés, en dépit de l'uniformisation croissante de la planète, de pouvoir se prêter sans réticences à la sollicitation des modèles !

Claval pose aussi, *in fine*, des questions qui en disent long sur la portée véritable de ses ardeurs. On *le devine* déchiré entre le regret des cellules calmes du vieux monde et le souhait d'une régulation d'espaces de plus en plus étendus. Ne point chercher à dépasser le stade de nos sociétés traditionnelles serait sans doute *« renoncer aux avantages matériels* et *intellectuels apportés par la division du travail sur un vaste espace »*. *Mais* comment assurer un bon fonctionnement du système social en termes d'efficacité spatiale sans déplacer des rapports de domination ni *« retomber sur les situations de subordination que l'on juge intolérables »* ?

Le problème dépasse la géographie. *Plus précisément*, il n'est *pas* de ceux que le géographe peut affronter sans sortir de lui-même. Du moins est-ce mon sentiment. Le plus sûr moyen d'être utile au monde nouveau ne serait-ce pas de voir si la géographie ancienne — celle de la curiosité, celle d'Hérodote — a bien dit tout ce qu'elle avait à dire ?

(1) Paul Claval, *la Nouvelle Géographie*, P.U.F. (coll. « Que sais-je ? »), 1977.




## Les grilles du temps

# ENTRETIEN AVEC JACQUES ELLUL

*(Suite de la première page.)*

» Lorsque je parle, ce n'est pas moi qui parle, c'est un « on » ou un « ça ». Il est évident qu'à partir du moment où des concepts de ce genre, utiles et intelligents, peut-être exacts, se diffusent à un niveau courant, il se produit une dangereuse déliquescence de la personnalité. A partir de là, se déclenche une crise totale. Les structures sociales ne peuvent plus fonctionner avec des gens qui non seulement n'y croient plus, mais ne croient plus en eux-mêmes.

● *Alors, les masses, comme on dit, ne peuvent pas se poser de questions globales, absolues, à la façon des érudits et des philosophes ?*

— Eh oui ! Cela, c'est effectivement une des questions tragiques de notre société. Au fond, nous avons un monde intellectuel extraordinairement audacieux dans tous les domaines. Il fonctionne à une rapidité fabuleuse. Dans les domaines scientifique et historique, tout change en dix ou quinze ans, et c'est probablement bien. Mais quand ce rythme, ces remises en cause, se transmettent par les moyens de communication de masse, l'homme voit défiler devant ses yeux des séries beaucoup trop rapides d'informations qui se contredisent du jour au lendemain. Il ne peut absolument plus s'y retrouver. C'est là, je pense, un des éléments capitaux du malaise.

### Le système technicien

● *Si l'homme ne croit plus à ce qu'il fait, il croit toujours à la technique, il n'a jamais autant investi en elle comme dans une valeur sûre. Elle se trouve non seulement au centre de la vie sociale, mais à celui de votre œuvre ? Cette technique apporte-t-elle le salut ou est-elle responsable de la crise spirituelle et métaphysique dans laquelle nous sommes ?*

— D'abord, une précision : lorsque je parlerai de la technique, il ne s'agit pas de la création en quelque sorte d'un être mythique et fabuleux qui aurait des intentions, des volontés ou une responsabilité, etc. C'est effectivement un concept qui répond à une situation donnée de notre société.

» Mais le développement de la technique est l'un des facteurs fondamentaux de la crise. Je le pense en effet. Cela ne tient absolument pas à ce que la technique va plus vite que l'homme, que l'homme ne peut pas arriver à la suivre, et qu'il serait un peu en retard par rapport à ces engins merveilleux qu'elle produit. D'innombrables livres expliquent qu'il faut transformer moralement l'homme pour qu'il rattrape la technique. C'est là une vue tout à fait superficielle. La crise engendrée par la technique paraît tenir à son indépendance, à son autonomie, c'est-à-dire que progressivement les techniques, qui n'étaient rien d'autre que des moyens, des instruments, se sont organisées d'abord en une espèce de milieu continu.

» Quand nous sommes dans le milieu urbain, par exemple, nous sommes dans un milieu tout à fait artificiel. Nous connaissons de moins en moins le milieu naturel ; notre milieu, maintenant, ce sont les machines, les objets eux-mêmes. *D'autre part, la* technique s'est structurée comme un véritable système, c'est-à-dire que tous ses éléments correspondent les uns aux autres, s'influencent réciproquement. Chaque élément est introduit dans un ensemble. L'ensemble vit du développement de chaque technique et répercute en même temps sur les techniques particulières les conséquences de toutes les autres parties du développement.

» Autrement dit, nous sommes — et ce n'est pas une mode de parler de « système » — en présence de ce qu'on peut appeler un système technicien, qui a pour caractéristique d'être évidemment de plus en plus indépendant, dans son organisation et son développement, des possibilités d'action et d'intervention de l'homme. Ce n'est pas parce que l'on aura modifié la façon de conduire les autos ou leur rapidité, ou même l'usage du poste de télévision, que l'on aura changé quoi que ce soit à l'égard du système technicien lui-même, étant donné que chaque élément est inclus dans un ensemble. Nous avons donc un *ensemble relativement autonome*, et nous avons un homme qui se trouve, à l'égard de cet ensemble, à la fois émerveillé, ébloui de tout ce qu'il peut faire et réaliser, mais en même temps inquiet, dans la mesure où il n'a pas l'impression de maîtriser quoi que ce soit de ce qui se passe.

» *Effectivement* personne ne maîtrise le système. Aucune instance économique ou politique ne peut d'ailleurs le maîtriser. Aucun technicien non plus. Les techniciens sont toujours des hommes parcellaires. Ils connaissent leur spécialité, travaillent sur elle, mais vivent intégrés dans le système. Et comme, d'un autre côté — nous évoquions d'un mot la crise des valeurs, — l'homme sait mal à quoi se référer pour porter une appréciation, un jugement, qu'il est lui aussi étonnamment intégré dans le système technicien, on ne voit pas comment il pourrait arriver à orienter le redressement. La discordance entre la rigueur du système et l'incertitude, l'incohérence de l'homme à cet égard, me semblent être le centre de la question.

### Christianisme et marxisme

● *Une orientation du système pourrait se définir par rapport à son interprétation du système. Une interprétation générale se définit toujours en fonction d'absolus moraux ou philosophiques. Or la crise générale accompagne précisément les crises particulières des grands systèmes idéologiques et religieux en place depuis cent ans ou même des siècles. Nous le voyons avec les deux crises majeures, celle des Eglises et celle du marxisme. L'Eglise catholique, le marxisme, furent de grands systèmes cohérents. Ils donnaient des interprétations complètes du monde ou de ses changements. Qu'en reste-t-il ?*

— Evidemment ! L'homme ne peut pas vivre sans se situer. Le milieu où il se trouve lui paraît toujours un milieu étranger. Le milieu de la nature, tout à fait aux origines, est un milieu étranger pour l'homme. Il y est un corps étranger, vit à son égard en parasite, en prédateur. Il ne peut survivre que dans la mesure où il arrive à en faire un système, je dirais où il se donne le courage d'y vivre. Cela a été vraiment une des sources des religions. L'homme préhistorique aurait disparu au milieu de ces forces s'il ne s'était pas donné le courage d'y vivre en se disant que ce monde-là devait avoir une explication, qu'il devait aussi exister un moyen de le saisir autre que ses faibles instruments de pierre ou de bois. Au fur et à mesure que la société s'est développée, il a cherché une explication qui ne corresponde pas seulement au milieu naturel, mais en même temps qui englobe la société.

» Le christianisme a été une de ces explications ; le marxisme en apporta une autre. Les religions, les philosophies, permettaient à l'homme d'avoir un certain courage de vivre, et lui apportaient la conviction qu'il possédait une maîtrise sur l'ensemble des moyens effectifs d'action. Sur la société, par exemple, il est évident que le christianisme et le marxisme donnaient des moyens d'action. Or ni l'un ni l'autre maintenant ne correspondent plus au nouveau milieu, au nouveau système de la technique. Christianisme et marxisme sont parfaitement dépassés en tant que systèmes idéologiques. On ne peut plus espérer ni reconstruire une société christiano-technique, et le communisme a révélé qu'effectivement il était devant le choix ou bien de s'engager à fond dans une société technicienne, et à ce moment-là le marxisme devient une vague nuée, ou bien de maintenir à tout prix la vérité, l'authenticité du dogme.

Alors, on est en présence d'une idéologie complètement déphasée par rapport à la réalité effective de notre temps. On continue de raisonner sur des catégories sociologiques, politiques et économiques bonnes pour la seconde moitié du XIXe siècle, mais sans rapport avec le monde moderne.

● *Vous croyez en Dieu ?*

— Oui, certes.

● *Mais si Dieu existe, pourquoi serait-il davantage absent de sa création parce qu'elle prend un visage plus technicien qu'auparavant ?*

— Là, vous me posez une question théologique. Je répondrai deux choses : d'abord, bibliquement, nous avons la description de périodes où Dieu se tait, où Dieu semble se *détourner*. Le Dieu biblique auquel je crois n'est pas une entité métaphysique. C'est un Dieu que nous ne connaissons qu'en tant que relation avec l'homme et, de ce fait, il peut y avoir une relation proche ou une relation lointaine. Il peut y avoir un silence. La parole de Dieu ne fonctionne pas automatiquement. Pas plus que, contrairement à ce que certaines sectes pensent, le Saint-Esprit n'est notre propriété. Pour nous, protestants, le Saint-Esprit n'est pas inclus dans l'Eglise. C'est l'une de nos divergences avec les catholiques. Donc, Dieu peut se taire, et je pense, je crois qu'en effet — cela correspond à un de mes livres *l'Espérance oubliée* — nous sommes dans une période de silence de Dieu.

● *La crise, ce serait donc cela ?*

— Oui et non, parce que ce Dieu biblique n'est pas non plus la solution automatique. Ce Dieu biblique n'est jamais celui qui donne des solutions. C'est celui qui vous pose des questions et qui attend de vous une réponse. C'est l'inverse de ce qu'on pense habituellement. Et alors, le deuxième élément de ma réponse, c'est évidemment que, bibliquement, nous sommes en présence d'un Dieu qui respecte l'indépendance et les décisions de l'homme. Jamais nous n'avons un Dieu qui contraint. Si l'homme veut faire des bêtises fondamentales, Dieu les lui laisse faire. Autrement dit, pour moi, croire dans ce Dieu biblique ce n'est pas un moyen de se dire : « De toute façon cela tournera bien. » Je n'en sais rien.

### Quelle révolution est indispensable ?

● *Les pessimistes pourraient penser que de toute façon cela tournera mal... Mais revenons sur terre. Si le marxisme paraît épuisé, l'idée révolutionnaire conçue comme une espérance permanente ne reste-t-elle pas debout ? Le besoin profond de changer tout ce qui existe, ne contient-il pas une solution ?*

— Beaucoup le pensent. La révolution n'est pas la solution. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas seulement la phase révolutionnaire, mais c'est après, dans les deux siècles qui s'étendent de la fin du dix-septième siècle jusqu'en 1917, nous voyons beaucoup d'actes révolutionnaires qui aboutissent à des confirmations d'un processus historique antérieur. Rien de plus. Donc la révolution en elle-même, pour elle-même, ne me paraît pas une solution. D'autre part, je crois fermement une révolution indispensable. Mais le malentendu *commence* à partir de la question suivante : quelle révolution est indispensable ? Il me semble qu'il existe en effet trois étages : au dix-huitième siècle, la question fondamentale par excellence, à juste titre d'ailleurs, concernait le pouvoir politique.

» En définitive, il y avait conflit entre la *société* et le pouvoir politique — le tyran, si vous voulez. La révolution portait sur le pouvoir politique et sa structure, la relation entre le pouvoir politique et le corps social. On a généralement conçu la révolution d'après ce modèle pendant un siècle et demi. Marx en a parfaitement vu les limites au milieu du dix-neuvième siècle, parce que les structures avaient changé. Les éléments disons d'injustice, d'aliénation, etc., n'étaient plus essentiellement politiques, mais essentiellement de type économique. Il a alors conçu une action révolutionnaire, un modèle historique révolutionnaire tendant à répondre à la nécessité d'une révolution économique.

» Maintenant, nous sommes à la troisième phase. Les éléments économiques sont les éléments principaux dans la crise. Nous n'avons pas à résoudre une crise économique, mais une crise provoquée par le développement des *techniques. C'est donc* un troisième modèle de révolution qu'il s'agit d'élaborer. La difficulté considérable, c'est que plus on avance, plus cette révolution devient abstraite. Faire la révolution contre un roi ou contre un dictateur, c'est très clair, très simple. Tout le monde peut s'y mettre. Avec le capitalisme, les choses deviennent déjà beaucoup plus abstraites. Pourtant, cela allait encore à peu près, dans la mesure où il y avait les capitalistes. En faisant glisser la pensée de Marx, on pouvait émouvoir les foules contre les capitalistes.

» Désormais, nous en sommes à un niveau d'abstraction encore plus haut. Comprendre, saisir le système technicien, est une opération d'analyse intellectuelle extraordinairement difficile. Comprendre la crise des valeurs est aussi très difficile. Déclencher des mouvements révolutionnaires à ce niveau devient de plus en plus complexe. C'est pourquoi j'ai parlé du passage de la révolution globale, qui me semble de plus en plus difficile à réaliser, à des révoltes particulières, parce que les mouvements de révolte ne peuvent effectivement que se développer dans une situation de ce genre. Mais ce ne sont que des mouvements très limités.

● *Dans cette crise que nous vivons, valeurs et institutions se disloquent paradoxalement dans des cadres juridiques et politiques stables. Les empires tiennent, Les nations tiennent. Les Etats tiennent. Simultanément, les valeurs auxquelles croyaient les Russes, les Américains, les Français, les Anglais, s'écroulent. Mais la Russie et l'Amérique comme empires, la France et l'Angleterre comme nations, sont toujours debout. N'est-ce pas très singulier ?*

— Oui ! La résurgence, pour moi surprenante, du nationalisme comme passion — qui apparaît très clairement quand on voit le communisme devenir nationaliste — est tout de même stupéfiante. Il s'agit d'une réaction contre la crise elle-même, une réaction dans la mesure où, dans l'effondrement des valeurs, on essaie d'en maintenir un certain nombre. Je crois la nation en elle-même tout à fait dépassée par l'existence du caractère multinational ou transnational de la croissance technicienne. C'est tout à fait évident. Tous les phénomènes économiques sont des phénomènes mondiaux. Les multinationales sont l'expression de ce caractère. Il y a eu un livre sur l'économie mondiale : c'était judicieux, c'est vrai que l'économie est devenue mondiale. La nation est un cadre vieillot et dépassé, mis en question par les phénomènes techniques et les phénomènes économiques. Mais on y tient passionnément, car à quoi d'autre pourrait-on se raccrocher ? Alors, on devient de plus en plus nationaliste, au fur et à mesure que la nation a de moins en moins de raisons d'exister. »

*(A suivre.)*

Propos recueillis par GILBERT COMTE.

**Prochain article :**

**LA VOIE DU SALUT**

Le Monde

# étranger

## LE CONFLIT ENTRE LE POLISARIO, RABAT ET NOUAKCHOTT

### L'armée marocaine pourrait exercer son droit de suite

#### DÉCLARE LE ROI HASSAN II

Le *Front Polisario* paraît avoir marqué un nouveau point en attaquant, vendredi 4 novembre, la petite garnison de Bir-Gandous, en Mauritanie, à 110 kilomètres au nord-est de Nouadhibou et à 40 kilomètres au nord de Boulanouar (*le Monde du 6-7 novembre*).

Dix soldats mauritaniens et un policier ont été *tués au cours* de l'attaque, a indiqué dimanche le ministère mauritanien de la défense.

Cinq soldats seulement ont été retrouvés, une vingtaine d'autres *ayant été faits prisonniers*. La population civile *n'aurait*, quant à elle, pas souffert des tirs sahraouis.

La colonne du Polisario, forte d'une trentaine de véhicules, a été accrochée quelques heures plus tard, dans la soirée de vendredi, par l'armée mauritanienne. Une *quinzaine* de maquisards auraient été tués au cours du combat. Le corps de l'un d'eux a été identifié comme celui d'un chef de katiba (colonne), d'*origine* mauritanienne, Ould Maïziz, bien connu, dit-on, des militaires mauritaniens. *Entre vingt et vingt-cinq* Sahraouis, « *selon des indices laissés sur le terrain* », auraient été blessés. Trois soldats mauritaniens ont été blessés.

*Une haute personnalité française*, dont l'identité n'a pas été révélée, a fait, d'autre part, samedi et dimanche, une visite *éclair* à Nouakchott, où elle est arrivée à bord *d'un* Mystère-20 du GLAM (Groupe de liaisons aériennes ministérielles). *Rien n'a filtré* des conversations de cet émissaire, qui a été l'hôte à dîner, samedi, du président Moktar Ould Daddah.

● A RABAT, le deuxième anniversaire de la « marche verte », lancée en novembre 1975 pour libérer pacifiquement le Sahara occidental de la présence espagnole, a été célébré avec enthousiasme *dans tout le pays*. Il a été *aussi* marqué par un nouvel avertissement du roi Hassan II aux dirigeants algériens. « *Chaque fois*, a-t-il dit dans un discours radiodiffusé *et télévisé, que les frontières marocaines seront à l'avenir violées par le « pseudo-Polisario », l'armée marocaine usera de son droit de suite quelles qu'en puissent être les conséquences.* » Le souverain a souligné que « *le peuple marocain et son roi ne voulaient qu'amour et sentiments fraternels au peuple algérien* ».

Après avoir laissé entendre que des éléments de l'armée régulière algérienne violent *périodiquement* les frontières marocaines, le roi a affirmé que, si de pareilles escalades se répétaient, son armée « *n'hésiterait plus à violer elle-même les frontières algériennes* ». Il a fait observer que la responsabilité d'une *éventuelle guerre* « *incombera aux dirigeants algériens et à eux seuls* », et il a invité son peuple à « *demeurer prêt* » à défendre sa dignité et l'intégrité *territoriale* de son pays.

● A AMSTERDAM, les associations de soutien au peuple sahraoui *de plusieurs pays d'Europe* occidentale — Angleterre, France, Espagne, Italie, Allemagne, Suisse, Portugal, Suède, Belgique et Hollande — se sont réunies les 5 et 6 novembre *en présence* d'une délégation du Polisario. L'assemblée a exprimé son *appui total au Front* et au peuple sahraoui. Elle a adressé une lettre *de protestation* à M. Giscard d'Estaing.

● A PARIS. — Le groupe du parti communiste et celui du parti socialiste et des radicaux de gauche à l'Assemblée nationale ont annoncé, dimanche *matin 6 novembre*, qu'ils s'étaient réunis « *pour examiner la situation grave créée par la politique* du gouvernement *français au Sahara occidental*. »

« *Les députés communistes, socialistes et radicaux de gauche*, poursuit le communiqué publié à l'issue de cette réunion, *sont déterminés à agir pour que tous les Français actuellement détenus par le Polisario soient rendus rapidement à leurs familles.*

« *Mais ni le sort des Français prisonniers du Front Polisario, ni celui des techniciens français travaillant dans la zone des combats, ne seront réglés par l'engagement de la France dans un processus militaire pouvant déboucher à tout moment sur l'internationalisation du conflit du Sahara occidental.*

« *Ils expriment leur très vive inquiétude devant les initiatives dangereuses du gouvernement Giscard-Barre.*

« *A cet effet, ils estiment que la seule voie concevable est celle prenant en compte l'existence du Polisari, à l'exclusion de toute opération militaire ou menace d'intervention.*

« *Ils rappellent que le conflit du Sahara occidental ne peut être réglé en dehors de l'application des principes de l'autodétermination et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.* »

Les députés communistes, socialistes et radicaux de gauche « *demandent, enfin, une déclaration du gouvernement devant l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat sur le budget des affaires étrangères, afin que les élus de la nation et le gouvernement soient placés devant leurs responsabilités* ».

## Rhodésie

● *LORD CARVER*, *commissaire-résident* désigné par Londres pour la *période intérimaire* conduisant à l'indépendance de la *Rhodésie*, a quitté Salisbury dimanche 6 novembre pour le Botswana, première étape d'une tournée dans les pays de « première ligne ». Après ses entretiens avec Lord Carver, M. Smith, premier ministre rhodésien, a déclaré dimanche qu'aucun terrain d'entente n'avait été trouvé avec l'émissaire britannique. Les discussions entre celui-ci et les dirigeants du Front patriotique, MM. Mugabe et Nokomo, doivent se poursuivre prochainement à Malte. — (*A.F.P.*)

## Tunisie

● M. HABIB ACHOUR, secrétaire général de la centrale syndicale *U.G.T.T.*, a déposé une plainte à la suite de menace de mort qu'avaient proférées à son propos un individu brandissant un revolver. Cet incident, que certaines rumeurs ont interprété comme une « tentative d'assassinat », risque d'alourdir le climat social. L'Union régionale du travail de la ville de Sfax assure qu'il est « de nature à engager le pays dans le cercle vicieux du terrorisme ». L'affaire aurait été évoquée dans l'entretien « empreint de cordialité et de sincérité » que M. Achour a eu, samedi 5 novembre, avec le président Bourguiba.

### Manifestations en Algérie contre la politique française

De notre correspondant

Alger. — Les conversations entre l'émissaire du gouvernement français, M. Claude Chayet, et les dirigeants du Polisario, au siège de ce dernier à Alger, ont été suspendues, dimanche soir 6 novembre, après plus de quinze heures d'entretien échelonnés sur quatre jours. Ce n'est pas la rupture mais c'est l'impasse.

M. Chayet a déclaré : « *Nos discussions sont parvenues à un point tel que les positions respectives sont suffisamment claires et précises pour que je puisse en rendre compte à mon gouvernement.* » M. Ould Salek, ministre sahraoui de l'information, a ensuite précisé : « *Nous avons procédé à un tour d'horizon complet sur la lutte qui oppose le peuple sahraoui au Maroc et à la Mauritanie. Nos positions respectives sont très claires quant aux conséquences de ce conflit qui met en danger la paix et la sécurité dans la région. Nous sommes disposés à recevoir de nouveau l'émissaire du gouvernement français quand il le voudra.* »

Cette première série d'entretiens a donné lieu à un dialogue de sourds. M. Chayet s'est efforcé de circonscrire la discussion à la libération des civils français, considérés comme des « *otages* » du Front Polisario, et a refusé de s'engager sur le terrain politique.

MM. Omar Hadrani, membre du bureau exécutif, et Ould Salek, qui étaient en contact avec le secrétaire général du Front Polisario, M. Abdelaziz, et avec le premier ministre, M. Lamine, n'ont voulu à aucun moment reconnaître qu'ils détenaient les disparus. Ils ont également dénoncé le terme d'« *otages* ». Pour eux, il ne peut y avoir que des « *prisonniers de guerre* », ou sinon il faudrait aussi considérer comme des « otages » les guerilleros sahraouis capturés par la Mauritanie et le Maroc, puisque ces deux pays refusent depuis le début du conflit, il y a deux ans, d'autoriser la Croix-Rouge à leur rendre visite et de lui fournir des listes de noms, contrairement à ce qu'a fait le Front Polisario.

Les dirigeants sahraouis ont surtout posé le problème sur le plan politique. Pour eux, le sort des Français, quels qu'ils soient, travaillant en Mauritanie est inséparable des choix de la France. Même si les disparus étaient restitués, que se passerait-il si, au cours d'une attaque contre une ville mauritanienne, des Français venaient à être tués ?

Les dirigeants sahraouis estiment que la France a les moyens de persuader la Mauritanie non seulement de publier la liste des prisonnier mais encore de se retirer du Sahara occidental, ce qui, évidemment, rendrait caduc l'accord tripartite de Madrid et isolerait le Maroc. En somme, il faudrait que la France admette qu'elle a fait une mauvaise analyse au départ et qu'elle modifie sa politique.

MM. Ould Salek et Omar Hadrani ont également fait valoir que la R.A.S.D. (République arabe sahraouie démocratique) aurait souhaité pratiquer une coopération fructueuse avec la France, mais que celle-ci, en agissant comme elle l'a fait, finira par contraindre le Polisario à choisir ses alliés dans un camp alors qu'il souhaite demeurer non aligné et collaborer avec tout le monde.

#### La médiation libyenne

*En marge de ces conversations*, la médiation libyenne semble avoir *fait long feu. Lors de sa* première visite à Alger, le commandant Jalloud aurait proposé, selon une source digne de foi, une procédure analogue à celle qui avait permis la libération de *Mme* Claustre. Il aurait suggéré que les civils français soient remis à la Libye qui, en échange, aurait, d'une part, donné de l'argent et des armes au Front Polisario et, d'autre part, obtenu de la France qu'elle relâche ses pressions militaires. Une fois les esprits calmés, Tripoli aurait libéré les détenus.

Les interlocuteurs du chef du gouvernement libyen auraient répondu qu'on ne pouvait comparer le cas de Mme Claustre à celui des Français de Zouérate, ni mettre en parallèle le Polisario, représentant du peuple sahraoui en lutte pour son indépendance, avec des bandes armées.

C'est à la suite de cette fin de non-recevoir que le commandant *Jalloud serait retourné consulter* le colonel Kadhafi avant de se rendre à Paris. On ignore la teneur de son entretien avec M. Giscard d'Estaing, mais on a noté qu'à son retour à Alger, dimanche, il a réaffirmé « *le soutien inconditionnel de la révolution libyenne à la révolution algérienne* ».

L'Algérie, quant à elle, a agi sur trois plans à la suite du conseil des ministres de jeudi dernier au cours duquel elle a renforcé le dispositif défensif à Tindouf et le long de la frontière marocaine pour parer à toute éventualité, une attaque surprise du Maroc soutenu par la France n'étant pas exclue par la presse algérienne.

L'Algérie a confié une mission au colonel Yahyaoui, qui la représente à Moscou aux festivités du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre. L'ancien directeur de l'académie interarmes de Cherchell s'est entretenu avec le ministre de la défense soviétique. C'est à la suite de cette rencontre que l'ambassadeur d'U.R.S.S. au Sénégal a déclaré que son pays s'élèverait contre « *toute intervention étrangère au Sahara* » et qu'il n'était pas possible d'ignorer le Front Polisario dans la recherche d'une solution (*le Monde* du 5 novembre). C'est la première fois que Moscou prend aussi nettement position en faveur des Sahraouis.

Des manifestations de masse organisées depuis vendredi se multiplient dans tout le pays, drainant des dizaines de milliers de personnes qui dénoncent « *l'intervention militaire française* » et scandent des slogans contre « *l'impérialisme et le colonialisme français* ».

Enfin, les Algériens n'avaient *pas encore réagi officiellement* ce lundi en fin de matinée au discours de Hassan II. *La* radio n'en a même pas fait mention. Toutefois, sous le titre « Face aux menaces dirigées contre sa révolution, fermeté et vigilance de tout le peuple », *El Moudjahid* annonce qu'une grande marche aura lieu à Alger, à partir de 17 heures, lundi après-midi. Deux cortèges partiront, l'un de la place des Martyrs, l'autre de la place du 1er-Mai, et convergeront vers la villa An-Nasr, siège du Front Polisario. Cette manifestation, prévue à l'origine pour dimanche, a apparemment été reportée pour que M. Claude Chayet n'ait pas l'impression d'être soumis à une pression dans la négociation avec les dirigeants sahraouis.

Depuis deux jours, une campagne de *mobilisation politique* de la population a remplacé, dans la presse, celle qui se poursuivait depuis cinq semaines contre la *bureaucratie* (*le Monde* du 4 novembre).

PAUL BALTA.

# AFRIQUE

### Le conflit entre le Polisario Rabat et Nouakchott

## Le travail continue à Zouérate défendue par des soldats marocains et mauritaniens

De notre envoyé spécial

Zouérate. — Au milieu du désert, à 650 kilomètres de la mer, près du Rio-de-Oro : Zouérate, 30 degrés l'hiver et presque 50 degrés en été. C'est là que les Français se sont installés, il y a quinze ans, pour tirer de la Kédia d'Idjil (« la Montagne de fer ») le minerai qui est ensuite acheminé à Nouadhibou par voie ferrée. Ils étaient encore sept cent dix-neuf en avril.

Le 1er mai, le Polisario attaquait la ville.

*« Zouérate a été comme assommée »*, raconte le directeur délégué de la Cominor, M. Rolland Guittard. Quinze jours plus tard, il ne restait plus que soixante Français.

Aujourd'hui, ils sont environ deux cents : cent trente-cinq hommes, trente-huit femmes et une trentaine d'enfants. « *C'est encore insuffisant* », déclare M. Roger Milliotte, directeur de l'exploitation arrivé à Zouérate depuis un mois.

A trois reprises, depuis le 1er mai, Zouérate a été de nouveau attaqué : les 4 et 16 juillet et le 19 août. La dernière fois c'était en plein jour. Les Marocains, qui procédaient à des tirs d'essai, ont envoyé des obus sur les guérilleros qui se cachaient aux environs de la ville. Se croyant découverts, *ceux-ci ont riposté* et la bataille s'est engagée. Une lourde défaite pour le Polisario : des dizaines de morts et du matériel perdu. Cette victoire a redonné le moral à la population.

La communauté française s'est serré les coudes. L'école a repris avec de nouveaux instituteurs. D'autres têtes ont fait leur apparition. La vie *de cette grande famille s'est réorganisée* autour du Mif-Hôtel (de Miferma, l'ancienne société nationalisée le 28 novembre 1974), des deux clubs et dans les coquettes villas fleuries. Rares sont ceux qui voudraient quitter Zouérate pour aller travailler à Nouadhibou. Le climat, bien *que plus chaud, y est plus agréable*. Il y a rarement des vents de sable. Malgré l'isolement (seulement deux avions par semaine, via Nouadhibou) et le danger, on ne se plaint pas dans cette cité où tout est Cominor.

### Un « parc à moutons » ?

La ville a jailli du désert au début des années 60, au pied de la Kedia, une montagne noire, succession de pointes rocheuses qui culminent à 915 mètres et d'où l'on extrait le fer. Petit à petit les *Mauritaniens* se sont installés aux alentours, dans un vaste bidonville séparé des villas par un terre-plein et un long mur ajouré de 1,50 mètre de haut : le mur de la honte. Combien sont-ils ? Personne ne peut le dire, peut-être quinze mille. Peut-être vingt mille. Ils subsistent tant bien que mal. Nomades chassés par la sécheresse dont un grand nombre sont favorables au Polisario. Mais Zouérate n'est plus rien sans la voie ferrée qui la relie à Nouadhibou, véritable cordon ombilical par lequel est amené le ravitaillement. L'essence commence à manquer. Que se passera-t-il quand les trains ne pourront plus passer ? Le transport du minerai devrait en principe reprendre le 14 novembre. Les autorités mauritaniennes ont décidé de créer une unité spéciale de protection afin que la sécurité soit véritablement assurée et que les soldats ne sautent pas des wagons pour dormir plus à l'aise quelque part. Des armes lourdes doivent être installées. Le travail continue donc. Le danger ? « *On y pense tout le temps car nous ne sommes pas à l'abri. Mais que voulez-vous faire ?* » Les plus optimistes, bien que conscients du danger, comme M. Milliotte, pensent que le risque d'un nouveau 1er mai est pratique*ment nul car la ville est maintenant* bien défendue par près de sept cents Marocains et quelque deux cent cinquante Mauritaniens. Des patrouilles sont effectuées. Des radars ont été installés. D'autres, au contraire, estiment qu'ils se trouvent dans un *« parc à moutons »* et que le Polisario n'a plus qu'à venir se servir.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● ERRATUM. — Dans le numéro du *Monde* du 3 novembre, une longue déclaration a été prêtée à M. Chayet en raison d'une erreur matérielle. Le diplomate a déclaré à notre correspondant, en réponse à la question de savoir si la France envisagerait des menaces contre l'Algérie : « *Ce sont là de bien grands mots qu'il n'est pas raisonnable d'employer.* » Ses propos s'arrêtaient là. La suite du paragraphe était un commentaire de Paul Balta.



# PROCHE-ORIENT

### Liban

## Une série d'attentats crée une vive tension

*La situation au Liban s'est brusquement aggravée au cours du dernier week-end. Une dizaine de personnes ont été tuées et quinze autres blessées à la suite de cinq attentats. Le premier visait un avocat musulman connu, Me Abdel Hamid El Ahdab ; une charge de dynamite a détruit, le samedi 5 novembre, deux étages de son immeuble, tuant la fillette, âgée de six ans, de l'avocat, qui a été blessé ainsi que sa femme. Le même jour, deux militants chrétiens de gauche, qui avaient combattu lors de la guerre civile aux côtés des forces palestino-progressistes, ont été abattus dans la région de Koura, contrôlée par les conservateurs. Deux autres attentats à Beyrouth-Ouest, dirigés contre les sièges de partis progressistes, n'ont pas fait de victimes.*

*Par ailleurs, les combats ont repris dans le sud du Liban entre, d'une part, les forces israéliennes et conservatrices libanaises, et, d'autre part, les forces palestino-progressistes. Des obus ont atteint la ville balnéaire de Naharya, tuant deux Israéliens. En guise de représailles, l'artillerie israélienne a pilonné plusieurs localités musulmanes et des positions tenues par les fedayin.*

## Le président Sarkis a demandé au chef de l'État syrien d'obtenir le retrait des Palestiniens du Sud

De notre correspondant

Beyrouth. — Le président libanais, M. Elias Sarkis, a fait, les samedi 5 et dimanche 6 novembre, une visite officielle en Syrie, la deuxième depuis son entrée en fonctions il y a un peu plus d'un an. Le problème du Sud-Liban, les perspectives de solution de la crise du Proche-Orient et de convocation de la conférence de Genève, ainsi que les relations bilatérales ont constitué les trois grands thèmes des entretiens, qui se sont étalés sur près de dix heures, dont plus de la moitié en tête à tête.

Le président Sarkis a exposé la thèse de son pays, qui se résume pour l'essentiel à ceci : il est nécessaire de convaincre les Palestiniens d'appliquer le programme d'exécution des accords du Caire adopté le 25 juillet dernier à Chtaura et relatif à leur retrait du Sud-Liban. A défaut, la Syrie devrait les contraindre à le faire. Beyrouth soutient à cet égard qu'Israël se trouverait alors acculé, soit à souscrire au règlement du problème du Sud, soit à assumer, seul, la responsabilité des tensions et des affrontements.

L'O.L.P. estime, pour sa part, que son retrait du Sud équivaudrait à la fin de la lutte armée palestinienne et qu'il ne peut donc avoir lieu qu'en échange de son admission à la conférence de Genève, tandis que la reconnaissance d'Israël constitue la monnaie d'échange qu'elle garde pour offrir une contrepartie à la création de l'Etat palestinien.

### « Des horizons plus étendus ! »

Tandis que les pourparlers se poursuivaient à Damas, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., prononçait à Saïda un violent réquisitoire contre ceux qui exigeaient le retrait des fedayin du Sud, sans demander pour autant que les Israéliens évacuent les positions qu'ils occupent en territoire libanais. Il a révélé à cette occasion que les représentants israéliens avaient posé comme condition, lors de la dernière réunion de la commission mixte d'armistice israélo-libanaise, que les Palestiniens se retirent sur une ligne située à 10 kilomètres au-delà du fleuve Litani.

Les responsables libanais s'acharnent néanmoins à vouloir dissocier l'affaire du Sud de la crise du Proche-Orient, d'autant plus qu'ils sont conscients que les chances d'un règlement global du conflit israélo-arabe sont minces. Leur visite à Damas les a confirmés dans leur analyse, bien que la position syrienne au sujet de la conférence de Genève et de la paix leur ait paru réaliste et souple.

Les officiels libanais reviennent néanmoins de Damas avec l'impression que leurs conversations ont ouvert « *des horizons plus étendus* » et ils sont convaincus que la Syrie est favorable à un règlement du problème du Sud, même si les Palestiniens soutiennent que Damas a cessé de faire pression sur eux dans ce but. Reste à savoir si les Syriens ont les moyens ou le désir de susciter une confrontation majeure avec *les Palestiniens* alors que *s'aggrave* la crise du Proche-Orient. Le président Assad a, en tout cas, indiqué qu'il ne voulait pas que les pays arabes se mêlent de cette affaire, déclarant que le problème du Sud-Liban « *ne nécessite pas la convocation d'un « sommet » arabe* ». Ses interlocuteurs libanais en ont pris bonne note.

LUCIEN GEORGE.

● *L'agence officieuse iranienne PARS* a invité, le dimanche 6 novembre, les correspondants étrangers en Iran, lorsqu'ils mentionnent le nom du chah dans leurs dépêches, à lui donner son titre entier : « *Sa Majesté impériale le chahinchah aryamehr* ». « *Aryamehr* » signifie « *lumière des aryens* » et « *chahinchah* » « *roi des rois* ». — *(A.F.P.)*

● *La Libye* a commandé à la France deux bâtiments de soutien logistique et de débarquement qui déplacent chacun 2 800 tonnes. Conçus aux chantiers de La Seyne (Var), ces deux navires sont destinés à la marine de guerre libyenne, et l'un, baptisé *Ibn Haritha*, vient d'être mis sur cale, l'autre étant sur le point d'être livré.



### LIBÉRÉ PUIS EXPULSÉ D'ISRAËL

## Mgr Capucci est arrivé à Rome

**Mgr Hilarion Capucci, chef de l'Eglise grecque catholique de Jérusalem, amnistié, libéré dimanche 6 novembre par les autorités israéliennes, est arrivé dans la soirée à Rome. Il avait été arrêté en août 1974 et condamné quatre mois plus tard à douze ans de prison pour s'être rendu coupable de transport d'armes.**

**Mgr Capucci, qui avait toujours contesté sa condamnation, niant les faits reprochés, dénonçant les irrégularités de la procédure et récusant la compétence du tribunal, est considéré comme un « héros de la résistance » par les organisations palestiniennes, et sa libération avait été exigée à plusieurs reprises par les auteurs de prises d'otages. Le prélat, qui paraissait très affaibli, n'a fait aucune déclaration à son arrivée à l'aéroport de Rome et a gagné la ville immédiatement sans rencontrer les nombreux Palestiniens venus l'accueillir.**

De notre correspondant

Jérusalem. — La présidence de l'Etat d'Israël a publié dimanche 6 novembre à 17 heures, deux heures avant que Mgr Capucci quitte sa prison de Ramleh, le texte intégral de la requête de Paul VI à M. Ephraïm Katzir en faveur du chef de l'Eglise grecque catholique de Jérusalem.

Cette lettre est le premier document signé par le pape dans lequel il est fait mention de l'Etat d'Israël et de son président. On a cependant remarqué l'absence de toute indication sur le lieu de résidence du chef de l'Etat, le Vatican ayant voulu éviter, dit-on ici, de mentionner le nom de Jérusalem dans un tel contexte.

La réduction de peine demandée par le Saint-Père se fonde « *sur le mauvais état de santé de l'évêque Hilarion Capucci* », et sa libération, Paul VI s'en déclare convaincu, « *ne se fera pas au détriment de l'Etat d'Israël* ».

Accompagné du délégué apostolique et du chef de l'Eglise grecque catholique de Galilée, ainsi que d'une forte escorte de policiers, le prélat a baisé le sol avant de monter dans l'appareil sans faire la moindre déclaration.

La libération de l'« *évêque terroriste* » a suscité divers mouvements de protestation, notamment au parti travailliste, qui a l'intention d'interpeller le gouvernement. L'Association des Israéliens originaires des pays arabes a demandé par télégramme à M. Begin de prier Paul VI d'intervenir maintenant en faveur des juifs de Syrie comme il l'a fait pour « *un autre Syrien, Mgr Capucci* ». — A. Sc.

## M. BEGIN : Jérusalem n'abandonnera pas la « Judée et la Samarie » à un pouvoir étranger

Jérusalem *(Reuter)*. — Le premier ministre israélien, M. Begin, a rejeté, dimanche 6 novembre, une proposition américaine visant à transformer la rive occidentale du Jourdain en une zone autonome et démilitarisée.

Cette proposition avait été avancée par le conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, M. Brzezinski, dans une interview au *New York Times*.

« *Cette formule*, a déclaré M. Begin à la radio israélienne, *est inacceptable.* » « *Je ne puis permettre*, a-t-il dit, *que la Judée et la Samarie soient abandonnées aux mains d'un gouvernement ou de tout autre organisme étranger.* »

Le cabinet israélien a repoussé, par ailleurs, au cours de sa réunion hebdomadaire, la proposition, attribuée au président Sadate, de créer un groupe de travail pour préparer la conférence de paix de Genève.

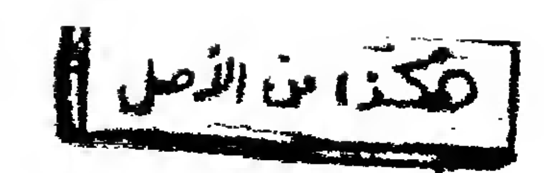
[Au Caire, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ismaïl Fahmi, a démenti que le président Sadate ait renouvelé cette offre qu'il avait formulée l'été dernier.]

# DIPLOMATIE

## M. PIERRE CERLES EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN ROUMANIE

Le *Journal officiel* du 8 novembre annoncera la nomination de M. Pierre Cerles comme ambassadeur en Roumanie, en remplacement de M. Raoul Delaye, récemment nommé ambassadeur en Iran.

[M. Cerles, né en 1915, est entré aux affaires étrangères en 1945. Il a été successivement en poste à Prague, à Londres, à l'administration centrale (Asie-Océanie), au cabinet du commissaire général en Indochine (le général Ely) en 1954-1955, au cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (M. Jean Chamant), à l'administration centrale (Europe) et à Moscou comme deuxième (1957), puis premier conseiller (1962). Détaché auprès de l'OTAN en 1963, il a été premier conseiller à Pékin (1966), puis ambassadeur à Bagdad (1970). Il était depuis 1973 directeur des affaires d'Afrique du Nord et du Levant au Quai d'Orsay.]





# Le soixantième anniversaire de la révolution d'octobre

La révolution d'octobre 1917 en Russie fut, en grande partie, l'œuvre d'un homme : Lénine. Ses partisans, les bolcheviks, étaient *très minoritaires dans un pays soumis, depuis la chute du tsarisme en mars de la même année, à un double pouvoir. Celui du gouvernement provisoire et celui des soviets (ou conseils) qui surgissaient* presque spontanément. Cette dualité provoquait l'anarchie, d'autant plus que la population exigeait une paix avec l'Allemagne et ses alliés que le gouvernement ne voulait pas conclure et un ravitaillement décent qu'il *était incapable d'assurer. Lénine* ne tint aucun compte des objections d'un certain nombre de ses camarades : il osa organiser un coup d'Etat et il gagna.

Les soixante années qui se sont écoulées depuis le 7 novembre 1917 (le 25 *octobre, selon l'ancien calendrier russe) ont été marquées par des crises d'une exceptionnelle gravité* : guerre civile, famine et collectivisation forcée, épurations massives et sanglantes, guerre avec l'Allemagne entre 1941 et 1945, effort gigantesque exigé du peuple pour construire le socialisme par ses seuls moyens. *Mais, tout de même, un pays ressoudé dans la lutte contre les nazis, capable de prendre rang parmi les vainqueurs et de devenir la seconde puissance industrielle du monde. Le régime n'a pas su* s'accommoder de la liberté, il a freiné par ses contraintes l'épanouissement culturel, mais, en luttant contre l'analphabétisme, il a fabriqué des lecteurs.

*Le pays fut longtemps présenté comme un modèle mythique et il semble parfois souffrir de ne plus l'être.* L'Union soviétique fait moins peur à ses adversaires et suscite moins l'admiration de ses amis. Des communistes maintenant s'interrogent sur les qualités du *socialisme en terre soviétique.* Ses successeurs ont-ils trahi Lénine ? *Les déformations étaient-elles la conséquence* inévitable d'un *système mis en place par le fondateur du bolchevisme, qui a travaillé* ou renforcement de la discipline plus sûrement qu'au dépérissement de l'Etat ? Autre question : fallait-il donc la dictature stalinienne pour mener à bien l'industrialisation commencée, en Russie, vers 1880 ?

A *soixante ans, et bien qu'elle ait regretté les excès du « culte* de la personnalité », l'U.R.S.S. n'est pas encore en état d'examiner sereinement tout son passé. Il n'est plus jamais question des hommes qui jouèrent pourtant un rôle essentiel en 1917 et qui sont morts de *façon fort peu naturelle comme Trotski, Zinoviev, Kamenev, Boukharine. Staline, qui, à lui seul, fut tout de 1930 à 1953, est, de temps à* outre, mentionné, avec pudeur. Khrouchtchev, l'artisan de l'ouverture sur l'extérieur, mais trop rustre pour un peuple fier de sa culture et trop impulsif pour des dirigeants en quête de stabilité, est oublié. *Soixante ans après la victoire de la révolution, le Kremlin remplace parfois par la légende une histoire qui l'embarrasse encore.* — B. F.

## Le mode d'industrialisation soviétique et son influence

par CHARLES BETTELHEIM (*)

EN 1917, la révolution d'Octobre brise la domination des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie russes. Le gouvernement provisoire de Kerensky est *renversé*. Il est *remplacé* par le gouvernement ouvrier et paysan dirigé par le parti bolchevique qui affirme sa volonté d'engager le pays dans la voie du socialisme.

Les années 1918 à 1920 *sont marquées* par la guerre civile et l'intervention étrangère, dont le pouvoir soviétique sort vainqueur, mais avec *une production* profondément désorganisée.

En 1921, le parti bolchevique met en route la NEP (Nouvelle politique économique), qui permet le fonctionnement d'un secteur privé, surtout important dans l'agriculture. Pour Lénine, la NEP est plus qu'une mesure étroitement temporaire. Elle doit donner la possibilité d'industrialiser le pays sans exercer une contrainte brutale sur les paysans, grâce notamment au développement des coopératives. Le secteur industriel d'Etat doit dominer de plus en plus en affirmant la supériorité de son organisation.

*Sept ans plus tard, de grands* progrès économiques ont été accomplis. Les salaires réels dépassent le niveau de 1913. La production agricole *rejoint* son volume d'avant *guerre, l'industrie l'a largement* dépassé. *Cependant*, des phénomènes de crise se manifestent : le chômage augmente et le ravitaillement des villes *en céréales* se fait de façon irrégulière. La question est posée : pour industrialiser le pays faut-il abandonner la NEP ou *peut-on* le maintenir en en modifiant les *modalités* d'application ?

*En pratique*, l'ampleur et les caractéristiques du programme industriel mis en *route à partir de 1928* rendent l'abandon de la *NEP inévitable* l'Union soviétique s'engage alors sur une voie entièrement nouvelle. Au nom de la construction du socialisme, c'est un *nouveau mode d'industrialisation* qui s'affirme (1).

Celui-ci est caractérisé par un développement largement prioritaire de l'industrie lourde, la préférence absolue accordée à la technique la plus *moderne*, et par *l'élimination* complète du secteur privé. L'industrie est entièrement étatisée. L'agriculture est collectivisée au sein de *grandes fermes d'Etat* et de *coopératives* (les kolkhozes). Les paysans sont poussés à entrer dans les kolkhozes sans avoir été réellement persuadés de leur supériorité, aussi *faut-il leur laisser* le droit à une parcelle et à un élevage individuels qui continuent à jouer en pratique un rôle économique non négligeable malgré leurs dimensions *limitées*.

Les *conditions dans lesquelles* s'accomplissent les *transformations* économiques des années 1928-1940 sont imposées beaucoup plus par les contradictions sociales qui se développent *alors que par* les prévisions des plans quinquennaux. La pression exercée par les dirigeants économiques du secteur industriel d'Etat *pousse à l'adoption de formes d'organisation et à la mise en œuvre* de techniques extrêmement coûteuses en investissements mais qui accroissent les pouvoirs des organes économiques centraux *et des cadres*. Le mode d'industrialisation soviétique est d'autant plus marqué par cette pression qu'il est conforme à la représentation que la direction du parti bolchevique se fait des exigences du socialisme.

Au cours des années 1928-1940, *les taux de croissance de l'industrie* atteignent des niveaux sans précédent. A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'Union soviétique est devenue une grande puissance *industrielle*. Ainsi, en 1940, elle produit 18,3 *millions* de tonnes d'acier, contre 4,3 millions de tonnes en 1928. Pour cette production, comme pour quelques autres, elle occupa la deuxième place dans le monde. Elle a rejoint et dépassé l'Allemagne, l'Angleterre, la France et le Japon.

Les accroissements de production alors obtenus *sont d'autant plus frappants* qu'au cours des années 30 le reste du monde est plongé dans une profonde crise économique. Le *contraste est saisissant entre la situation de l'Union soviétique*, qui ignore crise et chômage, et celle des autres pays. Un démenti est ainsi infligé à tous ceux qui considéraient qu'une *industrialisation aussi rapide* était *impossible*, d'autant *plus* qu'elle se réalise sans endettement extérieur.

### Un « modèle économique »

Les succès *industriels* remportés par l'Union soviétique exercent une *influence incontestable sur la façon* dont nombre de pays économiquement faibles essaient de résoudre leurs propres problèmes économiques au *lendemain de la deuxième guerre mondiale. Cette influence* est d'autant plus vive que l'U.R.S.S. est sortie victorieuse de la guerre et qu'après la victoire les formes d'organisation et de développement *caractéristiques* de l'*Union soviétique* sont étendues aux démocraties populaires d'Europe.

Dans des pays comme la *Chine*, le Vietnam du Nord, la Corée du Nord ou l'Albanie, *l'influence des résultats obtenus par l'Union soviétique est particulièrement grande*, car ces pays voient triompher des partis communistes qui se réclament comme l'U.R.S.S. du marxisme-léninisme.

Cependant, cette *influence se manifeste aussi* dans des pays dont les gouvernements rejettent le marxisme-léninisme et dans lesquels le capital privé est très loin d'être *éliminé*. Tel est *le* cas, entre autres, *de l'Inde* de *Nehru* et *d'Indira Gandhi* et, jusqu'à un certain point, de l'Egypte de Nasser. Dans ces pays, l'expérience soviétique sert un peu de « *modèle économique* ». On en retient essentiellement les *traits* suivants : la nationalisation d'une partie plus ou moins importante de l'industrie, la planification, la concentration des efforts d'investissement sur certains secteurs économiques *considérés comme des « secteurs clés »*, le choix d'une technologie très « moderne », la réalisation des investissements principalement par l'intermédiaire *du budget d'Etat, le monopole ou le contrôle* d'Etat du *commerce* extérieur.

Les résultats obtenus par les pays ayant pris l'expérience économique soviétique comme un simple « modèle » ne répondent pas à ce qui en a *été attendu. Aucun de ces pays* n'a réalisé une véritable industrialisation. Cependant, le « modèle soviétique » continue à jouer encore aujourd'hui *un rôle certain* dans le *tiers-monde, même dans* des pays dont les gouvernements rejettent le marxisme-léninisme.

Dans les pays ayant des gouvernements se réclamant du marxisme-léninisme, les résultats obtenus sur le *plan industriel* sont *en général* quantitativement remarquables, du moins lorsque ces gouvernements ont su faire œuvre originale et n'ont pas essayé simplement d'imiter un prétendu « *modèle soviétique* ».

Les conditions *concrètes* de chaque pays ont, en effet, *une* spécificité qui *rend* inefficace toute tentative de recourir à *un* « modèle » extérieur. Mais, surtout, le mode *d'industrialisation qui a effectivement* pris corps en U.R.S.S. est porteur de très graves contradictions économiques et sociales.

### Les contradictions

Au cours des années 30, l'industrialisation soviétique a largement reposé sur une « accumulation primitive » analogue à celle dont Marx a dessiné les caractéristiques en analysant les débuts du capitalisme en Angleterre. Cependant, en Union soviétique, ces caractéristiques sont considérablement amplifiées par *le* rythme très élevé du développement industriel et *par la place dominante* qu'occupent les très grandes unités de production dotées de la technique la plus moderne, dont les équipements doivent d'ailleurs être achetés à l'étranger. Aussi l'agriculture est-elle sacrifiée tandis que les paysans sont pratiquement expropriés de leurs terres par une « collectivisation » assortie de prélèvements massifs sur les récoltes. Par voie de conséquence, les productions alimentaires essentielles *s'effondrent*. En 1940, ces productions n'ont pas rejoint leurs niveaux de 1928. Ceux-ci ne sont atteints à nouveau que *plusieurs années* après la fin de la *guerre*. Mais l'agriculture reste un des points les plus faibles de l'économie soviétique. Elle connaît une sorte de crise permanente, en dépit des investissements considérables qui y sont *désormais effectués*.

Au cours de la période d'industrialisation de 1928-1940, l'ampleur des investissements exigés par la création d'une industrie dotée d'une technique extrêmement moderne conduit à une baisse brutale du niveau de vie des paysans (et même à *une famine*) et à une profonde réduction des salaires *réels*. La législation du travail particulièrement avancée qui *avait* été adoptée au lendemain de la révolution d'Octobre cesse alors d'être appliquée. Le « droit au travail » *prend* un *caractère largement pénal*.

Les conséquences politiques de cette évolution sont considérables. Le mécontentement d'une grande partie de la paysannerie et de la *classe ouvrière* entraîne un développement brutal de la répression. Ainsi, les ouvriers et les paysans sont de plus en plus soumis à une division *capitaliste du travail* et à *un* système *hiérarchique*. Ils sont *dessaisis* de tout pouvoir de décision tandis que se développe *une* couche dirigeante privilégiée. *Celle-ci* constitue une *bourgeoisie* d'Etat *qui*, finalement, détient le *pouvoir* politique. Cette évolution ne conduit pas au socialisme mais à *un* capitalisme d'Etat dont le caractère *répressif* se perpétue *au-delà* des *conditions* initiales qui lui ont donné naissance.

Sur le plan économique, on observe qu'une fois épuisées les potentialités de l'« *accumulation primitive* », le *rythme* du développement de l'industrie baisse de plus en plus. Les contradictions du système s'opposent à un large développement des innovations techniques et à leur pleine utilisation. Le décalage entre la technologie industrielle soviétique et celle des autres pays industriels tend *à s'accroître*. Le niveau de vie des ouvriers et des paysans soviétiques reste très inférieur à ce que le niveau de développement de l'industrie devrait permettre *d'atteindre*.

*Les contradictions sociales* et politiques qui résultent de cette situation s'accompagnent d'un développement sans précédent de l'appareil militaire. L'existence de cet appareil assure à l'Union *soviétique un statut* de superpuissance et permet de reporter partiellement, dans le domaine des rapports internationaux, les *effets* des *contradictions internes*. Dans les conditions actuelles, celles-ci bloquent les initiatives de politique intérieure. Elles aboutissent à un « immobilisme » qui rend de *futures crises inévitables*, *mais l'on* ne peut pas prévoir si ces crises auront surtout des prolongements internes ou des conséquences internationales.

La Chine a tiré de sérieuses contradictions *engendrées par* le mode d'industrialisation soviétique. Ces leçons ont été mises en pratique dès la fondation de la République populaire de Chine et, plus encore, *à partir* de 1958 *et, surtout, de* 1966. Aussi, le mode d'industrialisation de la Chine (2) est-il très différent du mode soviétique. Ceci apparaît dans le *refus de sacrifier* l'agriculture à l'industrie, dans la place qui est accordée à la petite et à la moyenne industrie et aux techniques traditionnelles ou intermédiaires, par le refus *d'une surcentralisation économique* et par les efforts accomplis pour limiter la séparation entre travail manuel et travail intellectuel. Les leçons ainsi tirées de l'expérience soviétique donnent lieu *à des luttes* politiques intenses qui ont pour enjeu le socialisme ou le capitalisme d'Etat.

En tout cas, le mode d'industrialisation soviétique revêt une importance mondiale tant en *raison de* la puissance de l'U.R.S.S. que de l'influence internationale exercée par l'expérience économique de ce pays. *Pour ces raisons*, il *importe* que le mode d'industrialisation soviétique soit analysé sous tous ses aspects et dans toutes ses conséquences.

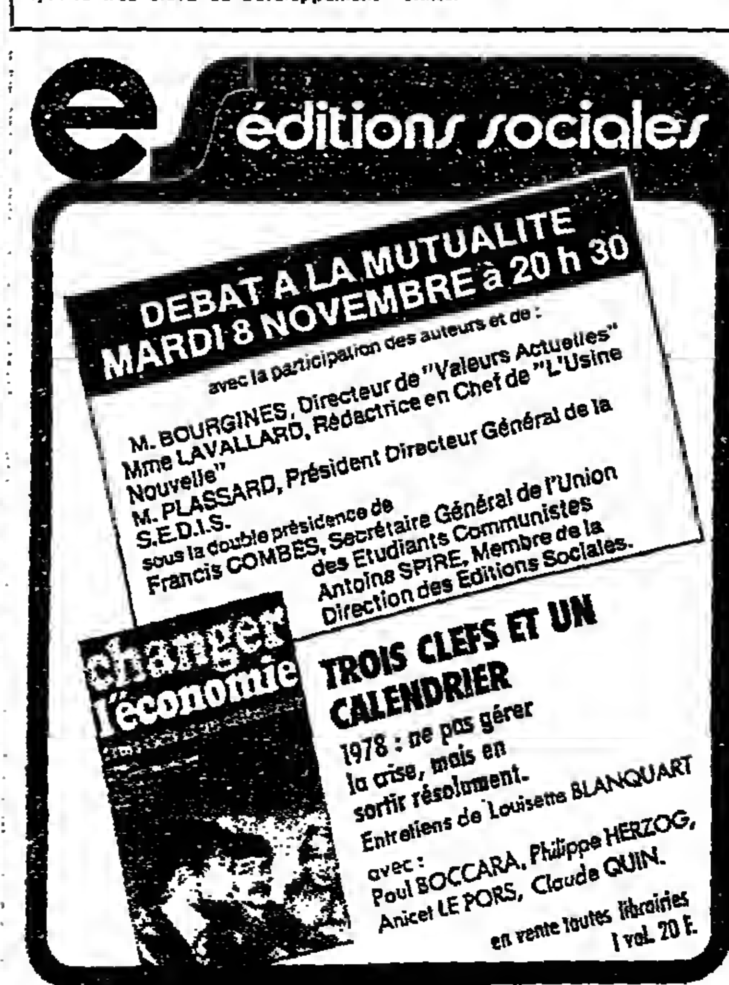
(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

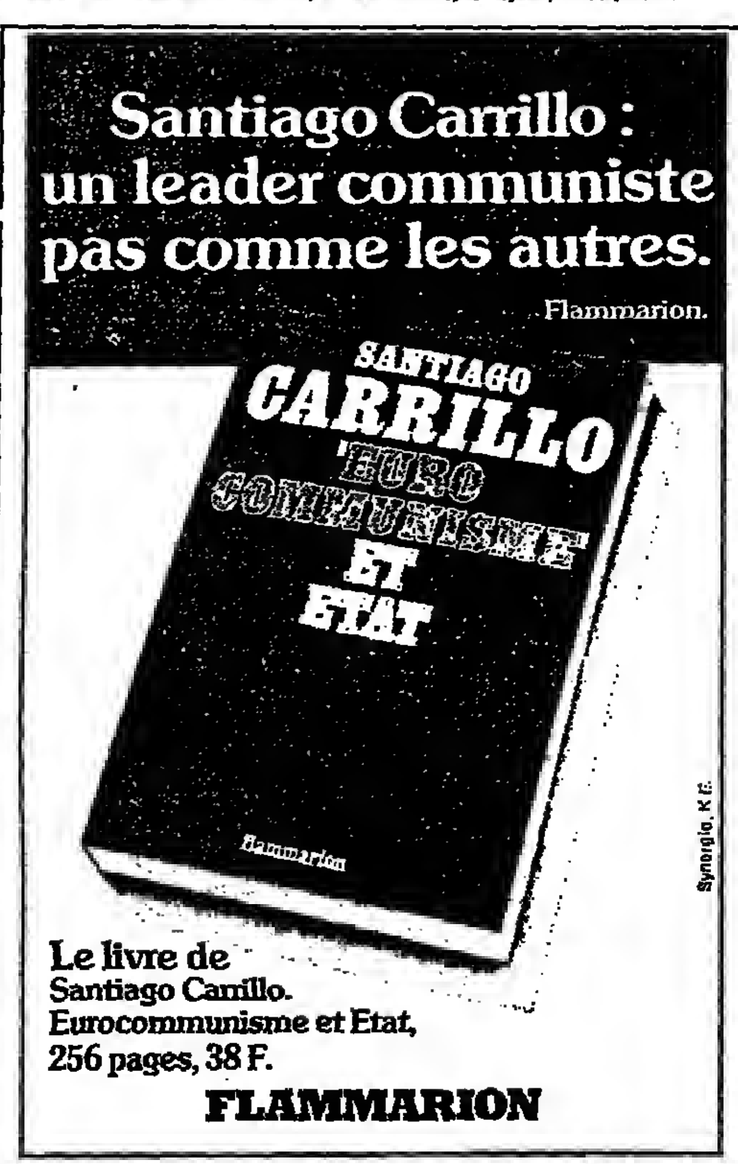
(1) Dans le tome 2 de *les Luttes de classes en U.R.S.S. (1923-1930)*. Seuil-Maspero, j'ai examiné le passage de *la NEP à la politique des plans quinquennaux*.

(2) Ce mode d'industrialisation a *été remarquablement analysé par* E. Poulain dans son livre : *le Mode d'industrialisation socialiste en Chine*, Maspero, Paris, 1977.





# Le soixantième anniversaire

## L'U.R.S.S. du troisième âge

*(Suite de la première page.)*

Tant d'indices concordants pourraient apparaître décisifs. Mieux vaut, cependant, se garder de conclusions définitives. Bénéficiant de toutes les ressources de la médecine soviétique — et, dit-on, occidentale, — le secrétaire général est capable des « retours » les plus fulgurants.

Ainsi en alla-t-il au mois de juin : du côté français, on avait été très impressionné par le mauvais état de santé de M. Brejnev au cours du « sommet » de Rambouillet. On en déduisait volontiers que l'heure de la relève était proche. Quelques jours plus tard, à Moscou, le numéro un du Kremlin stupéfiait bien des ambassadeurs en les invitant à venir le féliciter de sa toute récente élection au poste de président du présidium du Soviet suprême. Pendant près de deux heures, il offrit le spectacle d'un homme en forme, courtois, alerte, au fait *des problèmes, parfaitement capable* de reconnaître tel ou tel ambassadeur et de lui dire quelques mots des dossiers en suspens.

Les « retours » politiques du successeur de Nikita Khroutchtchev ne sont pas moins impressionnants. L'affaire de la Constitution en offre un bon exemple : pendant des années, M. Brejnev, qui tient manifestement à mener son projet à bien, piétine, ne parvient pas à imposer son idée à ses collègues du bureau politique. Le projet paraît définitivement enterré quand, en quelques mois, tous les obstacles se lèvent comme par enchantement. Triomphe personnel de M. Brejnev dont la « marche forcée » fait une victime, M. Podgorny, qui n'a pas su ou n'a pas voulu s'effacer de bonne grâce, n'est suivi par personne et se trouve bien vite littéralement expulsé de l'histoire.

L'épisode, bien sûr, rappelle de fâcheuses pratiques et indique l'importance toute relative qu'il faut attacher à la nouvelle loi fondamentale. Mais qu'importe, en définitive : l'Union soviétique, et la Russie avant elle, en ont vu bien d'autres. Alors qu'en d'autres temps l'incident aurait tout simplement coûté la vie à M. Podgorny, le vieil Ukrainien n'y a pas laissé un seul cheveu ; il a même été autorisé — ou condamné ? — à reparaître au Soviet suprême en tant que simple député, pour l'adoption « à *l'unanimité* » de la Constitution qu'il avait un moment essayé de combattre...

### Un équilibre fragile

Cette séance du Soviet suprême devait réserver une nouvelle surprise : l'une des rares innovations de la nouvelle Constitution consistait en la création d'un poste de premier vice-président du présidium du Soviet suprême, comme si M. Brejnev voulait ainsi se réserver la possibilité de se désigner un dauphin. Mais c'est un homme sans aucun avenir ni envergure qui fut finalement choisi pour occuper ce fauteuil : *âgé de soixante-seize ans*, M. Vassili Kouznetsov, qui exerçait depuis plus de douze ans les fonctions de premier vice-ministre des affaires étrangères et qui a vingt-cinq ans de carrière diplomatique derrière lui, peut faire difficilement figure d'homme qui monte. *Il n'est toujours pas, d'ailleurs,* membre à part entière du bureau politique.

Cette promotion illustre bien, à elle seule, le délicat problème qui se pose aux dirigeants soviétiques: c'est moins M. Brejnev qu'il s'agit de remplacer que toute la vieille garde du bureau politique. Tâche fort complexe, car l'équilibre est fragile dans les hautes sphères du pouvoir, M. Brejnev le sait bien, dont la grande force a toujours été de donner un aspect collectif à son pouvoir. Tirant les leçons du « voluntarisme » khrouchtchévien, il a su ne jamais heurter de front ses collègues du bureau politique, de sorte qu'ils ne sentent pas menacée la sécurité de leur emploi.

Plutôt que d'imposer son point de vue, de rechercher l'épreuve de force, M. Brejnev a toujours su composer et associer ses pairs aux grandes décisions. Ce fut particulièrement flagrant dans la plupart des grandes négociations soviéto-américaines, qui mettaient en jeu des intérêts fondamentaux pour l'U.R.S.S. : à chaque étape cruciale de la négociation, M. Brejnev n'oubliait pas de convoquer une réunion du bureau politique, pour consulter ses collègues, diront les uns, pour les « mouiller », diront d'autres. Quel meilleur moyen, en effet, de désarmer l'adversaire, de le forcer à se démasquer ?

La méthode, on le voit, garantit une certaine stabilité. Mais cette stabilité a un prix : la gérontocratie, avec toutes ses conséquences. Huit des quatorze membres de l'actuel bureau politique ont dépassé l'âge de la retraite et trois seulement ont moins de soixante ans.

Le doyen est M. Pelche, un dur, incontestablement, qui a parfaitement su s'accommoder dans le temps des méthodes staliniennes. Il est âgé de soixante-dix-huit ans. Après lui, vient M. Souslov, l'idéologue du régime qui, avec ses soixante-quinze ans et son grand pouvoir, incarne la continuité. Lui aussi a bien servi le stalinisme. Vrai « tombeur » de Khrouchtchev, il passe à juste titre comme le numéro deux soviétique, l'homme contre lequel on ne peut pas aller, celui qu'il faut se concilier. Il est symbolique et significatif que ce soit à lui qu'ait échu l'honneur de proposer la candidature de M. Brejnev à la présidence du présidium du Soviet suprême *puis* celle de M. Kouznetsov à la première vice-présidence. Une manière de rappeler sa présence et sa puissance. Responsable de l'idéologie, il dispose d'une nombreuse et influente clientèle, qui ne disparaîtra pas forcément avec lui.

Vient ensuite M. Kossyguine, homme « à la triste figure » s'il en fut, mais qui est sans doute le dirigeant qui inspire le plus de respect aux Soviétiques. A soixante-quatorze ans, on ne peut pas lui prédire un grand destin. Il a d'ailleurs été donné « partant » à maintes reprises ; mais lui aussi est toujours là. Expert compétent des questions économiques, il aura passé la fin de sa vie à essayer de faire fonctionner harmonieusement un système rigide et bloqué. A plusieurs reprises, dit-on, M. Brejnev aurait tenté d'en faire le bouc émissaire des échecs du régime, selon le précepte sacro-saint que seul le gouvernement, et surtout pas le parti, peut se tromper.

Toujours par âge décroissant, nous trouvons M. Kirilenko, qui qui a le même âge que M. Brejnev. C'est aussi son ami intime : il lui doit beaucoup sinon tout. Officiellement numéro deux du parti, M. Kirilenko pourrait être amené à jouer un rôle temporaire en cas d'incapacité soudaine de M. Brejnev. Mais le personnage est à la fois trop âgé et trop terne pour pouvoir s'imposer. Il est suivi sur la liste par M. Oustinov, un homme mal connu mais important, qui n'est entré qu'en 1976 au bureau politique, alors qu'il était responsable de l'industrie de l'armement et de l'espace depuis pratiquement la fin de la guerre. Sa nomination au poste de ministre de la défense, en remplacement du maréchal Gretchko, était sans aucun doute une initiative de M. Brejnev qui consolidait ainsi l'emprise du parti sur l'armée : en dépit de sa distinction de maréchal, M. Oustinov ne peut pas être considéré comme un militaire de carrière (il vient du génie) ; malgré les sympathies qu'il peut avoir pour les « mangeurs d'acier » — version russe du lobby militaro-industriel d'outre-Atlantique, — c'est avant tout un « haut *apparatchik* » *dont on* n'a *aucune* raison de mettre en doute l' « esprit de parti ». Sa nomination — au détriment d'un « battant » comme le général Koulikov — n'aurait d'ailleurs pas soulevé un grand enthousiasme dans le haut commandement de l'armée rouge.

### « Jeune génération »...

Autre homme influent et qu'on a sans doute tort de ne considérer que comme un ministre technique, comme un exécutant aveugle : M. Andreï Gromyko. Agé de soixante-huit ans, entré en 1973 seulement au bureau politique, il n'a pas cessé depuis de renforcer ses positions, de prendre de l'assurance. En quatre ans, c'est le seul membre de la hiérarchie que nous ayons vu tenir une vraie conférence de presse. C'était au mois de mars dernier, à l'issue de l'échec des négociations sur la limitation des armes stratégiques que M. Vance venait de mener. M. Gromyko apparut à cette occasion comme un homme très sûr de lui, agressif, ironique ; un homme qui n'a pas besoin, contrairement à la légende, de donner un coup de téléphone au Kremlin avant de répondre à une question. Quel sera son avenir ? Il est bien sûr impossible de répondre, mais il est clair que son poids n'est pas négligeable dans les hautes ins*tances et que son influence* — qui n'est pas celle d'un « libéral », loin de là — déborde le cadre de la politique étrangère.

Après M. Gromyko, viennent les représentants de ce que l'on peut appeler, sans mauvais esprit, la « jeune génération » : M. Kounaiev (soixante-cinq ans) par exemple, qui est aussi premier secrétaire du Kazakhstan *mais* qui doit trop à M. Brejnev et pas assez à lui-même pour être appelé à un grand destin. Il en va tout autrement de M. Andropov, chef du K.G.B. depuis quatorze ans, coopté au bureau politique en 1973 ; très lié à M. Brejnev — il vit dans le même immeuble que le secrétaire général et passe pour l'un de ses amis personnels, — il a incontestablement beaucoup gagné en puissance en acceptant la direction des services de sécurité mais il s'est aussi condamné à ne jouer que les éminences grises dans l'avenir : l'expérience malheureuse de l'un de ses prédécesseurs à la tête du K.G.B., Chelepine, prouve s'il en était besoin qu'avoir incarné la répression ne constitue pas une bonne carte de visite en Occident. Nul doute que l'argument vaudra contre M. Andropov s'il manifeste un jour de trop grandes ambitions et cela bien qu'une campagne tente de le présenter à Moscou comme un libéral. Au sens soviétique du mot, bien entendu, car on ne peut pas oublier le rôle essentiel que M. Andropov a joué lors de l'intervention soviétique en Hongrie, du temps où il y était ambassadeur.

Deux autres membres du bureau politique ont le même âge que M. Andropov, mais sans avoir, et de loin, la même influence : MM. Grichine et Mazourov. Le premier, chef de l'organisation du parti pour la ville de Moscou, est un personnage de deuxième rang, terne et falot à souhait, à la santé particulièrement mauvaise, dit-on, et pour lequel M. Brejnev ne *manifeste* en public qu'indifférence, voire, à une occasion au moins, sarcasme. M. Mazourov, plus important, pourrait avoir son avenir derrière lui : voici des années, en effet, que le premier adjoint de M. Kossyguine est donné, en privé, *comme son successeur* à la tête du gouvernement. Mais rien ne vient jamais pour M. Mazourov, qui, comme par hasard, n'a pas une grande dette politique à l'égard de M. Brejnev...

### ... et « jeunes loups »

Il faut, enfin, parler du groupe des « jeunes loups », d'où émergera peut-être le vrai successeur ; ils sont trois : MM. Koulakov (cinquante-neuf ans) ; Chtcherbitski (cinquante-neuf ans), et Romanov (cinquante-quatre ans). Du trio, c'est sans doute M. Koulakov qui fait la plus grande impression, ne serait-ce que parce qu'il a l'immense avantage sur ses deux rivaux d'être basé à Moscou, au cœur de la lutte politique. M. Romanov vit, en effet, à Leningrad, où il dirige l'organisation du parti de la région, et M. Chtcherbitski sort rarement de son fief de Kiev, où il veille aux destinées de l'Ukraine.

Fidèle de M. Brejnev, M. Koulakov est responsable depuis longtemps au secrétariat du comité central des questions agricoles. Qu'il ait échappé aux difficultés inhérentes aux mauvaises récoltes en dit long sur sa position actuelle : M. Polianski, lui, y a perdu et son fauteuil de ministre et sa place au bureau politique, pour se retrouver en exil... ambassadeur à Tokyo. Depuis quelques années, M. Koulakov aurait considérablement ouvert le champ de ses compétences. Comme M. Gromyko, il prend de plus en plus d'assurance, ce qui ne veut pas dire, bien sûr, qu'il élargisse en même temps le cercle de ses amis.

M. Chtcherbitski a, lui aussi, la réputation de devoir beaucoup à l'actuel secrétaire général, pour le compte de qui il a mené avec succès la purge qui devait débarrasser l'Ukraine, après la chute, en 1973, de M. Chelest, de tous ses éléments officiellement « nationalistes », mais en fa[it] surtout « antibrejnéviens ». On [...] voit mal cependant accéder dire[c]tement aux plus hautes fonctio[ns] sans un « *stage* » préalable [à] Moscou. La même objection va[ut] à l'encontre de M. Romanov, admis en 1976 au bureau poli[tique], et qui ne jouit jusqu'à pré[sent] que d'une réputation de bo[n] administrateur de la ville.

Tel est le tableau du haut per*sonnel politique* de l'U.R.S.[S.] soixante ans après la révolution d'Octobre. Il n'est pas, on le voi[t], éclatant, dans la mesure où [le] système ne s'accommode absolu[]ment pas de brillantes exceptions et où les tenants du pouvoi[r], M. Brejnev en premier, ont man*ifestement* décidé de ne pas enco[re] l'abandonner. L'erreur est sa[ns] doute de taille, car les dirigean[ts] soviétiques, toujours en quête [de] respectabilité, ont perdu là u[ne] belle occasion de prouver [au] monde qu'une transition san[s] à-coup ni coup d'Etat était pos[]sible. Mais la démonstration, ju[s]tement, était-elle possible ? [De] nombreux Soviétiques ne le pen[]sent pas, et considèrent le pro[]blème avec un désintérêt proc[he] du fatalisme. C'est l'un d'ent[re] eux, ancien dignitaire réfug[ié] dans le silence, qui nous confiai[t] : *« Ce pourrait être pire. Ce f[ut] bien pire, déjà. De toute faço[n] ne vous attendez pas à des gra[n]des surprises : le système [de] sélection est tel que, au bout [du] compte, tous les hommes produ[its] par le régime se ressemblent. [On] ne se plie pas impunément à [la] discipline du parti pendant tren[te] ou quarante ans... La vraie pr[é]occupation de mes concitoye[ns] n'est pas de connaître le nom [de] l'homme qui remplacera Brejne[v], mais de savoir qu'est-ce qu'i[ls] trouveront demain dans l[es] magasins. »*

JACQUES AMALRIC.

Prochain article :

**UN PEUPLE DE CONSOMMATEURS FRUSTRES**

## Les frontières en 1917 et en 1977



# de la révolution d'octobre

## LES GRANDES DATES DE L'HISTOIRE DE L'U.R.S.S.

### I. — Du vivant de Lénine

**19 JANVIER 1918** : l'Assemblée constituante se réunit à Petrograd... Elle est dissoute après une journée de session.
**5 FEVRIER** : décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise et de l'école.
**16 FEVRIER** : adoption du calendrier grégorien (universel).
**19 FEVRIER** : décret sur la socialisation de la terre.
**3 MARS** : signature du traité de Brest-Litowsk avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la *Bulgarie*.
**9 MARS** : début de l'intervention occidentale.
**16 JUILLET** : exécution de la famille impériale.
**30 AOUT** : attentat contre Lénine par la socialiste-révolutionnaire Kaplan.
**18 NOVEMBRE** : l'amiral Koltchak se proclame régent de Sibérie.
**15 DECEMBRE** *1919* : le gouvernement de Koltchak se dissout.
**25 AVRIL - 18 OCTOBRE 1920** : *guerre polono-soviétique*.
**28 FEVRIER-8 MARS 1921** : soulèvement des marins de Cronstadt qui réclament le retour aux sources du pouvoir soviétique et rejettent la dictature. Il est écrasé par l'armée rouge.
**8-16 MARS** : le Xe Congrès adopte la nouvelle politique économique, qui table sur l'initiative privée.
**27 MARS-2 AVRIL** : le XIe Congrès nomme Staline secrétaire général du parti.
**16 AVRIL 1922** : signature de l'accord de Rapallo qui rétablit les relations diplomatiques entre la Russie et l'Allemagne.
**30 DECEMBRE** : création de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Les Républiques soviétiques existantes forment une fédération.

### II. — La période stalinienne

**21 JANVIER 1924** : mort de Lénine.
**31 JANVIER** : adoption de la première Constitution de l'U.R.S.S.
**2 FEVRIER** : établissement de relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne (avec la France ce sera chose faite le 28 octobre).
**15 JANVIER 1925** : Trotski cesse d'être commissaire à la guerre.
**10 AVRIL** : la ville de Tsaritsyne devient Stalingrad.
**24 AVRIL 1926** : traité de neutralité et de non-agression entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.
**OCTOBRE 1926** : Trotski est exclu du bureau politique.
**12 MAI 1927** : rupture des *relations anglo-soviétiques*.
**JANVIER 1929** : Trotski est expulsé d'U.R.S.S.
**23-29 AVRIL** : la conférence du parti adopte le premier plan quinquennal.
**21 JUIN** : un arrêté « sur les mesures relatives à la consolidation du système kolkhozien » marque le *début de la collectivisation forcée*.
**29 NOVEMBRE 1932** : pacte de non-agression franco-soviétique.
**16 NOVEMBRE 1933** : établissement de relations diplomatiques avec les Etats-Unis.
**18 SEPTEMBRE 1934** : l'U.R.S.S. est admise à la S.D.N.
**1er DECEMBRE 1934** : l'assassinat à *Léningrad* de Kirov, deuxième personnage du parti, sert de prétexte à des épurations sanglantes et *massives*.
**2 MAI 1935** : traité d'assistance mutuelle franco-soviétique.
**19-24 AOUT 1936** : procès de ce que la propagande appelle le « centre - terroriste trotskiste-zinovievien ». Les principaux accusés — dont Kamenev et Zinoviev, anciens compagnons de Lénine — sont condamnés à mort.
**5 DECEMBRE 1936** : adoption de la constitution stalinienne.
**23-30 JANVIER 1937** : procès du « centre antisoviétique trotskiste » : parmi les accusés et condamnés : Piatakov, Radek.
**16 JUIN** : exécution de Toukhatchevski et de nombreux chefs de l'armée rouge.
**2-13 MARS 1938** : procès du « bloc antisoviétique des droitiers et trotskistes ». Parmi les accusés et condamnés : Boukharine, Rykov (ancien chef du gouvernement).
**1er OCTOBRE** : publication de l'« Histoire du parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. », à la gloire de Staline.
**23 AOUT 1939** : conclusion du pacte de non-agression germano-soviétique.
**17 SEPTEMBRE** : l'armée rouge entre en *Pologne*.
**30 NOVEMBRE 1939** : l'U.R.S.S. attaque la Finlande ; elle est exclue de la S.D.N.
**JUIN 1940** : après l'armistice *franco - allemand*, *l'U.R.S.S.* se fait restituer la Bessarabie et annexe la Boukhovine-Orientale et les Etats baltes.
**6 MAI 1941** : Staline — déjà secrétaire du parti — devient chef du gouvernement.
**22 JUIN** : l'Allemagne attaque l'U.R.S.S.
**12 JUILLET** : accord anglo-soviétique prévoyant des opérations combinées.
**17 JUILLET 1942-2 FEVRIER 1943** : bataille de *Stalingrad*.
**27 JANVIER 1944** : après neuf cents jours de blocus, l'étau *se desserre autour de Leningrad*.
**2 MAI 1945** : l'armée rouge prend Berlin.
**8 AOUT** : en application des accords conclus en janvier à Yalta avec Roosevelt, l'U.R.S.S., quarante-huit heures après Hiroshima, déclare la guerre au Japon *qui capitule* le 15.
**14 AOUT 1946** : arrêté du Comité central sur les revues Zvezda et Leningrad, marquant le début du jdanovisme, période de reprise en *main des intellectuels* et artistes.
**5 OCTOBRE 1947** : création du *Kominform*.
**20 JUIN 1948** : début du blocus de Berlin.
**28 JUIN 1948** : la Yougoslavie est exclue du Kominform.
**25 JANVIER 1949** : annonce de la création du Comecon.
**11 MAI** : fin du blocus de Berlin.
**14 JUILLET** : première bombe atomique soviétique.
**14 FEVRIER 1950** : traité d'amitié sino-soviétique.
**5-14 OCTOBRE 1952** : au XIXe Congrès, Staline prépare un important remaniement de la direction du parti.

### III. — Le dégel khrouchtchévien

**5 MARS 1953** : mort de Staline ; le 6 mars, Malenkov est nommé chef du gouvernement.
**10 JUILLET** : un communiqué annonce l'arrestation de Beria, chef de la police. Son exécution sera annoncée à la fin de l'année.
**20 AOUT** : communiqué soviétique sur l'expérimentation de la *bombe H*.
**3 SEPTEMBRE** : Khrouchtchev est nommé premier secrétaire. Devant le comité central, il critique la politique agricole stalinienne.
**17 AOUT 1954** : décret sur la mise en valeur des terres vierges.
**8 FEVRIER 1955** : Boulganine remplace *Malenkov à la présidence* du gouvernement.
**14 MAI** : signature du pacte de Varsovie.
**26 MAI - 2 JUIN** : Khrouchtchev à Belgrade. *Signature d'une déclaration*.
**14-25 FEVRIER 1956** : vingtième *congrès*. Dans son rapport secret, Khrouchtchev dénonce les fautes et les crimes de Staline.
**22 OCTOBRE** : l'U.R.S.S. se résigne au retour de Gomulka à la *tête du P.C. polonais*.
**4 NOVEMBRE** : intervention de l'armée soviétique à Budapest.
**22-29 JUIN** : le comité central *décide d'exclure les membres* du « groupe antiparti » (Molotov, Malenkov, Kaganovitch, etc.) qui ont voulu destituer Khrouchtchev.
**4 OCTOBRE** : l'U.R.S.S lance le premier Spoutnik.
**15 OCTOBRE** : accord atomique *secret entre l'U.R.S.S. et la* Chine.
**27 OCTOBRE** : le maréchal Joukov cesse d'être ministre à la défense. Il va être exclu de la *direction du parti*.
**1er MARS 1958** : Khrouchtchev remplace Boulganine à la direction du gouvernement.
**31 MARS** : l'U.R.S.S. décide de suspendre les essais nucléaires.
**4 NOVEMBRE** : Khrouchtchev demande la révision du statut de Berlin-Ouest, qui devrait être *transformé* en « *ville libre* ».
**23 MARS** : visite officielle de Khrouchtchev à *Paris*.
**3 JUIN 1961** : rencontre Khrouchtchev-Kennedy à Vienne.
**17-31 OCTOBRE 1961** : le *vingt-deuxième* congrès du P.C. soviétique : reprise des attaques contre Staline. Le différend avec l'Albanie et aussi la Chine est rendu public.
**28 OCTOBRE 1962** : après une période de tension aiguë, Khrouchtchev *annonce* le retrait des fusées soviétiques envoyées à Cuba.
**5 AOUT 1963** : signature à Moscou du traité sur l'arrêt des expériences nucléaires.
**15 OCTOBRE 1964** : Khrouchtchev est mis à la retraite. M. Brejnev le remplace à la tête du parti et M. Kossyguine à la direction du gouvernement. Ils s'engagent à exercer une « direction *scientifique* ».

### IV. — La « direction scientifique »

**5-6 FEVRIER 1965** : voyage à Hanoï et à Pékin de M. Kossyguine.
**MARS** : le *comité central* approuve le programme de M. Brejnev qui augmente considérablement les investissements dans l'agriculture.
**10 JANVIER 1966** : sous le patronage de M. Kossyguine, l'Inde et le Pakistan, alors en guerre, concluent un *accord*.
**FEVRIER** : le procès des écrivains Siniavski et Daniel marque le *début de l'offensive contre* les contestataires.
**MARS** : le XXIIIe Congrès *consacre les changements décidés* lors de la chute de Khrouchtchev. M. Brejnev prend le titre de secrétaire général du comité central.
**JUIN** : voyage en U.R.S.S. du général de Gaulle.
**SEPTEMBRE** : le comité central approuve la réforme de M. Kossyguine qui accroît les pouvoirs des gestionnaires.
**20-21 AOUT 1968** : les troupes du pacte de Varsovie occupent la Tchécoslovaquie.
**MARS 1969** : graves incidents de frontière avec les Chinois sur l'Oussouri.
***AOUT 1970*** : *à Moscou*, le chancelier Brandt signe le traité de coopération germano-soviétique.
***OCTOBRE*** : *première visite* en U.R.S.S. de G. Pompidou, en qualité de président de la République.
**OCTOBRE 1971** : premier voyage en France de M. Brejnev.
**MAI 1972** : visite à Moscou de M. Nixon.
**MAI 1973** : visite de M. Brejnev à Bonn.
***MARS 1976*** : le XXVe Congrès est marqué par le débat entre l'U.R.S.S. et les eurocommunistes.
**JUIN** : réunion à Berlin des P.C. européens.
**16 JUIN 1977** : M. Brejnev est nommé, à la place de M. Podgorny, chef de l'Etat.
**7 OCTOBRE** : le Soviet suprême adopte la nouvelle Constitution.

# Une domination aujourd'hui contestée sur l'Internationale

L'UN des premiers objectifs de Lénine après la conquête du pouvoir en Russie fut la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire. Le projet mûrissait dans son esprit depuis des années. Dès le début de la première guerre mondiale, il avait proclamé que la IIe Internationale, à laquelle son parti avait appartenu, était morte parce qu'elle avait sombré dans l'opportunisme. N'avait-elle pas, selon lui, trahi sa mission en se montrant incapable d'empêcher les travailleurs de participer à la guerre impérialiste ? C'est en vain que, pendant la période des hostilités, il tenta de mettre sur pied une nouvelle organisation.

*Le succès du coup d'Etat* lui donna les moyens de réaliser son projet. Des militants, des dirigeants étrangers qui jusqu'alors ne prêtaient guère attention aux propos des révolutionnaires russes, d'ailleurs en proie à des querelles peu compréhensibles pour les non-initiés, s'intéressèrent naturellement à l'homme et au parti qui avait réussi à instaurer le pouvoir prolétarien. Lénine avait deux raisons de poursuivre à l'extérieur l'entreprise qu'il avait commencée à l'intérieur. Comme la plupart des dirigeants de la première génération bolchevique, il était imprégné d'internationalisme. Et la fragilité de son jeune régime l'amenait à rassembler le plus vite possible les forces qui pourraient faire échec à la réaction impérialiste mondiale.

Il ne croyait pas pour sa part que la Russie fût le pays le plus apte à cultiver la semence marxiste. Il avait profité de la chance que lui offrait la déliquescence du tsarisme, l'effondrement *de l'armée et la crise de la société.* Il ne pensait pas que ce fût suffisant pour faire basculer l'histoire. Il avait allumé l'étincelle. Pour que prenne le feu, ne fallait-il pas que la révolution éclate, s'installe dans un pays plus développé que la Russie et doté d'un prolétariat nombreux, organisé ? Les circonstances avaient fait de Petrograd, puis de Moscou le centre du nouveau monde. C'était provisoire, en attendant que Berlin, par exemple, prenne le relais. Lénine disait le 7 mars 1918 au congrès de son parti : « *Si l'on considère les choses à l'échelle mondiale, il est tout à fait certain que la victoire de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait sans espoir* ».

### Le premier congrès des partis prolétariens révolutionnaires

*Pendant une première période,* les bolcheviks apportèrent leurs encouragements et autant qu'ils le purent leur soutien aux groupes révolutionnaires qui tentaient de jeter bas l'ancien système ébranlé par la « guerre impérialiste ». Il fallait alors rassembler en un mouvement tous ces groupes épars et leur donner une organisation aussi efficace que celle qui avait permis à Lénine de saisir le pouvoir. Ainsi fut convoqué non sans peine le premier « congrès international des partis prolétariens révolutionnaires ». Il réunit à Moscou du 2 au 6 mars 1919 cinquante et une personnes représentant trente pays. Bon nombre des délégués présents vivaient déjà en Russie. Ils prirent des engagements sans être mandatés par quiconque. Lénine ne se laissa pas arrêter par les objections que faisaient notamment les Allemands. Le congrès créa la IIIe Internationale, qui devait être connue sous le nom de Komintern.

Comment cette nouvelle Internationale allait-elle se distinguer de celle qui, d'après Lénine, avait péri dès le début de la guerre ? En imposant à ses membres des conditions extrêmement sévères, une discipline presque militaire. Le deuxième congrès (juillet 1920) a une importance capitale parce qu'il a fixé les statuts de l'organisation et édicté les vingt et une conditions d'admission. Ce document précise d'entrée de jeu que, dans chaque parti communiste, « *la propagande et l'agitation quotidienne doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux documents de la IIIe Internationale* ». Ces partis sont tenus d'« *écarter régulièrement et systématiquement des postes impliquant tant soit peu de responsabilité les réformistes et les centristes et à les remplacer par des camarades éprouvés* ». Ils s'engagent à « *créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution* ». Ils mèneront aussi « *une propagande et une agitation systématique parmi les troupes* », formeront des « *noyaux communistes... dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme* ».

### Une dépendance du parti bolchevique

La douzième condition indique : « *Les partis appartenant à l'Internationale communiste devront être édifiés sur le principe du centralisme démocratique. A l'heure actuelle de guerre civile acharnée, le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise.* » La condition suivante précise que les P.C. « *doivent procéder à des épurations périodiques de leur organisation afin d'en écarter les éléments petits-bourgeois et intéressés* ». Il est dit aussi (quinzième condition) qu'« *il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale communiste soient confirmés par le congrès de l'Internationale ou par le comité exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au congrès de l'Internationale communiste* ». Le document précise (quatorzième condition) que « *les partis désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doivent soutenir sans réserve toutes les Républiques soviétiques dans leur lutte contre la contre-révolution* ».

Dans l'esprit de Lénine, le parti russe n'était certainement qu'un détachement parmi les autres de l'armée révolutionnaire mondiale. Cependant, il fixa lui-même ou accepta les règles qui allaient faire très vite du mouvement international une dépendance du parti bolchevique. Les statuts adoptés par le deuxième congrès précisent que le comité exécutif de l'Internationale donne aux partis membres « *des instructions qui ont force de loi* » et que « *le travail principal et la grande responsabilité au sein du comité exécutif de l'Internationale incombent surtout au P.C. du pays où le congrès mondial a fixé le siège du comité exécutif* ». Sans doute pensait-on alors que ce siège se déplacerait d'un pays à l'autre. En fait il resta fixé en Russie.

Du vivant de Lénine, l'Internationale n'était pas encore une organisation tout à fait monolithique. Elle était constituée par des partis issus de l'ancienne social-démocratie et qui n'avaient pas fini de digérer la scission. Des dirigeants étrangers avaient accepté les conditions qui leur étaient imposées sans toujours comprendre la portée des engagements pris ou dans l'espoir d'atténuer dans la pratique ce qui était exigé. De plus, le parti au pouvoir en Russie était traversé de courants divers. Les hommes qui l'animaient s'opposaient ouvertement. Ces oppositions se reflétaient naturellement dans l'Internationale (dont le premier président fut Zinoviev).

Le climat changea avec la victoire de Staline. Le successeur de Lénine n'avait jamais cru à l'imminence d'une révolution mondiale. Puisque le socialisme s'est installé dans un seul pays, il faut, par tous les moyens possibles, assurer le succès de ce pays. L'accent fut déplacé : jusqu'alors, la Russie avait pour devoir de se consolider afin d'apporter une aide efficace aux révolutionnaires du monde entier. Désormais, les vrais révolutionnaires du monde entier devraient consacrer l'essentiel de leur tâche à la défense et à l'illustration de l'U.R.S.S., vitrine offerte aux travailleurs de la planète qui attendent l'au-delà du capitalisme.

*En même temps* qu'en U.R.S.S. les opposants à Staline étaient emprisonnés, exécutés, les partis communistes de l'extérieur furent priés d'achever leur bolchévisation selon le modèle qui avait permis aux Russes de conquérir et de conserver le pouvoir. Cette bolchévisation impliquait aussi l'épuration des militants et des dirigeants qui avaient ou pourraient avoir des complaisances pour tel ou tel adversaire de Staline. L'Internationale devint l'appendice du P.C. soviétique. Dans ces conditions, était-il utile de convoquer encore des congrès, de soumettre à discussion les directives de Staline qui avait obligé ses subordonnés à concentrer le tir sur les sociaux-démocrates avant de s'apercevoir brusquement que le danger *fasciste* exigeait un front uni ? Ne fallait-il pas habituer les subordonnés à appliquer sans barguigner les ordres de Moscou, à prendre sans poser de questions les virages imposés par le chef suprême ?

*Le VIIe* et dernier *congrès* de l'Internationale eut lieu à Moscou en juillet 1935. Restait le comité exécutif du Komintern placé à la tête d'une organisation ou d'une administration de révolutionnaires professionnels qui exécutaient les ordres de Staline. Cette administration avait le droit non seulement de demander l'exclusion, mais d'exclure directement les militants qui n'étaient pas dans la ligne.

Les déviationnistes convoqués à Moscou pour s'expliquer se retrouvaient généralement en prison. Ainsi le parti communiste polonais fut-il dissous et bon nombre de ses dirigeants exécutés. Le Komintern restait l'instrument par lequel Staline dirigeait lui-même les partis frères.

### Le permis d'inhumer du Komintern

La IIIe Internationale disparut officiellement le 15 mai 1943. Le permis d'inhumer constatait qu'elle avait achevé sa mission et que, maintenant, les divers P.C. engagés dans la lutte contre le nazisme devaient voler de leurs propres ailes. Staline entendait aussi montrer à ses alliés, dont l'aide lui était nécessaire, qu'il était modéré, plein de bonne volonté, que, vraiment, il n'avait aucune envie d'exporter le modèle soviétique. C'était une décision spectaculaire mais de portée limitée, puisque la IIIe Internationale telle que Lénine l'avait rêvée était décédée depuis longtemps. A quoi bon en maintenir les apparences qui faisaient très mauvais effet alors que l'on pouvait exercer l'influence par d'autres moyens ? Les dirigeants des partis frères, qui avaient été employés par le Komintern, allaient rentrer dans leur pays. Les services du comité central soviétique feraient eux-mêmes le travail qui avait été confié à l'Internationale.

Cette Internationale devait pourtant revenir en 1947 sous forme de feu follet. La guerre froide commençait entre l'Est et l'Ouest. Les représentants de plusieurs P.C. furent convoqués en Pologne en septembre 1947. A cette réunion furent mis en accusation par les Yougoslaves les communistes français et italiens parce que, après la guerre, ils avaient perdu l'occasion de faire la révolution. Ce déballage de linge sale resta longtemps en famille. Immédiatement après la conférence furent rendues publiques les interventions qui appelaient à lutter contre l'« impérialisme américain » et ses « valets » et l'annonce de la création d'un organisme. Cet organisme avait des ambitions plus modestes que la IIIe Internationale. Il s'agissait simplement d'un bureau d'information (le Kominform). Il ne regroupait que la plupart des P.C. d'Europe de l'Est (U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie) et deux P.C. occidentaux (France, Italie).

Le Kominform, fondé pour mener la lutte contre les impérialistes américains, ne s'occupa vraiment que de la condamnation de Tito (juin 1948) et de l'épuration des titistes ou prétendus tels qui s'étaient infiltrés dans les autres partis. Il agonisa lentement. Son décès fut enregistré à la fin du printemps 1956 quand les Soviétiques voulurent sceller la réconciliation avec la Yougoslavie. Son existence a coïncidé avec la période la plus aiguë de la guerre froide.

La disparition de cet organisme n'était qu'une formalité puisque les services du comité central soviétique s'occupaient activement des questions du mouvement international. Mais la situation n'était plus comparable à celle de la période stalinienne. N'avait-il pas fallu admettre qu'en dépit de sa brouille avec l'U.R.S.S. Tito était resté communiste? La Chine, malgré ses proclamations d'orthodoxie, n'allait-elle pas contester de plus en plus vigoureusement la politique soviétique? *Dès 1956,* Togliatti pouvait constater que le mouvement était devenu « polycentrique ». Les dirigeants du Kremlin ne s'y sont pas encore résignés. Depuis vingt ans, ils se sont battus pour convoquer des *conférences internationales* dans l'espoir de montrer que les communistes du monde étaient toujours derrière l'U.R.S.S. Ces conférences (1957, 1960, 1969 à Moscou) ont surtout révélé puis confirmé les contradictions internes du mouvement *léniniste.* La dernière réunion réservée aux Européens (Berlin 1976) a mis en évidence les tendances centrifuges.

Le mouvement international tel que l'avaient conçu les fondateurs de l'Etat soviétique et auquel s'accrochent leurs héritiers est mal en point. Aux yeux de beaucoup de communistes étrangers, l'U.R.S.S. a cessé d'être un « modèle » digne d'une admiration sans mélange. Les communistes doivent promettre de faire tout autre chose s'ils arrivent au pouvoir. C'est le sens des critiques faites en particulier en Espagne, en Italie, en France. *Le P.C.F.* adresse aux Russes un autre grief. L'Internationale ne peut plus être, selon *lui,* à sens unique ; il ne s'agit plus de mettre toutes ses forces et sa propagande au service des Etats qui ont *commencé* à construire le socialisme. Il faut aussi que les pays socialistes tiennent compte de *la politique et des intérêts* des P.C. qui sont dans l'opposition. A Moscou, la raison d'Etat — un Etat qui est loin de dépérir comme le prévoyait Lénine avant de prendre le pouvoir — ne peut guère s'accommoder de cet internationalisme-là.

BERNARD FÉRON.

## Des « jours qui ébranlèrent le monde »

**La révolution russe de 1917 a commencé en février avec la chute du tsarisme. Des libéraux, des socialistes modérés ont vainement tenté de constituer un gouvernement stable et capable de se faire obéir. Ce régime que les marxistes qualifient de « bourgeois » était attaqué à droite par des généraux excédés du désordre et à gauche par les bolcheviks, qui lui reprochaient de ne pas répondre aux aspirations du peuple qui voulait le pain et la paix. Deux pouvoirs coexistaient et se combattaient : le gouvernement provisoire et les soviets (conseils). En octobre, affirmant qu'il fallait remettre « tout le pouvoir aux soviets », les bolcheviks abattirent la démocratie bourgeoise évanescente et s'installèrent aux commandes.**

**La chronologie de ce coup d'Etat dans la révolution est faite ci-dessous, selon l'ancien calendrier russe, alors en vigueur, et qui retardait de treize jours sur le calendrier grégorien.**

3 *OCTOBRE* 1917 : Lénine rentre clandestinement en Russie. Il *entend persuader ses camarades* que « *la temporisation, c'est la mort* ».

10 OCTOBRE : le comité central du parti bolchevik se réunit dans l'appartement de Soukhanov (et à l'insu du locataire) ; *il décide de déclencher* l'insurrection. Kamenev et Zinoviev se prononcent contre.

12 OCTOBRE : création d'un comité militaire révolutionnaire pour la défense de Petrograd, qui dépend du comité exécutif du *Soviet* ; *il sera* en fait sous le contrôle des bolcheviks.

16 OCTOBRE : malgré l'opposition des mencheviks, l'assemblée plénière du soviet approuve le statut du comité militaire révolutionnaire. Trotski est appelé à jouer le premier rôle dans cet organisme. A *cette époque,* Zinoviev et Kamenev font savoir qu'ils « *se sont résolument élevés contre l'idée que le parti devait prendre l'initiative d'une quelconque action armée dans un proche avenir... L'insurrection serait à l'heure actuelle condamnée à la défaite. Risquer l'avenir du parti, du prolétariat et de la révolution dans les jours prochains serait un acte désespéré* ».

*19-21 OCTOBRE : publication* d'une longue lettre de Lénine dans laquelle il justifie l'insurrection. Il ajoute : « Nous n'avons jamais nié les difficultés du pouvoir, mais nous ne nous laisserons pas effrayer par *les problèmes* de la *révolution.* »

21 OCTOBRE : les soldats de la garnison de Petrograd reconnaissent le soviet de la ville comme le seul pouvoir existant et le comité militaire révolutionnaire comme son organe de commandement. Les représentants de la garnison exigent le droit de contresigner tous les ordres de l'état-major. Celui-ci refuse.

23 OCTOBRE : le comité militaire révolutionnaire prend le contrôle de la forteresse *Pierre-et-Paul,* où se trouvent cent mille fusils. Kerenski décide de confisquer les journaux bolcheviks. Des torpilleurs partis d'Helsinki se dirigent vers Petrograd pour soutenir *l'insurrection.*

24 *OCTOBRE : mille cinq cents* marins et soldats s'installent au Smolny, où siège l'état-major de la révolution. Au Palais d'hiver, le gouvernement est réuni sous la présidence de Kerenski.

25 *OCTOBRE :* ce *jour doit se* réunir le congrès panrusse des soviets. Le comité militaire révolutionnaire engage les opérations et prend tranquillement le contrôle d'une bonne partie de la ville. Kerenski quitte le Palais d'hiver, *après y avoir* rencontré ses ministres, pour aller au-devant des troupes qui doivent défendre le gouvernement provisoire. Le comité militaire révolutionnaire proclame : « Le gouvernement provisoire a été déposé. Le pouvoir d'Etat est passé aux mains du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd et de son organe, le comité militaire révolutionnaire. « Le nouveau pouvoir s'engage à convoquer une *Assemblée constituante.* Cependant, les ministres du gouvernement provisoire sont encore au Palais d'hiver, protégés par des élèves *officiers* et des hommes d'un bataillon de choc ; ils se rendent dans la nuit. Le tir à *blanc* du *croiseur « Aurore »* au moment de la prise du Palais d'hiver entre dans la légende révolutionnaire.

26 *OCTOBRE* : les journaux « bourgeois » sont supprimés. Un gouvernement appelé, sur *proposition* de *Trotski, conseil* des commissaires du peuple, est formé. Il ne comprend que des bolcheviks, avec notamment Lénine (président), Trotski (affaires étrangères), Lounatcharski (instruction publique), *Staline (nationalités), Rykov* (intérieur). Le soir, devant le congrès des soviets, Lénine propose « à tous les peuples en guerre et à leur gouvernement d'engager immédiatement des pourparlers sur une paix démocratique *équitable,* sans annexions ni réparations ». Lénine présente aussi le « décret sur la terre » qui abolit « immédiatement et sans indemnisation » la grosse propriété foncière. « Les terres des propriétaires fonciers, *de l'Etat,* des couvents et des églises sont mises à la disposition des comités paysans communaux et des soviets communaux. » Kamenev, président du congrès des soviets, déclare que la peine de mort est abolie et que les détenus politiques emprisonnés par l'ancien gouvernement sont libres.

30 OCTOBRE : échec d'une contre-offensive menée par Kerenski.











هكذا من الأصل

# saire de la révolution d'octobre

## Les pays dirigés par des marxistes-léninistes

### En Europe

Jusqu'en 1944 il n'y avait que deux pays marxistes-léninistes : l'U.R.S.S. et la Mongolie. Le « camp » s'est constitué à la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque la plupart des pays d'Europe orientale ont dû imiter le modèle déposé à *Moscou*. Actuellement, les Etats de ce continent *qui se réclament du communisme* sont au nombre de neuf : U.R.S.S. Bulgarie, Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, République démocratique allemande, Yougoslavie, Albanie. Les circonstances de la naissance de ces régimes ont fortement marqué leur évolution. On peut distinguer ceux des pays qui ont été libérés du fascisme sans l'aide de l'U.R.S.S. *et ceux qui ont été* marqués par la présence de l'armée *rouge*.

● LA YOUGOSLAVIE a *chassé* l'envahisseur nazi presque avec *ses* seuls moyens. Après avoir mené une politique ultra-stalinienne, le régime titiste, qui refusait d'admettre une tutelle russe, s'est engagé sur une voie « révisionniste ». Il entend *se* distinguer par l'autogestion du « *socialisme* bureaucratique » et met l'accent sur l'indépendance.

● L'ALBANIE devint communiste avec le concours de sa voisine yougoslave. Rejetant ce parrainage elle prit, en 1948, le parti de Moscou contre Tito, puis, en 1960, se rangea aux côtés des Chinois pour condamner les Soviétiques (qui avaient fait la paix avec les Yougoslaves). Actuellement elle est aussi en froid avec la *Chine*. Très isolée, elle incarne la tendance la plus intransigeante du communisme. Elle paraît également très soucieuse de maintenir son indépendance.

● LA ROUMANIE était alliée de l'Allemagne avant de changer de camp à la fin de la guerre. Après une brève période pendant laquelle la monarchie a été maintenue, la République populaire a *été proclamée le 30 décembre* 1947. Le régime obtint en 1958 le départ des troupes soviétiques et, *depuis, a manifesté de plus en* plus ouvertement sa volonté d'indépendance tout en mettant en pratique un communisme très rigoureux.

● LA POLOGNE, qui appartenait au camp des vainqueurs mais devait accepter la présence de troupes soviétiques, devint une démocratie populaire en 1947. Les troubles de 1956, qui amenèrent le retour de M. Gomulka au pouvoir, *ceux de 1970, qui provoquèrent* la nomination de M. Gierek, *les manifestations ouvrières de* 1976, montrent combien le parti dominant est obligé, plus qu'ailleurs, de tenir compte des aspirations d'une population plus sensible à l'influence de l'Eglise catholique qu'à celle du parti, et que l'on persuade d'accepter, « par raison d'Etat », le régime communiste et l'alliance avec l'U.R.S.S.

● LA TCHECOSLOVAQUIE appartenait également au camp des vainqueurs et a été libérée par l'armée rouge. Les communistes *ont saisi tout le pouvoir en* février 1948, lors de ce qu'on a appelé le « coup de Prague ». C'était le seul pays de cette région dont le développement était — avant la guerre — comparable à celui de l'Europe *occidentale*. Paraissait être d'une orthodoxie parfaite jusqu'au début des années 60. A *voulu, en* 1968, inventer un « socialisme à *visage* humain » et a été brutalement mise au pas.

● LA HONGRIE, ancienne *alliée* de l'*Allemagne*, libérée et occupée par l'armée soviétique. Lors des premières élections (libres) après la guerre, le P.C. venait en troisième position derrière le parti des petits propriétaires et les sociaux-démocrates. *En juin 1948 il obligea la social-*démocratie à fusionner avec lui. Le parti des petits propriétaires fut liquidé. Après une période stalinienne très stricte, l'insurrection éclata en octobre 1956 et fut matée par l'armée soviétique. Depuis lors M. Kadar s'efforce de gouverner avec souplesse en prenant soin de ne pas inquiéter l'U.R.S.S.

● LA BULGARIE, d'abord alliée de l'Allemagne, a elle aussi changé de camp à la fin de la guerre. Le P.C. y a occupé dès 1944 une position dominante et a proclamé en 1947 la République populaire après avoir fait condamner les opposants. C'est sans *doute le pays d'Europe orientale* le plus russophile. Ses dirigeants apparaissent en *toutes* circonstances comme les alliés les plus proches de l'U.R.S.S.

● LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE, zone d'occupation soviétique en Allemagne, a été érigée en Etat en 1949. Le plus riche mais aussi l'un des plus rigides des pays communistes.




### En Asie

*Six pays ou, plus exactement*, cinq pays et demi se réclament en Asie du marxisme-léninisme :

● LA MONGOLIE (appelée parfois Mongolie-Extérieure pour *la distinguer de la province chinoise* de Mongolie). — Les communistes groupés dans le parti populaire révolutionnaire exercent le pouvoir depuis 1921 et ont constitué en 1924 une république populaire. Vers la fin des années 50, ils ont paru tiraillés entre Moscou et Pékin. Après avoir épuré les dirigeants prochinois, ils ont choisi la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. qui, depuis l'origine de leur régime, les a soutenus.

● LA CHINE. — Le P.C. chinois est au pouvoir à Pékin depuis 1949 (Taiwan reste à « libérer »). A l'issue d'une longue dégradation des relations bilatérales, il a rompu, dans les années 60, avec Moscou, la querelle idéologique se doublant d'un conflit territorial. L'histoire contemporaine du P.C. est très agitée, les luttes de fac*tions pour* le *pouvoir* se *mêlant* aux réorientations politiques. La mort de *Mao* (*septembre 1976*) suivie de l'élimination des « quatre », l'abandon des principes majeurs de la révolution culturelle, la rentrée en scène de *M. Teng Hsiao-ping, ont facilité* le retour au « réalisme » dans le domaine économique sans pour autant qu'il y ait amorce de rapprochement avec l'U.R.S.S. ni libéralisation politique.

● LA COREE DU NORD. — Sans la division du pays en zones d'occupation *soviétique* et américaine, après la guerre mondiale, le P.C. *coréen* n'aurait *sans doute* pas assis son pouvoir sur le Nord, *pouvoir* auquel *les élections* de 1948 ont donné une légitimité au moins formelle. *Installé* à Pyongyang par les Soviétiques, le régime a dû son salut, pendant la guerre déclenchée en juin 1950, à l'intervention des troupes chinoises. L'hyper-personnalisation du pouvoir (au prix de purges successives) en même temps que l'indépendance vis-à-vis de Pékin et de *Moscou caractérisent* ce *système* qui a mené une grande politique d'*industrialisation*.

● LE VIETNAM. — Le P.C. vietnamien (anciennement appelé *le parti des travailleurs*) *est* au pouvoir, à Hanoï, depuis 1954, à Saigon, depuis avril *1975*. Il se caractérise par une stabilité presque absolue des instances dirigeantes et, sur le plan extérieur, par un savant jeu de bascule entre Pékin et Moscou, où l'idéologie compte moins que la défense de l'intérêt *national*. La phase actuelle est prosoviétique parce que *l'U.R.S.S. et ses alliés accordent* une aide importante et parce que Pékin se refuse à régler, par la négociation, le conflit territorial en mer de Chine du Sud. Le P.C.V. donne volontiers en exemple au tiers-monde la lutte politique *et militaire menée* contre la France et les Etats-*Unis mais*, confronté à la tâche énorme d'homogénéisation des sociétés nordiste et sudiste, il est demandeur d'une assistance occidentale.

● LE LAOS. — Le P.C. *laotien*, qui a combattu sous le nom de *Pathet-Lao* (*Front patriotique*), dirige seul le pays depuis 1975. Son *histoire se confond largement* avec celle du P.C. vietnamien, sans l'aide duquel sa victoire eût été problématique. Le P.C. laotien a aboli la monarchie. Il a hérité du régime précédent (dont il faisait théoriquement partie, dans le cadre d'une union nationale qui n'a jamais réellement *fonctionné*) une situation diplomatique *originale*, tous les camps étant représentés à Vientiane.

● LE CAMBODGE. — La vic*toire*, au printemps *1975*, du P.C. khmer a été officiellement celle de l'« Organisation », le parti communiste n'ayant fait surface que cette année. L'aide des Vietnamiens, pendant la lutte anti-française et surtout au début de la guerre américaine, a *été* décisive, mais les communistes cambodgiens, lâchés *par Moscou*, protégés par Pékin, sont en très *mauvais termes avec Hanoï, et les* incidents de frontière ne cessent pas. *Ils* ont inventé le système marxiste le plus tristement original, l'isolement du pays s'accompagnant de méthodes sanglantes de gouvernement. Une poignée de cadres dirigeants plie toute une population à son dogmatisme borné.



### En Afrique

*En Afrique, peu de dirigeants* s'avouent marxistes-léninistes. Aucun ne se réclame ouvertement du modèle soviétique. Le plus ancien parti communiste a vu le jour en 1921, chez les travailleurs blancs en Afrique du Sud. *Il* a été interdit en 1950 lors de l'arrivée au pouvoir du parti national.

*En Afrique de l'Ouest, deux ré*gimes se déclarent marxistes-léninistes et s'appuient, en conséquence, sur un parti unique. Il s'agit, au Bénin, du Parti de la révolution populaire et au Congo du Parti congolais du travail.

Ailleurs, en Afrique, les *expé*riences socialistes les plus radicales *ne revendiquent* pas l'éti*quette marxiste-léniniste*. En Ethiopie, la junte militaire, tout en *prétendant* bouleverser les structures agraires du pays, combat intensément le Parti éthiopien révolutionnaire du peuple, organisation clandestine marxiste-léniniste. La révolution somalienne rejette tout modèle *étranger. Quant à la construction* d'une société socialiste dans les anciennes colonies portugaises (*Guinée-Bissau*, Angola, Mozambique), elle s'accomplit, certes, par le truchement d'un parti unique. Mais il s'agit là beaucoup plus d'un héritage de la lutte anticoloniale que d'une, inspiration purement *marxiste-léniniste*.

### En Amérique

● *CUBA* est sur le continent américain le seul pays (1) dont les dirigeants se réclament du marxisme-léninisme. La révolution de Fidel Castro qui triompha le 1er janvier 1959 était de tendance nationaliste de gauche. Les castristes s'opposèrent longtemps aux communistes de vieille souche. Soumis au blocus décidé par les Etats-Unis, ils se rapprochèrent de *l'U.R.S.S.* et *finirent* par se qualifier de communistes. Ils sont maintenant reconnus comme tels par l'U.R.S.S.

(1) Certains dirigeants du parti national du peuple, au gouvernement en Guyana, se réclament du marxisme-léninisme. Le parti d'opposition (parti progressiste du peuple) est officiellement pro-soviétique.

# Le soixantième anniversaire de la révolution d'octobre

## L'Occident et la leçon de Petrograd

par JEAN ELLEINSTEIN (*)

LA première révolution socialiste de l'histoire ne s'est pas déroulée — contrairement aux prévisions de Marx — dans un des grands pays développés économiquement et culturellement de l'Occident, mais en Russie. Les conséquences de ce fait — et de l'échec de la révolution allemande de 1919 — furent immenses et pèsent encore sur notre propre devenir. La révolution d'Octobre fut la première brèche dans le système capitaliste qui dominait sans partage tous les pays et qui portait intégralement la responsabilité de la première guerre mondiale, c'est-à-dire du conflit le plus barbare et le plus sanglant de toute l'histoire.

La lumière d'Octobre devait éclairer ensuite la révolution chinoise, les mouvements anticolonialistes de libération nationale et les luttes des travailleurs en Occident. La trace de cette révolution dans l'histoire contemporaine ne peut se comparer qu'à celle de la Révolution française. Celle-ci avait suscité à travers le monde un mouvement irrépressible pour l'égalité civile, les droits de l'homme, la liberté et la souveraineté des peuples. La révolution d'Octobre prolongeait la révolution française et développait l'idée de l'égalité sociale, c'est-à-dire celle de la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'était le sens profond de la révolution d'Octobre et c'est comme cela qu'elle a été ressentie quel qu'en ait pu être son sort futur. Elle a ébranlé les fondements de l'ordre existant et stimulé les forces destinées à le changer.

Soixante ans après Octobre, l'histoire se présente cependant pour nous d'une façon quelque peu différente de ce que les hommes de ce temps pouvaient l'imaginer.

Au lendemain de la révolution d'Octobre, on pouvait penser qu'elle constituait un véritable modèle destiné à être reproduit même sous des formes diverses. La situation était révolutionnaire en Europe à la fin de la première guerre mondiale, au sens où on l'entendait alors dans l'optique de la Révolution française de 1789, dans celle des révolutions de 1848 et de la Commune de Paris, et le fait est que la révolution allemande — et la révolution hongroise — s'inspirèrent tout à fait de ces exemples.

### L'Ouest n'a pas connu de révolution

Force nous est cependant de constater qu'en dehors des cent jours de la Commune de Paris et des quelques dizaines de jours de la révolution allemande — c'est-à-dire des périodes très brèves — l'Occident n'a pas connu de révolution.

C'est en Orient, là où précisément n'avait pas eu lieu de révolution démocratique bourgeoise, que se sont déroulées les révolutions du vingtième siècle : en Russie, en Chine et dans quelques autres pays de ce type. A l'exception de la Tchécoslovaquie — mais l'influence soviétique y fut déterminante au lendemain de la seconde guerre mondiale, — le socialisme ne s'est développé que dans des pays dont les traits essentiels se caractérisent par la médiocrité du développement économique, le sous-développement culturel, l'absence de libertés, de structures, de traditions et d'organisation démocratique, par le peu de consistance de la société civile et le rôle particulièrement important de l'Etat. Le premier, Gramsci perçut ces traits spécifiques par rapport à l'Occident de la révolution d'Octobre, et rien, bien au contraire, depuis les années 30 n'est venu contredire son analyse. Les différences se sont plus creusées en raison de l'évolution du capitalisme en Occident.

Il a pu cependant sembler que la révolution d'Octobre constituait un modèle pour l'Occident lui-même, c'est ce qu'ont pensé et fort longtemps les partis communistes sous l'influence de deux facteurs complémentaires : le succès réel de la révolution soviétique et l'échec de la révolution en Occident. L'attitude des partis socialistes (ou sociaux-démocrates) ne pouvait que les encourager dans cette idée du fait de leur participation à l'Union sacrée pendant la première guerre mondiale, de leur refus de la révolution alors qu'elle était possible en Europe (entre 1917 et 1921), de leur participation à des expériences de pure gestion du capitalisme.

L'Occident courait ainsi après une révolution introuvable. A défaut de la trouver chez nous, nous projetions nos mythes et nos utopies sur des révolutions situées en dehors de notre sphère de développement. Ce fut d'abord la révolution soviétique elle-même, qui représenta pendant longtemps l'embryon du socialisme de demain qu'il fallait protéger et le modèle que l'on devait imiter. Ce fut ensuite la révolution chinoise et ce furent même des révolutions sud-américaines. Staline, le « Che » et Mao furent ainsi les héros de la jeunesse révolutionnaire de l'Occident en tant qu'ils cristallisaient ses aspirations.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation radicalement nouvelle. La conscience grandit en Occident que notre voie vers le socialisme est radicalement différente de toutes celles qui ont existé jusqu'à présent.

### Un modèle inadapté à l'état de nos sociétés

Le modèle soviétique de révolution est particulièrement inadapté à l'état de nos sociétés et l'est de plus en plus. Le capitalisme, malgré les crises et les guerres, a fait preuve depuis un siècle d'une force d'expansion et d'adaptation que Marx lui-même avait sous-estimée — en particulier la thèse de la paupérisation absolue apparaissait fausse en raison des luttes et des conquêtes ouvrières elles-mêmes. Propriétaires d'objets de consommation et non des instruments de production, nombre d'ouvriers avaient plus que leurs chaînes à perdre. Cela n'enlevait rien à la nécessité de la transformation révolutionnaire des structures économiques et des rapports sociaux, mais cela donnait une autre dimension à la révolution elle-même. A la guerre de mouvement devait succéder, comme le notait déjà Gramsci, la guerre de position. La crise actuelle qui secoue le capitalisme ne me semble pas modifier les données du problème.

En Occident, la révolution sera démocratique, pacifique, légale et graduelle ou ne sera pas. C'est dire à quel point elle sera différente dans ses processus de ce qui s'est passé en Russie ou en Chine. On ne peut retenir l'hypothèse d'une révolution violente s'accompagnant d'une insurrection, voire d'une guerre civile. Ce sont les réformes de structures qui, dans un champ historique relativement long, constitueront la révolution. C'est évidemment introduire une dimension nouvelle dans les rapports entre réforme et révolution par référence aussi bien aux orientations socialistes que communistes traditionnelles. C'est précisément la voie que me semblait ouvrir le programme commun de gouvernement et son application. Un texte admirable de Jaurès hante mon esprit. « *La démocratie,* disait-il au congrès de Toulouse du parti socialiste unifié (S.F.I.O.) en 1908, *est à l'origine comme puissance d'ébranlement, elle est aussi au terme.* »

« *Ainsi,* ajoutait-il, *les horizons qui s'ouvrent devant l'action réformatrice du parti, devant la force de pénétration graduelle de la classe ouvrière s'élargissent à mesure que nous avançons et, de même qu'à l'horizon de la mer l'océan se confond avec l'horizon de l'espace, ici l'œuvre de réforme agrandie, confirmée, poussée sans cesse par un prolétariat organisé toujours plus puissant, tend à se confondre à sa limite avec sa réalisation révolutionnaire.* »

Intuition géniale et fort bien exprimée, cette pensée — qui est fondamentalement celle du vingt-deuxième congrès du P.C.F. — était utopique en 1908 du fait de la guerre prévisible et de l'impossibilité pour un parti socialiste de trouver une voie nouvelle vers le socialisme. Mais justement, nous en sommes en 1977, dans des conditions historiques radicalement différentes. Il est faux de dire que la révolution d'Octobre fut un simple putsch militaire. Le tsarisme succomba en quelques jours du fait de l'existence d'un formidable mouvement populaire qui s'élargit jusqu'à l'automne 1917. Les bolcheviks furent majoritaires dans les soviets ouvriers et soldats parce qu'ils apparurent comme les artisans les meilleurs de la paix et des transformations économiques et sociales et non par la force des baïonnettes.

C'est ensuite que sous l'influence des nécessités de la guerre civile les soviets se vidèrent de leur substance démocratique, que les libertés démocratiques furent supprimées, que le parti bolchevik devint un parti unique, que la police politique (la Tchéka) devint omnipotente et omniprésente. La Constitution soviétique de 1918 enleva le droit de vote à des millions de personnes et établit un suffrage inégal, puisqu'une voix ouvrière valait vingt-cinq mille voix paysannes. La dictature du prolétariat se transformait ainsi en la dictature du parti, celle-ci en la dictature du groupe dirigeant, et bientôt du secrétaire général du parti lui-même, c'est-à-dire de Staline.

Le phénomène stalinien devait naître de ce qui était devenu une voie dictatoriale vers le socialisme. Cela n'était évidemment pas lié à un mode de production socialiste, qui n'existait pas alors, et moins encore à la pensée de Marx, comme si l'Inquisition, les croisades, les massacres d'Indiens étaient dus en quoi que ce soit à Jésus et aux Evangiles.

Le stalinisme ne procédait pas nécessairement de la situation de la Russie soviétique au lendemain de la révolution, mais il pouvait en procéder et il en procéda effectivement.

La confusion qui exista — et existe encore dans une moindre mesure — entre stalinisme et socialisme fut et est utilisée, non sans succès par les adversaires du socialisme, pour en combattre l'idée et la dénigrer aux yeux de millions de gens.

Il me semble, cependant, que l'on ne peut partir de ce qu'est le socialisme là-bas — au-delà de l'Elbe — pour le condamner ici parce que, précisément, c'est de tout autre chose qu'il s'agit, tant pour les voies à prendre pour le triomphe du socialisme que des formes dans lesquelles il s'épanouira. On ne peut tirer aucune preuve, ni positive ni négative, de ce qui s'est passé là-bas parce que les problèmes que nous avons à résoudre sont d'un ordre radicalement différent, ce sont ceux de pays surdéveloppés économiquement, où la culture démocratique est profonde et où il s'agit de combattre les monopoles pour mettre fin à l'anarchie dans la production et la consommation, pour mieux contrôler le progrès afin d'en éviter les dégâts, pour mettre fin à la crise et éviter la décadence, pour démocratiser l'Etat et développer l'autogestion, aussi bien dans le travail que dans la vie quotidienne.

### Replacer l'événement dans le contexte historique

Le rapport entre la révolution d'Octobre et notre propre devenir est donc historiquement incontestable. Il serait tout aussi vain de le nier que de vouloir le concrétiser un tant soit peu, tellement éloignées l'une de l'autre sont la situation de la Russie de 1917 et celle d'aujourd'hui. Il reste que, pour bien comprendre la révolution soviétique et ses suites, l'on doit la replacer dans le contexte historique qui fut le sien, ce que ne font aucun de ceux qui se veulent les maîtres penseurs de la jeune génération, d'André Glucksmann à Bernard-Henri Lévy. La Russie de 1917 avait des siècles de retard sur l'Occident, et, cependant, n'oublions pas que, quatre-vingt-quatre ans après la révolution américaine, l'esclavage subsistait aux Etats-Unis. Vingt ans à peine après la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Napoléon découvrait l'utilisation des hôpitaux psychiatriques pour les opposants politiques. Il fallut soixante ans pour instaurer le suffrage universel, quatre-vingt-quinze ans pour la liberté de la presse et cent douze ans pour la liberté d'association. Au milieu du dix-neuvième siècle, il y a tout juste un peu plus d'un siècle, les enfants travaillaient dans les mines et les usines dès l'âge de sept ans, et les honorables membres de la Chambre des communes repoussaient un Bill qui interdisait le travail au-dessous de treize ans et l'autorisait à partir de dix ans.

On me dit que la Russie connaissait un certain développement économique depuis 1880. Cela est vrai, mais il restait limité à certaines régions et ne touchait pas en profondeur les masses rurales encore immenses. On rappelle que la civilisation russe était brillante au dix-neuvième siècle. Cela est vrai, mais ce n'est malheureusement pas contradictoire avec l'arriération culturelle profonde de l'immense majorité des Russes en 1914.

Tout cela ne justifie rien, n'excuse rien, ni de ce qui a été ni de ce qui est. Simplement, cela nous permet de le comprendre et, surtout, de bien voir les différences fondamentales entre des types de développement très opposés.

De ce point de vue, la célébration du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre présente l'intérêt de révéler clairement les progrès de la conscience de cette réalité en même temps que les obstacles à surmonter pour qu'elle soit totale, contrairement à ce que disent bien des commentateurs : être fidèle à l'esprit d'Octobre, c'est définir les voies et les moyens de la révolution à notre époque et dans notre pays. Cela ne peut se faire, précisément, qu'en la dépouillant de tout ce que l'histoire a accumulé de scories sur la route du socialisme depuis soixante ans.

(*) Historien, membre du P.C.F.



## Le regard des contemporains

« LES événements vont trop vite, le peuple a le droit de savoir ce qui se passe », clamait l'en-tête du journal mural placardé dans les rues de Petrograd et édité par les typographes des *Izvestia* de la capitale de l'empire russe, alors que toutes les imprimeries étaient en grève le jour où se déclenche la révolution d'Octobre.

Dans l'Europe encore en guerre, à un moment où l'information était bien plus lente que maintenant, les événements du 7 novembre sont enregistrés avec prudence. Ainsi, *le Temps* (conservateur) consacre le 9 novembre 1917 (journal du soir, il est antidaté) son « bulletin du jour » à l'arrivée à Paris de l'ambassadeur russe M. Maklakof, « *un de ces hommes clairvoyants qui pressentaient en Russie l'écroulement de l'ancien régime et qui, mesurant à l'avance les responsabilités du pouvoir, auraient voulu créer par étapes un ordre nouveau (...). La France n'a pas cessé d'ouvrir à la Russie le large crédit de sa confiance. Puisse M. Maklakof, en rendant compte à son gouvernement des sentiments qu'il rencontre à Paris, lui traduire avant tout ceux-là* ».

En deuxième page, après une information sur le pré-Parlement, *le Temps* évoque les « menées maximalistes » en quinze lignes : « *Le conseil des délégués ouvriers et soldats de Petrograd a récemment créé un comité révolutionnaire pour entretenir en étroit contact les troupes et la capitale. Aujourd'hui, le comité a nommé et envoyé des commissaires politiques spéciaux dans tous les points les plus importants de la capitale. Les journaux du soir considèrent ces actes du conseil des délégués comme la première tentative des maximalistes de s'emparer du pouvoir. On croit savoir que le gouvernement est décidé à arrêter vigoureusement cette tentative et à y mettre fin une fois pour toutes.* »

Le 9 novembre, le *Frankfurter Zeitung* estime que « *le chemin que Lénine veut prendre pour faire cesser l'effusion de sang paraît absolument impraticable. Il part de cette idée que l'exemple de la Russie sera suivi partout et d'abord en Allemagne. Cette idée absurde renaît d'abord de nouveau dans les cerveaux de ces idéologues ignorants du monde et que leurs longues années d'exil empêchent de voir les réalités de la politique (...). Le chaos en Russie ne peut que retarder la paix, car nous ne pouvons conclure de paix durable qu'avec un gouvernement qui soit le véritable interprète du pays* ».

Le 9 novembre *le Temps* évoque à nouveau les « troubles maximalistes » à Petrograd. « *En fin de journée le conflit entre l'état-major de la circonscription militaire de Petrograd et le comité révolutionnaire militaire du conseil des délégués ouvriers et soldats s'est considérablement aggravé. (...)* » Après avoir décrit les événements, *le Temps* cite la *Gazette de la Bourse de Petrograd* qui explique : « *L'acte du comité révolutionnaire (...), qui a ordonné à la garnison de Petrograd de n'obéir qu'à lui, est le début évident d'une attaque ouverte contre le gouvernement et commence les hostilités intérieures. La situation devient claire et toutes les hésitations ultérieures seraient déjà impossibles, car elles constitueraient un danger mortel ; cette fois, il s'agit non de faire un long procès et la liquidation du mouvement, mais de l'étouffer d'un coup, violent et rapide. Qui sait si l'occasion actuelle n'est pas unique pour la démocratie révolutionnaire de tenter un effort suprême pour sauver la révolution et la patrie d'une catastrophe irréparable ? Qui pense sérieusement en ce moment doit prêter un appui vigoureux au gouvernement !* »

En page 2, on trouve « une enquête en Russie » sur « *le mouvement antijuif savamment ourdi* » et dont les responsables « *sont les partisans de l'ancien régime et les agents de l'ennemi* », car « *il se trouve que cet élément juif est l'élément le plus à même — sauf les Géorgiens dont la sagesse politique est remarquable — de contribuer à un aboutissement heureux de la Constitution et ce parce qu'il est essentiellement évolutionniste dans son esprit et ses méthodes* ».

### « L'ennemi déclaré de l'Entente »

Le correspondant rappelle que si « *à chaque parti politique russe formé avant la révolution correspond un groupement autonome juif (...), on chercherait en vain un groupement juif du parti maximaliste (léniniste), alors que cependant plusieurs leaders de ce parti sont juifs ; et ce fait est très caractéristique : adversaires de l'utopie maximaliste qui, selon le mot de Tseretelli, « fraye le passage au bonapartisme », les juifs dans leur ensemble travaillent à la consolidation du nouveau régime par des moyens appropriés aux nécessités et aux possibilités de l'heure* ».

A Londres, le *Daily Telegraph* (modéré) écrit le 9 novembre : « *Comme la majorité des Russes comprend que les bolcheviks sont une nouvelle source de faiblesse pour la Russie, il faut espérer que le mouvement maximaliste aura pour effet d'opérer la réunion trop longtemps retardée des éléments patriotiques sains de l'armée et de la nation pour mettre fin au chaos.* »

Le *Morning Post* (conservateur) affirme : « *Le parti léniniste a usurpé le pouvoir à Petrograd, mais qu'il survive ou non, il est l'ennemi déclaré de l'Entente et ouvertement l'ami de l'Allemagne. Les Alliés ne peuvent donc pas traiter avec lui ni reconnaître le gouvernement russe, dont la première déclaration consiste en un mouvement de paix séparée (...). Il reste aux Alliés à atteindre par quelque moyen le cœur du véritable peuple russe et ces éléments qui sont fidèles à la cause des Alliés. Nous pensons que c'est une tâche où les Japonais et les Américains pourraient utiliser la force toute récente de leur coopération amicale.* »

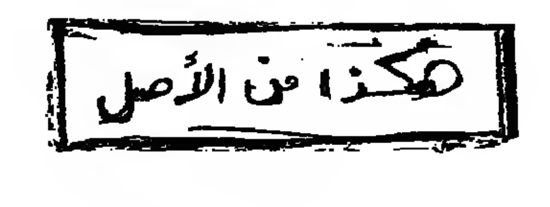
*Ce n'est que le samedi 10 novembre que le Temps* évoque dans un éditorial la « *seconde révolution russe* ». Après avoir décrit les événements, il conclut : « *Dans la première proclamation que le soviet de Petrograd a transmis à l'étranger, il inscrit à son programme « l'offre d'une paix démocratique ». On annonce aussi qu'il a été question à Petrograd, dès la journée critique d'avant-hier, de proposer un armistice à tous les belligérants. Ainsi avertis, les Alliés d'Occident ne doivent pas être pris au dépourvu par la manœuvre qui s'apprête. Ils doivent y opposer, semble-t-il, deux sortes de mesures, dont la rapidité augmenterait singulièrement l'efficacité. Dans le domaine militaire, il faut concentrer l'autorité, but vers lequel la création d'un comité de guerre interallié, décidé à Rapallo, constitue une intéressante étape. Dans le domaine politique, il faut arrêter dès maintenant un plan d'action qui tiendra compte de toutes les éventualités. Pourquoi laisser à l'Allemagne le monopole des initiatives et le privilège de savoir seule manier les événements de Russie.* »

Le dimanche 11 novembre, la révolution sert au *Temps* pour commenter un événement de politique intérieure : « *Bien que les événements de Russie soient de nature à donner à nos socialistes une leçon de modestie, ils continuent soit au Parlement, soit dans les délibérations de leur groupe à suivre une politique d'intransigeance et d'exclusivisme.* » Il s'agit de débats concernant les chemins de fer et les mines.

Le 15 novembre, fausse joie. Les différentes sources d'information citées croient savoir que « *M. Kerensky est arrivé à Petrograd à la tête de ses troupes après avoir battu les bolcheviks (...), qu'il est le maître de Petrograd (...), que Lénine a été capturé* ».

Ce n'est que le mardi 20 novembre que *le Temps* sous le titre « Les succès des maximalistes » écrit : « *La seconde révolution russe, plus sanglante que la première, vient de marquer une étape : en dix jours les maximalistes sont devenus les maîtres à Petrograd, à Moscou et probablement dans la plus grande partie de l'ancienne Moscovie. Le 7 novembre ils ont engagé la partie, le 10 ils semblaient l'avoir perdue, le 17 il l'avait gagnée — provisoirement du moins. (...) Qu'allons-nous faire en face de ces forces nouvelles qui surgissent ? L'ennemi, lui, se prépare depuis longtemps à les utiliser.* »





# EUROPE

## Union soviétique

### Le rédacteur en chef de la « Pravda » affirme que M. Carrillo n'a pu parler parce qu'il est arrivé trop tard à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — M. Afanassiev, membre du comité central du parti communiste de l'Union soviétique et *rédacteur en chef de la Pravda*, a démenti dimanche 6 novembre que M. Santiago Carrillo ait été empêché de prendre la parole à la séance solennelle du Kremlin pour la célébration du soixantième anniversaire de la révolution russe. « *Le secrétaire général du parti communiste espagnol est arrivé à Moscou le soir du 2 novembre, après la fin de la première journée des travaux*, a déclaré M. Afanassiev. *Les camarades soviétiques ont fait savoir à Santiago Carrillo que, dans la mesure où il était arrivé avec un retard considérable à Moscou, il était peu probable qu'il ait la possibilité d'intervenir au Kremlin.* » Les Soviétiques ont offert à M. Carrillo de prendre la parole dans un des meetings de Moscou ou de province, ce que le secrétaire général du P.C.E. a refusé.

La version des faits donnée par M. Carrillo lui-même est sensiblement *différente puisqu'il affirme* avoir remis aux Soviétiques, dès son arrivée, le texte de l'intervention qu'il comptait faire au Kremlin, comme il en était convenu avec M. Afanassiev lui-même lors du voyage de ce dernier à Madrid (*le Monde* du 5 novembre). *Mais, dans sa déclaration*, M. Afanassiev laisse percer la véritable raison du refus opposé à M. Carrillo. En arrivant à Moscou « *avec un retard considérable* », soit après le discours de M. Brejnev, le secrétaire général du P.C.E. a commis un crime de lèse-majesté qui ne lui a pas été pardonné.

D'autre part, la délégation du P.C.F. aux fêtes du soixantième anniversaire, conduite par MM. Paul Laurent et Jean Kanapa, a eu un entretien le samedi 5 novembre avec MM. Kirilenko et Ponomarev, secrétaires du comité central du P.C. soviétique. Le communiqué commun indique que « *la rencontre s'est déroulée dans un climat de camaraderie* », qui a permis aux représentants des deux partis d'« *exprimer franchement leurs points de vue* ». La terminologie choisie laisse penser que les divergences entre le P.C.F. et le P.C. soviétique ont été exposées ouvertement. La délégation française n'aurait pas soulevé l'« incident » Carrillo.

DANIEL VERNET.

### ANCIEN MINEUR DE CHOC

### Alexis Stakhanov est mort

De notre correspondant

Moscou. — Alexis Gregorevitch Stakhanov est mort, samedi 5 novembre. *Il avait* donné son nom à une méthode d'organisation du travail, qui eut son *heure de gloire à la fin* des années 30 en U.R.S.S., bien qu'elle fut fort peu appréciée des travailleurs soviétiques.

*Né en* 1905, Stakhanov est mineur dans le Donbass, quand, dans la nuit du 30 au 31 août 1935, il extrait 102 tonnes de charbon, soit quatorze fois la norme. *En décembre de la* même année, il établit un nouveau record — qui n'est pas dû seulement à ses capacités personnelles — en en extrayant 227 tonnes. Le stakhanovisme est né, favorisant les desseins des dirigeants soviétiques, dont la *première préoccupation est* d'augmenter le rendement. Staline assiste, en personne, à un « congrès Stakhanov ». Le stakhanovisme devient la forme *officielle* de l'organisation du travail ; partout les normes de rendement augmentent, les rémunérations sont déterminées en fonction des normes les plus élevées, mais les salaires de la masse des travailleurs diminuent.

*Il n'est donc pas étonnant* que le stakhanovisme reste un mouvement très limité. Certains de ses membres sont assassinés par leurs collègues de travail dans les années 1935-1938. Le mouvement rencontre même des résistances au sein des syndicats, qui seront largement épurés à la même époque. Cela n'empêcha pas Alexis Stakhanov de poursuivre une carrière qui le mènera en 1943, et jusqu'en 1957, à un *poste* au ministère de l'industrie charbonnière à Moscou. De 1957 à sa retraite, en 1974, il occupa un poste de dirigeant dans une mine du Donbass.

Dans la courte nécrologie qu'elle publie, la *Pravda* semble *vouloir limiter* dans le temps la signification du stakhanovisme quand elle écrit : « *Il a montré l'exemple de l'émulation socialiste pour l'intensification de la productivité du travail dans les années des premiers plans quinquennaux.* » Le stakhanovisme périmé, il *reste « l'émulation socialiste »*, sous des formes un peu plus raffinées. — D. V.

● *M. Santiago Carrillo*, secrétaire général du parti communiste espagnol, se rendra le 8 novembre à Belgrade, où il aura des entretiens avec le président Tito. Il se rendra ensuite à Rome le 10 novembre, où il s'entretiendra avec M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I. Enfin, le 14 novembre, M. Carrillo quittera Madrid pour les Etats-Unis, où il doit prononcer des conférences sur l'eurocommunisme dans les universités de Yale et de Harvard. — *(A.F.P.)*

● *M. Khieu Samphan, chef de* l'Etat du Cambodge, a envoyé un message à M. Brejnev à l'occasion du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre ; ce télégramme a été diffusé lundi 7 novembre par Radio-Phnom-Penh, mais on en ignore encore le contenu. Le Cambodge, dont le parti communiste se situe dans l'orbite de Pékin, n'a pas de relations diplomatiques avec l'Union soviétique et avait rappelé en mai dernier son dernier représentant à Moscou.

● *A Pékin*, nous signale notre correspondant Alain Jacob, l'agen correspondant Alain Jacob, l'agence Chine nouvelle a diffusé — ce qu'elle n'avait pas fait en 1975 et 1976 — le texte du message, purement protocolaire, adressé par le gouvernement à Moscou à l'occasion du soixantième anniversaire. Les autorités chinoises se déclarent prêtes à « *poursuivre leurs efforts* » pour la normalisation des relations entre les deux pays sans formuler de proposition concrète. En revanche, la presse chinoise de lundi publie un éditorial sur le caractère « *invincible* » de la révolution d'Octobre qu'elle oppose à la politique actuelle des dirigeants soviétiques. Elle évoque, note notre correspondant, l'intérêt « *rare* » qu'offre l'expérience de la « *clique renégate* » en tant qu'« *exemple négatif* » pour le prolétariat international.

● *Plus de deux millions de Cubains* ont célébré, *dimanche* 6 novembre, l'anniversaire de la révolution d'Octobre, en faisant du volontariat. Les rues de La Havane étaient désertes, les habitants ayant préféré consacrer leurs loisirs à des travaux effectués à titre gracieux dans des fermes, des usines et autres lieux de production. Ce dimanche rouge a été précédé de nombreuses cérémonies et manifestations en l'honneur de la révolution bolchevique. A 4 heures de l'après-midi, alors qu'il était minuit à Moscou, sirènes, sifflets et klaxons de voitures ont retenti dans toute l'île pour commémorer l'événement. — *(Reuter.)*



# AMÉRIQUES

## États-Unis

### M. Carter met son veto à une loi sur le financement du surrégénérateur de Clinch-River

Washington *(A.F.P.)*. — Le président Carter a de nouveau souligné samedi 5 novembre qu'il accordait la priorité à la lutte contre la prolifération nucléaire *en opposant son premier veto à* une loi du Congrès sur le financement du surrégénérateur de Clinch-River, dans le Tennessee.

La loi accordait un crédit de 80 millions de dollars au titre de l'année budgétaire 1978 pour la poursuite des études du projet de surrégénérateur, lancé en 1970 par le gouvernement fédéral en coopération avec l'industrie privée. Elle avait été adoptée le 20 octobre dernier à main levée au Sénat et par 366 voix contre 52 à la Chambre des représentants. La part financière de l'Etat, si le projet était mené à son terme, est estimée actuellement à 2 milliards de dollars.

Le message présidentiel au Congrès souligne que la poursuite du projet de surrégénérateur de Clinch-River « *compromettrait la politique du gouvernement visant à lutter contre la prolifération de la technologie des armes nucléaires* ». Le projet, affirme encore l'exposé des motifs de M. Carter, « *est dépassé sur le plan technique et non rentable sur le plan économique* ».

C'est la première fois que M. Carter oppose son veto à une loi adoptée par le Congrès depuis son arrivée à la Maison Blanche, en janvier dernier. Le veto est annulé si le Congrès adopte une nouvelle fois la loi à une majorité des deux tiers, soit 67 voix au Sénat et 290 à la Chambre.

∴

*Le 7 avril dernier, le président James aCrter annonçait sa décision d'ajourner* sine die *le retraitement à des fins civiles des combustibles nucléaires irradiés et le passage au stade commercial du développement des réacteurs surrégénérateurs. Ce deuxième point signifiait l'abandon pur et simple de la construction du surrégénérateur de 350 MW de Clinch-River.*

*Cette décision était prise au nom de la lutte contre la prolifération des armes nucléaires : les surrégénérateurs utilisent en effet le plutonium comme combustible. Leur intérêt principal est qu'ils permettent d'extraire environ cinquante fois plus d'énergie d'une même quantité d'uranium que les réacteurs nucléaires « classiques » : ce qui explique que des pays très dépendants de l'étranger pour leur approvisionnement énergétique comme la France, le Japon et l'Allemagne fédérale aient décidé pour leur part de poursuivre dans cette voie.*

*Le veto du président américain va donc dans la ligne de sa politique de non-prolifération. On peut aussi le comprendre comme un coup d'arrêt à l'abandon progressif de principes très stricts : comme l'ont encore récemment illustré les travaux de la conférence d'ouverture du « Programme international d'évaluation du cycle du combustible », lancé à la mi-octobre par le président Carter (le Monde daté 23-24 octobre), celui-ci a dû, sur le plan extérieur, renoncer à imposer à ses partenaires d'abandonner, à leur tour, l'industrie du plutonium. Le Congrès, pour sa part, a commencé l'étude d'une nouvelle réglementation sur l'exportation des technologies nucléaires, dont le but officiel est de les soumettre à la nouvelle politique de non-prolifération, mais qui devrait avoir comme première conséquence de relancer des exportations défaillantes.*

*L'industrie nucléaire américaine s'attendait au veto présidentiel : avec M. Carter, elle reconnait d'ailleurs bien volontiers que le projet de Clinch-River est techniquement dépassé, notamment du fait de l'avance qu'ont prise des pays comme la France. Sans doute, bien des responsables font-ils une analyse proche de celle que l'on fait dans les milieux nucléaires des autres pays : d'ici quelques années, notamment du fait des échéances énergétiques difficiles, l'administration reviendra en arrière. Il sera temps alors de mettre les bouchées doubles, et de tirer profit de tous les travaux de recherche poursuivis aux Etats-Unis sur les surrégénérateurs et qui, en dépit de la politique de la nouvelle administration, bénéficient de crédits supérieurs à ceux dont dispose, sur le même sujet, l'industrie de l'ensemble des pays d'Europe.* — X. W.

### DES SCIENTIFIQUES AMÉRICAINS DEMANDENT L'ARRÊT IMMÉDIAT DE CENTRALES NUCLÉAIRES

Washington (A.F.P., A.P., U.P.I.). — La commission américaine de réglementation nucléaire (N.R.C.) a découvert de graves défauts dans les systèmes de sécurité des centrales électronucléaires, ont affirmé, samedi 5 novembre à Washington, des représentants de l'« Union des scientifiques conscients » (*Union of Concerned Scientists*).

Selon eux, un rapport rédigé par un expert de la N.R.C. met en question la vulnérabilité des systèmes de secours destinés à assurer le refroidissement du cœur du réacteur en cas de fuite du système de refroidissement principal. Ils ont donc demandé l'arrêt immédiat des réacteurs non indispensables à l'approvisionnement électrique du pays.

● *M. Harold Brown*, secrétaire américain à la défense, a annoncé dimanche 6 novembre à Washington, que le budget militaire pour 1979, qui sera présenté au Congrès, serait de 117 milliards de dollars, soit une baisse de 6 milliards de dollars par rapport à celui de 1978.

Le Congrès a alloué 123,1 milliards de dollars à la défense pour l'année fiscale 1978, qui commence en octobre 1977.

Le secrétaire à la défense a précisé que cette baisse allait dans le sens de la limitation de la course aux armements préconisée par le président Carter. — *(A.F.P.)*

## Canada

La fin de la visite du premier ministre québécois

### Paris ignorera les « avertissements » d'Ottawa

*déclare M. Raymond Barre*

Il n'appartient pas à M. Trudeau d'indiquer à la France comment elle doit recevoir ses invités, a dit, samedi 5 novembre, M. Barre, commentant, au micro de la chaîne française de Radio-Canada, les réactions du premier ministre canadien à la visite à Paris de M. Lévesque. (*Le Monde* du 5 et daté 6-7 novembre.)

Le premier ministre français a ajouté : « *Il n'est pas dans l'intention du gouvernement français de tenir compte de ce qui est présenté comme des avertissements.* » Rappelant que M. Giscard d'Estaing avait reçu avec plaisir M. Trudeau à Paris, en juin, M. Barre a ajouté : « *Je pense que le gouvernement français est suffisamment bien élevé pour connaître les règles de la courtoisie internationale, ainsi que pour arrêter ses propres décisions.* »

La France, a dit M. Barre, a une politique « *de non-ingérence dans les affaires du Canada, et encore plus dans les affaires intérieures du Québec* ». Il a ajouté : « *Nous pensons que c'est aux Québécois de déterminer leur avenir ; cet avenir ne nous laisse pas indifférents car il concerne la plus importante communauté industrialisée de langue française dans le monde en dehors de la France, et parce que nous avons de nombreuses raisons de nous intéresser à ce qui se passe au Québec. Nous ne pouvons donc pas être indifférents au destin des Québécois, et nous sommes prêts à les aider (...) qu'elle que soit la route qu'ils choisiront. Mais ce n'est pas à nous de déterminer cette route.* »

Accompagné dimanche à Orly par M. Barre, le premier ministre québécois a reçu, dans la soirée, à Montréal, un accueil enthousiaste de quelque dix mille personnes.

Samedi, M. Lévesque avait rencontré, au petit déjeuner, M. Pelletier, ambassadeur du Canada à Paris, et s'était notamment entretenu avec M. Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, M. Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, et M. Rocard, secrétaire national du parti socialiste.

# EUROPE

## Italie

### Ancien maire de Florence

## M. Giorgio La Pira est mort

**M. Giorgio La Pira, ancien maire démocrate-chrétien de Florence, est mort samedi soir 5 novembre dans une clinique de cette ville, des suites d'une hémorragie cérébrale. Il était âgé de soixante-treize ans.**

**Les funérailles de M. La Pira devaient avoir lieu ce lundi après-midi à Florence.**

### *Le « bolchevik de l'Évangile »*

Un vieillard malingre tenant à peine sur ses jambes et répétant quelques formules stéréotypées dans l'indifférence générale : ainsi était apparu Giorgio La Pira au printemps de 1976 quand la démocratie chrétienne lui demanda de reprendre son bâton de pèlerin et de se présenter aux élections en Toscane après onze célèbre « professore » tut, certes, élu. Etait-ce vraiment nécessaire ? La célèbre *professore* fut, certes, élu. Mais il n'avait personnellement rien à gagner de cette bataille sans risque, conduite aux côtés de jeunes démocrates-chrétiens, contre des communistes pleins d'allant. Il apparut comme un homme du passé, lui qui fut prophète en d'autres temps.

Ce n'est pas cet ultime épisode d'une vie bien remplie que l'histoire retiendra. Le « *maire saint* » restera l'homme du dialogue, le pèlerin de la paix et, de tous les compatriotes démocrates-chrétiens, celui qui aura sans doute eu le plus grand rayonnement hors d'Italie. On l'a traité de tous les noms — « *communiste à l'eau bénite* », « *sans-culotte eucharistique* » — parce qu'il était inclassable et poussait la provocation jusqu'à adopter un mode de vie conforme à ses idées. Un gêneur doublé d'un enfant : tout heureux de vous dire : « *Attendez !* » sur l'air de « *On va voir ce que l'on va voir* » ; de se précipiter sur son vieux cartable, d'en sortir une citation biblique déterminante, imparable, comme un prestidigitateur extrait de sa manche un pigeon. Et de rire sous cape avec délectation.

Giorgio La Pira eut une enfance difficile. Né à Pozzallo, près de Raguse, en Sicile, le 9 janvier 1904, il est vingt ans plus tard, étudiant endroit à Florence. Sa thèse de doctorat commencera comme une encyclique : « *Au nom de la Sainte Trinité...* »

En 1934, ce catholique convaincu est professeur de droit romain à l'université de Florence. Il collabore à la revue *Studium*, organe de la fédération universitaire catholique italienne, dont Mgr Montini — le futur Paul VI — est l'assistant ecclésiastique. En 1939, il dirige une autre revue, *Principi*, qui sera interdite l'année suivante pour avoir condamné la guerre et le fascisme. Deux maux que La Pira lie étroitement : pour lui, être pour la paix, c'est être antifasciste. Il sera arrêté en 1944 et échappera de peu au peloton d'exécution.

Au lendemain de la guerre, le « *professorino* » participe à la rédaction de la démocratie chrétienne, mais tion de la démocratie-chrétienne, mais sans être inscrit au parti. Il est élu député de Florence en 1946, et réélu deux ans plus tard. La Pira tente surtout à cette époque une expérience originale avec trois camarades : Giuseppe Dossetti, Amintore Fanfani et Giuseppe Lazzatti. C'est la célèbre communauté des « *petits cochons* » (« *i porcellini* »), installée dans un appartement de la vieille Rome, avec femmes et enfants. Ses membres sont persuadés que seule la mise en pratique totale de l'Evangile peut conduire à une véritable démocratie.

### La lettre de Khrouchtchev

La communauté se dissout en 1951. Dossetti entre dans les ordres, Fanfani commence une carrière de dirigeant démocrate-chrétien et La Pira abandonne l'année suivante son mandat de député pour devenir maire de Florence. Il sera l'un des premiers à constituer une coalition de centre gauche.

Le « *maire saint* » est un mauvais administrateur. Sa ville frôle la faillite à plusieurs reprises et on doit lui adjoindre un commissaire du gouvernement. Visiblement, l'argent n'est pas son fort. Pendant un temps, La Pira habite dans une cellule du couvent San-Marco, donnant aux pauvres une partie de son traitement. Mais il défend les travailleurs licenciés avec une rare détermination — « *Le chômage est un phénomène anti-chrétien* », — ce qui lui vaudra des passes d'armes épiques avec le patronat. On l'accuse, d'autre part, de trop de bienveillance à l'égard des communistes, tant italiens que soviétiques. N'a-t-il pas adressé des condoléances pour la mort de Staline et prié ouvertement pour lui ? On le traite de « *bolchévik de l'Evangile* ».

Ce sera la grande époque du « *Professorino* ». De Florence, il veut faire « *la ville de la paix, du dialogue, ouverte à toutes les nations, toutes les civilisations* ». Et il y réussit en grande partie. Ses célèbres colloques méditerranéens, ses conférences sur la paix et la civilisation chrétienne (1952-1956), ainsi que la rencontre internationale des maires (1955), réunissent des participants de l'Est comme de l'Ouest. En pleine guerre froide, c'est une gageure. Une photographie représentant le cardinal Elia Dalla Costa et le maire de Moscou, côte à côte dans l'église Santa-Croce, fera le tour du monde.

Début avril 1956. Khrouchtchev fait parvenir à La Pira un texte inédit : son rapport sur les crimes de Staline, présenté quelques semaines plus tôt au vingtième congrès du P.C. soviétique. Le maire de Florence le communique à « *certains amis* », dont probablement M. Amintore Fanfani, alors secrétaire général de la démocratie chrétienne. L'épisode, qui a été révélé récemment, reste à interpréter. Toujours est-il que La Pira joue à cette époque un rôle important. Les communistes italiens reconnaissent aujourd'hui que « *le climat de Florence* » a influencé leur manière d'aborder le catholicisme au cours des années 50.

Homme-charnière, le « *maire saint* » va utiliser cette position de combat pour la paix. En 1964, il envoie un télégramme à tous les chefs d'Etat concernés par la guerre du Vietnam, les invitant à négocier. Cela lui vaudra les félicitations d'Ho Chi Minh, puis des voyages et diverses tentatives de médiation.

Avec la même conviction, La Pira se bat pour la paix au Proche-Orient. Il devient l'ami de Nasser, échange des lettres avec d'autres chefs d'Etat, réclame inlassablement « *une négociation triangulaire* » qui réunirait autour de la même table Israéliens, Arabes et Palestiniens.

L'année 1965 marqua, pour La Pira, la fin de l'âge d'or et le début de la retraite. Il est écarté de la mairie de Florence, victime de sa mauvaise gestion mais aussi de calculs politiques plus subtils. L'année suivante, ce naïf tombe dans le piège qui lui a tendu un hebdomadaire d'extrême droite : acceptant de se laisser interviewer, il prononce quelques phrases entre Hanoï et Washington, et compromet ainsi son vieil ami Fanfani qui est ministre des affaires étrangères. Fanfani est obligé de démissionner.

Retiré dans une clinique où il est choyé par les religieuses, soutenu par quelques fidèles, La Pira continua à lire, à écrire et à prier. Il reste le même, mais constate que le monde change autour de lui. Florence est conquise par les communistes en juin 1975, comme la plupart des grandes villes italiennes. La Pira va s'opposer au candidat catholique qui, l'année suivante, se présente sur les listes du P.C.I. Il reste persuadé — lui, l'homme du dialogue — de l'incompatibilité absolue entre marxisme et christianisme : « *Je suis pour la convergence sur des problèmes concrets*, nous déclarera-t-il en juin 1976, *mais contre le compromis historique qui est une rencontre sur des principes radicalement opposés.* »

ROBERT SOLÉ.

## Allemagne fédérale

## Le parti libéral paraît décidé à maintenir la coalition avec les sociaux-démocrates

De notre correspondant

Bonn. — Chaque congrès du F.D.P. (libéraux) provoque les mêmes rumeurs de crise interne, et de nombreux commentateurs n'hésitent pas à affirmer que l'alliance de cette formation avec les sociaux-démocrates du S.P.D. pourrait se trouver remise en question. Or les premiers débats engagés entre les délégués au congrès du F.D.P., qui s'est ouvert dimanche matin 6 novembre à Kiel, tendent à infirmer ces pronostics.

La position des libéraux au sein de la coalition gouvernementale demeure, il est vrai, délicate. Avec leurs trente-neuf représentants au Bundestag, ils assurent une majorité au gouvernement Schmidt, alors que la C.D.U.-C.S.U. dispose de deux cent quarante-trois députés contre deux cent quatorze seulement pour le S.P.D. Dans quatre Länder (Berlin, Hambourg, Hesse et Rhénanie du Nord-Westphalie) les libéraux sont alliés aux sociaux-démocrates. Mais dans deux autres provinces (Basse-Saxe et Sarre), ils se trouvent au gouvernement avec les chrétiens-démocrates.

Ce régime de « polygamie politique » peut être générateur de tensions. On s'en est aperçu à Kiel à propos de la lutte contre le terrorisme. Le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui préside le parti libéral, s'est élevé contre toute surveillance des conversations que les avocats peuvent avoir avec leurs clients. Dans la Basse-Saxe et la Sarre, les ministres libéraux ont cependant donné leur accord à la proposition chrétienne-démocrate qui abolirait le caractère confidentiel des échanges entre défenseurs et accusés. Ces différences d'attitude ont donné lieu à quelques polémiques très vigoureuses.

C'est cependant sur deux autres sujets que les divisions internes du parti paraissaient menaçantes. Alors qu'il y a quelques semaines, les plus hautes instances du parti se prononçaient en faveur d'un moratoire dans la construction des centrales nucléaires, le congrès de Kiel va sans aucun doute entériner une position beaucoup plus souple, qui ne causera aucun embarras au gouvernement fédéral.

D'autre part, sur le terrain économique, la voix des « interventionnistes », qui se faisait clairement entendre depuis plusieurs mois, paraît étouffée aujourd'hui par celle des partisans d'un libéralisme classique, tel qu'il s'exprime dans l'« économie sociale de marché » à laquelle la plupart des citoyens demeurent apparemment attachés.

Quant à la stratégie générale du F.D.P., tout en soulignant que son parti entendait préserver son indépendance, M. Genscher n'a pas laissé de doute sur la fidélité des libéraux à la coalition avec le S.P.D. Il a ainsi confirmé l'analyse du président de la C.S.U. (chrétiens sociaux bavarois). Depuis quelque temps, en effet, M. Franz-Josef Strauss ne cesse de mettre ses collègues de la C.D.U. en garde contre la « *dangereuse illusion* » qu'au lendemain des élections générales le parti libéral pourrait être prêt à changer de camp. D'ici là, il est vrai, l'équilibre politique au sein du parti de M. Genscher peut encore être modifié.

JEAN WETZ.

## La Fraction armée rouge menace de faire exploser en vol trois avions de la Lufthansa

Bonn (*A.F.P.*). — Pour la première fois depuis la découverte du corps de Hanns-Martin Schleyer, les terroristes ouest-allemands de la Fraction armée rouge se sont à nouveau manifestés samedi 5 novembre. Ils ont adressé à différentes agences de presse trois messages identiques dans lesquels ils indiquent leur intention de faire exploser en vol trois appareils de la Lufthansa, pour se venger de l'échec du détournement de Mogadiscio et de la mort d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe à la prison de Stammheim après l'annonce de cet échec.

Ces menaces sont prises au sérieux par le gouvernement fédéral allemand, de même que par l'Office criminel fédéral, a indiqué à Bonn un porte-parole officiel. Si elles étaient mises à exécution, estime-t-on dans les milieux gouvernementaux, ces menaces marqueraient le passage du terrorisme au dernier échelon de la violence politique : celui de la guerre totale entre les extrémistes d'une part, le gouvernement et l'opinion publique d'autre part.

A la Lufthansa, on assure que les contrôles dans les aéroports sont actuellement « *si sévères qu'il n'est plus possible de les renforcer encore* ». L'aéroport de Francfort, le deuxième par ordre d'importance en Europe occidentale, est continuellement gardé par trois cents hommes de la police des frontières, de la police du Land de Hesse et d'une unité spéciale américaine. Les toits sont surveillés en permanence et les environs de l'aéroport constamment fouillés au cas où les terroristes essaieraient de tirer des petites fusées contre les avions.

Le mouvement d'opinion et les mesures de police provoqués par l'affaire Schleyer et celle du Boeing de la Lufthansa ont, d'autre part, suscité la protestation d'une trentaine d'intellectuels ouest-allemands qu'inquiètent la campagne hostile à la gauche et la « chasse aux sorcières » dont ils s'estiment victimes.

Dans un livre réalisé par l'écrivain Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, le caricaturiste Klaus Staeck et l'éditeur Freimut Duve, intitulé *Lettres pour la défense de la République*, ces trente intellectuels se défendent des attaques portées contre eux. Ils estiment qu'« *un pays n'est plus une République digne de ce nom à partir du moment où l'on ne peut plus s'y interroger sur l'origine possible de la terreur politique* ». « *Ces lettres*, ajoutent-ils, *ne sont pas destinées à accuser ou contre-attaquer, mais à mobiliser des forces qui risquent bientôt de disparaître en R.F.A., celles du courage civique et de l'imagination politique.* »

Les auteurs de ces différents témoignages estiment que « *seule la reconnaissance de la nécessité de réformes et la capacité de les appliquer peuvent, à long terme, mettre fin au terrorisme* ».

## Pays-Bas

## M. Den Uyl se déclare prêt à former un « gouvernement progressiste minoritaire »

**M. Joop den Uyl, le premier ministre démissionnaire, a reçu, samedi 5 novembre, un accueil triomphal du congrès extraordinaire du parti socialiste, au lendemain de la rupture des négociations qu'il avait menées durant cinq mois pour constituer un gouvernement de coalition avec les démocrates-chrétiens.**

**Le congrès avait été convoqué parce qu'une fraction du parti estimait excessives les concessions faites par les négociateurs socialistes aux démocrates-chrétiens dans la rédaction du programme de gouvernement et la répartition des portefeuilles ministériels. Un débat difficile s'annonçait entre partisans et adversaires de la coalition, mais la rupture des négociations entre socialistes et démocrates-chrétiens a désarmorcé les controverses.**

**Le premier ministre, chaleureusement applaudi, a déclaré : « La lutte pour la mise en place d'un cabinet progressiste n'est pas terminée... Si les démocrates-chrétiens ne parviennent pas à conclure une alliance avec les libéraux, nous sommes prêts à constituer un gouvernement progressiste minoritaire. »**

De notre correspondant

La Haye. — Le premier ministre qui avait remporté les élections en gagnant dix sièges pour son parti — *une grande « percée »* dans la vie politique néerlandaise, — fut quasiment plébiscité par l'électorat le 25 mai comme nouveau premier ministre.

Bien qu'ils aient gagné les élections, M. Den Uyl et son parti socialiste n'ont pu surmonter la méfiance qui subsiste entre les chrétiens-démocrates et les socialistes. Méfiance qui s'explique notamment par le souvenir que les chrétiens-démocrates ont conservé de la formation du premier gouvernement Den Uyl en 1973, quand les socialistes, pour la première fois dans la vie politique néerlandaise, avaient réussi à les reléguer au second rang. Le paradoxe du système parlementaire néerlandais, qui commence à ressembler à ce que fut la IVe République en France, est qu'une grande percée d'un parti rend impossible les compromis auxquels la classe politique, et surtout les chrétiens-démocrates, se sont habitués depuis 1945.

Les chrétiens démocrates ont toujours joué un rôle prépondérant dans la mise au point de ces compromis. La raison principale des difficultés actuelles semble être qu'ils n'acceptent pas de perdre le rôle primordial qu'ils ont toujours joué dans la vie politique en raison de leur implantation religieuse importante.

L'échec de M. Den Uyl a des conséquences graves pour le pays. Un gouvernement fort n'est plus possible. On peut envisager une coalition de centre-droite entre les chrétiens démocrates et les libéraux, mais elle ne pourrait compter que sur une majorité de deux voix au Parlement (77 sur 150 sièges). De plus, neuf chrétiens démocrates au moins sont opposés à une coalition à droite et préfèrent gouverner avec les socialistes. M. Van Thijn, le leader du groupe parlementaire socialiste, a déclaré qu'une coalition avec les chrétiens-démocrates n'était plus possible pour le moment. M. Van Agt n'a donc pas d'autre choix que de former un gouvernement avec les libéraux. Les socialistes espèrent évidemment que cette tentative échouera rapidement, pour pouvoir former ensuite un gouvernement minoritaire de la gauche unie. Mais un gouvernement de ce genre dépendra toujours de la bonne volonté des chrétiens-démocrates en Parlement.

M. Van Agt a suggéré de nouvelles élections, mais cette proposition a été rejetée par les socialistes. Le pays est sans vrai gouvernement depuis la crise du 22 mars. Sans aller jusqu'à parler d'une situation « à l'italienne », l'atmosphère politique s'alourdit. Un fonctionnaire disait ces jours-ci à La Haye : « *En fait, tout est bien plus simple sans les ministres : comme cela nous pouvons gérer les vrais problèmes.* » Cela en dit long sur le mépris qui commence à entourer la classe politique...

MARTIN VAN TRAA.

## M. Michel Debré : l'intégration européenne est une mauvaise affaire pour la France et pour l'Europe

C'est notamment en riposte à la convention pour l'Europe qui s'était tenue quinze jours plus tôt sous la présidence de M. Louis Leprince-Ringuet, dans les mêmes lieux, que M. Michel Debré avait convoqué le comité pour l'indépendance et l'unité de la France à Versailles samedi 5 novembre.

Fondé par l'ancien premier ministre en janvier dernier pour combattre toute intégration européenne, ce comité avait d'abord lutté contre l'élection du Parlement européen au suffrage universel. N'ayant pu s'opposer à celle-ci, il va désormais s'employer à obtenir des garanties supplémentaires. La volonté toute gaullienne de défendre l'indépendance et l'unité de la France a été exprimée samedi devant plus de trois mille personnes par des orateurs assez divers et en présence de M. Monod, secrétaire général du R.P.R., alors que M. Jacques Chirac avait adressé un message de soutien.

Parmi les intervenants se trouvaient d'anciens collaborateurs du général de Gaulle, comme MM. Burin des Roziers, Jacques Boitreaud et Mme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, d'anciens ministres, comme MM. Alexandre Sanguinetti, Maurice Druon et Georges Gorse, mais aussi des personnalités appartenant à l'opposition, comme MM. Georges Montaron, directeur de *Témoignage chrétien*, Pierre Dabezies, conseiller de Paris, vice-président de la Fédération des républicains de progrès, et l'écrivain René-Victor Pilhes, membre du parti socialiste.

### Pour une défense nucléaire autonome

Tous ont souligné que l'indépendance nationale est menacée par les projets européens et ont assuré qu'elle ne pouvait être garantie que par une défense nucléaire autonome. Tous aussi ont exprimé leur inquiétude devant le comportement ou les intentions du président de la République. M. Burin des Roziers a ainsi déclaré : « *Pour nos partenaires, l'Europe n'est que la marche orientale d'une communauté atlantique dont elle serait partie intégrante.* » M. Dabezies, souhaitant que « *la France ait la volonté de maintenir sa stratégie* », a ajouté : « *Nous ne sommes à cet égard qu'à moitié rassurés* » pour poursuivre : « *Le président de la République a tendance à rechercher une synthèse qui jusqu'alors s'est réduite à un amalgame de contradictions, d'imprécisions et d'ambiguïtés. Il vaut mieux résister à la pression des grands plutôt que d'emboucher la trompette guerrière en pays Saba ou en pays Sarahoui.* » Selon M. Gorse, maire de Boulogne-Billancourt, le bilan économique et social de l'Europe est surtout fait de « *lacunes* ». Enfin, M. René-Victor Pilhes, parlant en son nom personnel, mais reflétant « *le sentiment d'une grosse minorité de socialistes* », a demandé : « *Que serait une France réellement socialiste si sa révolution était téléguidée de Moscou ?* » Il a ajouté : « *Un véritable changement en France ne peut se concevoir sans une volonté farouche d'indépendance nationale. La France a les moyens d'obliger le monde à la prendre comme elle est.* » Et, dans les applaudissements, il a conclu : « *Pour que le Québec soit reçu avec faste aujourd'hui à l'Elysée, il fallait bien qu'auparavant quelqu'un ait proclamé sous les lazzis « Vive le Québec libre. »* »

Souvent applaudi, M. Michel Debré a alors longuement parlé de deux dangers : « *la déplorable conception supranationale* » et « *la dispersion autonomiste et séparatiste* ».

Il a affirmé : « *Saborder la France — oui, c'est ce qui est proposé — car de cette Europe, panacée de tous nos maux, il est donné un sens très précis : le sens d'une construction dite supranationale, en haut de laquelle des commissaires, issus de divers pays, décideraient de notre avenir, avec la collaboration d'une Assemblée multinationale, appelée Parlement, alors qu'elle n'en a pas, qu'elle ne peut pas en avoir, les pouvoirs. Le principe de cette supranationalité, c'est de biffer la nation. Cette façon de faire l'Europe est une mauvaise affaire pour la France et une mauvaise affaire pour l'Europe.* »

L'ancien premier ministre a ajouté : « *Le rêve de l'Europe supranationale est de ravaler les nations à des districts territoriaux dépourvus d'indépendance et menacés dans leur unité. Pour réussir cette mauvaise action, l'intégration européenne mise sur un certain nombre de partis politiques à qui elle donne une occasion exceptionnelle de marchandages et de combinaisons, de prébendes et d'honneurs. L'intégration européenne s'est bâtie sur des mensonges et elle se poursuit dans l'ambiguïté. L'Assemblée européenne est un piège, sachons-le et disons-le. Ce n'est pas contre l'Europe que nous nous battons, mais contre une conspiration qui, sous le nom fallacieux d'Europe, réduit la France à la situation d'une nation dominée, aux dépens de son âme, de son indépendance, aux dépens, aussi, de son unité.* » — A. P.

# A TRAVERS LE MONDE

## Équateur

● LES TRAVAILLEURS employés par la Compagnie française générale de géophysique (C.F.G.G.) ont été évacués par l'armée après que trois d'entre eux eurent été tués et deux autres blessés par des Indiens Aucas, dans la région de Coca, à l'est de Quito. Les victimes ont été attaquées par la tribu des Aucas, les Indiens les plus dangereux de la région, alors qu'elles tentaient d'ouvrir un chemin dans la forêt vierge. — (*A.F.P.*)

## Espagne

● « L'HUMANITÉ » a annoncé dimanche 6 novembre, dans un communiqué, que, « *après quarante ans d'interdit, le gouvernement espagnol autorise de nouveau la diffusion de l'Humanité et de l'Humanité-Dimanche* ».

## Iran

● LES ETATS-UNIS doivent venir au secours de l'Iran en cas d'agression communiste, aux termes d'un accord conclu avec le président Eisenhower, affirme le chah d'Iran dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Newsweek*.

« *Il semble*, souligne le souverain iranien, *que beaucoup d'Américains, dont des membres du Congrès, ne savent pas qu'il existe un accord bilatéral crucial qui, après consul-appartient aux Etats-Unis de venir à notre secours en cas d'attaque communiste.* » « *Il appartient aux Etats-Unis de décider s'ils veulent remplir leurs obligations. Nous remplirons alors les nôtres* », a ajouté le chah avant d'affirmer qu'il est disposé à défendre, « *seul si nécessaire, la région stratégique du Golfe contre le marxisme* ». — (*A.F.P.*)

## Laos

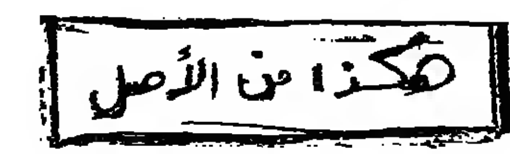
● LA THAÏLANDE A REPRIS SES LIVRAISONS DE CARBURANT au Laos. Trois camions-citernes ont franchi la frontière à la fin de la semaine dernière, interrompant un embargo de cinq semaines qui avait causé une grave pénurie à Vientiane. Le 2 novembre, le Laos avait rappelé son chargé d'affaires à Bangkok pour consultations. — (*Reuter.*)

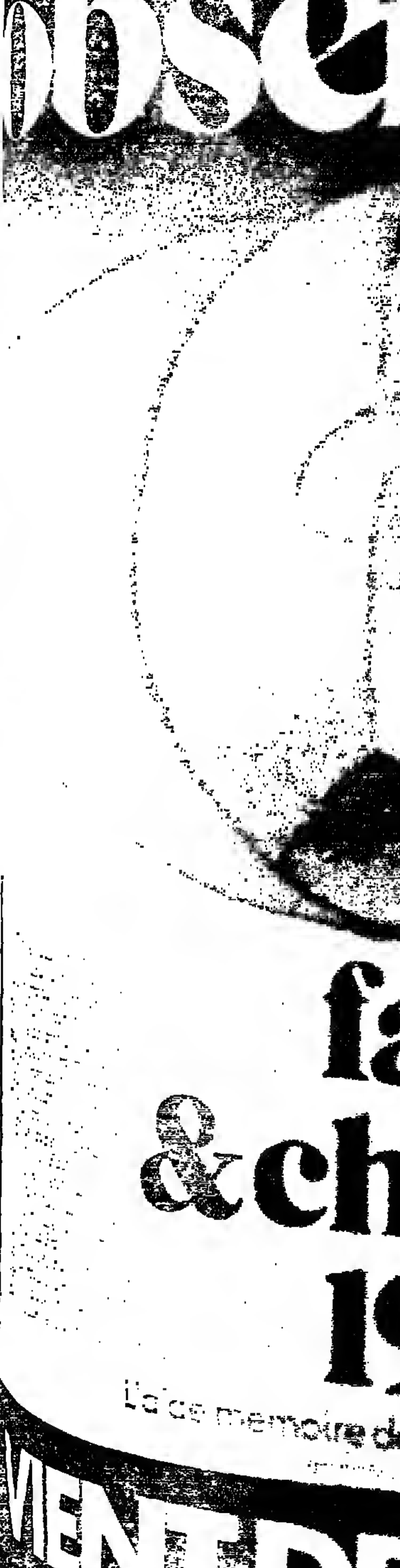
## Pologne

● M. EDWARD GIEREK, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, sera reçu le 30 novembre par Paul VI. Auparavant, il sera reçu officiellement durant deux jours par le gouvernement italien. De son côté, le cardinal Stefan Wyszynski, primat de Pologne, est attendu le 3 à Rome. La semaine suivante, il sera reçu par Paul VI avec les évêques polonais, en visite *ad limina* au Saint-Siège. — (*A.F.P.*)

## Turquie

● PLUSIEURS ATTENTATS ont eu lieu en Turquie à la fin de la semaine dernière. Un dirigeant provincial du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite) a été tué devant son domicile à Gaziantep, dans le sud du pays. A Ankara, un autre responsable de ce mouvement, chargé des organisations de jeunesse, a été assassiné en pleine rue par un groupe d'hommes armés. Enfin, une bombe a explosé devant le domicile du recteur par intérim de l'Université technique du Proche-Orient dans la capitale turque. — (*A.F.P.*)



# EUROPE

## Belgique

### Mme Antoinette Spaak est élue présidente du Front démocratique francophone

De notre correspondant

Bruxelles. — Mme Antoinette Spaak, fille de l'ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères Paul-Henri Spaak, a été élue à la présidence du Front démocratique francophone (F.D.F.) bruxellois, samedi 5 novembre, par 813 voix sur 1 129. Elle était seule candidate à la succession de M. Léon Defosset, devenu ministre des P.T.T. dans le gouvernement de M. Tindemans constitué au printemps. Mme Spaak est la première femme appelée à présider un parti politique en Belgique.

Ce congrès a été l'occasion de faire le point de six mois de participation au gouvernement, certaines prises de position provoquant sans doute des remous dans le monde politique. Les congressistes ont montré quelque impatience à propos de l'application du « Pacte d'Egmont », qui doit régler les problèmes communautaires, et ils ont formulé de nouvelles revendications, comme la régionalisation des institutions de crédit et des organismes économiques et sociaux. En estimant que le Pacte d'Egmont instaurait en Belgique des *« Etats fédérés autonomes »*, ils ont adopté une position sensiblement plus avancée que celle du pacte gouvernemental du printemps dernier. M. Lucien Outers,

Le coprésident flamand du parti socialiste, M. Karel Van Miert, a déjà réagi en accusant le F.D.F. de présenter de nouvelles revendications linguistiques et de menacer ainsi la politique d'apaisement menée à cet égard, et l'avenir de la coalition gouvernementale. *La Libre Belgique*, de son côté, écrit que le F.D.F. *« déborde le Pacte d'Egmont »*.

M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, assistait au congrès. Il a expliqué qu'il avait tenu à saluer *« la volonté d'ouverture du parti et son souci d'action européenne »*, malgré *« les interventions de ses amis belges, qui lui avaient déconseillé d'y aller »*.

PIERRE DE VOS.

## Portugal

### Le nom du chef de l'État est hué à Porto au cours d'une manifestation anticommuniste

Porto (*A.F.P.*). — Des incidents ont éclaté le samedi 5 novembre, dans la soirée, à Porto, à l'occasion d'une manifestation anticommuniste. Plusieurs personnes ont été blessées au cours d'échauffourées entre militants de gauche et de droite.

Une première manifestation avait été convoquée par diverses personnalités de Porto pour protester contre les cérémonies organisées à l'occasion du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre. Elle a rassemblé environ un millier de personnes, qui ont défilé sous la pluie scandant *« A bas le communisme »* et portant des pancartes réclamant *« la liberté pour le peuple russe »*.

Cette manifestation était destinée également à rendre hommage au général Pires Veloso, qui, par décision supérieure, va devoir quitter son poste de commandant de la région militaire du Nord pour suivre à Lisbonne le cours de commandement à l'Institut des hautes études militaires.

Le général Pires Veloso s'est acquis une grande célébrité dans le nord du Portugal en raison du rôle qu'il joua en 1975 et qui lui a valu de devenir le symbole de la lutte contre le communisme.

Les manifestants se sont rendus au quartier général de Porto et ont remis au général Pires Veloso un document dans lequel ils protestent contre l'activité du parti communiste portugais.

Une contre-manifestation a été immédiatement organisée avec des drapeaux rouges en tête, rassemblant un millier de personnes, qui scandaient : *« Le fascisme ne passera pas »*.

D'autre part, on annonce à Lisbonne que le général Loureiro Dos Santos, numéro deux de la hiérarchie militaire portugaise, pourrait quitter son poste prochainement, faute d'avoir reçu les pouvoirs correspondant à sa charge. Sa nomination avait été imposée par le président Ramalho Eanes, contre l'avis de divers officiers supérieurs.

# ASIE

### L'Inde et le Bangladesh ont signé un accord sur le partage des eaux du Gange

**L'Inde et le Bangladesh ont signé, samedi 5 novembre, à Dacca, un accord mettant un terme à leur querelle sur le partage des eaux du Gange pendant l'étiage du grand fleuve, de janvier à mai.**

L'entrée en service, en 1975, du barrage de Farakka, au nord de l'Etat indien du Bengale-Occidental, avait placé le Bangladesh dans une position difficile. Le barrage a pour principale fonction de détourner pendant la saison sèche une partie des eaux du Gange avant l'entrée du fleuve en territoire bangalais, afin d'assurer un meilleur drainage du port de Calcutta (Bengale Occidental) menacé d'ensablement. Depuis cette entrée en service, les Bangalais avaient constaté une baisse, qu'ils jugeaient alarmante, du niveau des eaux baignant tout le sud-ouest de leur pays. Comme en Inde, beaucoup d'activités, et d'abord l'agriculture, y dépendent étroitement du régime des eaux fluviales. Or le barrage de Farakka a pour résultat de placer le sort de millions de Bangalais entre les mains des Indiens. Le Bangladesh estime, non sans quelque raison, que l'ouvrage représente un instrument de pression, sinon de domination politique. La Chine, d'ailleurs, n'a pas manqué de le souligner en apportant son soutien verbal à Dacca.

Ne pouvant parvenir avec les Indiens, sous le régime de Mme Gandhi, à un arrangement tenant compte des intérêts des deux pays, les Bangalais avaient tenté de rameuter l'opinion internationale et avaient même porté l'affaire devant les Nations unies. Des discussions épisodiques se poursuivaient entre Dacca et New-Delhi, mais elles n'avaient pas permis de faire baisser la tension entre les deux capitales. (*le Monde* des 10, 11, 12 mai 1976.) Le changement de gouvernement, en mars, en Inde, a cependant fait rapidement évoluer les choses. La défaite de Mme Gandhi a été accueillie favorablement par le général Ziaur Rahman, au pouvoir à Dacca, et l'Inde a abandonné son attitude paternaliste et ombrageuse à l'égard du Bangladesh. Aussi bien les négociations ont-elles pu reprendre dans un meilleur climat et aboutir à un compromis limité. L'accord fixe pour cinq ans les quantités d'eau dont chaque pays pourra disposer pendant l'étiage et en particulier à la fin du mois d'avril. Sans doute les Bangalais auraient-ils souhaité obtenir de plus larges concessions. Mais l'annonce d'un arrangement pouvant aller pendant une courte période contre les intérêts du Bengale-Occidental et de sa capitale y avait soulevé une levée de boucliers. Le gouvernement de New-Delhi devait ménager les marxistes (indépendants de Moscou et de Pékin) au pouvoir dans la grande métropole de l'est. Simultanément, l'Inde a cessé d'encourager les éléments hostiles au régime Ziaur Rahman qui stationnaient à la frontière indo-bangalaise.

L'accord ne règle pas une question fondamentale qui est celle de la maîtrise des eaux de l'un des plus grands fleuves du monde, ayant chaque année des crues meurtrières. Mais il jette les bases d'une coopération bilatérale dont l'issue est vitale pour les populations intéressées.

GERARD VIRATELLE.

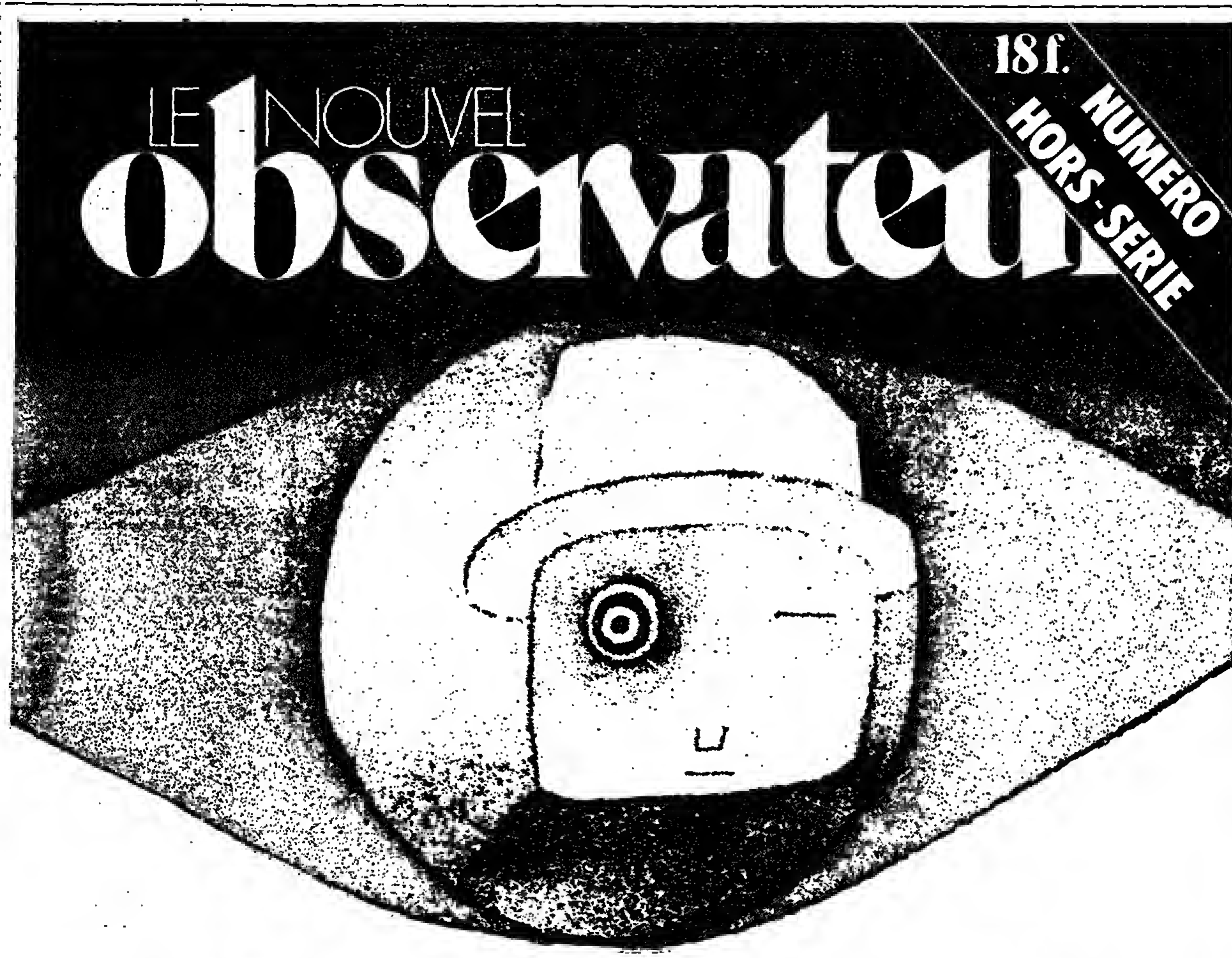
## Chine

### LA FRANÇAISE ODILE PIERQUIN A ÉPOUSÉ SON FIANCÉ DE PÉKIN

*(De notre correspondant.)*

Pékin. — Pour la première fois depuis la révolution culturelle, un officier d'état civil chinois a célébré, lundi 7 novembre, le mariage entre un citoyen de la R.P.C. et une jeune Occidentale. Il s'agit d'une étudiante française, Mlle Odile Pierquin, et de M. Tian Li (*le Monde* du 28 septembre). Les deux jeunes gens, qui se sont rencontrés il y a deux ans à Changhaï, ont traversé de multiples épreuves et montré une remarquable obstination dans leur projet. Mlle Perquin s'était adressée à de nombreuses personnalités chinoises — en dernier lieu à M. Teng Hsiao-ping — et étrangères pour obtenir gain de cause.

Le mariage a été célébré au bureau de l'état civil de la rue Hsiungwen, dans le quartier de Chao-Yung, où résident les parents de M. Tian Li. La cérémonie a duré une vingtaine de minutes. L'acte remis aux époux par l'officier d'état civil constate que les deux jeunes gens (tous les deux âgés de vingt-huit ans) *« remplissent les conditions requises par la loi sur le mariage en vigueur en République populaire de Chine »*. Les parents de Mlle Pierquin, arrivés la veille de Paris, assistaient au mariage ainsi que ceux de M. Tian Li. Tout le monde a ensuite participé avec les jeunes époux à un déjeuner familial dans l'un des meilleurs restaurants de Pékin. — A. J.








# ASIE

## Chine

### Quand la mécanisation dérange les habitudes de la petite paysannerie

De notre correspondant

Pékin. — La modernisation de l'agriculture chinoise ne se heurte pas seulement à des obstacles techniques et matériels. Avec une franchise qui les honore, la presse et la radio évoquent les difficultés sociologiques, psychologiques que suscite l'introduction d'engins mécaniques dans les campagnes.

La radio de Nanning, capitale du Kwangsi (Chine du Sud), dénonçait récemment « *la mode de pensée bourgeois* » dont souffraient certains conducteurs de tracteurs qui n'acceptent de rouler que sur de bonnes routes et refusent de descendre dans les rizières. La même émission racontait l'histoire d'un village qui avait organisé une fête pour accueillir son premier tracteur, qu'un jeune garçon était allé chercher à la ville voisine. Toute la population rassemblée, avec gongs et tambours, attendit en vain « *le petit bœuf de fer* ». Tard dans la journée, déçu, on partit aux renseignements. Ce fut pour découvrir l'engin versé dans un fossé, dont son jeune conducteur n'était pas parvenu à le sortir. Problème de formation.

Plus triste est cette autre histoire, également rapportée par Radio-Nanning. Il avait fallu faire grimper un tracteur nouvellement attribué jusqu'aux terres d'un petit village de montagne. Au bout de quelques jours à peine l'engin cessa de fonctionner. Consternation des paysans, dont aucun n'a la moindre notion de mécanique. Seule solution : démonter le tracteur et le redescendre ainsi par morceaux jusqu'à la station de réparation au chef-lieu de district. Là, après examen, on constatait que la panne venait « *essentiellement* » de ce qu'il n'y avait plus d'essence dans le réservoir. Commentaire des paysans locaux : « *On pleure pour avoir un tracteur quand il n'y en a pas. Mais on a encore plus d'ennuis quand on en a touché un.* »

*Le Quotidien du peuple*, de son côté, décrit comment la mécanisation agricole dérange « une *mentalité de petite paysannerie confinée dans sa routine* ». Dans les vastes plaines du Nord, où la terre abonde et où l'on manque plutôt de bras pour la cultiver, il n'y a guère de problèmes. Mais il en va tout autrement dans les régions où une population pléthorique assure sa subsistance en cultivant d'étroites parcelles avec les techniques d'un soigneux jardinage dont les origines se perdent dans la nuit des temps. L'utilisation de machines suppose une « *révolution* » dans ces techniques, observe *le Quotidien du peuple*. Sans doute, mais on se heurte là à la fois à des habitudes séculaires *et à la conviction que seul* ce méticuleux travail à la main, plant par plant, centimètre par centimètre, sans perdre un pouce de terrain, permet d'obtenir de hauts rendements. Dans bien des endroits, le blé est non seulement sarclé à la binette mais repiqué à la main. Que peut faire une machine avec son lourd moteur et ses grosses roues au milieu de ces plates-bandes minutieusement entretenues ?

Prudent, et fidèle à la « *ligne de masse* », *le Quotidien du peuple* recommande de « *veiller à une alliance étroite entre le fruit des expériences accumulées et les exigences de la mécanisation* ». Voilà qui réclamera la présence dans les campagnes chinoises non seulement d'un solide contingent d'agronomes mais encore d'une armée de fins psychologues.

ALAIN JACOB.

## Thaïlande

### Bangkok va renforcer son contrôle sur les réfugiés indochinois

De notre correspondant

Bangkok. — Certaines mesures prises dernièrement par les autorités de Bangkok à l'égard de réfugiés indochinois préoccupent les représentants du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Les dirigeants thaïlandais sont excédés par ce flot continu venu des trois pays communistes voisins (Laos, Cambodge et Vietnam) depuis plus de deux ans et demi. Ils estiment que la « *période critique* » qui a succédé à la prise du pouvoir par les communistes dans ces pays est passée. Ils sont de moins en moins disposés à assumer la charge de ce fardeau humain dont ils ne se sentent guère responsables et qui, affirment-ils, menace la sécurité interne du royaume. Il y a officiellement quelque quatre-vingt-dix mille réfugiés actuellement hébergés dans quinze camps. On estime toutefois que ce nombre est sensiblement inférieur à la réalité, une partie des réfugiés — notamment les Laotiens — se perdant dans la nature dès le passage de la frontière.

Les autorités ont donc décidé d'appliquer des mesures « *de dissuasion* ». Aux termes d'un accord signé le 22 juillet à Genève avec le H.C.R., la Thaïlande se réserve le droit, pour protéger sa souveraineté et préserver l'ordre public, d'établir une distinction entre les réfugiés « *de bonne foi* » — les seuls qui seront admis à rester dans le royaume — et les autres immigrants illégaux (*le Monde* du 12 octobre).

#### Des consignes strictes

Cette nouvelle politique doit entrer en vigueur le 15 novembre. Les autorités provinciales, dont le rôle sera prépondérant dans la « dissuasion » et dans la « sélection » des nouveaux arrivants, ont déjà reçu des consignes strictes.

Mais comment va-t-on opérer un tri sans tomber dans l'arbitraire ? Comment distinguer ceux qui fuient parce qu'ils s'estiment menacés de persécutions (réfugiés *bona fide*) et les autres, ceux qui, selon les autorités, ont quitté leur pays d'origine pour simples « convenances personnelles » ?

Peut-on contraindre ceux qui seront inclus dans cette dernière catégorie à reprendre la mer où à passer la frontière en sens inverse sans risquer de mettre leur vie en danger ? L'article 4 du document signé à Genève prévoit d'ailleurs que, « *dans l'exercice de sa souveraineté, le gouvernement a l'intention d'instaurer les procédures nécessaires* (au contrôle des immigrants), *en accord avec les principes humanitaires universellement reconnus* ».

Cependant, dans les milieux proches du H.C.R., on indique que la nouvelle politique a connu, ces derniers jours, des applications prématurées et peu conformes à ces principes. Au camp de Songkhla, dans le Sud, cinq cent trente-sept Vietnamiens, venus par bateau au mois d'octobre, ont été séparés des autres réfugiés arrivés antérieurement. Ils seraient gardés militairement ailleurs, dans des conditions d'hébergement et d'alimentation précaires. Les *représentants* du *H.C.R.* n'ont pas encore pu leur rendre visite.

Le 26 octobre, le *Bangkok Post* rapportait que quatre-vingt-huit Vietnamiens, venant par bateau à Songkhla, avaient été renvoyés en haute mer, le droit d'asile leur ayant été refusé. Le 28, le même quotidien indiquait que les autorités avaient adopté une politique « dure » à l'égard des nouveaux arrivants. Les pêcheurs de la région sont menacés d'une amende s'ils aident les embarcations de Vietnamiens à gagner la côte thaïlandaise. Les nouveaux réfugiés sabordent parfois leurs bateaux pour éviter d'être renvoyés au large dans les eaux internationales, avec les risques que l'on imagine.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.




**Le Monde**

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE - D.O.M. - T.O.M. | 108 F | 195 F | 283 F | 370 F |
| TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE | 198 F | 375 F | 553 F | 730 F |
| ETRANGER (par messageries) | | | | |
| I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE | 135 F | 250 F | 365 F | 480 F |
| II. — TUNISIE | 173 F | 325 F | 478 F | 630 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande

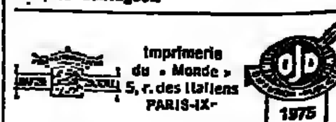
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.




Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°




Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Le Monde

# politique

## LA CONVENTION NATIONALE DU P.S.

# M. Mitterrand : il faut refuser la volte-face communiste

**La convention nationale du parti socialiste, qui a siégé samedi 5 et dimanche 6 novembre, a adopté, à l'unanimité, une résolution proposant au P.C.F. une reprise des négociations sur l'actualisation du programme commun. Samedi, les dirigeants socialistes avaient consacré leurs travaux à valider les investitures des candidats du P.S. pour les élections législatives.**

Dimanche matin, M. Pierre Bérégovoy présente au nom du secrétariat du parti socialiste le rapport politique. Il explique qu'un groupe de travail avait été mis en place entre la majorité et la minorité du P.S. et que la discussion avait montré que les socialistes étaient unanimes pour déclarer que la direction du parti communiste porte seule la responsabilité de la situation actuelle. Les socialistes étaient également unanimes pour estimer que les communistes avaient refusé d'examiner leurs propositions.

C'et pourquoi M. Bérégovoy s'étonne de la publication dans *le Monde* du 3 novembre d'un document du CERES proposant de nouveaux éléments pour une discussion avec les communistes. *« Pourquoi la minorité n'a-t-elle pas permis que soit mené à son terme le travail qui avait été bien entrepris ? »* interroge-t-il. *Par souci de se distinguer, pour tenter une séparation tactique à la mesure des luttes de courants. Ce serait dérisoire. Ou bien considère-t-elle qu'elle doit se placer en position d'intermédiaire entre le parti socialiste et les communistes ? Ce serait autrement plus grave. Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que la très grande majorité des militants condamnera une initiative qui a eu pour résultat d'altérer l'image du parti à un moment où nous subissons les feux croisés de la droite et du P.C. »*

M. BEREGOVOY ajoute : *« Dans les discussions sur l'actualisation du programme commun, comment ne pas être frappé par le fait que le P.C.F. visait à réduire la portée transformatrice du programme commun sur plusieurs points : la municipalisation des sols urbains, les offices fonciers agricoles, la nationalisation des petites banques de dépôts. Ajoutons les concessions faites aux intégristes dans le domaine de la laïcité et l'acceptation sans réserve de l'armement nucléaire, et l'on observe que la démarche du P.C.F. vise à réunir tous les éléments d'un « compromis historique à la française » avec certaines fractions des classes dominantes... »*

Le rapporteur explique, en conclusion, que le parti socialiste *« se déclare prêt à reprendre la discussion « au sommet » sans délai, sans préalable, et sous quelque forme que ce soit »*. Pour préparer cette rencontre il suggère que se tienne *« dans les dix jours »* une réunion des responsables du comité de liaison de la gauche.

M. GEORGES SARRE, membre du bureau exécutif et animateur du CERES, évoque le débat sur la désignation des candidats pour les élections législatives. Il qualifie la commission chargée d'examiner les candidatures de « commissions de la hache ». Il souhaite que *« certains camarades ne soient pas frappés pour délit d'opinion »*. Et il réclame qu'il n'y ait pas deux catégories de candidats et de militants. Répondant à M. Bérégovoy, il explique que l'attitude prise par la minorité du P.S. ne correspond pas à des ambitions tactiques.

L'objectif du CERES est, selon lui, de sauver l'union de la gauche. Il estime que le souci immédiat du parti communiste est d'obtenir un rééquilibrage électoral, ce qui, selon lui, explique la *« campagne scandaleuse »* qu'il mène contre le P.S. M. Sarre ajoute : *« Si le parti communiste a pu prendre cette responsabilité, c'est que le contexte politique ne le lui interdisait pas. L'union de la gauche n'avait pas été approfondie. Si le parti socialiste était mieux organisé dans les entreprises, le parti communiste eût-il pu agir avec autant d'audace et d'effronterie, aurait-il pu agir aussi librement ? »*

*« Si l'union de la gauche n'est pas relancée, nous finirons par avoir tort. Nous ne pourrons pas camper sur place. Nos propositions n'ont d'autre objet que d'aider la convention à mener une discussion au terme de laquelle nous espérons nous retrouver unanimes. La meilleur façon de faire bouger le parti communiste est de ne pas rester aveugle et immobile. »*

M. JEAN POPEREN, député du Rhône, membre du secrétariat, se déclare inquiet du manque de combativité des socialistes qu'il constate ici et là.

*« Un de nos arguments,* déclare-t-il, *était que le parti socialiste s'est montré cohérent dans la bataille. C'est un atout considérable. Nous avons été durement secoués par ce qui s'est passé cette semaine.*

*» Etaler avant notre convention deux positions ne se justifiait pas... »*

Kon k (D'APRES UDERZO)

(Dessin de KONK.)

### M. CHEVÈNEMENT : une ligne commune

M. JEAN-PIERRE CHEVENEMENT, député de Belfort, animateur du CERES, s'étonne des critiques adressées à la minorité. *« Les critiques de forme dissimulent toujours des critiques de fond »*, explique-t-il. Il estime que l'on cherche ainsi à acculer le débat politique comme cela s'est déjà fait, selon lui, lors du congrès socialiste de Nantes. Il rappelle qu'il a pris connaissance par la presse de l'existence d'une plate-forme commune des partis socialistes de la communauté économique européenne et auparavant de la « lettre aux militants » publiée par M. Mitterrand à la veille du congrès de Nantes.

M. Chevènement invite les congressistes à trouver une orientation *« qui soit celle du parti tout entier »*. Selon lui, la crise économique ne va pas cesser de s'approfondir au cours des prochaines années. C'est une crise globale du capitalisme qui peut déboucher sur l'instauration d'un capitalisme multinational. L'Europe, selon lui, ressemblera dans un proche avenir à l'Amérique latine. La France sera plus proche de l'Argentine que du Japon. Le P.S. ne peut éviter cet obstacle, pas plus que les anciens socialistes n'ont évité l'affrontement avec le fascisme puis avec la décolonisation.

Abordant le problème de l'attitude du parti communiste, il estime que la cause n'en est pas *« la main de Moscou »* ou *« la recherche d'un compromis historique »*. Selon lui, le parti communiste a le sentiment que le rapport de forces global ne lui est plus favorable, à l'inverse de ce qu'il pensait en 1972. M. Chevènement met alors en garde ses auditeurs contre la *« logique de la division »*.

*« Il est possible,* déclare-t-il, *d'avoir une ligne politique commune. Nous avons plusieurs fois déjà tendu la main à la majorité du parti. Mais il faut dépasser une certaine manière de voir le P.S. Il ne peut y avoir de prise d'otages au sein de la commission électorale. Ce n'est pas cela la vie démocratique d'un parti démocratique. »*

M. Chevènement explique que la seule concession que la minorité du P.S. propose de faire au P.C. porte sur la nationalisation de la sidérurgie. *« Nous en sommes déjà à 70 %,* déclare-t-il en évoquant la prise de participation préconisée par les socialistes. *Nous proposons de faire l'impasse sur les 30 % de M. Ferry. Le programme commun vaut bien ces 30 %. »*

Le député de Belfort préconise, en autre, la mise en place de comités de base en faveur de l'union de la gauche et du programme commun et une rencontre avec la C.G.T.

En conclusion, M. Chevènement note qu'un accord entre les différents courants du P.S. est nécessaire, mais qu'il ne suffit pas de dire que les socialistes sont pour une reprise des négociations, ils doivent donner *« un coup de barre à gauche »*. *« Il faut sortir de l'immobilisme,* ajoute-t-il. *Il était justifié devant l'assaut, mais il n'est pas tenable longtemps. »*

### M. ROCARD : un dévoiement du programme commun

M. Michel Rocard, membre du secrétariat, cherche à analyser les raisons pour lesquelles le parti communiste a rompu les discussions sur l'actualisation du programme commun. Il pense que le changement du rapport de forces a pesé pour beaucoup dans ce phénomène. Il croit aussi que le parti communiste a eu des doutes sur ses possibilités de contrôler l'appareil d'Etat et l'appareil économique. *« Le P.S.,* explique-t-il, *n'a plus à effectuer de virage à gauche. Celui-ci s'est déjà traduit dans les faits, et notamment lors des élections municipales. »* M. Rocard note que la politique économique a fourni au parti communiste le prétexte de la rupture.

Or, selon lui, les mesures sociales préconisées par les communistes sont insupportables pour l'économie française. Et le P.C.F. le sait. Mais la mise en faillite d'entreprises ne le gêne pas puisque l'Etat contrôlerait le crédit et pourrait éventuellement les renflouer et tout en en prenant le contrôle. *« C'est un dévoiement du programme commun,* s'exclame M. Michel Rocard. *La logique communiste, c'est l'administration par le gouvernement central. La déstalinisation économique du P.C.F. reste à obtenir. Il faut dorénavant faire peser sur ce point le poids des travailleurs. »*

Mme NICOLE QUESTIAUX, membre du comité directeur, se félicite de la proposition de la direction du parti tendant à proposer aux communistes une nouvelle rencontre.

### Cinq règles d'action

M. FRANÇOIS MITTERRAND explique que, en raison de l'échec de la politique gouvernementale, la gauche devrait parvenir au pouvoir. Son échec ne pourrait résulter que de sa propre responsabilité. Le premier secrétaire se félicite ensuite de la mobilisation de son parti. Puis, il entreprend de faire le procès détaillé de la politique gouvernementale. Il s'attache en particulier à dénoncer les *« expédients du verbalisme »* utilisés par M. Raymond Barre. Il *« cherche à dissimuler son échec en l'expliquant,* souligne-t-il. *C'était déjà la méthode de M. Giscard d'Estaing »*.

Le premier secrétaire accuse également le gouvernement de jongler avec les indices, et il qualifie, à ce propos, le premier ministre de *« Tartarin des indices »*. Ironisant sur la formule de M. Raymond Barre, disant qu'il *« irait au charbon »* pour annoncer sa candidature aux élections législatives, M. François Mitterrand déclare : *« En fait, de charbon, il a surtout trouvé un filon. » « Il va explorer Lyon,* ajoute-t-il, *c'est l'image du courage même qu'incarne la capacité d'audace de cet explorateur. C'est exactement la caricature du système. »*

Le premier secrétaire propose alors à son parti cinq règles d'action :

*« 1) Servir l'union ; 3) refuser la volte-face du parti communiste ; 3) être toujours soi-même ; 4) prendre une ligne et la suivre ; après la rupture des négociations*

Il rappelle que la majorité, après la rupture des négociations à gauche, a tenté de séduire le parti socialiste. *« Cela a été la danse du centre,* déclare-t-il. *De toutes parts, on disait : « Ces socialistes, après tout, ils ne sont pas si mal que ça. » Rendons cette justice que la danse suivante a été la danse du scalp. Aussi bien l'une que l'autre marquent, dans la mesure même où elles se sont succédé san transition, que c'était deux façons de nous traiter en adversaires ou de jeter le trouble dans l'opinion publique. »* Evoquant les propos de M. Chevènement, M. Mitterrand poursuit en expliquant *qu'il faudra beaucoup de maîtrise et de rigueur pour éviter une dérive du* parti socialiste. Mais il ajoute : *« Etes-vous sûrs, chers camarades, que le parti communiste n'a pas déjà subi la loi de cette dérive ? »*

L'orateur s'applique ensuite à analyser les raisons de l'attitude du P.C. Il déclare : *« Je n'ai pas retenu l'argument de la main de Moscou. Je dis seulement que pour le P.C.F., dans la mesure où, pour d'autres raisons, il aurait décidé de rompre, il se trouverait dans une situation plus aisée par rapport au parti communiste soviétique, ce qui veut dire que lorsqu'il y a conjonction d'intérêts, on se laisse plus facilement aller. »* Le premier secrétaire du P.S est revenu alors sur l'idée d'un compromis historique à la française, qu'il avait déjà développée à Villeurbanne, devant le congrès des élus socialistes. *« Le compromis historique,* explique-t-il, *est déjà pratiqué en Italie. Il est, en fait, pratiqué en Espagne. Je ne suis pas sûr qu'il ne tentera pas demain le parti communiste portugais. Je suis sûr, en tout cas, que, dans ces trois pays, il sera toujours préféré le compromis historique, c'est-à-dire une sorte d'union nationale et d'alliance avec la droite, plutôt que l'alliance avec les forces socialistes. Pourquoi estimerait-on, a priori, que le P.C.F. serait indemne de cette tentation ? Qu'est-ce qui permet de l'affirmer ? En France, et c'est la réponse qu'on me fait — elle n'est pas suffisante, — il n'y a pas de partenaire politique pour le compromis historique. C'est vrai, et c'est bien l'embarras.*

*» Le compromis historique va bien au-delà des combinaisons parlementaires. Le compromis historique, c'est lorsqu'on se rallie en vingt-quatre heures à la bombe atomique. On fait au moins le compromis historique avec l'armée. C'est lorsqu'on se rallie en vingt-quatre heures à l'Europe. On fait au moins le compromis historique avec les milieux d'affaires. C'est lorsqu'on tiraille, on maraude dans les arrières du parti socialiste, lorsqu'on débat de l'enseignement privé. On fait le compromis historique avec l'Eglise. C'est lorsqu'on abandonne, en vingt-quatre heures, la dictature du prolétariat. On fait le compromis historique avec les classes moyennes. »*

Pour ce qui concerne les risques de stalinisme dans le comportement du P.C.F., M. Mitterrand note : *« Le stalinisme serait-il comme le paludisme ? On s'en croit guéri, et cela revient de temps à autre. »*

Il explique toutefois que, pour sa part, il hésite sur les explications de l'attitude du P.C. et qu'il n'a pas arrêté son jugement. *« Je dois vous dire,* ajoute-t-il, *quelle est mon inclination. Je pense que la raison principale, qui conforte toutes les autres, est un phénomène de concurrence dont on trouve déjà l'explication dans l'ouvrage paru sous la signature d'Etienne Fajon :* L'union est un combat... *c'est-à-dire que l'on combat de préférence ceux avec lesquels on devrait se trouver unis. De telle sorte qu'aujourd'hui se crée une alliance objective contre nous à droite et chez les communistes. Je crois que le phénomène principal tient au développement du P.S., et j'avais envie de sourire lorsque j'entendais Georges Sarre dire que la crise ne se serait pas produite si nous avions été davantage implantés dans les entreprises. Je lui dis : raison de plus. C'est précisément parce que le P.S. est redevenu concurrent sur le terrain des luttes sociales que la crise est devenue nécessaire. Un parti social-démocrate sous la caricature que vous représentez n'aurait pas connu la crise avec le parti communiste, et l'accord eût été plus aisé. »*

M. Mitterrand explique qu'à son avis le débat n'est pas de savoir combien de filiales il convient d'abandonner au parti communiste. Le débat essentiel, selon lui, concerne le partage du pouvoir d'Etat. Il rappelle à ce propos *« l'étrange sollicitation qui nous a été faite de répartir déjà les portefeuilles ministériels en découpant les structures actuelles afin de réserver au P.S., d'un côté, la police, tandis que l'on gardait la gestion du pays, enfin de réserver aux socialistes, en ce qui concerne les finances, la charge de l'impôt, tandis que l'on prenait la charge de la distribution »*. *« Est-ce que vous croyez,* poursuit-il, *que ces garanties formelles que l'on nous a demandées quant à la prise de participation dans le pouvoir d'Etat, y compris jusqu'à la possibilité pour les gens les plus rapides et les mieux préparés à assurer tout aussitôt la direction de l'économie par la prise en main de sept cent vingt-neuf nationalisations nouvelles, est-ce que vous croyez que cette préoccupation ne dominait pas toutes les autres ? Eh bien, je dis, en comprenant fort bien les raisons du parti communiste, en acceptant d'en discuter, que je me réserve — j'espère que vous ferez comme moi — un seul pouvoir : celui de leur dire non. Non à la surenchère, non au double jeu. Il faut refuser la volte-face communiste. »*

Le premier secrétaire s'applique ensuite à réfuter les arguments polémiques du P.C. sur le virage à droite du P.S. Il invite les membres de son parti à ne pas se laisser impressionner, à ne pas avoir mauvaise conscience. Il reprend à son compte les propositions formulées par M. Bérégovoy dans son rapport et demande une rencontre *« sans conditions, sans préalables, et sans délais »* avec le P.C.F. *« Je suis prêt à négocier et à traiter,* déclare-t-il. *Mais je n'accepterai aucun procès ni incrimination ni menace. Le parti socialiste est un grand parti. Serait-il tout petit que je tiendrais le même raisonnement. Ce n'est pas une affaire de nombre ou de puissance. C'est un affaire d'honneur. C'est une affaire de conviction. C'est une affaire d'intégrité. »*

### Il ne peut y avoir qu'une ligne

S'adressant au CERES, il ajoute : *« Croyez-vous que notre parti ait la moindre chance de gagner son combat, qui est le combat de l'union et le combat pour l'union, si, loin d'être immobile, il devient agité ? (...) Je supplie nos camarades de bien vouloir comprendre que quand on se dit unitaires, il ne faut pas confondre l'amour et le strip-tease. »* Il reproche au CERES de lâcher pied à pied devant le P.C., en ce concerne les filiales nationalisables. *« C'est là,* ajoute-t-il, *la meilleure façon de justifier la thèse communiste selon laquelle le débat en réalité n'a porté que sur les nationalisations et sur quelques aspects secondaires de la politique au niveau de la dialectique et de la négociation. C'est faire l'impasse sur les raisons politiques et historiques qui prédominent dès lors que l'on veut aborder dans toute son ampleur le grand débat des socialistes et des communistes, dont j'ai toujours pensé, après avoir réalisé l'union dans l'harmonie, quand le P.S. était faible, qu'il devait aussi surmonter, pour l'union, la crise dès lors que le P.S. serait fort. Et l'union n'aura réussi que dès lors que nous aurons été capables nous-mêmes d'être unitaires et fermes sur nos positions dans une période comme celle que nous vivons. »* (...)

(Lire la suite page 16.)

### « L'HUMANITÉ » : un diktat.

Francette Lazard écrit, dans l'éditorial de *l'Humanité* du 7 novembre, sous le titre « Le diktat de M. Mitterrand » :

*« Mitterrand a consacré l'essentiel de son propos à multiplier les chefs d'accusation contre le parti communiste, évoquant tout à tour, en un véritable procès, le stalinisme, le compromis avec la droite, la volonté de s'emparer de l'appareil de production et de l'Etat ! Cette argumentation est ridicule et affligeante (...).*

*» Toute l'activité du parti socialiste est placée sous le signe de la recherche d'une position dominante au premier tour des élections législatives (...).*

*» Le parti socialiste campe, sans en bouger d'un pouce, sur ses positions antérieures. Le fond et le ton des propos de François Mitterrand sont, à cet égard, sans équivoque. Il entend imposer son point de vue et refuse le moindre pas, la moindre ouverture, maintenant intégralement des chaînes en retrait sur les engagements de 1972 et présentés sous forme de diktat, à prendre ou à laisser. »*

# POLITIQUE

## LA CONVENTION NATIONALE DU P.S.

*(Suite de la page 15.)*

*» Ce qui me heurte, c'est la démarche qui nous vaut aujourd'hui la production de deux textes, alors que tout avait été préparé pour qu'il n'y en eut qu'un. Cette leçon doit nous servir à comprendre que si nous avons connu au cours de ces derniers jours une petite bourrasque, si certains d'entre nous ont offert à la presse de la majorité une formidable occasion de diminuer l'audience du P.S., il faut prendre garde à ce que cela ne recommence pas. Dans quel état serions-nous au mois de mars prochain si, de mois en mois, nous devions défendre deux lignes politiques à la fois, parfois contraires, parfois contradictoires ?*

*» Il ne peut y avoir qu'une ligne politique pour les quatre mois à venir. On ne pourra pas se dédire, il n'y aura pas d'autre circonstance. Ce qui sera dit et ce qui sera fait à la convention d'aujourd'hui engagera jusqu'aux élections législatives de mars 1978 chacun des membres du P.S. Nul n'aura le droit de se réclamer ou d'exposer une autre façon de voir, et, s'il pensait devoir en proposer, il devrait attendre l'issue de ce combat. Il n'est pas possible d'être engagé dans une bataille, totalement mobilisé pour résister aux pressions adverses, et d'être contraint dans le même moment de regarder à côté de soi si l'ami et le camarade ne suit pas une autre démarche et si, au moment où les décisions seront prises, il n'y aura pas harmonie des camarades qui obéiraient au souci principal de régler leurs affaires de famille avant de songer qu'ils sont comptables du présent et du devenir du socialisme en France et de la réussite de l'union de la gauche (...).*

*» Avant même que le parti communiste ait accepté de débattre de nos propositions, déjà vous nourrissez la capacité des plus durs d'entre les siens de justifier leur attitude en disant :* « Vous voyez bien, ça vient tout » seul, ce n'est pas la peine de » tendre la main. Ils y viennent. »

*» (...) Cette petite crise sera surmontée. La crise avec le parti communiste sera historiquement surmontée. Mais, quand ? Je n'en sais rien. Je souhaite que le P.S. se mette en état de la surmonter pour les prochainse élections législatives. »*

En conclusion, le premier secrétaire explique que le seul moyen pour la gauche de remporter la victoire revient à assurer le succès du P.S. au premier tour de scrutin. « *Chacun sait*, explique-t-il, *que si l'on s'en tenait aux données bien connues d'un P.C. qui, en dépit de ses évolutions, n'en reste pas moins typé dans ses structures et dans son projet, et s'il n'existait pas un P.S. capable de faire exploser l'espérance, il n'y aurait pas de victoire pour la gauche.* »

Il invite donc les membres de son parti à multiplier les efforts pour rassembler le plus grand nombre de suffrages possible le 12 mars. Sept millions, et même, si possible, davantage. Il demande à chacun de faire le sacrifice de la discipline. « *Pendant quatre mois*, conclut-il, *nous devons être un bloc. Il faut que la convention décide qu'aucun militant socialiste, encore moins un responsable socialiste, ne soit autorisé, sans le triste et pénible risque pour lui de n'être plus des nôtres, à faire entendre une voix discordante. Aucun de nos candidats n'aura le droit d'exprimer autre chose que ce que vous aurez dit, et quiconque dira autre chose ne sera plus candidat et sera remplacé sur l'heure.*

*» Quiconque sera candidat n'aura pas le droit de négocier sa position politique par-devers lui, en acceptant un peu, beaucoup, pour obtenir l'acquiescement de nos voisins. Ce pouvoir n'appartiendra qu'à nos fédérations. Il ne pourra pas y avoir de billets doux particuliers qui, engageant tel ou tel, permettraient de choisir de l'extérieur nos candidats. Ce sont nos fédérations qui décideront, et, si elles ne le faisaient pas, la direction nationale se substituerait à elles pour que soit respectée, dans toute la France, la capacité des candidats de représenter, le lendemain du premier tour, les thèmes du P.S. »*

Evoquant toutefois la possibilité d'un échec de la gauche lors du scrutin, le premier secrétaire précise : « *Le parti socialiste dans l'opposition, par la faute des autres, je vous dis de la même façon, devra aussi résolument être le grand, le vrai, le puissant parti d'opposition qui portera le drapeau socialiste.* » Ce parti, ajoute-t-il, refusera les compromissions, les concessions, « *les aventures à l'avance avortées* ». « *Que l'on n'attende pas du côté de la droite*, poursuit M. Mitterrand, *quelle que soit l'hypothèse, un parti socialiste complaisant. Si les autres ne veulent pas que la gauche l'emporte, nous, nous le voulons, et nous ne le voulons pas seulement pour le mois de mars, nous le voulons pour longtemps. Et si, à cause des autres, le mois de mars ne le permet pas, le P.S., puissant et présent, comptera aussi sur l'espérance dont il ne faut pas dire qu'elle sera jamais détruite. La fin d'un peuple n'est pas à la merci d'un avatar parlementaire.* »

Après la réunion de la commission des résolutions, M. ROGER FAJARDIE, membre du secrétariat, rend compte des arbitrages électoraux. Quatre cent vingt-huit candidats sont officiellement investis en France métropolitaine. M. PIERRE BEREGOVOY donne ensuite lecture de la motion préparée par la commission des résolutions et adoptée à l'unanimité. Ce texte indique notamment :

« *Le parti socialiste n'a qu'un combat, celui qu'il mène contre la droite ; il n'a qu'un engagement, le programme commun, il n'a qu'une volonté, créer les conditions de la victoire de la gauche.*

*» Dans cet esprit, la convention nationale adopte les conclusions du rapport présenté par Pierre Bérégovoy et décide de proposer à ses partenaires du programme commun une réunion des responsables du comité de liaison de la gauche ayant pour objet la reprise des discussions au sommet, sans condition, sans préalable et sans délai.*

*» Le parti socialiste entend tout faire pour permettre au courant unitaire de s'exprimer avec force. Il invite les travailleurs, les Françaises et les Français à créer partout des comités de soutien au P.S. pour l'union de la gauche et le programme commun.*

*» Tout doit être fait pour assurer la victoire de la gauche. Il nous faut multiplier les actions contre la politique de la droite, approfondir aussi notre réflexion, pour mieux situer les objectifs du programme commun, dans le domaine de la décentralisation, de la qualité de la vie, des droits et pouvoirs nouveaux garantis aux travailleurs, de la planification démocratique et de l'appropriation sociale.*

*» Le parti poursuivra de vastes campagnes de propagande contre le chômage, les licenciements et les fermetures d'usines, contre l'inflation et la dégradation du pouvoir d'achat. Sur tous ces thèmes, il développera une action spécifique en direction des entreprises.*

*» Le parti socialiste, dans les semaines et les mois qui viennent, avant et, s'il le fallait, pendant et après les élections législatives, continuera de mettre tout en œuvre pour aboutir à un gouvernement de la gauche unie. Dès maintenant, il déclare solennellement que les voix qu'il aura obtenues au premier tour du scrutin seront mises au service de l'union de la gauche au deuxième tour. Ainsi sont situées les responsabilités des uns et des autres. Aux Françaises et aux Français d'en juger maintenant et plus tard.* »

# La réaction des communistes

*(Suite de la première page.)*

Ils citent le cas de la fédération des Hauts-de-Seine, où M. Fournier, porte-parole de la minorité et membre du comité directeur, n'a pas défendu les propositions du CERES et était parvenu, dès vendredi 4 novembre, à une position d'unanimité avec la majorité du P.S.

Les dirigeants du CERES avaient d'ailleurs senti que leur initiative n'était pas bien accueillie par la base du P.S. Les militants socialistes souhaitent ardemment l'unité de leur formation. Ce sentiment s'était déjà exprimé lors du congrès de Nantes et, à l'époque, il jouait en faveur de la minorité. Le CERES accepte donc, en principe, de respecter, jusqu'au scrutin, la règle de discipline absolue édictée par M. Mitterrand. D'un commun accord, les socialistes ont repoussé à après les élections législatives le règlement de leurs différends.

Cette position de la minorité socialiste n'a pas manqué de décevoir les communistes. Francette Lazard note dans l'éditorial de *l'Humanité* que « *le CERES s'est finalement aligné* ». Le P.C.F. avait en effet pris soin de ne pas se prononcer sur les suggestions du CERES, et notamment sur sa proposition d'accélérer la nationalisation de la sidérurgie. Cette attitude était, certes, conforme à sa position de principe consistant à ne pas interférer dans les débats internes du P.S. Elle permettait aussi aux communistes de laisser croire que l'initiative du CERES pouvait peut-être être acceptable par lui.

Il se trouve que M. François Mitterrand n'est pas du tout disposé à laisser ses alliés jouer ce jeu. Il l'a clairement manifesté en indiquant que tout candidat socialiste qui chercherait à négocier localement avec le P.C.F. pour obtenir un siège se verrait aussitôt retirer l'investiture du P.S. Une mise en garde qui s'adresse aussi au P.C.F. et tend à lui signifier que les socialistes n'accepteraient pas le 13 mars des désistements sélectifs.

Le premier secrétaire s'est attaché à préciser, à l'intention de ses partenaires, d'antres points essentiels. En particulier, il a clairement indiqué que les socialistes refusent d'accorder au P.C.F. les « *positions de pouvoir* » que celui-ci tentait d'obtenir à travers l'actualisation du programme commun. Ce n'est pas nouveau, mais c'est la première fois que M. Mitterrand déclare officiellement que, dans le cadre de l'alliance d'union de la gauche, le P.C.F. pouvait chercher à s'installer pour son propre compte dans l'appareil d'Etat et dans l'appareil économique. Une thèse qui fait peser un grave soupçon sur le P.C.F., et d'une certaine manière sur le principe même de l'alliance P.C.-P.S. Une thèse que M. Michel Rocard a poussée plus loin encore en accusant les communistes de vouloir déborder le programme commun en prévoyant une gestion centralisée de l'économie et en asphyxiant une partie des entreprises pour pouvoir les récupérer dans un deuxième temps.

La réponse de Francette Lazard, dans *l'Humanité*, reste sur ce point purement formelle. Elle explique en effet que jamais, lors des négociations d'actualisation, les structures gouvernementales et les modalités d'application du programme commun n'ont été discutées. C'est exact en ce sens que les représentants des trois partis n'ont pas traité cette question. Il n'en demeure pas moins que les communistes ont avancé quelques idées à ce sujet et M. Mitterrand peut donc parfaitement les analyser.

Le premier secrétaire a également profité de son intervention devant la convention nationale du P.S. pour revenir sur le problème du « compromis historique à la française » qu'il soupçonne le P.C.F. de rechercher. Il l'a fait d'une manière plus développée et plus convaincante que lors de son discours du 30 octobre devant le congrès des élus socialistes. Encore qu'il semble que le P.C.F. cherche plus à échapper à un tête-à-tête avec les socialistes qu'à mettre sur pied une formule d'union nationale.

THIERRY PFISTER.

### M. MERCIECA (P.C.) REMPLACE M. ROSETTE (P.C.) A LA TÊTE DE LA MUNICIPALITÉ DE VITRY-SUR-SEINE

Les trente-neuf membres du conseil municipal de Vitry-sur-Seine (vingt-huit communistes, huit socialistes, trois divers gauche) ont élu, samedi 5 novembre, à l'unanimité, M. Paul Mercieca (P.C.), maire de la ville, en remplacement de M. Marcel Rosette, membre du comité central du P.C., nouveau sénateur du Val-de-Marne, qui avait souhaité être déchargé de ses fonctions municipales.

[Agé de quarante-cinq ans, secrétaire de la fédération communiste du Val-de-Marne, secrétaire départemental des élus communistes et républicains, M. Paul Mercieca est conseiller municipal de Vitry-sur-Seine depuis 1965.]



● *Le comité central du Front national*, réuni samedi 5 novembre à Paris sous la présidence de M. Jean-Marie Le Pen, a décidé de développer sa campagne électorale autour du thème « *Les Français* d'*abord.* » Il a estimé que les élections sont « *gravement obérées par le maintien du système majoritaire* ». Le comité central a également précisé qu'il « *réprouve la déclaration de M. Raymond Barre* tendant *à faire porter sur* le *petit commerce et les paysans la responsabilité* d'*une inflation dont le gouvernement est seul coupable par l'augmentation sans cesse croissante* du *train de vie de l'Etat* ».

● *Attentat contre la permanence du R.P.R. à Mantes-la-Jolie.* — Dimanche 6 novembre, vers 2 heures du matin, une explosion a endommagé un immeuble situé au 10, rue Gambetta, à Mantes (Yvelines), où se trouvent le journal *l'Echo des Yvelines* et la permanence de M. Pierre Ribes, député R.P.R., vice-président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Les vitres des deux bâtiments voisins ont été soufflées. Selon les enquêteurs, une charge de plastic déposée dans une vitrine d'exposition, au rez-de-chaussée de l'immeuble, serait à l'origine de l'explosion.

## LA PRÉPARATION

EN RAISON DU MALAISE DU GROUPE R.P.R.

## M. Chirac accentue ses réserves à l'égard de la politique gouvernementale

M. Jacques Chirac prend la parole, lundi 7 novembre, à 20 h. 30, salle de la Mutualité, devant les membres de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, que préside M. Léon Gingembre. Mardi matin, le président du R.P.R. réunit le conseil politique de son mouvement et le bureau du groupe parlementaire, avant de présider, dans l'après-midi, à l'Assemblée nationale, une réunion plénière de ce groupe. Mercredi, il se rend dans l'Allier et, jeudi, dans la Loire.

Depuis les journées d'études du groupe parlementaire R.P.R. à Menton, du 27 au 29 septembre, M. Jacques Chirac n'avait pas repris de contact collectif avec les députés gaullistes.

Pour remédier à cette carence — compensée, il est vrai, par de multiples autres activités, — le président du R.P.R. réunit, mardi matin 8 novembre, le bureau politique du groupe parlementaire et le conseil politique du mouvement, puis, l'après-midi, l'ensemble des députés qui forment le groupe R.P.R.

Ces réunions se situent à un moment psychologique et politique important pour les élus. M. Chirac, qui s'est consacré depuis plusieurs mois à la restructuration et à l'animation du R.P.R. ; qui, depuis plusieurs semaines, a lancé la campagne électorale de son parti en province — tout cela en s'efforçant de ne pas négliger son mandat de maire de la capitale, — a, semble-t-il, quelque peu délaissé les parlementaires.

Le climat au sein du groupe parlementaire gaulliste tourne, en effet, à la morosité, une morosité mêlée d'inquiétude et parfois d'irritation. Une fois de plus, les députés R.P.R. ont besoin d'être rassurés et guidés.

A la détérioration de ce climat plusieurs causes peuvent être trouvées.

### Méfiance accrue envers M. Barre

Les élus ont d'abord le sentiment que la période présente ne leur est pas propice. Nombre d'entre eux sont maintenant convaincus que le vent a tourné et que la rupture de l'union de la gauche ne sert pas les intérêts du R.P.R. La stratégie de leur président fondée sur les attaques contre une union de la gauche dans laquelle les socialistes se seraient pliés aux volontés communistes leur semble devoir être révisée. Toutefois, pour le moment, ils n'ont pas encore imaginé de politique de rechange.

L'espoir caressé par les gaullistes d'attirer à eux une partie de l'électorat centriste déçu par le giscardisme et rebuté par l'union de la gauche, semble s'estomper. La prudence et le silence qu'observe maintenant M. Giscard d'Estaing, lui permettent d'éviter erreurs ou impairs et réduisent le caractère attractif que pouvait avoir, par contraste, le « chiraquisme ».

Les élus attendent donc que M. Chirac définisse une nouvelle tactique à l'égard des oppositions, car peu d'entre eux ont été convaincus par les arguments du président du R.P.R. selon lesquels la rupture de l'union de la gauche n'aurait rien changé aux options marxistes prises depuis longtemps déjà par le parti socialiste.

Les élus gaullistes se rapprochent-ils pour autant du président de la République, de leurs partenaires de la majorité et du premier ministre ?

Si, il y a quelques semaines encore, certains ont été tentés de le faire et si beaucoup se refusaient à critiquer ouvertement M. Raymond Barre en raison de sa popularité présumée, il n'en va plus de même aujourd'hui.

Ils se rendent compte qu'ils n'ont à attendre de leurs alliés et du premier ministre ni commisération ni secours, et ils sont de plus en plus nombreux à être convaincus que « *la grande idée du règne giscardien est de briser le gaullisme ou ce qu'il en reste* », selon l'expression de l'un d'eux.

### Une provocation ?

Les relations des parlementaires R.P.R. avec M. Raymond Barre, qui ont toujours été difficiles, ne manqueront pas de s'aggraver encore si le premier ministre met à exécution son intention de soumettre à la ratification du Parlement, avant la fin de l'année, un projet relatif au Fonds monétaire international.

Cette relance éventuelle de l'affaire du F.M.I. apparaîtra alors comme une provocation destinée soit à faire plier le groupe R.P.R., soit à provoquer sa cassure, soit à le rendre responsable de l'ouverture d'une crise. M. Couve de Murville, en tant que président de la commission des affaires étrangères, hostile à ce projet, doit s'en entretenir prochainement avec le premier ministre. Mais le président de la République n'a — semble-t-il — pas encore autorisé M. Barre à tenter cette aventure.

Enfin, la déclaration télévisée de M. Barre, jeudi 3 novembre, a, à la fois surpris et irrité les gaullistes. Les attaques lancées par le premier ministre contre les producteurs, les intermédiaires, les distributeurs et les détaillants, ont tout d'abord semblé bien téméraires ou bien provocantes envers des catégories sociales dont les voix risquent d'être souvent nécessaires à des candidats de la majorité en position difficile. Si certains ont pensé que l'anti-électoralisme du premier ministre était peut-être de l'électoralisme sublimé, la plupart ont jugé que sa rudesse risquait de les priver d'une force d'appoint indispensable, et ils ont estimé qu'en cette période il jouait un peu trop avec le feu.

Dès lors, beaucoup d'élus R.P.R. ont résolu de modérer davantage les louanges qu'il leur arrivait d'adresser jusque-là au chef du gouvernement et même de prendre un peu plus de distances avec lui.

Pour la plupart d'entre eux, il s'agit de ne pas donner l'impression qu'ils endossent la responsabilité de l'échec du plan de lutte contre l'inflation. C'est cette attitude que M. Chirac devait d'ailleurs définir dès ce lundi soir au palais de la Mutualité en s'adressant aux membres des petites et moyennes entreprises réunis à l'initiative de M. Gingembre.

Le maire de Paris devait annoncer ainsi sa résolution de ne pas accorder de permis de construire pour la création de « grandes surfaces » si de telles demandes lui étaient présentées dans la capitale. Il devait aussi rappeler son hostilité au blocage des prix.

Le R.P.R. tente ainsi non seulement de récupérer une clientèle mais surtout de saisir l'occasion de marquer davantage son droit à la différence par rapport au reste de la majorité et au gouvernement, sans toutefois aller jusqu'à la rupture. Sa marge de manœuvre est ainsi bien étroite.

### L'irritation des investitures

M. Jacques Chirac pourra donc trouver à cette occasion un terrain favorable pour tenter de resouder la cohésion du groupe R.P.R. Mais il aura aussi une *autre action à mener* auprès de ses amis.

Nombre d'élus sont en effet irrités par certaines décisions prises au niveau du mouvement en ce qui concerne les investitures pour les élections législatives. La distribution des étiquettes a provoqué bien des colères dans le petit monde inquiet des députés sortants. Certains, avec amertume, reprochent à l'équipe de la rue de Lille (siège du mouvement) d'avoir disposé des circonscriptions selon des « *critères de technocrates* », d'avoir procédé à des « parachutages » sans reconnaissance préalable, du terrain d'avoir manqué de considération pour certains élus anciens, d'avoir un peu trop précipité le changement de génération.

Pour surmonter ce malaise, les atouts dont dispose M. Chirac sont son dynamisme et sa détermination ; et aussi les nouveaux objectifs que la situation lui impose de définir.

ANDRÉ PASSERON.

### LE GÉNÉRAL BIGEARD CANDIDAT A VERDUN

Le général Marcel Bigeard, ancien secrétaire d'Etat à la défense, a confirmé, le 6 novembre, qu'il serait candidat aux prochaines élections législatives dans la 2e circonscription de la Meuse. « *Se présenter à Verdun, cela a de la gueule* », a-t-il observé, en précisant qu'il se présenterait sans étiquette, mais soutiendrait la politique du président de la République et de la majorité. « *Ma démarche*, a-t-il ajouté, *ne sera ni politicienne ni polémique, mais visera un rapprochement de tous les Français.* »

Parmi ses adversaires, le général Bigeard comptera le député sortant, M. André Beauguitte (P.R.), soixante-seize ans, qui se représenterait sans étiquette.

CHARENTE - MARITIME. — M. Jean-Guy Branger, député (R.P.R.) de la 2e circonscription (Rochefort), qui a succédé à Albert Bignon, décédé, a refusé d'être le suppléant de M. François Heilbronner, désigné récemment comme le candidat du R.P.R. pour les prochaines élections législatives. M. Branger, qui s'élève contre ce « parachutage » et déclare avoir le soutien de son groupe parlementaire, a annoncé qu'il se présenterait contre l'ancien directeur de cabinet de M. Jacques Chirac, lorsque ce dernier était ministre de l'agriculture, puis ministre de l'intérieur. M. Paquet, secrétaire fédéral du R.P.R., a indiqué qu'il avait demandé à Paris de sanctionner M. Branger. — *(Corresp.)*

### Le mouvement gaulliste développe ses sections universitaires et crée une association de lycéens

Le R.P.R. a réuni, samedi 5 novembre, à Neuilly-sur-Seine, ses délégués étudiants, lycéens et élèves des grandes écoles, puis, dimanche 6, ses délégués départementaux à la jeunesse.

M. Gérard Kuster, délégué national à la jeunesse, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que le R.P.R. compte soixante et une sections dans les universités et les centres universitaires, et une quinzaine dans les grandes écoles. M. Roger Karoutchi, délégué adjoint, chargé des questions d'éducation, a déclaré que les structures lycéennes du mouvement, qui ont été constituées dans vingt-cinq départements, vont être étendues à toute la France d'ici aux élections législatives. Elles seront groupées dans une association des lycéens pour la République, qui rassemblera des adhérents et des non-adhérents du R.P.R.

M. Kuster a regretté « *le silence du pouvoir sur les problèmes de la jeunesse* ». « *La politique de notre mouvement doit être faite avec les jeunes* », a poursuivi le délégué national, qui a invité les délégués à se souvenir que « *la démocratie et l'autorité ne sont pas inconciliables* » et à « *lutter contre les privilèges* ». M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a ensuite appelé les jeunes à « *intervenir dans tous les domaines* » et à participer activement au travail du R.P.R. dans les différents secteurs de la société. « *Il n'est pas question de se démobiliser*, a-t-il déclaré. *Le paysage politique a peut-être changé, mais la stratégie politique n'a pas changé.* »

M. Kuster a indiqué, d'autre part, que le R.P.R. compte deux cent dix mille adhérents de moins de trente ans et a rappelé qu'il organisera, le 12 novembre, une journée sur l'enseignement et, le 11 décembre, un congrès de jeunes.

EN VISITE ÉLECTORALE A LYON

### M. Barre aura comme suppléant M. Baridon (R.P.R.)

M. Raymond Barre s'est rendu, lundi 7 novembre, à Lyon, pour préparer avec les dirigeants locaux des formations de la majorité la campagne électorale qu'il mènera dans la quatrième circonscription du Rhône où il est candidat aux prochaines élections législatives.

Le premier ministre a confirmé à cette occasion, que son suppléant sera M. Jean Baridon (R.P.R.), ancien suppléant de M. Louis Joxe, dont il occupe le siège à l'Assemblée nationale depuis que celui-ci a été nommé membre du Conseil constitutionnel.

[Né en 1912, docteur en médecine, conseiller municipal de Lyon depuis 1955, conseiller général, conseiller de la communauté urbaine de Lyon, M. Jean Baridon était le suppléant de M. Louis Joxe depuis 1967. Il avait été lui-même candidat aux législatives en 1958 dans la 4e circonscription du Rhône sous l'étiquette Centre républicain, mais il avait été battu au deuxième tour par M. Guy Jarrosson (indépendant et paysan d'action sociale).]

[Dès le 11 octobre, M. Jacques Chirac s'était félicité que le premier ministre ait pris comme suppléant M. Jean Baridon, ce qui avait aussitôt suscité une mise au point de l'Hôtel Matignon, faisant savoir que M. Raymond Barre ferait connaître « ultérieurement » le nom du suppléant qu'il aurait personnellement choisi (« le Monde » du 13 octobre). En confirmant le choix de M. Jean Baridon, le premier ministre se range, finalement, à l'avis du président du R.P.R. et des représentants lyonnais de la majorité qui lui avaient indiqué qu'ils seraient « heureux » qu'il en soit ainsi.]

## POLITIQUE

# DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### LA Xe CONVENTION DES CLUBS «PERSPECTIVES ET RÉALITÉS»

# M. Raymond Barre : le gouvernement doit fuir l'électoralisme

*Les clubs Perspectives et Réalités, créés en 1965 par M. Giscard d'Estaing, ont tenu, samedi 5 novembre à Paris, leur dixième convention nationale. A cette occasion, M. Jean-Pierre Fourcade et les dirigeants de la formation ont marqué leur volonté de faire admettre les clubs comme un élément de la majorité majeur et autonome. La manière dont, depuis plusieurs mois, ils ont travaillé à l'élaboration et à la promotion de leur propre programme — intitulé « Des choix pour demain » — témoigne de leur détermination à se distinguer même du parti républicain, dont M. Fourcade est pourtant l'un des responsables.*

*Le premier ministre et des représentants de tous les partis de la majorité avaient été invités. Etaient notamment présents à la tribune lors de la séance à laquelle participa M. Barre : M. Didier Bariani et Mme Brigitte Gros pour le parti radical, M. André Diligent pour le C.D.S. et M. Jean-Pierre Soisson pour le parti républicain. M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., s'était excusé. L'annonce de cette défection provoqua quelques « mouvements divers » dans l'assistance. Mme Giscard d'Estaing assistait à la séance de l'après-midi. — N.-J. B.*

Les participants à la convention des clubs Perspectives et Réalités ont travaillé samedi matin en commission. L'après-midi, en séance publique, M. Philippe Pontet, vice-président de la fédération, rendant compte des travaux de la matinée, a pris position en faveur d'une « *réduction progressive de l'éventail des revenus* », de la « *retraite à la carte* », de l'extension de la cinquième semaine de congés payés aux travailleurs manuels (« *et dans des détails compatibles avec la situation économique* »), d'une politique de défense « *autonome et crédible* » et d'une politique commerciale « *refusant le protectionnisme* ».

M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs, a notamment déclaré : « *Une bonne politique économique sera inefficace si ne lui sont associées des réformes profondes permettant à notre société d'évoluer vers davantage de justice et de solidarité. Mais ces réformes doivent être lucides, progressives et clairement expliquées aux Françaises et aux Français.* »

Il a aussi souligné : « *L'avenir, c'est de tenter d'esquisser les contours d'un programme ambitieux qui pourra, demain, sous la conduite du président de la République, rassembler une large majorité de nos concitoyens, bien au-delà de leurs actuelles appartenances politiques. (...) Nous serons les pionniers de l'unité. Unité de la majorité d'abord, unité du large courant qui soutiendra l'action du président de la République, ensuite. Car notre objectif essentiel, c'est bien d'élargir et de renforcer la masse de ceux qui ont élu Valéry Giscard d'Estaing président de la République en 1974 et qui, depuis, n'ont pas douté de la justesse de ses vues et de la ténacité de son action réformatrice.* »

### « Nous devons gagner »

M. Raymond Barre s'est adressé en ces termes aux quelque deux mille personnes présentes : « *Nous devons gagner et, pour cela, nous devons nous mobiliser. La désunion de l'opposition ne doit pas être un facteur de relâchement pour la majorité, car rien n'est jamais joué. Jusqu'au soir du deuxième tour nous devons être vigilants, actifs et persuasifs. (...)*

» *Nous devons refuser à l'opposition le monopole de la gauche et combattre les conceptions manichéennes qui divisent le pays en deux.*

» *Nous devons gagner en fuyant l'électoralisme de toutes nos forces. Ou irons-nous si nous n'avions d'autres préoccupations que de servir, par un saupoudrage de mesures minimes et médiocres, les intérêts les plus divers et les privilèges les plus diffus ? C'est pour cela que le gouvernement est décidé à fuir l'électoralisme : toute complaisance, toute compromission se retournerait contre les conditions de vie des Français. Croyez bien que cette attitude ne vous fera pas perdre de voix.* »

Le premier ministre a encore dit : « *Nous devons gagner en évitant les fausses oppositions qui compromettraient l'unité de la France. (...) Il faut systématiquement refuser et dénoncer tout ce qui pourrait être dirigé contre le président de la République. Quant à nous, nous avons choisi la voie de la loyauté, de l'honnêteté et de la clarté. Ce sont des vertus difficiles, mais qui payent en politique.* »

# DÉFENSE

## La visite du président de la République à Brest

# LE CHEF DE L'ÉTAT CONSACRE DEUX SÉANCES DE TRAVAIL AUX MISSIONS ET AUX MOYENS DE LA MARINE NATIONALE

**La visite à Brest du président de la République, chef des armées au terme de la Constitution, intervient à deux jours de l'examen, par l'Assemblée nationale, du projet de budget de la défense pour 1978. On sait, à cette occasion, que les discussions à la commission des finances et à la commission de la défense au Palais-Bourbon ont été très vives et que des critiques sévères ont été adressées, en particulier, à l'encontre des crédits attribués à la marine nationale.**

Les députés ont estimé insuffisants les crédits consacrés aux constructions neuves de la flotte de surface et ils ont déploré l'abandon de la mise en chantier d'un sixième sous-marin nucléaire lance-missiles. M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a reconnu que le budget de la marine était *« le point faible »* de sa politique.

### Des propos très appréciés

Selon notre correspondant à Brest, les marins, qui sont tenus à l'obligation de réserve, ne font bien entendu aucun commentaire public sur les raisons du déplacement du chef de l'Etat. Mais, leur morosité n'est un secret pour personne. Des propos récents, à Brest, du vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle, qui vient de quitter le commandement de l'escadre de l'Atlantique, ont été très appréciés : le fils de l'ancien chef de la France libre avait rendu un hommage remarqué à Georges Leygues, un ancien ministre de la marine entre les deux guerres qui avait facilité le renouveau de la flotte de guerre fortement éprouvée par les hostilités de 1914-1918 (*le Monde* du 27 juillet), et il avait souligné que la marine est l'arme essentielle de l'indépendance nationale.

A Brest, précise, encore, notre correspondant, de nombreux officiers ne se cachent pas pour affirmer, en privé, que *« le gouvernement est en train de couler la marine française »* et leur attitude est révélatrice de l'amertume qui règne depuis le transfert d'une large partie de la flotte de Brest à Toulon.

Le chef de l'Etat devrait donc préciser les orientations de la politique française dans le discours public qu'il adresse aux élèves officiers de Navale à bord de la *Jeanne-d'Arc*. A l'issue de cette cérémonie, le porte-hélicoptères quittera Brest pour une croisière de six mois, avec une série d'escales en océan Indien. A son bord, cent trente et un élèves officiers dont dix stagiaires étrangers originaires du Maroc, de l'Equateur, d'Indonésie, d'Iran, du Liban, du Pérou, du Zaïre et de Singapour.



## Libres opinions

### Mieux vaut tard que jamais...

par ANTOINE SANGUINETTI (*)

COMME chaque année au moment d'examiner les crédits militaires, les députés de la majorité s'interrogent sur le sens et le bien-fondé des mesures qui leur sont proposées. Tandis que la commission de la défense de l'Assemblée nationale décide de rejeter le budget d'investissements militaires pour 1978 en prenant conscience de l'état critique de la marine, un rapporteur de la commission des finances se demande, pour sa part, *« si les impératifs nationaux de notre sécurité seront bien respectés »* et doute que *« les forces nucléaires restent, dans les faits, le dispositif central de notre défense »*. Et de conclure, à propos du sixième sous-marin nucléaire lance-engins (S.N.L.E.), que le gouvernement n'avait pas inclus dans la « loi d'intentions » de mai 1976, mais que le Parlement y a rétabli, qu'aujourd'hui *« il est patent que la loi ne sera pas respectée »*.

S'agissant d'une simple loi d'intentions, dont il a été répété tout au long des débats qu'elle n'avait pas valeur contraignante, il n'était pas évident *a priori* qu'elle serait plus respectée que les lois de finances annuelles, qui, elles, sont en principe exécutoires. Or le gouvernement prend depuis plusieurs années, à leur égard, des libertés dont le Parlement s'est jusqu'ici accommodé. C'est ainsi, pour citer un exemple, que des crédits ont été votés successivement en 1974 et 1975 pour la construction d'un porte-hélicoptères qui n'a jamais été mis en chantier. Ces sommes ont été détournées, comme bien d'autres, au profit d'une armée de terre réorganisée à prix d'or, même si on le nie périodiquement, pour quadriller le territoire national avant les prochaines échéances électorales.

⁂

Il y a, en fait, plusieurs années que les déclarations du pouvoir actuel ont cessé d'être crédibles si elles le furent jamais. Le 15 mai 1974, entre les deux tours du scrutin présidentiel, un candidat déclarait, avec tous les accents de la sincérité, dans une interview au *Télégramme de Brest*, que *« le plan naval devra être mené à bien »* ; alors que les chefs de la marine recevaient confidentiellement mais fermement, quinze jours plus tard, du nouveau président, notification de son abandon. Toujours à propos de la marine, le 24 mars 1976, le ministre de la défense réaffirmait publiquement, après le chef de l'Etat, l'importance nouvelle prise par la mer et qualifiait la marine de *« clef de voûte de la défense nationale »* ; deux mois exactement avant de faire voter son abaissement dans la loi d'intentions gouvernementales.

De la même façon, dans le domaine du nucléaire, le ministre de la défense comme le premier ministre ont affirmé, à tour de rôle et à plusieurs reprises, le maintien de la priorité des forces de dissuasion, alors même qu'ils étaient démentis par des faits tels que l'abandon semi-clandestin du sixième S.N.L.E. — au prix du gaspillage des 200 millions de francs déjà dépensés — ou la baisse, parfois importante d'une année sur l'autre, des crédits d'étude ou de fabrication. Il est difficile de croire que des parlementaires avertis n'aient pas pris conscience plus tôt de ces contradictions maintes fois dénoncées.

La levée de boucliers à laquelle nous assistons est donc louable, mais répétons que le projet de budget actuel est dans la ligne logique des trois lois de finances précédentes, votées chaque fois par tous les députés aujourd'hui réticents. Tous les infléchissements de la politique de défense qui inquiètent ce mois-ci le Parlement étaient apparents dans les ambiguïtés de la loi d'intentions de mai 1976, dont le **p r é s i d e n t** déclarait le mois suivant, devant l'I.H.E.D.N., qu'il avait été *« frappé qu'elle ait été approuvée à l'une des plus fortes majorités jamais enregistrées »*.

⁂

A chaque occasion, des voix qualifiées sinon « autorisées », parfois même accompagnées des timides mises en garde des chefs les plus disciplinés de la marine, ont appelé l'attention du Parlement en temps utile. Le trouble du Parlement lui-même s'est fait jour chaque année, en particulier quand il a tenté, le 21 mai 1975 puis le 30 octobre de la même année, d'engager un débat sur la défense et d'exiger la présentation d'une quatrième loi-programme, sans y parvenir.

Les députés de la majorité ont en fait abdiqué leurs responsabilités depuis longtemps entre les mains de l'exécutif. On ne peut que se féliciter aujourd'hui, et les féliciter, d'une prise de conscience un peu tardive, car mieux vaut tard que jamais. Mais si leur réaction devait se limiter à quelques protestations sans suite et qu'ils fassent passer, une fois de plus, la *« discipline majoritaire »* avant les intérêts de la nation, les Français, les militaires et les marins, seraient fondés à conclure qu'il ne s'agit, comme à l'accoutumée, que d'un remords électoral.

(*) Ancien officier de marine.

Le Monde

# société

## Près de dix mille ampoules de morphine ont été envoyées à un centre de postcure pour toxicomanes

### L'expéditeur est arrêté

De nos correspondants

*Une curieuse affaire de drogue vient d'aboutir à l'arrestation à Draguignan (Var) de M. Albert Gérin, né le 30 avril 1909 à Marseille, ancien truand de la cité phocéenne connu de tous les services internationaux de lutte contre la drogue, retiré depuis une quinzaine d'années dans l'ancienne préfecture du Var.*

Il est reproché à M. Gérin d'avoir adressé, le 21 octobre, au centre d'hébergement pour anciens drogués de la Boère, à Saint-Paul-sur-Save (Haute-Garonne), que dirige M. Lucien Engelmajer, plus connu sous le surnom du « Patriarche » (*le Monde* des 24 mai 1975 et 10 août 1977), une cantine contenant neuf mille huit cent soixante-dix ampoules de morphine. Cet envoi, effectué en bagages non accompagnés par la S.N.C.F., portait une étiquette ainsi libellée : *« De la part de M. Gérin. »*

M. Gérin a été incarcéré, samedi 5 novembre, après avoir été entendu longuement par Mlle Monique Guemann, premier substitut du parquet de Draguignan, et par Mlle Florence Roy, juge d'instruction, et inculpé de détention et recel de stupéfiants.

Reste à déterminer l'itinéraire de ces quelque dix mille ampoules de morphine dosées à 5 milligrammes. Elles furent dérobées en plein jour, le 21 octobre 1975, dans une chambre forte de la société Intramar, à Marseille, à laquelle elles avaient été confiées par les services des douanes. Elles provenaient d'un autre vol commis auparavant dans les laboratoires pharmaceutiques Renaudin, de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), et elles devaient être expédiées au Liban, alors en pleine guerre civile.

L'enquête ouverte par la brigade des stupéfiants du S.R.P.J. de Marseille n'avait pas abouti. Qu'est devenu entre-temps cet important mais encombrant conteneur de morphine ? Les enquêteurs l'ignorent pour l'instant. M. Gérin fut, selon ses dires, mystérieusement contacté ces jours derniers par un truand marseillais, afin, dit-il pour sa défense, de *« détruire cette drogue par tous les moyens »*. Il affirme aussi que, après avoir regardé avec attention le film réalisé par Stany Cordier sur « le Patriarche », programmé en août dernier sur Antenne 2, il a pris la décision d'envoyer les ampoules au « Patriarche » pour qu'il les détruise.

Ce dernier dirige deux établissements : le domaine de la Mothe, où il recoit de jeunes drogués, dont certains lui sont envoyés par des spécialistes parisiens et la Boère, où il s'efforce de réinsérer les anciens drogués.

« Le Patriarche » fut mis au courant de cet envoi par deux lettres de M. Gérin. Il alerta les gendarmes de Toulouse, qui prirent possession de la cantine au domaine de la Boère, où elle était parvenue le 4 novembre.

M. Gérin, quant à lui, maintient sa thèse, qu'il a exposée aux gendarmes de Draguignan. Il affirme aussi : *« J'avais pour objectif de créer une association pour venir en aide aux jeunes drogués avec l'appui de la banque Rothschild. »* Pour étayer cette thèse, il a présenté aux enquêteurs un projet dactylographié.

JEAN-PAUL GIRAUD et LÉO PALACIO.

[A la Boère, on ne parvient pas à trouver une explication à cette affaire. « Nous avons reçu un coup de téléphone au début du mois d'octobre, explique Mme Rena Engelmajer, pour nous prévenir que nous devions recevoir deux colis, un grand et un petit ; dans le petit devraient se trouver deux clés. Je n'ai pas pris au sérieux cette histoire, jusqu'au jour où nous avons reçu ces colis. Je n'y ai pas touché ; j'ai averti le service régional de la police judiciaire de Toulouse. » Lucien Engelmajer, « le Patriarche », et sa femme, qui devaient tenir le lundi 7 novembre une conférence de presse pour donner leur point de vue, se plaignent de faire l'objet depuis quelque temps d'une campagne de dénigrement de leur centre de post-cure. En effet, au mois de juillet dernier, plusieurs personnes qui avaient séjourné quelques jours à la Boère avaient fait état, dans la presse, de violences commises contre des toxicomanes. « Le Patriarche », qui ne nie pas qu'une certaine fermeté est parfois nécessaire dans le traitement des toxicomanes, a cependant formellement réfuté ces propos, selon lui calomnieux. — C. C.]

## En bref...

● *Attentat contre l'Office franco-allemand pour la jeunesse.* — Quatre engins incendiaires ont été lancés, le 5 novembre, vers 22 heures, contre la façade de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, 5, rue Casimir-Delavigne, à Paris (6e). Les flammes n'ont laissé que quelques traces noires sur les murs. Un correspondant anonyme a revendiqué l'attentat, auprès de l'A.F.P., au nom d'un *« groupe autonome »* intitulé *« vengeance pour Baader »*.

● *Trente-sept personnes au moins ont été tuées* et plusieurs dizaines blessées lors de la rupture d'un barrage, dimanche 6 novembre, près de Toccoa (Georgie), aux Etats-Unis. Le barrage a cédé vers 2 heures du matin (heure locale) du fait de très fortes pluies tombées la veille. Les eaux se sont engouffrées dans la vallée et ont submergé les chutes de Toccoa, un important site touristique, emportant plusieurs automobiles et détruisant plusieurs maisons.

● *Relaxe pour des travailleurs du Livre.* — La 16e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacques Charlot, a relaxé, vendredi 4 novembre, six travailleurs du Livre poursuivis pour destruction d'exemplaires du quotidien *le Parisien libéré*, les 3 juin et 31 décembre 1975. Pour des opérations semblables, réalisées de nuit, dans les rues de Paris ou de la banlieue, au cours du conflit qui a opposé les travailleurs du Livre à M. Emilien Amaury, de nombreux travailleurs avaient été condamnés pour vol.

Depuis la fin du conflit les tribunaux correctionnels avaient prononcé plusieurs remises dans les procès de ceux qui restaient encore à juger, attendant peut-être une éventuelle amnistie. Vendredi les magistrats ont fait droit à l'argumentation de la défense, en estimant que manquait l' *« élément intentionnel »* pour caractériser le délit de vol.

## A Grenoble

## Procès agité pour un écologiste

De notre correspondant

Grenoble. — Le 18 septembre 1976, une vingtaine de mili- 1976, une vingtaine de militants tants antinucléaires s'introduisaient dans les locaux de la préfecture de l'Isère. Ils ressortaient quelques minutes plus tard avec plusieurs dossiers, notamment le plan « Orsec-Rad », qui donne les dispositions à prendre dans le département en cas d'accident nucléaire, et des plans « Orsec-Tox », dérobés dans les bureaux de la protection civile. Ces documents tenus jusqu'alors secrets furent photocopiés et envoyés à de nombreuses sections syndicales, à des universitaires et des scientifiques de la région, ainsi qu'à la presse afin d'être rendus publics.

Les voleurs de ces documents n'ont jamais été arrêtés. Deux militants antinucléaires, qui détenaient des photocopies des dossiers volés, ont été cependant inculpés, mais le dossier fut, quelques semaines plus tard, classé sans suite.

Seul M. Guy Donnet, éducateur et membre du Comité Malville, a été arrêté, le 15 juin 1977, et inculpé de recel ; la police a retrouvé dans sa voiture trois plans faisant partie du dossier « Orsec-Tox » de l'usine Progil-Bayer-Ugine, à Pont-de-Claix (Isère). L'un d'eux, appelé « plan Rose des vents », montre le rayon d'action de plusieurs produits toxiques et les mesures prises par l'usine de Pont-de-Claix pour la protection du voisinage, ainsi que les consignes d'alerte de la population.

M. Guy Dannet comparaissait, jeudi après-midi 3 novembre, devant le tribunal correctionnel de Grenoble. Son avocat, Me Ripert, devait notamment déclarer au cours de l'audience : *« Les écologistes qui ont enlevé les dossiers à la préfecture pour les rendre publics l'ont fait dans un but de salubrité publique. Ils souhaitaient faire connaître l'existence d'une véritable poudrière aux portes de Grenoble et informer la population sur ces dangers. Ce ne sont pas des voleurs, ils ont agi pour notre sécurité. Aujourd'hui encore de nombreuses personnes détiennent ces plans. »* Le jugement sera rendu le 15 novembre.

Pendant la plaidoirie, une quarantaine de personnes présentes à l'audience brandissaient des papiers aux cris de *« Nous sommes des receleurs. Nous voulons être inculpés »*.

Après l'audience, les militants antinucléaires qui prétendaient détenir des documents originaux dérobés à la préfecture de l'Isère se sont rendus chez le juge d'instruction, M. Dominique Fournier, puis à l'hôtel de police. Parmi les quarante-quatre écologistes, cinq ont été entendus jeudi soir et relâchés dans la journée de vendredi. Les autres « écologistes » sont interrogés chaque jour, tour à tour, par les services de police. — C. F.

● *Mille francs d'amende avec sursis pour exercice illégal de la médecine.* — Le tribunal de Versailles a condamné, vendredi 4 novembre, un acupuncteur âgé de soixante-sept ans, M. Charles Laville, qui exerçait depuis 1950, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), sans diplôme médical français, à 1 000 francs d'amende avec sursis pour exercice illégal de la médecine. Le conseil départemental des Yvelines de l'ordre des médecins et le Syndicat national des acupuncteurs, qui s'étaient portés partie civile et réclamaient tous deux 4 000 francs de dommages et intérêts, ont obtenu le franc symbolique. M. Laville est diplômé de l'Institut d'acupuncture de Hongkong et de l'hôpital de Taipeh.

## La C.G.T. dénonce la « politique malthusienne du pouvoir » dans le domaine de la formation

*Des « états généraux des enseignements techniques et de la formation professionnelle » ont été organisés à Paris le samedi 5 novembre par la C.G.T. pour tirer le bilan d'une année de mobilisation de la confédération sur les problèmes d'éducation.*

Vingt-cinq fédérations départementales avaient été officiellement invitées à ces états généraux, soit plus de trois cents délégués. Ceux-ci ont notamment dénoncé le fonctionnement de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA), qui *« institutionalise la déqualification »*. *« Est-il admissible qu'on reconvertisse à la maçonnerie moderne un bachelier de vingt-cinq ans titulaire d'une licence d'arts plastiques »*, a demandé un délégué du Gard.

D'autres s'en sont pris aux centres de formation d'apprentis (C.F.A.), qui *« prolifèrent au détriment des établissements publics grâce à la complaisance du patronat »*. *« Les sidérurgistes n'embauchent plus que des O.S.*, a dit un délégué de la Moselle. *Il faut donc se battre non seulement pour des emplois nouveaux, mais pour la qualité de ces emplois. »*

Après les interventions des syndicats de l'enseignement (Syndicat national des enseignements de second degré, Syndicat national de l'éducation physique, Syndicat national de l'enseignement supérieur, Syndicat national des enseignements techniques et professionnels, Coordination permanente des C.E.T. et Union nationale des étudiants de France), M. René Buhl, secrétaire confédéral, a tiré les conclusions de ces états généraux.

*« Nous n'avons pas l'ambition d'élaborer un projet éducatif d'ensemble*, a-t-il dit, *mais la C.G.T. entend suivre de très près tout ce qui touche à la formation ».* M. Buhl s'en est pris au patronat, *« qui veut récupérer le plus tôt possible les jeunes confiés à l'éducation nationale »*, et il a répété que le bureau confédéral souhaite *« promouvoir un grand service public, unique et laïc »*, ce qui suppose une *« rupture décisive avec la politique malthusienne du pouvoir et du patronat »*.

## CORRESPONDANCE

### Les inscriptions à l'université de Nanterre

*M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université Paris-X (Nanterre), nous écrit :*

Dans un article intitulé « La rentrée desu niversités », paru dans votre journal du 22 octobre, il a été écrit que dans la région parisienne *« seuls trois établissements — Paris-IV, Paris-IX et Paris-X — enregistrent une baisse de leurs effectifs »*, et que *« tous les autres voient le nombre des premières inscriptions augmenter »*.

Je me dois de vous faire remarquer que, concernant l'université que je préside, cette assertion ne correspond pas à la vérité. La différence doit vraisemblablement s'expliquer par la non-prise en considération, à la date du 25 septembre 1977, des étudiants relevant du Centre national de télé-enseignement (C.N.T.E.). En effet, non seulement le nombre global des étudiants inscrits à Paris-X est légèrement supérieur à celui de l'an dernier, mais il en est de même pour celui des premières inscriptions, globalement supérieur et en augmentation en particulier en droit, en sciences sociales et en psychologie.

# RELIGION

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE ÉPISCOPALE

## Les séquelles du colonialisme entraînent des aberrations inacceptables

### déclarent les évêques des DOM

De notre envoyé spécial

Lourdes. — D'une année à l'autre, l'évolution de la mentalité de l'épiscopat français est perceptible. Non seulement l'atmosphère est plus détendue, mais les interventions se font plus directes et plus spontanées. Le fait est d'autant plus notable qu'une partie des séances est désormais ouverte aux représentants de la presse et que des évêques pourraient être parfois tentés de pratiquer une certaine autocensure.

Les structures actuelles de la conférence épiscopale ont fait l'objet de diverses critiques, principalement lors de la première journée du 4 novembre, qui s'est tenue à huis clos, mais aussi plus tard en présence des journalistes. Ainsi Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, n'hésita pas à évoquer la « *hiérarchie parallèle* » des commissions épiscopales. « *Qu'est-ce qu'un évêque peut faire face à ces commissions qui prennent des décisions sans notre accord ? Par manque de courage, nous donnons l'impression que nous sommes d'accord, alors que nous ne le sommes pas.* »

Au fil des échanges on a appris que quatorze diocèses en France ont renoncé à avoir un conseil presbytéral (organe consultatif de prêtres). Les évêques auraient-ils « *peur de la coresponsabilité* » ? Telle est la question posée par un des participants lors d'un débat sur le fonctionnement défectueux du découpage régional.

Deux thèmes importants ont été abordés jusqu'à présent : les problèmes qui se posent dans les TOM et DOM et les relations avec les mouvements d'action catholique de jeunes.

*Le premier* comporte inévitablement des implications politiques. Un document signé par les évêques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Réunion et de Saint-Pierre-et-Miquelon (DOM), après avoir rappelé le passé colonial de ces territoires marqués par l'esclavage, souligne les conséquences « *dramatiques* » de la crise internationale et « *les effets de l'inflation démultipliée par une économie de consommation centrée sur l'importation et le gonflement du secteur tertiaire. L'économie est marquée par les séquelles du colonialisme ou des contraintes particulières entraînant des aberrations que l'on ne saurait accepter* ». Le même document signale « *la surenchère dans les revendications et les démagogies politiques* », les injustices résultant de la création de nouveaux groupes d'intérêts économiques qui envisagent avant tout le profit. « *Il y a un homme qu'il faut libérer, c'est le créateur qui sommeille en chaque personne.* »

Pour ce qui concerne la régionalisation, la décentralisation, l'autodétermination et l'indépendance, les évêques déclarent : « *Partout percent le désir et une certaine volonté des premiers intéressés de prendre vraiment leurs affaires en main pour une meilleure prise en charge et pour une plus grande efficacité. Nous regardons ces signes comme positifs parce qu'ils traduisent un changement de mentalité qui consiste à vouloir devenir responsables avant de compter sur les autres en les prenant parfois comme boucs émissaires. Ces signes interpellent aussi bien nos populations particulières que nos Eglises. On nous dira : « Vous êtes en pleine politique ! » Nous répondons oui dans la mesure où l'Evangile nous demande d'être attentifs aux conditions d'épanouissement de la vie de nos frères, pris individuellement et collectivement. Mais, en tant que pasteurs, nous entendons bien nous garder de politique partisane.* »

Mgr Gilbert Aubry, jeune évêque de la Réunion, a évoqué, pour sa part, « *le feu qui brûle les évêques pour la liberté* ». « *Les Eglises*, a-t-il ajouté, *doivent être des signes d'espérance pour nos pays.* »

Quant aux évêques des TOM, ils ont déploré « *les inégalités sociales criantes entre les descendants européens, les fonctionnaires et les indigènes qui, pour la grande majorité, en sont restés à une civilisation de subsistance, voire même à l'analphabétisme* ».

Le document examine enfin la question « *épineuse et parfois agaçante* » des migrants et conclut, en parlant « *du passé et de ses péchés, lointains ou récents, qui sont toujours accablants* ».

Le pasteur Marcel Henriet a envoyé, d'autre part, à chacun des évêques des DOM-TOM, au nom du « collectif des chrétiens pour l'auto-détermination des DOM-TOM », une lettre qui demande « *une intervention ferme contre le danger évident des fraudes électorales particulièrement menaçantes lors des consultations de mars 1978* ».

Les évêques des DOM-TOM, a précisé Mgr Aubry à ce propos, se réservent d'intervenir en temps opportun de la façon qu'ils jugeront la plus appropriée.

A l'ordre du jour de l'assemblée figurent les relations avec les mouvements d'action catholique des jeunes, dont l'évolution inquiète parfois l'épiscopat (politisation de plus en plus accentuée et atténuation des objectifs spécifiquement religieux). Des rapports ont été présentés sur la J.E.C. (étudiants), la J.O.C. (ouvriers), le M.R.J.C. (ruraux), la J.I.C. (milieu indépendant). Ces exposés font preuve d'une grande compréhension à l'égard des jeunes et de leurs mouvements. Mgr Roger Bourrat, évêque de Rodez, par exemple, note qu'il y a des risques certains pour la foi des jeunes jocistes, mais, ajoute-t-il aussitôt, « *ce ne sont pas eux qui ont inventé l'incroyance, pas plus que la politisation de la vie française. A ne voir que les risques, on risque encore plus : la peur qui est mauvaise conseillère et l'abandon de l'audace apostolique* ».

Pour sa part, Mgr Yves Bescond, évêque auxiliaire de Corbeil, décrit d'une manière saisissante le fossé qui sépare les évêques des jecistes. « *Les jeunes sont marqués par l'audiovisuel, les sciences exactes, l'analyse structurale, le politique, le doute, alors que j'ai été élevé dans un autre monde, celui du livre, des lettres, de l'humanisme et de la certitude.*

» *Ces laïcs ont pour vocation de changer les choses de ce monde. Je suis un clerc qui n'a pas d'engagement temporel et qui n'est pas chargé de la gestion des choses temporelles. Ils pensent en premier lieu justice alors que je pense d'abord évangélisation.*

» *Les jecistes que j'ai rencontrés sont par leur famille ou par libre choix des gens de gauche. Par ma famille, mon éducation, je suis, quoi qu'il en paraisse, un homme de droite. Devant une même réalité sociale, je suis porté à voir ce qui va bien, eux sont d'abord attentifs à ce qui va mal.*

Il est encore trop tôt pour savoir les positions qui seront prises par l'assemblée au terme de ces analyses et des débats qui suivront. Mais la tendance ne semble pas à la sévérité. Les évêques ont conscience que la jeunesse leur échappe de plus en plus et que des mises en garde ne serviraient pas à grand-chose. Les effectifs des mouvements sont souvent assez faibles.

Mgr Jean Streiff, évêque de Nevers, remarque qu'au point de départ ces mouvements visaient à *former une élite destinée à prendre en main les situations pour les transformer*. Aujourd'hui, les mouvements *ne recrutent pas des jeunes à l'intérieur de l'Eglise* mais des garçons et des filles plus ou moins marginalisés.

*La situation s'est donc renversée. L'Eglise part « de l'autre bout »* pour reprendre l'expression de l'évêque anglican Robinson.

Faut-il s'en plaindre ?

HENRI FESQUET.

● *L'assemblée plénière* a renouvelé son conseil permanent. Ont été élus : 1) Mgr Louis Kuehn, évêque de Meaux, qui remplace Mgr Robert Frossard, évêque auxiliaire de Paris ; 2) Mgr Louis Boffet, évêque de Montpellier, qui remplace Mgr Eugène Polge, archevêque d'Avignon, démissionnaire pour raisons de santé. On été réélus : Mgr Albert Decourtray, évêque de Dijon, et Mgé Paul Rousset, évêque de Saint-Etienne.

## Mgr Lefebvre consacre une église à New-York

De notre correspondant

New-York. — « *Nous sommes prêts à suivre les instructions du pape. Mais lorsqu'il ne suit pas les instructions des deux cent soixante-deux papes qui l'ont précédé, nous ne pouvons pas suivre les siennes* », a déclaré, le 6 novembre, Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône, à l'occasion de la consécration d'une nouvelle église qui servira désormais de quartier général à la Société Pie-X aux Etats-Unis.

Plus d'un millier de fidèles étaient accourus de tous les coins de l'Etat de New-York pour l'entendre célébrer la messe selon le rite traditionnel dans la salle de bal — transformée en chapelle — du manoir d'un multimillionnaire décédé à Oyster Bay Cove, un faubourg cossu et verdoyant de New-York. La municipalité de Oyster Bay Cove avait tenté de faire interdire la cérémonie par voie judiciaire.

Les habitants de la petite ville craignaient, en effet, que l'afflux de voitures trouble la quiétude de la communauté et détériore l'environnement. La cour d'appel de Brooklyn a tranché, en définitive, en faveur des traditionalistes. Mgr John McGann, évêque du diocèse de Rockeville, avait, de son côté, intimé à Mgr Lefebvre l'ordre de ne pas célébrer sa messe en latin à Oyster Bay Cove, mais le prélat français ne tint pas compte de l'injonction.

La Société Pie-X, qui fut fondée aux Etats-Unis en 1970, compte aujourd'hui environ quinze mille adeptes — dont la moitié réside dans l'Etat de New-York — et quinze prêtres, dont plusieurs ont été suspendus par le pape. Les « traditionalistes » sont groupés également à Dickinson (Texas), à Little-Rock (Arkansas), à Tulsa (Arizona), etc. Ces associations se réunissent le dimanche matin pour entendre la messe en latin — et en grande pompe — dans des chambres d'hôtel et dans les salles de réunion de clubs privés louées pour l'occasion.

La Société Pie-X dispose à East-Meadows (Long-Island) d'une école secondaire et offre un séminaire d'études théologiques qui compte déjà quinze élèves.

Mgr Lefebvre avait revêtu pour célébrer la messe une mitre rouge et tenait à la main une crosse en or et en argent incrustée de diamants. Il a béni toutes les statues et tous les piliers de la nouvelle église un à un, les aspergeant d'eau bénite, tandis que l'encens embaumait la salle.

« *Jésus-Christ lutte contre Satan*, dit-il en anglais, *et nous aussi devons lutter contre le Diable.* »

LOUIS WIZNITZER.

# JUSTICE

UN PROJET DE LOI SUR LA « PRÉSOMPTION D'INNOCENCE »

# La moitié du dessin

Faire triompher le principe de présomption d'innocence des inculpés, tel est le but affirmé du garde des sceaux à l'occasion d'un projet de loi pour lequel il est personnellement entendu, mardi 8 novembre, par la commission des lois du Sénat.

Le projet mériterait un appui sans réserve s'il ne provoquait, aussi, sourire désabusé et méfiance. Sourire, car s'aventurer à échafauder un nouveau délit, c'est aussi vérifier, avant de distribuer conseils (et sanctions), que les propres services du ministre ne sont pas... en infraction.

Or, comment analyser le fait que, encore aujourd'hui, les détenus attendant d'être jugés peuvent représenter jusqu'à la moitié de l'effectif pénal ; que la durée de telles incarcérations peut atteindre une proportion importante de la peine finale ; que des instructions peuvent s'éterniser sans que le magistrat prenne la peine d'entendre le détenu plus d'une ou deux fois l'an. Rien d'illégal à cela, certes, mais le parquet, officiellement hiérarchisé, officiellement partie prenante à l'instruction, ne peut-il aussi intervenir pour que certaines de ces procédures ne fassent pas litière, en fait, de la présomption d'innocence ?

Car il faut être cru et même cynique. Le quotidien de la justice pénale ne connaît pas la présomption d'innocence. Elle ne pratique que la présomption de culpabilité. A l'égard de tous les prévenus, qu'ils soient banquiers ou chemineaux. Les avocats le savent bien et signalent toujours avec émerveillement le magistrat qui fait exception à la règle. En sorte que le garde des sceaux — dont on ne saurait oublier les paroles imprudentes sur l'affaire Klaus Croissant — serait bien avisé de balayer devant sa porte avant d'aller chercher noise aux journalistes.

Car c'est aussi de cela qu'il s'agit. Le malheur est qu'il n'en est dit mot. Le projet se veut inodore, incolore, anodin. Comme si, c'est même possible, le garde des sceaux s'obstinait de bonne foi à soutenir un texte, sinon mauvais, du moins dangereux à terme, pour la presse, car il ajoute, dans les textes qui la régissent, une loi répressive à toutes celles qui y figurent déjà en trop grand nombre. Mais le texte est aussi immédiatement dangereux, car si la loi française se réfère au modèle britannique, elle n'a décalqué que la moitié du dessin. Le reportage de Josyane Savigneau qu'on lira ci-dessous le montre sans conteste.

Qu'est-ce que la procédure d'instruction en France ? La continuation de l'Ancien Régime : de jure, par la référence officielle au secret ; de facto, par une pratique inquisitoire et non pas accusatoire et contradictoire. Tout se déroule sans témoin, ou presque. Or, le « témoin », notamment le journaliste, n'est pas forcément assimilable à un Dracula de la plume, assoiffé de scandale. Dorénavant, le texte sur la présomption d'innocence incitera fermement ledit journaliste à en dire le moins possible.

De sorte que des années pourront s'écouler sans que le dossier — et le détenu quelquefois — sorte de l'ombre. Y a-t-il un remède ? Peut-être. En permettant notamment que les audiences de la chambre d'accusation (juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction) soient publiques, en toutes circonstances. C'est d'ailleurs ce qu'avait approuvé le conseil des ministres le 1er août 1973. Sans raison très sérieuse, on est revenu sur ce projet de loi. C'est lui — au moins — qu'il faut ressusciter pour dissiper les craintes et empêcher qu'on ne voie dans le texte un double mauvais coup en dépit de ce qu'on visait : contre les journalistes et contre les droits de la défense.

PHILIPPE BOUCHER.

## Libres opinions

# Plaidoyer pour un délit

par JEAN-LOUIS COCUSSE (*)

« *UNE loi scélérate ?* », « *la presse au muselière* », « *une aberration* doublée d'une *infamie* », « *texte dangereux parce qu'imprécis* » : à peine proposé par le garde des sceaux, le nouveau délit : « *d'atteinte à la présomption d'innocence* » fait l'unanimité contre lui.

De quoi s'agit-il, ou plutôt de quoi devrait-il s'agir ? D'empêcher le journaliste d'informer aussi complètement que possible son lecteur sur le cours d'une justice rendue en son nom ? Par là, d'étouffer certaines affaires dans lesquelles se trouveraient impliqués des « puissants » et des « grands » ? Certainement pas. Ou alors, effectivement, on se devrait de combattre vigoureusement ce texte.

Son objet réel est à la fois plus simple, et sans doute plus ambitieux.

Il faut ici reprendre la genèse de ce projet de loi (1).

Le secret de l'enquête et de l'information est depuis longtemps une des institutions les plus discutées de notre procédure pénale. Et des moins observées. D'où deux sortes de scandales : si le secret est parfaitement respecté, le public a souvent l'impression que l'on escamote un dossier qui le passionne, au nom de la plus douteuse des raisons d'Etat ; s'il est violé, en revanche, le même public se laisse aller à ses instincts les plus primaires (début de l'affaire Patrick Henry, affaire Leroy), ou encore pense, à tort ou à raison, qu'on cherche à lui infliger une vérité officielle (affaire de Broglie).

Le projet de loi actuellement soumis au Parlement a l'indiscutable mérite d'une part de maintenir le principe du secret, dont on ne répétera jamais assez qu'il est nécessaire à la protection de la dignité et au respect de la présomption d'innocence du suspect ou de l'inculpé, tout en permettant, d'autre part, une meilleure information du citoyen sur le déroulement de l'enquête. Et cette information ne sera plus le fruit de déclarations faites, aux frontières d'une légalité bien floue, par le procureur de la République, voire par un juge d'instruction audacieux, ou un avocat non moins audacieux, comme on le voit parfois.

Cette information sera légitimée par un texte qui donne officiellement la parole au procureur de la République et aux avocats, le juge d'instruction seul étant, pour l'instant, laissé à son rôle d'arbitre muet, mais non dépourvu de pouvoirs.

Il est apparu, à ce stade du raisonnement, qu'une relative libéralisation des possibilités d'information directe du public posait le problème de l'abus qui pouvait en être fait.

Qui pourrait nier qu'il existe en France une catégorie de publications dont la spécialité et l'unique possibilité de survie sont l'exploitation par tous les moyens du caractère sensationnel de certaines affaires, le pré-jugement, l'appel à la vengeance, la recherche de détails dits « croustillants », et souvent sans rapport avec les faits reprochés à l'inculpé ?

Qui pourrait nier que, souvent, du fait de véritables campagnes d'intoxication du public, des hommes et des femmes, ultérieurement reconnus innocents, ou contre lesquels les poursuites sont abandonnées à la suite de discrètes décisions de non-lieu, n'en voient pas moins leur vie brisée, en tout cas profondément bouleversée ?

Ou encore, qui soutiendrait sérieusement que ces préjugements, ressassés à l'envi, au long d'articles multiples, n'influencent pas les décisions des jurés, voire des magistrats professionnels eux-mêmes ?

Or ces affirmations publiques de culpabilité violent un principe constitutionnel dont aucune démocratie véritable ne peut méconnaître l'immense portée : celui de la présomption d'innocence de l'homme qui n'est pas encore définitivement condamné.

Voilà pourquoi la Fédération nationale des unions de jeunes avocats, entendue par la commission créée par M. Jean Lecanuet, avait proposé l'introduction d'un nouveau délit dans notre code pénal, calqué autant que faire se pouvait sur le « *contempt of court* », si rigoureusement observé dans les pays anglo-saxons et particulièrement au Royaume-Uni, celui d'atteinte à la présomption d'innocence.

Mais dans l'esprit des jeunes avocats il ne s'agissait nullement de restreindre ou de menacer le journaliste dans l'accomplissement de la mission qui est actuellement la sienne ; il s'agissait simplement de réprimer efficacement soit l'atteinte directe à la présomption d'innocence de l'inculpé, soit à la pression exercée sur la marche normale de la justice par des affirmations erronées ou prématurées tendant à la prévenir pour ou contre ceux qui lui sont déférés.

Le projet du gouvernement est, il est vrai, trop arbitraire dans sa rédaction pour n'être pas inquiétant, et il faut faire confiance au Parlement pour le préciser et l'amender. Confiance aux tribunaux, ensuite, pour construire à son propos un édifice jurisprudentiel aussi satisfaisant pour la protection de l'individu et du journaliste que celui régissant actuellement le délit de diffamation, nécessairement imprécis lui aussi dans sa définition (qu'est-ce que « l'honneur et la considération » ?).

Mais il ne faut pas abandonner ce projet simple — le respect sanctionné des droits de l'homme — et très ambitieux, celui d'une réforme des mentalités en matière de justice répressive, par la disparition de l'idée de vengeance, et la mort de la justice de la rue, la plus injuste de toutes.

(*) Avocat au barreau de Paris, vice-président de l'Union des jeunes avocats.

(1) Voir *le Monde* des 29 septembre et 21 octobre.

# Restrictions et ambiguïtés en Angleterre

De notre envoyée spéciale

Londres. — « *La loi anglaise réglemente les possibilités de commentaires des journalistes dans le domaine judiciaire, c'est certain. Mais il faut comprendre qu'ici, en Angleterre, toute personne est présumée innocente, tant qu'on n'a pas prouvé qu'elle était coupable. En France, il existe, au contraire, une présomption de culpabilité.* » Ce préalable, par lequel les journalistes ou les juristes britanniques commencent toute conversation visant à définir les rapports de la presse et de la justice outre-Manche, suffit à montrer combien la loi française est perçue comme étant essentiellement répressive.

Les journalistes anglais, peut-être pour prévenir la vivacité des réactions de leurs confrères français à l'énoncé des limitations que leur impose la loi, tiennent à préciser qu'« *il faut juger le système dans son ensemble et bien voir que les traditions judiciaires des deux pays sont totalement différentes. En Angleterre, le principe fondamental est de ne pas faire subir de préjudice à l'accusé* ». Donc, lorsqu'une inculpation est prononcée, la presse peut en rendre compte, nommer l'inculpé, et donner son adresse, mais doit s'abstenir de tout commentaire et de toute autre précision avant que l'affaire ne vienne en audience publique devant des magistrats.

« *Nous ne courons cependant pas le risque de devoir nous taire pendant des années, sur une affaire*, explique Marcel Berlins, chroniqueur judiciaire au quotidien *Times*, *puisque la période de détention provisoire, si elle existe, est réduite au minimum.* » La plupart des inculpés sont en effet remis en liberté sous caution. Les prévenus, qui représentent moins de 10 % des détenus, attendent leur procès en moyenne quatorze semaines à Londres, où les tribunaux sont surchargés, et de sept à huit semaines dans le reste du pays. « *Je n'ai connu qu'un seul cas*, ajoute Marcel Berlins, *où les accusés soient restés plus d'un an en détention provisoire. C'était pour une affaire de terrorisme mettant en cause des membres de l'Armée républicaine irlandaise (IRA).* »

Au moment du procès, aucun avantage ne sera consenti à l'accusation sur la défense. Comme le fait remarquer Jean Charlot dans son étude sur *les Anglais devant la loi* (1) : « *Point de ministère public, d'accusateur qui, comme en France, siège sur l'estrade du juge, revêtu de la robe du magistrat ; point d'avocats professionnels de l'accusation non plus. Le demandeur, dans la plupart des cas, est la police, mais, comme n'importe quel citoyen, elle doit faire appel à un avoué* (solicitor), *chargé de mettre en route le procès, puis à un avocat* (barrister) *qui le plaidera (...). Le procès est un différend entre deux particuliers et les avocats respectifs cherchent, sous le contrôle du juge, à établir les faits. Point d'éloquence superflue non plus ; on ne plaide pas, on interroge, on établit, on conclut.* »

Le juge ne fait pas subir d'interrogatoire à l'accusé, comme en France. Les aveux de l'accusé ne suffisent pas à fonder sa culpabilité. Ils ne sont même pas admis si l'on n'est pas sûr qu'ils aient été tout à fait volontaires.

« *C'est en vertu de ces droits des accusés*, continue Marcel Berlins, *que la loi est devenue plus restrictive, pour ce qui concerne les droits de la presse, en 1967, à cause d'un des articles du* Criminal Justice Act, *lui interdisant de rendre compte des audiences des tribunaux d'instance, lorsque ceux-ci font fonction de juges d'instruction.* » Pour comprendre ces restrictions, il convient de savoir comment fonctionnent ces tribunaux d'instance, ces *magistrates courts*, qui sont le quotidien de la justice anglaise.

Les juges d'instance, les *magistrates*, n'appartiennent pas à la profession juridique. Ils sont nommés par la reine, sur recommandation du lord-chancelier, qui occupe le poste suprême de la hiérarchie judiciaire, lui-même aidé dans son choix par un conseil local. Ils sont entièrement bénévoles, sauf dans les grandes villes, où il existe des juges d'instance professionnels et rémunérés. Les *magistrates' courts* ont à connaître de tous les délits. Elles en jugent la majorité (97 %) et, pour les 3 % restants, elles font office de juges d'instruction et renvoient l'accusé devant une cour supérieure.

Avant 1967, la presse pouvait rendre compte de ces audiences d'instruction. C'est ce que le Criminal Justice Act lui interdit maintenant, à moins que l'accusé lui-même ne demande la levée de cette mesure.

## Affaires victimes de l'actualité

De l'avis commun des journalistes et des juristes anglais, cette décision a été prise parce que la publicité faite autour de l'audience d'instruction influençait le futur jury. Les douze jurés, qui doivent ne rien connaître de l'accusé et se prononcer seuls — le juge n'assiste pas à leurs débats — sur les preuves présentées au cours du procès, pour le déclarer coupable ou non, savaient déjà, avant le début du procès, tous les détails de l'affaire par les journaux, les gros titres aguicheurs et simplistes. Cependant, fait remarquer Jean Charlot, « *même dans les cours supérieures, le jury n'est pas si fréquent : de nombreux inculpés choisissent de plaider « coupable », ce qui économise l'intervention du jury* ».

Il s'agit donc bel et bien d'une limitation des possibilités d'expression de la presse. « *Non, ça n'a pas été ressenti comme une atteinte à la liberté de la presse*, dit-on au Home Office, le ministère de l'intérieur britannique, *la plupart des journalistes pensent que c'est normal. Les seules protestations sont venues de journaux comme le* Daily Mail, *qui se voyaient tout à coup privés de titres à sensation.* »

« *En effet*, confirme Marcel Berlins, *la loi restreint le droit à l'information, mais nous préférons cela et un procès juste à la liberté dont bénéficie la presse américaine, au prix d'une justice qui s'exerce avec difficulté. Il y a un consensus véritable dans ce pays à propos de la présomption d'innocence, et il existe un délit de* contempt of court *(outrage à la cour), c'est-à-dire atteinte à la présomption d'innocence, qui est sévèrement réprimé.* »

Les exemples sont multiples. En 1949, le rédacteur en chef du quotidien *Daily Mirror* a été condamné à une peine de prison et à une amende d'environ 20 000 livres pour avoir, peu avant l'ouverture d'un procès pour meurtre, traité l'accusé de « *vampire* » et pour avoir suggéré qu'il était impliqué dans d'autres crimes. En novembre 1967, la société propriétaire du *Sunday Times*, a été condamnée à 5 000 livres d'amende pour avoir publié la photographie d'un homme inculpé d'incitation à la violence raciale, accompagnée d'une légende affirmant qu'il était un proxénète notoire, dirigeant une maison de tolérance, et pratiquant divers autres trafics.

Les condamnations pour atteinte à la présomption d'innocence sont maintenant de plus en plus rares, « *parce que*, dit Ken Dennis de *Press Association*, *les rédacteurs en chef préfèrent laisser tomber une affaire plutôt que s'exposer à une condamnation, pour* contempt of court ». Les journalistes s'autocensurent pour ne pas courir de risques.

Il n'y a donc pas de forte résistance à toutes ces limitations des droits de la presse « *qui préviennent les excès des journaux irresponsables* », dit-on au *Times*. La presse se satisfait des contreparties que lui offre le système judiciaire : l'absence de séance à huis clos sauf pour les raisons de sécurité nationale — espionnage ou secrets industriels, — la possibilité de rapporter tout ce qui est dit à l'audience, mais uniquement en présence du jury. Ce dernier ne doit pas, sauf décision spéciale du juge, être informé du passé judiciaire de l'accusé, les journaux ne peuvent donc en faire état avant la fin du procès, où, enfin, ils sont autorisés à commenter les décisions.

## L'influence sur le jury

« *Il n'est pas vrai*, affirme M. Berlins, *qu'il soit trop tard et que notre avis soit inutile, car toute sentence est susceptible d'un appel. En théorie, lorsque le condamné fait appel, nous ne devrions pas être autorisés à commenter le procès. En fait, nous le faisons tous, et personne ne nous accuse de* contempt of court. *D'ailleurs, le rapport Phillimore sur l'atteinte à la présomption d'innocence, rapport officiel d'un comité mis en place par le gouvernement en 1974, a recommandé que les journalistes soient autorisés à commenter les procès, même en cas d'appel. La loi n'est donc pas aussi restrictive que l'on croit. Il faut surtout comprendre que la justice, en Angleterre, essaie de ne pas laisser l'accusé dans l'attente de son jugement. J'ai été fort étonné, en France, par la lenteur de l'instruction et la puissance du magistrat qui la conduit. Il est compréhensible que la presse puisse s'inquiéter d'avoir à se taire sur une affaire qui risque d'être « enterrée », victime de l'actualité.* »

De l'absence d'opposition au principe général qui a motivé ces restrictions à la liberté de la presse, il ne faudrait cependant pas conclure à la perfection de leur fonctionnement. Une majorité de journalistes souhaitent obtenir la suppression de principes, selon eux « *désuets avec lesquels il faut biaiser* ». On l'a vu, la presse n'est autorisée à publier un nom que si la personne est inculpée. Avant, elle peut seulement dire : « *Un homme a été arrêté* », « *un homme est suspect* ». Alors le journaliste a recours à un euphémisme, et écrit : « *M. Smith aide la police dans son enquête.* » Aucun lecteur n'est dupe mais la légalité est préservée.

« *De plus en plus souvent*, se plaint une journaliste, *nous en sommes réduits, pour nous exprimer, à user de stratagèmes.* » Par exemple quand le film de Pasolini, *Salo ou les cent vingt jours de Sodome*, projeté à Londres, a été saisi, et le gérant de la salle où on le passait, inculpé pour avoir diffusé une œuvre obscène, les journaux n'ont pu faire aucun commentaire sur l'accusation d'obscénité, aucun éditorial, comme certains le voulaient, sur la renaissance d'un certain puritanisme en Angleterre. Le *Times* a republié la critique qui avait été faite juste avant la sortie du film « *pour que, faisant le rapprochement, le public comprenne* ».

La police emploie, à propos du suspect, la même méthode, prétendant rechercher « *la personne susceptible d'aider l'enquête* » ; elle n'interdit certes pas aux journaux de publier de multiples photos avec, en légende, le nom de l'individu et toutes descriptions permettant au public de le reconnaître. « *Il n'y a pas de loi qui prévienne l'utilisation de la presse par la police*, indique M. Hall Williams, criminologue, professeur à la London School of Economics, *mais rien n'empêche un journal de refuser la publication des informations qu'elle communique. Souvent, au contraire, les reporters sont à l'affût et suivent avec avidité la trace du suspect.* » La presse à gros titres fait le plus de bruit possible autour de ces recherches, sachant que dès l'arrestation elle devra se taire. « *On a examiné la question des rapports de la police avec la presse*, ajoute M. Hall Williams, *et l'on n'a pas trouvé de cas — ou si peu — où la police ait vraiment été aidée.* » « *Nous sommes parfois des auxiliaires de police*, admet pourtant M. Berlins, *mais nous sommes surtout ceux qui la rappellent à l'ordre, par exemple quand elle essaie d'étendre la garde à vue au-delà de vingt-quatre heures à quarante-huit heures, jusqu'à cinq ou six jours.* »

« *A l'évidence, je souhaite des changements sur les détails du fonctionnement de la loi*, conclut-il, *mais j'en approuve le principe, et, considérant notre système judiciaire, je pense que l'équilibre est respecté entre les droits de l'accusé et ceux de l'information.* »

Cet équilibre repose sur la certitude que la loi ne peut pas devenir répressive à l'excès et qu'il convient de protéger l'accusé contre les menaces d'une répression injuste, provoquée par les récits dans la presse. « *Mais*, se demandent des chercheurs, des militants de groupes de réflexion sur le fonctionnement de la justice, *la proposition ne peut-elle pas se retourner et la presse devenir alors garante des droits de l'accusé. Il est à craindre, la crise économique aidant, que la justice ne devienne plus répressive, qu'on oublie ce que disait le gouvernement lui-même en 1965, dans son rapport sur « le délinquant adulte » : « La société doit être protégée et non pas vengée. »* Qui le rappellera, si la presse ne peut parler qu'après la vengeance ?

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Armand Colin, collection U2, 1968.

### LES MESURES RÉCENTES

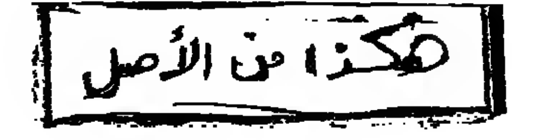
**1967 : THE CRIMINAL JUSTICE ACT.** — L'un des articles interdit à la presse de rendre compte des débats des tribunaux d'instance, lorsqu'ils font fonction de juge d'instruction, à moins que l'accusé et son défenseur ne jugent utile de faire lever cette interdiction.

**1975 : THE REHABILITATION OF OFFENDERS ACT.** — Interdit à la presse de faire état des antécédents judiciaires des personnes ayant passé la période dite de « réhabilitation ».

- Pour une peine d'emprisonnement allant de 6 mois à 2 ans 1/2, cette période est de 10 ans ;
- Pour une peine d'emprisonnement de 6 mois ou moins, de 7 ans ;
- Pour une amende ou une peine de réparation à la communauté, de 5 ans ;
- Pour un acquittement, de 6 mois.

**1976 : THE SEXUAL OFFENCES AMENDMENT ACT.** — Il est interdit à la presse de publier le nom d'une personne victime d'un viol.

Il est aussi interdit de donner le nom de l'auteur d'un viol tant que son procès n'est pas terminé et qu'il n'a pas été déclaré coupable. Les journaux, pour ce qui concerne la victime, tournent la loi, en parlant de « serious offence » (grave préjudice). En cas d'attentat à la pudeur, ni la victime ni le délinquant ne sont protégés, les noms et les photographies peuvent être publiés.



هكذا من الأصل



# SPORTS

## BOXE

### Rodrigo Valdès, champion du monde des poids moyens

*Carlos Monzon a abandonné la boxe, mais c'est encore lui qui, à sa manière, est sorti vainqueur du championnat du monde des poids moyens remporté samedi soir à Campione d'Italia par le Colombien Rodrigo Valdès. Car si Valdès a gagné son match contre l'Américain Benny Briscoe aux points en quinze rounds, ce fut sans panache, et les deux pugilistes qui s'empoignèrent sur le ring italien se ressentaient visiblement des formidables corrections que Monzon avait infligées à l'un et à l'autre ; la dernière en date, dont avait été victime Valdès à Monaco, remontant au 30 juillet dernier.*

*Ce qui n'empêcha nullement les deux candidats au titre laissé vacant par le grand champion argentin d'avoir mis toutes leurs forces dans la bataille et d'avoir combattu tête à tête comme des mouflons sans jamais baisser les bras.*

*La seule constatation, c'est qu'ils ne possédaient plus dans leurs poings cette détente-éclair capable de coucher l'adversaire à leurs pieds. De là cette succession de rounds que Valdès commençait avec lucidité, mais où sa frappe s'émoussait vite. A trente et un ans, le nouveau champion des moyens est déjà un homme usé. A trente-cinq ans, Benny Briscoe est un homme fini. Cette rencontre au sommet valait pour le titre mondial des deux versions, qui avait pour cadre, à la fois célèbre et confidentiel, le casino du lac de Lugano où les dernières fortunes italiennes non rançonnées viennent ponter sur le tapis vert, se déroula devant un conclave de quatre cents personnes, à l'inverse de la formule antique des combats de gladiateurs rameutant dans le cirque les multitudes romaines.*

## TENNIS

### Barazzutti, vainqueur du Tournoi de Paris

*Le joueur n° 2 italien Corrado Barazzutti a confirmé dimanche 6 novembre, en enlevant la finale du tournoi de Paris sur le central du stade de Coubertin, les progrès qu'il avait manifestés à Forest-Hills en septembre. Il a réédité à cette occasion sur l'Américain Brian Gottfried la victoire qu'il avait remportée dans le championnat des Etats-Unis à Forest-Hills, dont il avait brillamment rallié les demi-finales.*

*Mais, sur la surface synthétique de Coubertin, le jeu régulier du fond du court, qui fait la force de l'Italien, paye moins que sur terre battue. Cette fois Barazzutti ne gagna qu'en cinq sets, au bout de quatre heures d'horloge (7-6, 7-6, 6-7, 3-6, 6-4), non sans hocher la tête entre les échanges, ce qui cache chez lui une volonté de vaincre opiniâtre.*

*Brian Gottfried, le vaincu, ne se départit pas, lui, de ces automatismes de robot des courts qui lui font taper sur ses semelles et essuyer une ligne imaginaire avant de servir. Qu'il n'ait pas réussi à prendre de vitesse Barazzutti au filet confirme les limites de son jeu monocorde, ainsi qu'il était apparu dans la finale des Internationaux de Roland-Garros.*

## Les concours de pronostics en discussion à l'Assemblée nationale

# Un mauvais pari

Comme il est devenu maintenant de tradition à l'occasion de la discussion budgétaire, les députés vont avoir à se prononcer, ce lundi 7 novembre, sur un amendement de M. Bernard Destremau (R.P., Yvelines) tendant à la création des concours de pronostics sur les matches de football. Depuis 1970, M. Destremau est devenu le préposé à ce genre d'intervention. Depuis cette même époque aussi, il s'est toujours trouvé un secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports pour s'opposer à ce que M. Joseph Comiti appelait « la loterie du pauvre ».

Aujourd'hui, l'opposition paraît moins ferme. M. Paul Dijoud n'a pas dit non, mais il n'a pas dit oui. Il est vrai qu'il n'a plus derrière lui le général de Gaulle ou M. Georges Pompidou pour qui ces artifices budgétaires étaient à proscrire. Les deux chefs d'Etat traitaient alors la question par le mépris. Parier sur des chevaux, passe encore, mais sur des hommes ! M. Giscard d'Estaing n'ayant pas eu le même haut-le-cœur, son secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ne s'est pas cru tenu de se boucher les narines.

Nous voilà donc revenus sept ans en arrière sans que l'on puisse percevoir quelle modification aurait pu entre-temps justifier la relance des concours de pronostics. Cette relance semble résulter d'une attitude pour le moins curieuse des députés : puisqu'il est impossible d'obtenir du gouvernement une augmentation significative des crédits, imposons-lui d'inventer des ressources extra-budgétaires. Cet argument, que l'on admettrait dans la bouche de monsieur-tout-le-monde, pouvait-il faire partie de la logique parlementaire ? Il faut le croire, puisque la loi de finances pour 1977 a prescrit au gouvernement le dépôt, à l'occasion du projet de budget pour 1978, d'un rapport sur les moyens budgétaires *et extra-budgétaires en faveur* du sport.

### La France et l'Albanie

C'était calmer les impatiences, mais c'était aussi faire sortir de la naphtaline des arguments que l'on croyait usés pour avoir servi seulement une fois. Ainsi nous rappelle-t-on que la France serait le seul pays d'Europe, avec l'Albanie (il faut bien mettre les rieurs de son côté), à refuser les concours de pronostics. Quant à l'immoralité supposée de ces concours, elle n'aurait pas de sens dans un pays où existent déjà les casinos, la loterie, le loto et le pari mutuel. Plus il y en a, en somme, et plus on peut en rajouter.

Les partisans du projet se défendent avec un humour parfois involontaire de l'accusation d'immoralité : « *N'est-il pas significatif qu'au Portugal l'administration du Totobola siège dans le cadre de la plus ancienne maison de bienfaisance du pays : la sainte maison de la Miséricorde ?* », s'interroge le Comité d'action pour le développement du sport, qui ajoute : « *La meilleure façon de défendre la moralité serait d'abord de susciter chez les jeunes la vocation sportive en leur offrant les moyens de pratiquer la discipline de leur choix, et de les détourner ainsi de la drogue et des violences.* »

On hésite à s'engager sur ce terrain. Les raisons de s'opposer aux concours de pronostics sont d'une autre nature. Elles tiennent principalement au fait que la recherche de moyens extra-budgétaires est contradictoire de la tradition parlementaire française depuis 1944. On rappellera que c'est délibérément que le législateur, à la libération, a décidé de soumettre les compétitions sportives au contrôle de l'Etat. Le Parlement actuel, loin de refuser cette prétention, l'a renforcée au contraire en votant, le 29 octobre 1975, une loi sur le développement du sport en France. Il revient donc au gouvernement d'assumer ses responsabilités, et aux députés de ne pas l'en détourner.

### Si depuis sept ans...

Si depuis sept ans certains parlementaires avaient mis autant de constance à imposer l'augmentation du budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports qu'à proposer l'institution de concours de pronostics, nous n'en serions pas aujourd'hui à entendre ânonner les mêmes répliques. Car, en définitive, que souhaite-t-on ? D'accroître les ressources destinées au sport de quelque 300 millions de francs ? C'est, en effet, à ce chiffre qu'est estimée la part qui reviendrait au sport sur les concours de pronostics. Et tout irait mieux nous dit-on. D'autant mieux, sans doute, que les promoteurs auraient l'avantage de gérer eux-mêmes ces fonds.

Mais ces 300 millions ne représentent pas plus de 11 % du budget des sports, lui-même ne représentant pas plus de 0,67 % du budget de l'Etat. Une augmentation de 10 % ne serait donc pas de nature à mettre en péril les finances de la nation. Le conseil économique et social ne s'y est pas trompé. Dans le long rapport qu'il vient de publier, il estime « *indispensable de revaloriser significativement le budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports qui doit atteindre 1 % du budget de l'Etat* ».

Cette assemblée n'hésite donc pas, quant à elle, à préconiser une augmentation de 30 %, ce qui porterait les crédits supplémentaires à 900 millions de francs, soit quatre fois plus que n'en réclame le Comité d'action pour le développement du sport dans ses estimations les plus réalistes.

La logique impose de se battre d'abord et essentiellement sur le terrain budgétaire, toute autre solution relevant du constat de carence. M. Paul Dijoud ne peut à la fois se présenter comme le patron du sport français — ce qu'il ne manqua pas de faire, et à juste titre, — et se déclarer en même temps dans l'incapacité de remplir sa mission par ses propres moyens. Les pouvoirs publics ne peuvent à la fois revendiquer le droit à la décision et se désengager financièrement. Si la jeunesse et le sport leur sont à charge, c'est que la morale politique commandait qu'il en soit ainsi.

Dès lors, s'il paraît concevable que certains milieux extra-parlementaires fassent des concours de pronostics leur cheval de bataille, on ne saurait admettre que des députés, bafouant leur rôle, se fassent les hérauts d'une aussi inutile solution.

FRANÇOIS SIMON.

## AUTOMOBILISME

# Bernard Darniche donne à Fiat la victoire dans le Championnat du monde des constructeurs

*Ajaccio.* — *Tout a réussi en 1977 au groupe* Fiat (Fiat, Ferrari, Lancia). Ferrari est champion du monde en formule 1, Sandro Munari, pilote de Lancia, est en passe de remporter ce qui tient lieu de championnat du monde pour les pilotes de rallye et dimanche 6 novembre, à Ajaccio, Fiat est devenu champion du monde *des constructeurs (rallyes) grâce à la victoire* de Bernard Darniche das le tour de Corse. Pour un constructeur qui a délibérément choisi le sport comme image de marque, il s'agit d'une série de succès qui valent d'autant plus qu'ils sont répartis dans presque toute la gamme de la compétition automobile.

*De notre envoyé spécial*

Pour peu que l'on y regarde de plus près, il apparaît cependant qu'une bonne conjoncture a aussi accompagné la politique du constructeur italien. Après tout, si *Ferrari est champion en formule 1*, le mérite en revient au premier chef à Niki Lauda et, en rallye, force est de constater que la concurrence a souvent laissé à désirer. Ce n'est pas, au demeurant, une situation bien nouvelle. Dans le récent passé, beaucoup de constructeurs qui ont remporté le championnat routier, n'ont pas eu à affronter d'adversaires trop redoutables ou qui, en *tout cas*, n'engageaient pas de moyens financiers comparables.

*Pour ce qui concerne* Fiat, la possibilité d'établir une tactique était encore plus grande dans la mesure où il a parfois été possible d'éviter un affrontement inutile. Pour des raisons commerciales évidentes, il tombe sous le sens que Fiat avait tout intérêt à promouvoir ses 131, produit de grande diffusion, plutôt que de trop pousser à la victoire la Stratos (Lancia) dont la construction en nombre réduit répond aux seules exigences de la course.

Comme Fiat cherchait à s'assurer du titre mondial en Corse avant le dernier rallye de l'année (*du 18 au 23 novembre* en Grande-Bretagne), la question était de savoir quel ordre serait *éventuellement donné à Sandro* Munari (Lancia) si, d'aventure, il se retrouvait en tête de la course *à proximité de l'arrivée*. C'était un jeu auquel on pouvait d'autant plus se livrer que les Stratos, chacun le reconnaît, sont les meilleures voitures de rallye actuelles et que, bien conduites, elles sont hors d'atteinte de la concurrence.

Les péripéties du tour de Corse ont *voulu* que personne ne soit confronté, d'une manière trop publique, à ce genre de problème. Dès les *premières heures*, Munari était contraint à l'abandon (sortie de route) et Pinto était peu après attardé par des ennuis divers. L'élimination de Munari a d'ailleurs été provoquée par une pratique fort dangereuse. Il faisait beau en Corse, temps d'été, *routes* sèches, et dans ces conditions il existe des spectateurs qui considèrent que les risques *pris par les* pilotes ne sont pas assez grands à leur goût. Aussi ont-ils fait en sorte de rendre l'épreuve encore plus spectaculaire en jetant — c'est la *version de Munari* et on peut y accorder crédit — des gravillons dans un passage difficile. Le résultat a *sans doute* dépassé leurs espérances. La Stratos, qui partait la première, est allée tout droit, faute d'adhérence, et a tapé dans le talus. Radiateur cassé, train avant faussé, la course était finie pour Munari.

### Ford en trop petit nombre

La menace Lancia écartée, il restait les Ford, et surtout celle de Jean-Pierre Nicolas. Un peu plus puissantes que les Fiat, plus légères aussi, donc théoriquement plus compétitives, les Ford avaient en fait le handicap d'être moins nombreuses (deux contre six), peut-être moins bien préparées pour la Corse, moins bien équipées en pneumatiques aussi, et en tout cas pénalisées par un service d'assistance à l'effectif réduit. Au regard de ces modestes moyens, Fiat avait procédé à la mobilisation d'une petite armée technique. Après l'abandon de Jean-Pierre Nicolas (fuite d'huile) toute préoccupation était écartée. Il suffisait à Fiat de faire respecter la discipline pour que l'épreuve s'achève en triomphe. Tout juste peut-on regretter l'élimination (ennuis d'alternateur) de Jean-Claude Andruet (Fiat 131). Darniche et Andruet *ont trop à prouver*, l'un par rapport à l'autre, pour que leur rivalité sportive n'ait pas troublé jusqu'à la fin, consigne *ou pas*, le déroulement du tour de Corse.

FRANÇOIS JANIN.

## VOILE

### LA « COURSE AUTOUR DU MONDE »

# Des vitesses extraordinaires

Les voiliers qui participent à la *Course autour du monde* naviguent *tous* désormais entre le quarantième et le cinquantième degré de latitude sud. L'un d'eux, *Debenhams* (G.-B.), se trouvait vendredi 4 novembre au-delà du cinquantième degré. Les conditions météorologiques qui prévalent dans ces régions du globe, la violence des vents, favorisent les bateaux les plus longs. C'est ainsi *que Condor* (G.-B.) a pris la tête de la course en temps réel.

*Les* vitesses atteintes sont à la mesure des vents rencontrés : des pointes à 32 nœuds (soit près de 60 kilomètres/heure) avaient été réalisées jeudi. Quand on considère qu'un bâtiment de guerre moderne, conçu pour la rapidité d'intervention (comme par exemple un escorteur), file en général 40 nœuds — 45 au maximum, — on comprend ce qu'ont d'extraordinaire les « performances » de ces voiliers. Performances qui ne vont pas sans risques, surtout pour le matériel. Après une *semaine* de *course*, *Condor* avait déchiré trois spinnakers (voiles ballons, très chères, utilisées quand le bateau navigue aux allures portantes). *Neptune* (Fr.) avait rompu deux tangons et *33 Export* (Fr.), faussé sa bôme. D'autre part, *Adventure* a heurté une baleine et un des membres de l'équipage, déséquilibré par le choc, s'est cassé un bras en tombant.

# LES RÉSULTATS

## *Automobilisme*

**TOUR DE CORSE**

**Classement général**

1. Darniche-Mahé (Fr.), Fiat-131 Abarth, 8 h. 13 min. 40 sec.; 2. Pinto-Bernacchini (It.), Lancia-Stratos, 8 h. 16 min. 7 sec. ; 3. Carello-Perissinot (Mon.), Stratos, 8 h. 24 min. 2 sec. ; 4. Bacchelli-Scabini (It.), Fiat-131 Abarth, 8 h. 24 min. 7 sec. ; 5. Vincent-Calvier (Fr.), Fiat-131 Abarth, 8 h. 30 min. 1 sec. ; 6. Almeras-Tilbert (Fr.), Porsche Carera, 8 h. 34 min. 24 sec. ; 7. Verini-Russo (It.), Fiat-131 Abarth, 8 h. 38 min. 58 sec. ; 8. Mmes Mouton-Condoni (Fr.), Fiat-131 Abarth (vainqueurs Coupe des dames), 8 h. 41 min. 48 sec., etc.

## *Basket-ball*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION**

*(septième journée)*

Le Mans b. *Monaco ...... 86-70
*Berck b. Antibes ........... 102-76
*Caen b. Avignon ........... 103-91
*Villeurbanne b. Jœuf ...... 97-88
*Bagnolet b. Challans ...... 107-105
*Tours b. Racing ........... 115-106
Nice b. *Denain ........... 83-78
*Orthez b. Clermont ...... 103-79

Classement. — 1. Le Mans, 21 pts ; 2. Berck, 19 ; 3. Tours, Caen et Orthez, 17 ; 6. Villeurbanne, 16 ; 7. Nice, Antibes, Challans et Monaco, 15 ; 11. Avignon et Bagnolet, 11 ; 13. Clermont, 10 ; 14. Denain, Jœuf et Racing, 7.



## *Football*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION**
(treizième journée)

**GROUPE A**

*Toulouse et Cannes ........... 2-2
Ajaccio b. *Avignon ........... 4-2
*Toulon b. Angers ............. 2-0
*Martigues b. Melun ........... 1-0
*Epinal et Auxerre ............ 3-3
*Besançon b. Béziers .......... 2-0
*Chaumont b. Alès ............. 1-0
*Fontainebleau b. Saint-Dié ... 1-0
*Haguenau et Arles ............ 0-0

Classement. — 1. Martigues, Besançon et Ajaccio, 19 pts ; 4. Angers, 17 ; 5. Epinal et Auxerre, 16 ; 7. Toulon et Cannes, 15 ; 9. Arles 13 ; 10. Chaumont, 12 ; 11. Béziers et Saint-Dié, 11 ; 13. Alès et Avignon, 10 ; 15. Haguenau et Toulouse, 8 ; 17. Melun, 8 ; 18. Fontainebleau, 3.

**GROUPE B**

Tours b. *Red Star ............ 4-2
*Châteauroux b. Lille ......... 1-0
*Dunkerque b. Angoulême ....... 1-0
*Gueugnon et Paris F.-C. ...... 1-1
*Brest b. Lucé ................ 2-0
*Rennes b. Boulogne ........... 1-0
*Limoges b. Quimper ........... 2-0
Caen b. *Poissy ............... 1-0
Guingamp b. *Nœux ............ 2-1

Classement. — 1. Tours, 22 pts ; 2. Dunkerque, 18 ; 3. Lille, Paris F.-C. et Red Star, 17 ; 6. Châteauroux et Gueugnon, 16 ; 8. Brest, 15 ; 9. Angoulême, 14 ; 10. Lucé, 13 ; 11. Rennes, 11 ; 12. Boulogne, Quimper, Limoges et Guingamp, 10 ; 16. Poissy, 8 ; 17. Nœux et Caen, 6.

## *Handball*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**

**POULE A**

*Ivry b. Strasbourg ........... 21-16
*Gagny b. Paris U.C. .......... 24-19
*St. marseillais U.C. b. Nîmes 22-22
Cannes b. *Besançon ........... 17-12
*Toulouse b. Police ........... 31-13

Classement. — 1. Stade marseillais U.C., 18 pts ; 2. Ivry, Gagny, Paris U.C. et Strasbourg, 14 ; 6. Nîmes, 12 ; 7. Toulouse et Cannes, 10 ; 9. Police et Besançon, 8.

**POULE B**

*Altkirch et A.S.P.T.T. Metz .. 24-24
*Dijon b. Villemomble ......... 25-16
Saint-Maur b. *Voltaire ....... 19-17
*Gonfreville b. Mulhouse ...... 24-21
*Stade messin E.C. b. Nantes 12-12

Classement. — 1. Dijon, 18 pts ; 2. A.S.P.T.T. Metz, 17 ; 3. Saint-Maur, 15 ; 5. Mulhouse, 12 ; 6. Voltaire, Stade messin E.C. et Villemomble, 10 ; 9. Altkirch, 9 ; 10. Nantes, 6.

## *Hippisme*

*Le prix Week-end, disputé à Auteuil et retenu pour les paris couplé gagnant et tiercé, a été gagné par Manor, suivi de Frango et de Perle-des-Chaumes. La combinaison gagnante est 17-18-12.*

## *Judo*

*Les championnats d'Europe juniors et cadets ont rassemblé deux cent vingt-sept concurrents de vingt-cinq pays, les 5 et 6 novembre à Berlin-Est. Chez les juniors, l'Union soviétique (trois victoires), la Grande-Bretagne (deux), la R.D.A. et la Hongrie ont obtenu des titres. Les Français ont gagné deux médailles d'argent par Nolin (super-léger) et Bertrien (mi-moyen), et trois médailles de bronze par Del Colombo (lourd), Vachon (mi-lourd), et Dyot (léger). Chez les cadets (seize-dix-sept ans), la R.D.A. s'est adjugé trois titres. L'Union soviétique, la Belgique, la R.F.A. et la France par Demeles (léger), se sont imposées dans une catégorie. Un deuxième représentant français, Canu, a obtenu une médaille de bronze dans la catégorie des poids moyens.*

## *Rugby*

*L'équipe néo-zélandaise des All Blacks a poursuivi sa série de victoires contre des sélections françaises en gagnant par 34 à 12, le 5 novembre, à Agen.*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION**

**GROUPE I**

**Poule B**

Toulon bat *Albi .......... 15-12

Classement : 1. Toulon, 14 pts ; 2. Perpignan, 11 ; 3. Montauban, 10 ; 4. Brive, Tarbes, Bourgoin et Mérignac, 9 ; 8. Albi, 5 points.

**Poule C**

*Chambéry bat Nice ........ 12-9
*Bourg bat Beaumont ...... 24-0

Classement : 1. Toulouse, 13 pts ; 2. Bourg et Nice, 11 ; 4. Aurillac, Biarritz et Beaumont, 10 ; 7. Mazamet, 8 ; 8. Chambéry, 7 points.

**Poule D**

*Oloron bat *Romans* ........ 27-10
*Rodez bat Montchanin .... 16-4

Classement : 1. Bayonne et Graulhet, 12 pts ; 3. Romans, La Rochelle, 11 ; 5. Oloron, 10 ; 6. Bagnères, 8 ; 7. Montchanin et Rodez, 7 points.

**GROUPE II**

**Poule F**

P.T.T. Arras b. *Gaillac .... 7-3
*Lavelanet b. Angoulême .. 16-3
*Quillan b. Mt-de-Marsan .. 27-12
*Orthez b. Marmande ...... 23-8

Classement : 1. Mont-de-Marsan, 13 points ; 2. Lavelanet, Gaillac, 11 ; 4. Angoulême, Orthez, 10 ; 6. Marmande, P.T.T. Arras, 8 ; 8. Quillan, 7 points.

**Poule G**

Pau b. *Périgueux .......... 21-15
Langon b. *Lannemezan .... 9-3
*Mauléon b. Bergerac ...... 13-7
*Nîmes b. Mimizan ........ 12-0

Classement : 1. Pau, 15 points ; 2. Périgueux, Mauléon, Nîmes, 11 ; 5. Mimizan, Lannemezan, 9 ; 7. Bergerac, Langon, 7.

**Poule H**

*Lyon O.U. b. St-Médard .... 20-9
Castres b. *Prades .......... 7-3
*Vic-Bigorre et Millau ...... 15-15
*Carmaux b. St-Jean-de-Luz 24-6

Classement : 1. Carmaux, Castres, 13 points ; 3. Millau, 12 ; 4. Saint-Jean-de-Luz, 11 ; 5. Saint-Médard, 9 ; 6. Vic-Bigorre, 8 ; 7. Lyon O.U., Prades, 7.

**Poule J**

*Coarraze-Nay b. St-Claude .. 18-12
*Boucau b. Grenoble ........ 19-13
*Voiron et Lombez ......... 3-3
*Avignon b. Pamiers ........ 35-0

Classement : 1. Boucau, 15 points ; 2. Avignon, 11 ; 3. Lombez, Grenoble, Saint-Claude, 10 ; 6. Coarraze-Nay, 8 ; 7. Voiron, 8 ; 8. Pamiers, 7.

**Poule K**

*Racing C.F. b. Cahors ...... 35-0
*Montélimar et Dijon ....... 0-0
*Saint-Girons b. PUC ....... 35-3
*Thuir b. Fumel ............ 7-6

Classement : 1. R.C.F., 13 points ; 2. Dijon, 12 ; 3. Saint-Girons, 11 ; 4. Cahors, PUC, 10 ; 6. Thuir, 9 ; 7. Montélimar, 8 ; 8. Fumel, 7.

## *Tennis*

**TOURNOI DE PARIS**
(Demi-finales)

Barazzutti (It.) bat. Borowiak (E.-U.) : 6-4, 7-6, 6-1.

Gottfried (E.-U.) b. Cox (G.-B.) : 6-4, 7-6, 6-1.

*(Finale)*

Barazzutti b. Gottfried : 7-6, 7-6, 6-7, 3-6, 6-4.

Double messieurs : Gottfried-Ramirez (E.-U.-Mex.) b. Borowiak-Taylor (E.-U.-G.-B.), 6-2, 6-0.

## *Volley-ball*

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**
(Troisième journée)

*Racing C.F. b. St. Français .. 3-1
Sète b. *Montpellier U.C. .... 3-2
*Cannes b. Clamart .......... 3-2
Saint-Maur b. *Asnières ...... 3-2

Classement : 1. Racing C.F., 8 points ; 2. Asnières, Saint-Maur, Cannes, 5 ; 5. Montpellier, Stade Français, Sète, 4 ; 8. Clamart, 3.

## LES PARENTS EN ONT ASSEZ DE VOIR NÉGLIGER L'ÉDUCATION PHYSIQUE A L'ÉCOLE

### déclare la Fédération Lagarde

« *Plus grand fut l'espoir, plus forte est la déception. C'est après avoir été reçu en décembre par le président de la République, le sentiment qu'inspire le projet de budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.* », indique dans un communiqué la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération Lagarde).

« *Certes*, ajoute le communiqué, *la conjoncture économique est actuellement difficile et le nombre de création de postes de professeurs d'éducation physique et sportive progresse : de six cent cinquante en 1977, il passera à mille quatre-vingt-deux en 1978 ce qui est encourageant. Mais il s'agit seulement d'obtenir le rattrapage d'un déficit inacceptable.*

» *L'an dernier quatre-vingts établissements secondaires n'ont dispensé aucun cours d'éducation physique et sportive, tandis que de nombreux autres n'en assuraient pas à toutes les classes. Cette carence n'existe dans aucune discipline intellectuelle. Pourquoi est-elle tolérée lorsqu'il s'agit de l'éducation du corps et de la personnalité ? (...)*

» *Dans le cadre du VII[e] Plan un action prioritaire avait prévu la création de cinq mille postes en cinq ans alors qu'il en manquait environ huit mille. Trois ans après le retard est déjà considérable.*

» *Il faut que les députés et les sénateurs sachent bien que les parents en ont assez de voir l'éducation physique et sportive éternellement négligée dans les écoles. Les témoignages de nos associations sont nombreux et incontestables, à la mesure d'une indignation justifiée.* »

ATHLETISME. — *L'athlétisme français a perdu son meilleur sprinter des années 40, René Valmy, décédé dimanche 6 novembre à Tarbes à la suite d'une crise cardiaque, à l'âge de cinquante-six ans. René Valmy avait été le premier Français à courir le 1000 m. en 10 sec. 5, en 1941. Son record ne devait être battu que dix-sept ans plus tard par Jocelyn Delecour, en 10 sec. 3. Vingt-sept fois international, Valmy a été cinq fois champion de France du 100 m. (1939, 1941, 1942, 1943 et 1945) et quatre fois vainqueur du 200 mètres (1941, 1942, 1943 et 1945).*

# SPORTS

## ALPINISME

### BIBLIOGRAPHIE

## Un «plus de 8000» à deux

Reinhold Messner a bien de la chance que les passionnés de montagne se retrouvent, une fois finie la saison, en « état de manque » et prêts à avaler un peu n'importe quelle littérature pourvu qu'il y soit question de rocs et de glace. Cela seul explique que le lecteur de *Défi* parvienne tout de même à la page 125, où commence vraiment le livre.

Il y a en effet deux récits dans le même ouvrage, mais, hélas ! le premier est à peu près sans intérêt. Non certes par son sujet : le récit de l'échec — captivant les échecs ! — de l'expédition italienne du printemps 1975 au Lhotse — troisième sommet de la planète avec ses 8 511 mètres, et voisin immédiat du géant Everest. Le célèbre « vieux » Riccardo Cassin, chef de l'« expé », ambitionnait, tout simplement, de réussir la « directissime » par la face sud. Très rapidement, devant cette paroi de 3 500 mètres de dénivelé, l'une des plus hautes de la planète — *« une voie pour l'an 2000 »*, dit-on d'elle, — Cassin dut envisager une autre solution : s'élever par la paroi du Nuptse, puis, de là, suivre l'arête rejoignant le Lhotse. Même ce plan plus modeste ne put être réussi compte tenu des conditions atmosphériques déplorables et, en particulier, des avalanches, dont l'une détruisit le camp de base. Messner, pressé sans doute d'arriver à l'essentiel, raconte cette aventure sans le moindre soupçon de conviction.

La seconde partie du livre est l'histoire d'un « défi » réussi, l'ascension par deux alpinistes, Messner lui-même et Peter Habeler, d'un « plus de 8 000 » : le Gasherbrum I — plus connu sous l'appellation de Hidden Peak (« le pic caché »), situé au fin fond du glacier de Baltoro, dans le Karakorum pakistanais.

L'exploit est étonnant, car, jusqu'à présent, toutes les « expés » au-dessus de 8 000 mètres étaient de lourdes mécaniques. Elles comportaient, inévitablement, la noria des porteurs hissant peu à peu du matériel dans les camps d'altitude pour préparer l'assaut final.

Cette fois, rien de tel. Après l'interminable progression sur le Baltoro, les derniers porteurs ont, vers la fin de juillet 1975, abandonné les deux hommes à leur camp de base, à 5 100 mètres. De là, servis par un temps splendide, Messner et Habeler ont établi un premier bivouac à 5 900 mètres. Puis, le 9 août, ils ont escaladé, en dix heures, la partie inférieure de la face nord-ouest de l'Hidden-Peak : un dénivelé de 1 200 mètres environ, dans une paroi de glace d'une inclinaison moyenne de 60° ! Pour ne pas retarder leur progression, ils ont fait un choix : ne pas s'encorder !

Le 10 août, à 8 heures du matin, départ pour le sommet. Le temps est beau, la pente est moins raide que la veille, pas d'obstacle technique majeur, n'était l'altitude. Et — cela paraît incroyable, mais les photos sont là — ce même jour, vers midi, les deux hommes atteignent le sommet, situé à 8 068 mètres.

Pour Messner, c'est le troisième « plus de 8 000 » : il avait déjà réussi l'ascension du Nanga-Parbat et du Manaslu : c'est un record mondial.

Le 10 août au soir, il campe avec son compagnon au bivouac de la veille, à 7 100. Puis, le 11, c'est le retour, dans des conditions quasi suicidaires, le long de la pente glacée de la face nord-ouest. Les deux alpinistes, toujours sans assurage, descendent le nez contre la paroi. A un moment, pour être plus à l'aise de leurs mouvements, ils en viennent à jeter leur sac à dos dans la pente ! Ils le retrouveront, une heure plus tard, quelques centaines de mètres plus bas !

L'épisode est symbolique de cette aventure aux limites, dépassées, de la sécurité. Le kamikaze était une invention japonaise : l'institution s'acclimate ! Chapeau tout de même. Mais, s'il vous plaît, messieurs les alpinistes, faites grâce aux lecteurs des brouillons de vos exploits !

JEAN-PIERRE CLERC.

★ Ed. Arthaud, 242 pages.

## UN GUIDE DE HAUTE ET BASSE MONTAGNE

*Technique de l'alpinisme* n'est évidemment pas à lire d'un seul trait, de la page 1 à la page 391. Mais c'est un livre qu'on a envie de prendre et reprendre, l'automne et l'hiver venus, pour mieux comprendre ce que l'on a fait l'été précédent et se préparer aux courses de l'année suivante.

La première partie, intitulée *« Connaissance de la montagne »*, comporte une étude géographique des principaux massifs européens ; une analyse géologique des principales roches que peut rencontrer l'alpiniste ; un excellent petit cours de météorologie ; une recension des principaux *« dangers de la montagne »* ; une étude sur les *« aspects médicaux de l'alpinisme »*, avec quelques notions de secourisme ; quelques pages enfin sur *« le droit et l'alpinisme »* et quelques généralités sur la photographie en haute montagne.

Cette énumération montre bien que cet ouvrage, réalisé sous la direction de Bernard Amy, n'est pas seulement une initiation à l'escalade — une de plus.

Il est aussi cela, excellemment, en trois partie : *« la course »* — sans oublier la basse montagne, qui a ses amateurs ; *« l'art de grimper »*, et *« l'assurage »*. Les techniques les plus modernes y sont décrites. Une demi-douzaine de guides de haute montagne ont collaboré à cette partie du livre.

Un dernier chapitre est consacré aux *« alpinismes particuliers »* : le « solo », par Patrick Cordier, qui sait de quoi il cause ; *« l'alpinisme hivernal »*, et enfin *« l'alpinisme lointain »* — celui des prestigieuses expéditions himalayennes ou andines.

J.-P. C.

★ Editions Arthaud.



# CARNET

## Naissances

— M. Olivier de Monicault et Mme, née Catherine de Sanville de la Presle, Frédéric, Amaury, Mathilde et Simon, ont la joie de faire part de la naissance de

Priscille.

Paris, le 10 octobre.

— M. et Mme Marc Hyafil ont la joie d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants :

Philippe Hyafil,
le 2 juillet, chez François et Sophie ;
Delphine Hyafil,
le 20 septembre, chez Laurent, Willy et Fabien ;
Annie Hyafil,
le 2 novembre, chez Jérôme, Christine et Thomas.

— Le docteur et Mme Vidal-Naquet,
M. Albert Marion,
Guy et Susan Vidal-Naquet,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petits-fils et fils,
Laurent-Philippe,
le 19 octobre 1977.

## Décès

### Georges-Armand MASSON

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Georges-Armand MASSON,
homme de lettres,
ancien directeur des Beaux-Arts de la Ville de Paris,
président d'honneur du Salon du dessin et de la peinture à l'eau,
chevalier de la Légion d'honneur,
décédé le 1er novembre 1977, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

De la part de :
Mme Madeleine Potier-Boès, sa sœur,
M. et Mme Claude-Armand Masson,
M. et Mme Olivier Masson et leurs enfants,
M. Daniel Masson,
M. et Mme Jean Aroyer,
M. et Mme S. Jovanovic-Slavinski.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le vendredi 4 novembre 1977.

Cet avis tient lieu de faire-part.
31, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

[Georges-Armand Masson était né à Paris en 1892. Après avoir été rédacteur à la préfecture de la Seine, il fut inspecteur général (1941), puis directeur adjoint (1951) des Beaux-Arts de la Ville de Paris et président du Salon du dessin et de la peinture à l'eau. Homme de lettres, il est l'auteur de plusieurs écrits — notamment sur l'humour, — dont l'un lui avait valu le prix Alphonse-Allais en 1959.]

— Jacques Durandeaux, son fils, Claude Bolling, son neveu, Mme Claude Bolling et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme Germaine GRANNENS.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 9 novembre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, à Paris (16e).

34, rue de la Pompe, 75016 Paris.
5, rue Saint-Saëns, 75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
la comtesse Gérard de CHAVAGNAC,
survenu le 3 novembre 1977.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 novembre, à 10 h. 30, en la nouvelle église Saint-Honoré-d'Eylau (66, avenue Raymond-Poincaré).

De la part de :
Comte et comtesse Bernard de Montesquiou-Fezensac et leurs enfants,
M. Jean-Claude Revel et ses enfants,
Comte et comtesse Antoine de Chavagnac,
Mme Georges Clemenceau.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Toulon le 1er novembre 1977, de
M. Georges DEGUEN,
ingénieur général de l'artillerie navale (C.R.),
officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de :
Mme Georges Deguen,
M. et Mme Daniel Deguen et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Laborel et leurs enfants.

115, avenue Louis-Bozzo, 83100 Toulon.
2, rue de la Planche, 75007 Paris.
Chemin des Grands-Bassins, route de Marseille, 13600 La Ciotat.

— M. Jacques Goislard de Monsabert, son mari,
M. et Mme Bruno de Monsabert,
M. et Mme François de Monsabert,
M. et Mme Alain Faujas,
M. et Mme Edmond Kastelnik,
M. et Mme Benoît de Monsabert,
M. et Mme Christian Jeandeau,
M. et Mme Bernard Winsback,
M. et Mme Luc de Monsabert,
ses enfants,
font part du décès de
Marie-Charlotte
GOISLARD DE MONSABERT,
née Eude,
survenu dans sa soixantième année, le 6 novembre 1977, à Villejuif (Val-de-Marne).

Les obsèques auront lieu le 10 novembre 1977, à 16 h. 30, en l'église d'Hastingues (Landes).

— Mme Maurice Guilbaud,
Le médecin en chef et Mme André Guilbaud et leurs enfants,
Le lieutenant-colonel et Mme Philippe Guilbaud et leurs fils,
Le chef de bataillon et Mme Georges Guilbaud et leurs filles,
Mme Christian Massoni et son fils,
M. et Mme Jean Guilbaud et leurs enfants,
M. Daniel Guilbaud,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Guilbaud, de Werbier d'Antigneul, Passerat de la Chapelle, Marchadier, Brandet et Collomb,
ont la douleur de faire part du décès du
colonel Maurice GUILBAUD (E.R.),
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix du combattant volontaire,
survenu le 24 octobre 1977.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 26 octobre en l'église Saint-André.

8, rue de Strasbourg, 79000 Niort.

— Mme René Goscinny,
Mlle Anne Goscinny,
M. et Mme Claude Goscinny,
Mme Denyse Polero,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René GOSCINNY,
écrivain, journaliste,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Arts et Lettres,
survenu subitement le 5 novembre, à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 novembre, à 9 h. 15, au cimetière du Montparnasse.

Réunion à la porte principale du cimetière, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris (14e).

Cet avis tient lieu de faire-part.
58, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris.

(Voir page 29.)

— Mme Paul Landowski et ses enfants,
Mme Louis Muller et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul LANDOWSKI,
survenu le 28 octobre 1977.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

21, villa Schaffer, 75016 Paris.

— Mme Armand Lunel,
M. et Mme Georges Jessula et leurs enfants,
M. et Mme Claude Astruc et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,
Armand LUNEL,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre de Saint-Charles,
survenu à Monaco, le 3 novembre 1977.

Les obsèques ont eu lieu à Monaco dans la plus stricte intimité, le 5 novembre 1977.

Cet avis tient lieu de faire-part.
49, rue Grimaldi, Monaco.
1, boulevard de Suisse, Monte-Carlo.
Résidence Sainte-Victoire (J), 52, boulevard Gambetta, 13100 Aix-en-Provence.

(Voir page 29.)

— Grenoble, Saint-Priest, Saint-Sébastien.
Mme Clotilde Pellat, son épouse,
M. et Mme Guy Jousseaume, Agnès, Agnès et Claude, ses enfants et petits-enfants,
Michel et Paul-Henri Grivet,
Les familles Blanchard, Payan, Sory, Pellat et alliées,
Tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René PELLAT,
directeur d'école honoraire,
officier de l'instruction publique,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes 1939-1940,
médaille de la reconnaissance française,
survenu dans sa soixante-huitième année après une longue et douloureuse maladie à Saint-Hilaire-du-Touvet, le 4 novembre 1977.

Le défunt ayant fait don de son corps à la faculté de médecine, la levée du corps a eu lieu dans la plus stricte intimité.

11, chemin Perrin, Grenoble.

Selon la volonté du défunt, les dons peuvent être adressés au Secours populaire français (Isère), C.C.P. Lyon 2640-45, ou à M. Peronnet, président du Sou des écoles du Pin (38730).

— M. Raoul Roche,
M. et Mme Michel Roche et leurs enfants,
Les membres des familles Basset, Laleuf, Roux et apparentées,
La famille Guirandy,
font connaître le décès, survenu le 4 novembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de
M. Edmond ROCHE,
ingénieur E.D.F. en retraite,
ancien élève de l'I.E.G. (1916),
ancien de la Résistance.

La cérémonie religieuse a été célébrée à la chapelle de la résidence Notre-Dame à Parignargues (Gard), le lundi 7 novembre.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Gilles-les-Forêts, le mercredi 9 novembre, à 11 h. 15.

20, rue de Sauve, 30000 Nîmes.

## Messes anniversaires

— Pour le cinquième anniversaire du décès de
Paul BRAIG,
une pensée affectueuse est demandée le 9 novembre à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Une messe latine chantée en grégorien sera célébrée pour les défunts de l'association Una Voce, le jeudi 17 novembre, à 19 heures, à Notre-Dame-du-Lys, 7, rue Blomet, Paris (15e).

## Offices religieux

— Pour commémorer le premier anniversaire de la mort de
Dario BOCCARA,
un office religieux sera célébré le jeudi 10 novembre, à 19 h. 30, au temple de l'Union libérale israélite, 24, rue Copernic, Paris (16e).

## Remerciements

— Mme Max Leboulanger et toute sa famille, très touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de
Max LEBOULANGER,
expriment leur profonde gratitude à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

## Visites et conférences

### MARDI 8 NOVEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, devant l'église, Mme Allaz : « Saint-Germain-des-Prés ».

14 h. 30, 11, quai Conti, Mme Hulot : « L'hôtel des Monnaies ».

15 h., quai d'Anjou, Mme Garnier-Ahlberg : « Hôtel de Lauzun ».

15 h., 58, rue de Richelieu, Mme Legregeois : « André Maurois » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Saint-Paul : « Chez un souffleur de verre » (Connaissance d'ici et d'Ailleurs).

15 h., façade de Saint-Gervais, M. de La Roche : « Le Marais ».

15 h., place du Puits-de-l'Ermite : « La mosquée de Paris » (Paris et son histoire).

CONFERENCES. — 21 h., 147, avenue Malakoff, M. P. Schwartz : « Les druides, Prêtres des Celtes » (Nouvelle Acropole).

13 h. et 20 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Conscience cosmique et méditation transcendantale » (entrée libre).

18 h. 30, 26, rue Bergère, M. Frédéric Lionel : « L'éternel féminin et la femme de notre temps » (L'homme et la connaissance).

20 h. 30, 7, rue des Réservoirs à Versailles, MM. Juteau et Guevel : « L'art du vitrail » (projections).

17 h., Centre culturel britannique, 9, rue de Constantine, Sir Christopher Soames et M. Jean de Lipkowski : « La Grande-Bretagne et l'Europe ».





## A L'HOTEL DROUOT

**Mardi**

*EXPOSITION*

S. 1 - Coll. S.A. prince Sadruddin Agha Khan et div. amt. terres cuites ép. Han, Wei, Tang. Porcel. Chine 16e, 17e, 18e siècle. 13 - Biblioth. R. Castaing. Livres anc. et mod.

*VENTES*

S. 8 - Selon Mme Y. Printemps. Bijx années 25-30. Boîtes pendulettes argent.

S. 11 - Obj. d'art et d'ameublem. Princ. 18e.

**Mardi**

*EXPOSITION*

40, rue Bassano
Boiser. anc., statues en marbre.

## VENTE A NEUILLY

HOTEL DES VENTES de NEUILLY
6, rue du Cmdt-Pilot. - 722-65-64
JEUDI 10 NOVEMBRE 1977, à 14 h.
par le minist. de Me MOINEAUX, greffier d'instance, assisté de MM. Gérard de Pommervault et Jacques Monnaie, experts.
BEAUX BIJOUX, MEUBLES d'EPOQ., de STYLE et RUSTIQ., TABLEAUX ET GRAVURES
Exposition le 9 novembre, de 14 à 18 h. et de 21 à 23 h.

## VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES (Place d'Armes)
IMPORTANTE VENTE DIMANCHE 13 NOVEMBRE, A 14 HEURES.
IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS
OBJETS ART ET TRES BEL AMEUBLEMENT des 17e, 18e et 19e siècles.
Mes CHAPELLE, PERRIN, FROMANTIN commissaires priseurs à VERSAILLES — Tél. : 950-69-82 et 950-75-04.
EXPO. : vendr. 11 et sam. 12 novembre de 10 h. à 18 h. sans interrupt. - Vendredi 11 novembre de 21 h. à 23 h.



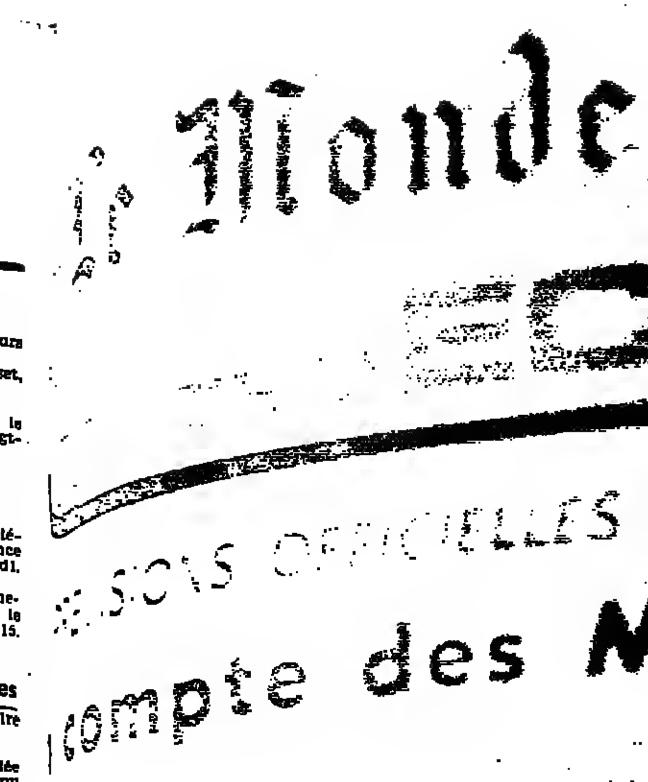













les banques et le crédit ?
DÉBAT ESCAMOTE

هكذا من الأصل



Le Monde DE L'ECONOMIE

## LES PRÉVISIONS OFFICIELLES POUR 1978

# Un compte des Mille et Une Nuits

AVEC *le temps, la modestie officielle en matière de prévisions fait des progrès. On n'en est pas encore à la présentation — naguère promise par M. Giscard d'Estaing — de plusieurs comptes de la nation correspondant aux diverses hypothèses d'évolution possible du pays. Plusieurs calculs de ce genre avaient été préparés cette année par les services de la direction de la prévision, mais, comme d'habitude, un seul a été publié en annexe au projet de loi de finances : celui qui correspond aux choix politiques et aux préférences conjoncturelles du gouvernement. Compte des Mille et Une Nuits, en vérité, aux invraisemblances si nombreuses que la moitié des fonctionnaires de la prévision ont tenu à s'en démarquer publiquement : c'est la première fois qu'une telle manifestation se produit en vingt-cinq ans.*

La réserve officielle, pourtant, progresse : « *Les prévisions présentées pour 1978 ne prétendent pas annoncer un avenir présenté comme certain, ou des objectifs que nous aurions les moyens d'atteindre quelles que soient les circonstances* », a déclaré M. Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, en commentant le projet gouvernemental devant la commission des comptes de la nation, réunie en session d'automne. M. Papon, rapporteur général (R.P.R.) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, s'est demandé de son côté, en introduisant le présent débat budgétaire, si « *l'hypothèse* [des pouvoirs publics] *pouvait être tenue pour vraisemblable* », avant de juger « *aventureux* » le pari fait par M. Barre sur la croissance, compte tenu des « *aléas et des risques notables* » qu'il laisse subsister.

La modestie nouvelle de M. Boulin vient de ce que, cette année encore, la réalité a déjoué les pronostics officiels. Le ministre délégué reconnaît que le gouvernement a commis deux erreurs : il a surestimé la croissance en 1977 des *principaux partenaires économiques* de la France, majorant de ce fait de près de moitié la progression possible de nos exportations (elle n'aura été cette année que de 6,6 % au lieu des 9,3 % annoncés) ; il a cru, d'autre part, qu'en améliorant les profits des entreprises (1) il conduirait celles-ci à reprendre leurs investissements, qui stagnaient à la fin de 1976, après les anticipations d'équipement *provoquées* par la relance de l'automne *1975. En fait, l'expérience a montré que* la plupart des firmes privées — faute de clients ou par peur de l'avenir politique — restaient sur une grande réserve, investissant peu (+1,3 % seulement, au lieu des 2,4 % *espérés*) et stockant moitié moins que prévu (les conséquences *dramatiques* des achats excessifs de 1974 demeurant dans tous les esprits).

### Les erreurs non avouées

Sans sous-estimer l'importance de ces deux *facteurs*, ils sont loin d'expliquer à eux seuls les découvennes gouvernementales de 1977. Quitte à jouer au jeu des erreurs, M. Boulin aurait pu en confesser quatre autres, de grande importance elles aussi.

1) LA DEMANDE DES PARTICULIERS, qui représente 68 % du produit intérieur brut (marchand ou non), a augmenté d'un tiers en moins que prévu : + 2,6 % au lieu de 3,8 %. Ce manqua à consommer ou à investir des ménages (par rapport au projet *officiel*) a privé l'économie de 15 milliards de francs de débouchés, chiffre particulièrement important si on le compare aux 9 milliards de francs de manque à stocker des entreprises et aux 2 milliards de francs de sous-investissements des firmes déplorés par M. Boulin.

Cette décélération de la demande des *ménages était facile à prévoir*, pourtant ; elle résultait directement du « plan Barre », dont l'atout majeur était le ralentissement de la hausse des salaires. Ce ralentissement s'est effectivement produit ; *le gain annuel de pouvoir* d'achat par salarié est, en un an, tombé de 4 % à 1 %, et le nombre de chômeurs s'est accru de 26 % (+ 220 000). Nous avions d'ailleurs signalé, il y a un an (2), la *contradiction fondamentale* qu'il y avait pour M. Barre à prêcher la stagnation des salaires réels tout en tablant sur une augmentation de la consommation des particuliers de 4,1 %, de nature *à empêcher* l'aggravation du chômage. Cet essor de la consommation ne s'est évidemment pas produit, la progression des revenus sociaux et du SMIC ne suffisant pas à « tirer » l'ensemble de la demande au rythme souhaité.

Pis : les investissements des particuliers ont même diminué, accentuant la crise de la construction. Le nombre de mises en chantier va être tombé cette année à 475 000 logements, 30 000 de moins *(16 %)* qu'en *1973*, période de prospérité du bâtiment.

2) LES INVESTISSEMENTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ont, eux aussi, reculé (de 2,2 %), alors qu'ils devaient progresser (de 2,7 %) selon les pronostics gouvernementaux. L'erreur de prévision est ici d'autant moins excusable que ce sont les dépenses d'équipement de l'Etat — freinées par le « plan Barre » — qui ont inversé le résultat, les collectivités locales ayant, elles, investi un peu plus qu'en 1976.

3) L'EMPLOI devait nécessairement subir les conséquences de ces *contretemps*. Alors que le gouvernement prévoyait, il y a un an, une croissance d'environ 1 % des effectifs salariés moyens par rapport à 1976, on a constaté, en fait, une réduction des effectifs d'environ 1 % dans l'année, et cela malgré *un gain de productivité inférieur d'un tiers* à ce qui était prévu (+ 3,7 % au lieu de 5 %). Cette nouvelle erreur explique que le produit intérieur brut (marchand) ait lui aussi progressé d'un tiers en moins que ce qu'avait *annoncé* au départ, le gouvernement (+ 3 % au lieu de 4,8 %).

4) *QUATRIEME ERREUR OFFICIELLE : la hausse des prix* a dépassé de moitié la « norme » fixée par M. Barre il y a un an ; le coût de la vie aura monté cette année d'environ 9, 5 %, alors que le gouvernement avait pronostiqué une hausse de 6,5 % seulement. Encore faut-il rappeler que ces 9,5 % équivalent à une tendance réelle supérieure à 10 %, puisque la *baisse de T.V.A. intervenue* en janvier a eu pour effet de réduire d'environ 1,2 point la hausse des prix de l'année.

*Au total*, on le voit, les erreurs de pronostic du gouvernement ont été trois fois plus nombreuses — et bien plus importantes par leurs effets — que ne l'admet aujourd'hui M. Boulin. Etaient-elles évitables ? *Pour la plupart, oui* ; l'invraisemblance de plusieurs des prévisions officielles était déjà manifeste au moment où elles ont été publiées.

Les pronostics gouvernementaux pour 1978 paraissent-ils plus raisonnables ? Hélas ! non, le compte présenté par M. Barre au Parlement tenant, lui aussi, plus du souhait que de la prévision sérieuse.

Construit sur l'hypothèse que la majorité parlementaire sera reconduite en mars prochain, il postule que les entreprises reprendront massivement leurs investissements une fois levée l'incertitude politique. Les *firmes* privées accroîtraient leurs dépenses d'équipement de 3,2 % *et les entreprises nationales* les leurs de 9,5 % ; de sorte que, malgré un nouveau fléchissement de la construction (4 %), la formation brute de capital fixe des entreprises progresserait au total de *3,7 % (contre 2,2 %* cette année). Le raisonnement est cohérent avec l'hypothèse politique adoptée, mais l'ordre de grandeur escompté paraît excessif.

Car *l'expérience montre* depuis trois ans que les firmes, échaudées par le retournement de *1974-1975*, répugnent désormais à investir tant qu'elles ne sont pas certaines des bonnes dispositions *de la clientèle. Pour cette même* raison, il est peut-être aventureux de prévoir plus de 20 milliards de stockage (équivalent de 1 % de P.I.B.), alors que les entreprises continuent à manifester une très grande prudence en la matière. Les industriels consultés *chaque mois* par *l'INSEE* n'estiment-*ils* pas déjà leurs stocks excessifs eu égard au niveau d'activité constaté et prévu ?

Bien sûr, les perspectives *changeraient* si la demande reprenait vigueur. Mais ici la contradiction d'il y a un an subsiste : on ne peut « *poursuivre l'assainissement* » de l'économie, en réduisant les coûts de production des firmes, et simultanément ranimer la consommation, ce qui nécessiterait une hausse des salaires, de nature, les choses restant égales par ailleurs, à renchérir les *prix* de revient des entreprises. *Le* compte officiel prévoit une augmentation moyenne de pouvoir d'achat des salariés de 1,7 % seulement (3), inférieure à celle de cette année (2,1 %) ; ce qui est cohérent avec l'objectif de décélération des coûts industriels, mais ne l'est guère avec celui d'un progrès de la consommation des ménages de 4 % (un tiers de plus que cette année).

GILBERT MATHIEU.

*(Lire la suite page 26.)*

(1) Le revenu disponible brut des sociétés privées s'est accru de près de 17 % *(en valeur)* et leur marge d'autofinancement *est passée de 53,7 % à plus de 59 %.*

(2) *Le Monde* du 19 octobre 1976.

(3) *2,7 % d'augmentation de salaire* horaire, compensée, pour un tiers environ, par une *réduction de la durée du travail.*

## HARO SUR LE PATISSIER

EFFET du découragement devant les mauvais résultats d'un indice *des prix qui s'obstine à ne pas* se plier aux schémas de son plan, ou bien effet de la crainte que l'opinion publique *finisse* par ne plus croire à ses promesses et à son sérieux, on ne sait trop. Toujours est-il que le « meilleur économiste de France » a fait, jeudi dernier, *sur les prix, un discours télévisé* qui rappelle les interventions dérisoires *qu'on a entendues* si souvent sur le *sujet* de la *part* d'*hommes politiques en* quête de boucs émissaires. M. Raymond Barre, qui *répondait* peut-être aux sollicitations *de* l'*Elysée*, a *dû* s'en rendre compte. Il a tout de même tenu à rappeler que le blocage des prix est « une *méthode artificielle qui* renvoie à plus tard les *difficultés* qu'il faut résoudre » et reconnaissons *qu'il* s'est refusé de *recourir, sauf* pour quelques denrées, à ce faux-semblant. Il n'empêcha que le ton général de ses propos, et leur *contenu sont* de nature à « *désinformer* » les citoyens en accréditant *des* idées trop faciles sur l'inflation.

Comme si la responsabilité des pâtissiers dans *la hausse* du *coût de* la vie était *décisive*, bien qu'il s'agisse là d'un bel *exemple* de faute *démagogique*. Les *petits commerçants* qu'on *aime* bien dans la vie de tous les jours *sont* honnis sur la place *publique* dans ce *pays*. A *bon entendeur* salut ! Quant aux conséquences de la taxation, on peut aisément les prévoir : les *clients* en *auront pour leur argent*. Ils auront moins de beurre dans leurs *croissants* et la pâtisserie fraîche à laquelle *s'en est* pris le premier ministre sera un peu moins fraîche qu'aujourd'hui !

Le plus grave est qu'on essaye de *confondre* deux *problèmes distincts*, celui du niveau et celui *de* la hausse des prix. Nul doute que le défaut de concurrence crée *des rentes de situation* et que la multiplication des intermédiaires — mais si ceux-ci se maintiennent, c'est peut-être aussi parce qu'ils ont leur raison d'être ! — est souvent un facteur de vie chère. Mais on a vu des pays *dont* les circuits de distribution ne sont certainement pas plus modernes que ceux de la France, connaître de longues périodes de stabilité *: l'Italie jusqu'en 1968* ou *le Portugal* jusqu'en 1974. Naturellement lorsque les mécanismes d'émission *monétaire détruisent chaque jour subrepticement* la valeur de la monnaie, cette érosion se manifeste (sous forme de *hausse des prix*) d'abord dans les secteurs les plus faibles de l'économie, surtout dans un pays comme la France où *les prix* industriels, *plus faciles* à contrôler, sont étroitement surveillés, même s'ils sont théoriquement libres ! Fidèle en ceci à la pensée ou aux *habitudes* de *ses prédécesseurs*, M. *Barre* estime sans doute qu'il suffit d'encadrer le crédit pour régulariser l'émission monétaire. A-t-il *assez songé au* fait que cette année les crédits « désencadrés » — un bon cinquième du total — *ont progressé* de 35 % ?

POINT DE VUE

## Nationaliser les banques et le crédit ?
## UN DÉBAT ESCAMOTÉ

LES Français n'aiment pas leur industrie, *c'est bien connu*, et les voilà pourtant qui se déchirent à propos des nationalisations.

*Quelle que soit l'évolution future* des rapports entre les partis de gauche, ne devrait-on pas s'étonner que le sort des grands groupes industriels ait pu monopoliser les passions et que n'ait pas été *clairement débattu* un projet de nationalisation plus austère, mais d'une égale ampleur : celui du secteur bancaire ? Que pourrait signifier ce projet ? Et quelles en seraient les conséquences pour *le pays, pour les entreprises, pour* chacun de nous ?

Dans le programme commun de 1972, il est prévu de nationaliser, dès le début de la législature, l'ensemble des banques

par RÉMY SCHLUMBERGER (*)

françaises et des établissements financiers, *soit* au total environ six cents entreprises. (Les quatre-vingts banques étrangères, les américaines, ... la russe et toutes les autres, étant seulement « contrôlées par la Banque de France » qui les invitera à modérer leur développement (1). Avec une désinvolture au demeurant surprenante, *radicaux, socialistes* et communistes n'ont pas cru nécessaire de chercher à actualiser en 1977 *ce point essentiel*. On voudrait des noms. Quelles firmes du secteur bancaire exactement veulent-ils nationaliser ?

*L'enchevêtrement* de certains groupes, les activités multiples de certains autres, l'importance variable des participations étrangères, les fréquentes structures à deux étages (2), les dimensions très modestes de *plus d'un établissement*, poseraient quelques problèmes. Mais peut-être des divergences nouvelles se *seraient-elles manifestées* ? Malgré les apparences, plusieurs indices peuvent le laisser supposer.

*Lorsque* M. Robert Fabre écrit dans *le Monde* du 30 octobre 1976 : « La nationalisation doit *rester l'exception* et non devenir la règle », car elle « n'est pas la seule forme, et pas toujours la plus souhaitable, *que* peut revêtir le contrôle de l'Etat quand il est nécessaire », songe-t-il aux seules sociétés industrielles ? N'a-t-il pas lui-même plaidé pour que subsistent dans le secteur privé un certain nombre de banques régionales auxquelles ont souvent recours les P.M.E. ? Mais lorsque M. Mitterrand précise avec véhémence que le programme de nationalisations du P.S. se limite à quelque deux cent trente entreprises, est-ce inconsciemment qu'il passe *sous silence les six cents firmes* du secteur bancaire, sans parler des sociétés d'assurances ?

Si les banques concernées par le projet de nationalisation sont nombreuses, elles sont loin, en revanche, d'occuper une place importante dans le système bancaire actuel. La nationalisation de 1945, effectuée par une coalition M.R.P., socialistes, communistes, est allée très loin. Et, depuis cette date, aucune « reprivatisation » n'est intervenue.

Des études comparatives ont été récemment menées en Grande-Bretagne sur la part du secteur privé dans le système bancaire et para-bancaire des principaux pays occidentaux (3). Il en ressort qu'en France le secteur privé proprement dit, en excluant les mutuelles, ne collecte que 16 % des dépôts, deux fois moins qu'en Suède et en Allemagne, trois fois moins qu'en Grande-Bretagne, quatre fois moins qu'aux Etats-Unis.

L'Etat, pour sa part, accorde en France 69 % des prêts, le secteur mutualiste et municipal 19 %, si bien que la part du secteur privé dans les *crédits* n'est que de 12 %. Cette part est de 60 % aux Etats-Unis, de 42 % en Allemagne, de 43 % en Grande-Bretagne et de 24 % en Suède.

Est-il alors honnête de faire croire que les banques privées, déjà réduites à la portion congrue, constituent une redoutable « puissance financière » et que leur disparition modifierait profondément les contraintes économiques et financières qui nous enserrent ?

Nationaliser les banques et nationaliser le crédit sont deux desseins différents. Pour les signataires du programme commun de 1972, la nationalisation complète du secteur bancaire n'a pas pour seul but d'exproprier les actionnaires des entreprises de ce secteur, fussent-ils gros.

*(Lire la suite page 24.)*

(*) Président de la Banque Neuflize, Schlumberger, Mallet.

(1) Voir *le Monde* du 5 juillet 1977, François Renard : « Les nationalisations aujourd'hui et demain ».

(2) Dans une structure à deux étages, une société financière est propriétaire de la banque. Sont-elles toutes les deux visées ?

(3) Travaux de l'Inter-Bank Research Organisation.

*UN COLLOQUE DE JOURNALISTES A TOKYO*

## Examiner la réalité de la « solidarité » internationale

DANS quelle mesure les expressions d'« interdépendance entre les *nations* », de « *solidarité* » *entre* tous les peuples de l'O.C.D.E., de « destin commun » qu'on *lit* habituellement dans les communiqués officiels publiés à la suite des réunions internationales et... dans les articles de journaux correspondent-ils aux faits et à la réalité des *intentions* ? *Ou bien ne sont-ils*, comme disait le prince Hamlet, que « des mots, des mots et encore encore des mots » ? C'est à répondre à ce genre de question que peut aider un colloque tel que celui qu'ont organisé conjointement le mois dernier à Tokyo *l'Association de la presse japonaise* (et le grand journal économique *Nihon Keizai Shimbun*) et la Commission européenne (en liaison avec la délégation des Etats-Unis auprès de l'O.C.D.E.) entre des journalistes européens, américains et japonais. De la réponse dépend jusqu'à un certain point l'issue de la crise que nous traversons. Quelle est-elle ?

Les échanges de vue devaient porter sur trois grands thèmes : la croissance du commerce multinational, l'énergie, *les problèmes posés par le dialogue* Nord-Sud. Bref, la plupart des grands sujets autour desquels se joue l'avenir des relations économiques internationales et partant des chances du monde capitaliste à retrouver la santé et *un minimum* de *cohérence*.

Un premier point fort du *symposium* aura incontestablement été l'intervention d'un Américain, M. Harold Malmgren, ancien ministre de l'administration républicaine, aujourd'hui professeur à l'université George-Washington. C'est avec de forts arguments qu'il aura expliqué pourquoi il était « *vraiment pessimiste* ». La reprise ? Elle aura *surtout* été *causée* par une reconstitution des stocks, mais les *investissements* à long terme sont inexistants. Dans tous les pays, l'objectif est le même : exporter davantage et importer moins.

Le mérite de M. Malmgren est d'ajouter un élément nouveau et peut-être décisif à cette analyse. La croissance de l'endettement des pays du tiers-monde — dont le montant total a été chiffré par un des conférenciers japonais à *quelque 250 milliards de dollars* — à fin décembre 1976 — ne pose pas tant un problème *financier* qu'un grave problème de lutte commerciale *qui* risque, d'ici deux à trois ans, de compromettre définitivement l'existence d'un marché mondial.

Non point que M. Malmgren prenne pour argent comptant, c'est le cas de le dire, les propos lénifiants des grandes banques privées sur le sujet. Les *crédits qu'elles ont consentis* aux pays du tiers-monde constituent désormais une de leurs plus importantes sources de profits et, pour les plus grands établissements de New-York, la principale *!* Elles n'ont de chances d'être remboursées et de continuer à percevoir des *intérêts que si les capitaux* continuent à affluer vers les pays débiteurs. D'où leur souci de persuader petites et moyennes banques qu'elles ne courent aucun risque sérieux de *participer* à de *nouveaux placements* dans les pays les plus lourdement endettés.

Cela dit, si on considère le *problème* d'un point de vue strictement financier, il ne paraît pas *insurmontable*. Les moyens existent, théoriquement, grâce à des opérations de consolidation appropriées, pour éviter les défauts de paiement en chaîne. Mais, dans le *monde* compartimenté d'aujourd'hui, les experts financiers des gouvernements *ne communiquent pas avec ceux* qui sont chargés des questions commerciales. Cette spécialisation à outrance prépare les grandes catastrophes.

PAUL FABRA.

*(Lire la suite page 25.)*







POINT DE VUE

# Un débat escamoté

*(Suite de la page 23.)*

Elle vise aussi à nationaliser le crédit pour donner à la politique économique et au Plan l'instrument essentiel de leur réalisation.

En effet, dans la planification industrielle telle que la voient un grand nombre de socialistes et les communistes, l'allocation des crédits, la politique de taux d'intérêt différenciés et les prises de participation jouent un rôle de premier plan dès lors que le gouvernement souhaite décourager ou encourager des entreprises particulières ou des secteurs entiers. Les critères de choix aujourd'hui retenus par les banques pour accepter ou refuser un crédit (qualité des relations avec le client, efficacité économique, solvabilité de l'entreprise) n'interviendraient que de façon seconde. L'adéquation au Plan serait prioritaire.

A la perte d'autonomie des banques s'ajouterait inévitablement la perte d'autonomie des entreprises : quelle serait, en effet, concrètement la situation des entreprises au lendemain d'une éventuelle victoire de la gauche ? Le relèvement sensible des bas salaires mais également le blocage des prix et l'alourdissement de la fiscalité devraient entraîner une baisse notable de leurs marges bénéficiaires et de leur capacité d'autofinancement, au même conduire à des pertes dans de nombreux cas.

Aussi, pour assurer le développement de leurs activités, voire leur survie, les entreprises n'auraient d'autre issue qu'un recours accru à l'emprunt. Elles se heurteraient alors à un secteur bancaire nationalisé qui distribuerait les crédits en fonction des seules directives du Plan. On sait que les investissements des groupes industriels et de leurs filiales dont la nationalisation est réclamée par la gauche représentent environ 40 % de l'investissement productif global. Par le biais de la nationalisation du crédit, les 60 % restants de cet investissement productif global passeraient sous le contrôle direct de la puissance publique.

Le programme commun prévoit, on le sait, le maintien d'un large secteur privé, et les responsables du parti communiste affirment que les sociétés dont ils demandent la nationalisation ne représentent que 1 % des entreprises françaises, 99 % d'entre elles demeurant dans le secteur libre. Mais il s'agit là d'une liberté purement nominale puisque le montant des ressources internes (autofinancement) dépendra de la politique générale des prix et des salaires, tandis que celui des ressources externes (crédit bancaire) sera contrôlé par le biais de la nationalisation.

La liberté des individus comme l'autonomie des associations et collectivités de toutes sortes seraient également compromises (tout au moins lorsqu'il leur faudra recourir aux prêts bancaires). Les pouvoirs publics, soucieux de juguler l'inflation, ne restreindraient-ils pas sévèrement la distribution des prêts ? Et la tentation ne serait-elle pas grande, alors, de les réserver à ceux qui « pensent bien » ?

Dans aucun des pays industrialisés du monde libre, même parmi les plus avancés dans la voie du socialisme, il n'a été procédé simultanément à la nationalisation totale des banques et du crédit. Les seuls pays qui y ont recouru sont les Etats communistes, les pays sous-développés à régime socialiste et, depuis avril 1974, le Portugal. Les résultats économiques ne sont pas encourageants.

Tout, il est vrai, peut toujours être tenté. Mais les expériences sont souvent périlleuses. En aéronautique, en informatique, la France, avec orgueil, s'est offert le luxe d'innover. Le coût de ces aventures fut colossal, mais heureusement les dégâts restèrent cantonnés. Dans le domaine des banques et du crédit, toute mutation du système, surtout si elle recherche délibérément une « rupture irréversible », serait plus coûteuse encore. Le tissu bancaire international est une réalité. Les pays de l'Europe occidentale forment une communauté financière vivante. Banques françaises et banques étrangères s'associent fréquemment dans des opérations consortiales, pour financer les grands projets français publics ou privés. Le langage bancaire, les normes d'appréciation, ne peuvent être unilatéralement modifiés sans perturbations destructrices.

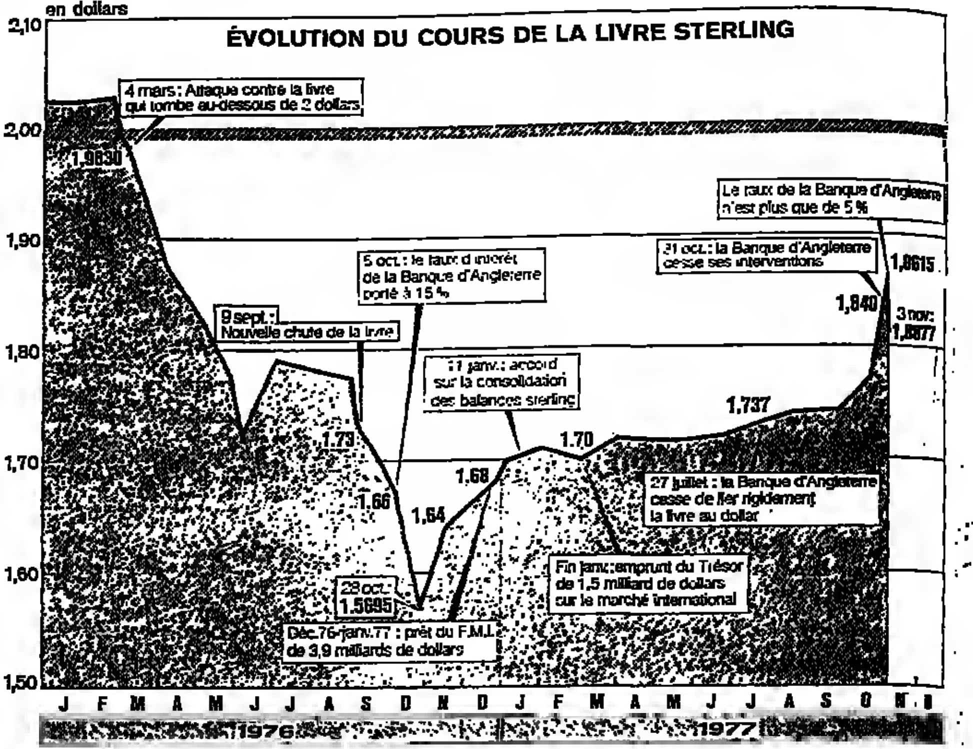
Parmi les tenants de la gauche, les moins sectaires finiront peut-être par modifier leurs vues. Ils reconnaîtront, souhaitons-le, que la nationalisation des banques françaises est déjà faite et qu'il serait pervers de nationaliser le crédit.

REMY SCHLUMBERGER.

FAITS ET

# La livre sterling rompt les amarres avec le dollar

*C'est en deux étapes que les autorités britanniques ont affranchi la livre sterling du lien qui l'unissait de facto au dollar. Le 27 juillet dernier, alors que la devise américaine baissait déjà depuis plusieurs semaines sur toutes les autres grandes places européennes et à Tokyo, la Banque d'Angleterre décida de ne plus fixer, par ses interventions, la valeur du sterling par rapport au seul dollar, mais par référence à l'ensemble des monnaies des principaux partenaires commerciaux de la Grande-Bretagne (l'objectif étant de maintenir stable l'indice de la valeur du sterling calculé par rapport à ce « panier » de devises). Cela revenait à consentir une certaine hausse de la livre par rapport au dollar, mais une hausse circonscrite dans d'étroites limites.*




## Décourager les afflux de capitaux

*Deuxième étape : le 31 octobre, le Trésor britannique fit savoir que la stabilisation même relative vis-à-vis du dollar ne serait plus désormais la politique de la Banque d'Angleterre, étant donnés les risques inflationnistes qu'elle comporte. La forte baisse des taux d'intérêt à court terme n'avait pas suffi, en effet, pour décourager les afflux de capitaux, comme on l'avait espéré à Londres (sans tenir assez compte du fait que les placements les plus courants effectués par les capitalistes étrangers se portent sur des titres d'Etat qui rapportent encore plus de 10 %). L'ampleur du mouvement est attestée par la formidable augmentation des réserves de change de la Banque d'Angleterre, amenée à racheter une part croissante des devises affluant sur la place de Londres au fur et à mesure que diminuait le déficit de la balance des paiements courants (désormais en excédent). Ces réserves ont atteint 20,2 milliards de dollars à la fin octobre, contre 4,1 milliards à fin décembre 1976 ! Ajoutons que, la livre étant théoriquement une monnaie flottante depuis le 23 juin 1972, les récentes décisions n'ont rien changé au statut juridique de cette monnaie. Elles ne concernent que la politique d'intervention — ou de non-intervention — de la Banque d'Angleterre dont le changement de politique sera, toutefois, très apprécié par les partenaires de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun. Maintenir la parité avec un dollar en chute continuelle correspondait à une dévaluation de la livre à due concurrence, au bénéfice des exportateurs britanniques mais au détriment de ceux du continent.*





M. Moisan,
homme d'affaires venu signer un contrat à Madrid.



M. Ferry,
architecte chargé de diriger un chantier en Algérie.



M. Chevallier,
contremaître détaché dans une filiale de Barhein.





هكذا من الأصل



FAITS
amarres
LA LIVRE STERLING

NCE SOCIETES



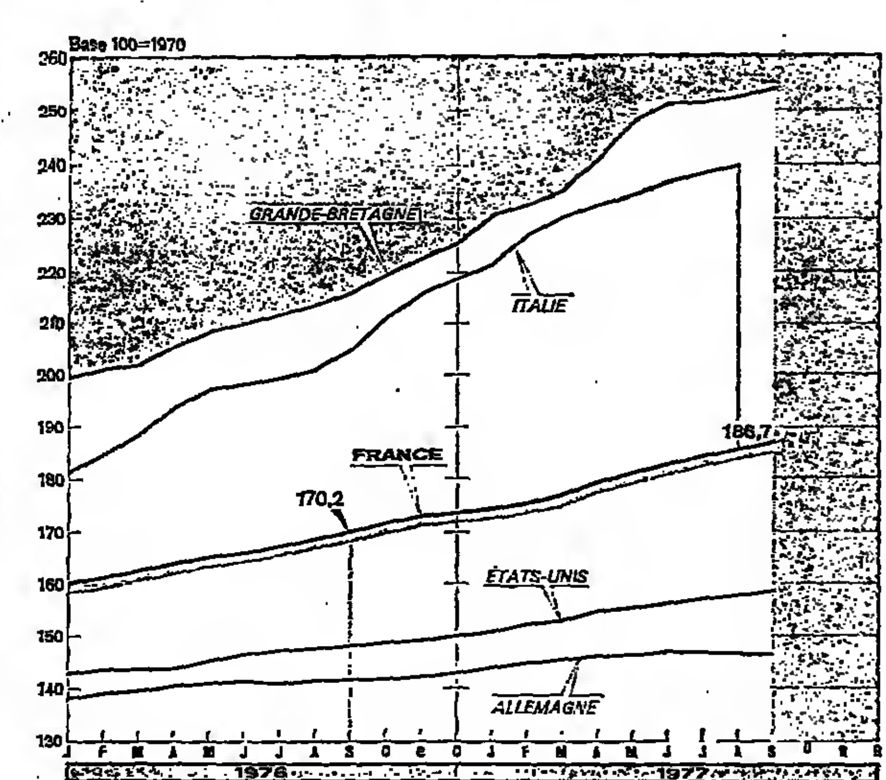
VEAUX
NES
SISTANCE

CHIFFRES

# PRIX : seule la France

La hausse des prix à la consommation s'est assez nettement ralentie dans les pays industrialisés. Grâce aux très bons résultats obtenus par des pays comme l'Allemagne fédérale, dont le taux annuel d'inflation est inférieur à 4 %, et la Suisse (moins de 1,5 %) ; grâce aussi à des pays comme les Etats-Unis où l'augmentation des prix de détail ne dépasse guère 6,5 % malgré une croissance économique qui, au-delà des variations à court terme, a été forte depuis la mi-1975...

Mais le ralentissement de l'inflation s'explique aussi par l'amélioration de la situation des pays réputés les plus malades : Italie et Grande-Bretagne. La politique menée par les Britanniques commence semble-t-il à porter ses fruits. La hausse des prix s'est outre-Manche nettement modérée depuis l'été. D'une façon générale cette décélération des prix est due autant à des facteurs saisonniers qui ont permis de bonnes récoltes qu'à la faiblesse de la demande globale et de la chute des prix d'un bon nombre de produits de base.




## L'inflation continue à se manifester

Dans ce climat d'amélioration générale la France fait un peu figure d'exception. Non pas que des progrès réels n'aient pas été accomplis sous la houlette de M. Barre : il est certain, par exemple, que la décélération des hausses salariales (5,6 % d'augmentation du salaire horaire au premier semestre contre 8 % au premier semestre 1976) est un succès important à inscrire à l'actif du gouvernement. Ce freinage des coûts de production conditionne en effet à court terme la tenue du franc sur le marché des changes et à moyen terme la compétitivité des produits français sur les marchés étrangers.

Mais l'inflation continue à se manifester, notamment dans les prix à la consommation.

Les commerçants avaient le choix entre deux attitudes : ou bien se contenter du niveau de marge qui avait été le leur pendant des années jusqu'en 1974 ; ou bien retrouver le niveau exceptionnel de profits qu'ils s'étaient arrogés en 1975 grâce à la stabilité des prix à la production enregistrée de la mi-1973 à la mi-1974. Peut-être parce qu'ils avaient comprimé leurs bénéfices en 1976 pour atténuer les effets de la sécheresse sur les consommateurs, les commerçants ont cherché à reconstituer leurs profits dès novembre 1976.

Si, par contrecoup, les salariés dont le pouvoir d'achat va être entamé par la hausse des produits alimentaires arrivent à obtenir une augmentation sensible de leur revenu, c'est tout l'équilibre du plan Barre qui risque d'être remis en question. La faiblesse du franc sur le marché des changes depuis quelques jours traduit très certainement ce danger. — AL. V.





COLLOQUE

# Examiner la réalité de la solidarité internationale

(Suite de la page 23.)

Pour rembourser leurs dettes antérieures, et conserver la confiance de leurs créanciers afin d'obtenir de nouveaux prêts, les pays en voie d'industrialisation, qui sont aussi ceux dont on dénonce les bas salaires, n'ont qu'un seul moyen : rétablir l'équilibre de leurs balances des paiements. Comment y parvenir ? Par une vigoureuse politique d'exportations, une politique qui est d'ailleurs déjà engagée ! D'ici peu de temps, les pays socialistes de l'Est européen, qui présentent souvent des caractéristiques voisines (main-d'œuvre bon marché, équipements neufs, etc.), vont se mettre à leur tour de la partie, et sur une grande échelle, contribuant pour leur part à rendre la situation encore plus inextricable. (Voir sur ce point l'article de Manuel Lucbert, page 28).

Aucun pays développé n'est à l'abri de la contre-offensive industrielle, laquelle a déjà commencé à faire sentir ses effets. « *Nous n'avons pas d'autre voie que d'ouvrir notre marché aux produits fabriqués à des coûts très bas par la Corée du Sud, Taïwan, Singapour ou le Brésil* », déclarait, pour sa part, M. Toshio Kimura, ancien ministre des affaires étrangères du Japon, aujourd'hui l'un des membres les plus actifs de la Chambre des députés.

## Le marché japonais : le plus facile du monde

Ce fameux marché japonais, dont il est si difficile de forcer les portes, disent aujourd'hui à l'unisson ou presque les industriels européens, est l'un des plus aisés à conquérir, nous assure le président de Sony, le souriant et alerte M. Akio Morita. Pour 85 %, le pouvoir d'achat nippon se concentre sur une étroite bande de terre située entre Tokyo et Osaka. En faisant de la publicité dans deux ou trois grands journaux, on atteint la quasi-totalité de ses consommateurs. Le système de distribution est complexe, se plaignent les étrangers. Dans quel pays ne l'est-il pas ? Mais Européens et Américains sont-ils prêts à consentir l'effort que les Japonais ont entrepris pour connaître les marchés européens ? M. Morita nous cite l'exemple de sa propre société : elle offre son assistance aux sociétés étrangères désireuses de trouver des débouchés au Japon.

Autre vedette du colloque : M. Edmund Wellenstein (Néerlandais), aujourd'hui conseiller spécial de la Commission des Communautés européennes après en avoir été, pendant de longues années, un de ses hauts fonctionnaires les plus brillants et les plus influents. Il parla le premier (approuvé par M. Malmgren) de la « *fatalité aveugle* » que subissaient désormais les nations à cause du désordre monétaire. « *Il faudrait*, dit-il, *faire sur ce point quelque chose de plus déterminant que de rédiger* — allusion aux accords de la Jamaïque — *quelques principes vagues après qu'on eut abandonné, avec les accords de Bretton-Woods, le principe fondamental.* » Malgré les préoccupations que leur pose la hausse du yen, de nature à aggraver encore la situation précaire des moyennes entreprises, les Japonais ne cherchèrent pas à engager le débat sur ce terrain.

M. Wellenstein surprit plusieurs journalistes américains quand il déclara que la conférence sur la coopération économique internationale (plus connue sous le nom de « dialogue Nord-Sud ») avait permis d'« *accomplir certains progrès* », y compris dans le domaine de l'énergie (tous les participants s'étaient mis au moins d'accord sur plusieurs principes fondamentaux, dont celui de la nécessité d'approvisionnements adéquats et stables d'énergie). Mais bien sûr, devait dire en substance le conseiller de la Commission, si l'on juge les résultats de la conférence par rapport aux espoirs déraisonnables qu'elle avait pu ici ou là susciter, on conclura à son échec.

En bon Européen, M. Wellenstein devait émettre des réserves sur le programme énergétique de M. Carter, prenant parti pour la poursuite du programme de construction de « surrégénérateurs » et la mise en place d'usines de retraitement. Le représentant des Etats-Unis, M. Justin L. Bloom, conseiller technique à l'ambassade de son pays auprès du Japon, devait affirmer que, pour les dix ans à venir, les sources d'énergie substituables au pétrole ne pourraient être que le nucléaire classique et le charbon. Dans une perspective plus lointaine, les surrégénérateurs devraient à leur tour jouer un rôle très important.

Grâce notamment aux chiffres cités par l'expert américain, on put se rendre compte à quel point, pour la consommation d'énergie aussi, les Japonais étaient plus économes que les autres peuples. Ils consomment relativement très peu de pétrole pour leurs besoins domestiques. Leur industrie limite les gaspillages grâce à des équipements adéquats. Peut-on en vouloir aux Japonais parce que leur frugalité traditionnelle les a détournés de plusieurs des voies les plus dangereuses empruntées par les autres peuples industrialisés ?

En ce qui concerne les relations Nord-Sud, le président de l'Agence japonaise de coopération internationale, M. Shinsaku Hogen, invité à prendre la parole, a fait un discours qu'on dirait chez nous d'inspiration « européenne ». Il a, en son nom personnel, plaidé en faveur de plusieurs revendications « tiers-mondistes » rejetées par les Américains. On doit donner une grande attention à la stabilisation des matières premières. Les arguments dont les Occidentaux ont usé pour refuser toute discussion d'ensemble sur l'endettement du tiers-monde sont pour le moins discutables. Rien n'empêche, par exemple, de transformer les dettes commerciales en engagements à plus long terme au moyen de formules faisant intervenir les Etats. En sens contraire, il était peut-être salutaire, pour les journalistes européens présents, habitués au « ronron » de Bruxelles et de Paris, de s'entendre dire par M. Philips Trezise, ancien délégué des Etats-Unis auprès de l'O.C.D.E., aujourd'hui membre de la Brookings Institution, que les accords de Lomé étaient du vent et le Fonds commun de soutien des matières premières un projet sans doute voué à l'oubli, à cause de son caractère inapplicable.

## Le consensus nippon

« *Vivre avec le reste du monde, c'est là une aspiration qui fait partie du consensus du peuple japonais* », devait déclarer en guise de message de bienvenue M. Shintaro Fukushima, président de l'agence Kyodo et membre actif de la presse nippone. C'est là une profonde réalité psychologique qu'on a parfois tendance à oublier quand on parle (non sans raison non plus) de l'« agressivité » des exportateurs nippons. Ce n'est pas seulement dans le domaine commercial que les Japonais font de gros efforts pour connaître l'« autre ». La culture européenne — pour ne pas parler de la vogue persistante dont jouissent les productions françaises, littéraires ou non — est par eux étudiée et aimée. Pourtant c'est un fait que la communication paraît plus difficile entre Européens et Japonais qu'entre Américains et Japonais. Nos confrères nippons en éprouvent parfois un sentiment de frustration.

La presse pourrait jouer un grand rôle pour réduire les incompréhensions, et pour commencer sur le terrain des faits et des chiffres. En Europe et aux Etats-Unis, on diffuse largement les statistiques concernant les « excédents commerciaux » du Japon. Sans nier que ces surplus posent de délicats problèmes, les Japonais rétorquent : l'excédent commercial compense au moins en partie les autres postes de la balance des paiements courants qui, eux, sont régulièrements négatifs. L'argument est irréfutable. Pourquoi ne pas en tenir compte ? Un débat où l'on ne cherche pas à faire la lumière dégénère un jour ou l'autre en conflit. Cette réflexion d'un lecteur japonais à son journal en dit plus long sur la politique de son pays que de savants rapports : « *Et si nous étions en déficit, nous qui devons acheter à l'extérieur les denrées les plus nécessaires, les étrangers ne se lasseraient-ils pas vite de nous soutenir ?* »

PAUL FABRA.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

*Installée le 25 octobre à Luxembourg*

# LA COUR DES COMPTES EUROPÉENNE : UNE NAISSANCE DISCRÈTE

LE mardi 25 octobre 1977, neuf hommes — un Belge, un Danois, un Allemand, un Français (1), un Italien, un Irlandais, un Luxembourgeois, un Hollandais at un Anglais — ont solennellement prêté serment devant la Cour de justice des Communantés européennes, à Luxembourg, avant d'inaugurer leurs fonctions.

Ils seront désormais les gardiens vigilants de la bonne utilisation des ressources prélevées sur les contribuables européens et gérés par les trois Communautés (Marché commun, Communauté charbon-acier, Euratom).

Ce sont les membres de la toute nouvelle Cour des comptes des Communautés européennes créée par le traité de Bruxelles du 22 juillet 1975, entré en vigueur le 1er juin dernier. C'est en 1973 que le Parlement européen avait proposé de remplacer les organes originaires da contrôle prévus en 1951 et 1957 (commissaires aux comptes pour la CECA et commission de contrôle pour les autres communautés), devenus inadaptés et peu crédibles. L'initiative emporta rapidement l'adhésion des autres institutions et des Etats membres.

L'inadaptation du système de contrôle originaire, conçu pour un budget réduit et purement administratif, était devenue flagrante à mesure que les masses financières se développaient : le budget des Communantés a été multiplié par six entre 1968 et 1977.

Un autre élément rendait encore plus nécessaire le renforcement de l'appareil de contrôle : le changement de nature des dépenses et nes recettes. Les premières sont désormais, à raison de 88 %, des dépenses d'intervention, agricoles, sociales, régionales, etc. En ce qui concerne les secondes, la part, depuis 1971, des ressources propres : droits de douane, prélèvement agricoles, augmente régulièrement et atteindra 100 % en 1978, avec la mise en place de la T.V.A. communautaire.

An risque financier, que traduisit bientôt l'ampleur des fraudes, spécialement dans le domaine des dépenses agricoles, s'ajouta bientôt le risque politique : le retentissement de ces fraudes dans les milieux politiques nationaux et même dans l'opinion publique desservait gravement l'image de marque de l'Europe, qu'on accusait d'être budgétivore et peu efficace.

Pour rétablir la confiance des citoyens, l'institution an niveau communautaire d'un mécanisme de contrôle aussi indiscutable que celui qui existe dans les Etats membres s'imposait donc. Bien plus, à l'heure de l'austérité, le renforcement du contrôle ne pouvait que contribuer à calmer les discussions entre partenaires, c'est-à-dire les Etats membres, autour du budget communautaire, et de son volume.

Certes, malgré son nom — retenu avant tout pour des raisons de prestige, — la Cour des comptes européenne n'est pas une juridiction ; elle n'en exercera cependant pas moins une magistrature financière qui fera d'elle la véritabla « conscience financière » de l'Europe.

Quant à leur statut, l'innovation fondamentale est que les membres de la Cour n'exercent plus leurs fonctions, comme les membres de l'ancienne commission de contrôle, à temps partiel (trop partiel, estimaient certains), mais à plein temps, et qu'ils sont désormais obligatoirement choisis parmi les personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leur pays respectif aux cours des comptes ou organismes analogues, toutes dispositions qui sont à la fois un gage de compétence et d'indépendance ainsi qu'une promesse d'efficacité accrue. En outre, les neuf membres de la Cour sont nommés pour six ans par le conseil des ministres, mais après consultation du Parlement.

## Des compétences étendues

Les compétences de la Cour sont extrêmement étendues, puisqu'elle est chargée d'examiner les comptes de la totalité des recettes et des dépenses des trois Communautés, qu'elles soient budgétisées on non : or, pour 1977, par exemple, la somme du budget général des Communautés, des opérations budgétaires et financières de la CECA et du FED (qui finance l'aide aux pays associés de la Convention de Lomé) représente un volume d'environ 63 milliards de francs (presque 20 % du budget français). Son contrôle porte non seulement sur la légalité et la régularité mais encore sur la « bonne gestion financière » des opérations.

Les pouvoirs de la Cour sont notablement renforcés par rapport à ceux da la commission de contrôle. Le contrôle, qui a lieu sur pièces et sur place, s'exercera, en effet, désormais non seulement auprès des institutions des Communautés, mais encore dans les Etats membres (on sait que la plus grande partie des opérations de recette et de dépense sont effectuées par les services des douanes et organismes d'intervention agricole des Etats). A cet effet, une collaboration prometteuse — mais qui exigera encore une difficile mise an point — est prévue entre la Cour européenne et les cours et autres organismes nationaux de contrôle.

## Un double rôle

La Cour, en définitive, est appelée à jouer un double rôle.

● Elle exercera, d'abord, de façon autonome et en pleine indépendance par rapport aux autres institutions, et en particulier par rapport à la Commission, une fonction de contrôle permanent qui se matérialisera dans l'élaboration d'un rapport annuel — dont la nature et les objectifs sont analogues à ceux du rapport de la Cour des comptes française — dans lequel elle consignera ses observations. Ce rapport, accompagné des réponses des institutions aux observations da la Cour, n'est plus seulement examiné par le Parlement européen ; il est publié au *Journal officiel* des Communautés européennes et on doit souhaiter que la presse lui donnera, le moment venu, un large écho. En outre, la Cour peut à tout moment prendre l'initiative et présenter ses observations sur telle ou telle question financière particulière.

● Elle a, ensuite, une fonction d'assistance des autorités budgétaires (Conseil et Parlement européens) et spécialement du Parlement pour l'exercice de son propre droit de contrôle (politique, cette fois) de l'exécution du budget. La Cour sera ainsi conduite à collaborer étroitement avec la sous-commission « contrôle » que le Parlement européen a créée à cet effet au sein de sa commission des budgets.

A la fois garantie d'une plus grande rigueur financière dans le fonctionnement des complexes interventions communautaires et instrument perfectionné à la disposition du Parlement européen, la Cour des comptes européenne, installée à Luxembourg, constitue un progrès discret mais significatif de la construction concrète de l'Europe.

GUY ISAAC,
*professeur à l'université des sciences sociales de Toulouse.*

(1) Pierre Lelong, conseiller à la Cour des comptes.

BIBLIOGRAPHIE

# « Coût et valeur de la vie humaine »

## d'ALFRED SAUVY

LA vie humaine n'a pas da prix. Cette affirmation, que personne n'oserait contester, aboutit parfois à d'étranges paradoxes. Ainsi, au lendemain du dernier conflit mondial, le calcul des dettes de guerre a donné lieu à d'âpres discussions entres alliés sur la valeur des biens fournis par les uns et par les autres (vêtements, équipements, munitions), mais non sur les vies humaines sacrifiées. Comme il paraît sacrilège d'estimer une vie humaine à un chiffre quelconque, elle n'est pas comptée, ce qui revient à lui attribuer une valeur nulle. « *Paradoxalement*, écrit Alfred Sauvy dans son dernier ouvrage, *Coût et valeur de la vie humaine, l'homme souffre de ne pas être une marchandise. En régime d'esclavage, le calcul serait possible et la compensation plus juste.* »

Encore l'auteur corrige-t-il lui-même cette affirmation par d'autres exemples qui montrent qu'on se livre bien à un calcul du coût de l'homme, mais de façon souvent implicite et biaisée : les personnes victimes d'infirmités diverses à la suite de la guerre 1914-1918 ont reçu des pensions, mais Alfred Sauvy constate, chiffres à l'appui, que l'effort financier fait en leur faveur a été, au total, plus faible que celui consenti pour compenser les dommages causés aux biens.

Dans un domaine qui n'est pas lié à la guerre, l'auteur note que le coût des efforts accomplis au bénéfice des victimes d'accidents (du travail ou de la route) est souvent supérieur au gain économique de leur travail, ce qui dénote une prise en considération de la valeur humaine en soi. Comment expliquer alors, se demande l'auteur, que l'effort ne soit pas toujours de la même importance pour les infirmes de naissance ?

Mais peut-on réellement calculer le coût d'un homme ? Alfred Sauvy s'y efforce dans une première partie. Il compare, aux différents âges de la vie, la part respective de la consommation au sens le plus large et de la production. Appliquée à la France, cette méthode amène l'auteur à constater : « *A trente-cinq ans, l'individu a rendu à la société l'équivalent de ce qui lui a coûté ; à partir de cinquante ans, l'individu va donner à la société l'équivalent de ce qu'il lui coûtera (en espèces) pendant sa période d'inactivité.* »

Alfred Sauvy, après s'être livré à quelques comparaisons internationales, abandonne vite les schémas théoriques pour s'attaquer aux problèmes réels d'aujourd'hui : la place des vieux dans la société, l'inégalité sociale devant la mort, le coût de la santé, les accidents, etc. Et bien qu'il s'efforce, comme il l'écrit lui-même, de décrire les phénomènes « *en évitant de porter des jugements de valeur ou de préciser des culpabilités* », le statisticien et l'économiste cèdent souvent le pas au sociologue et... au polémiste. Avec sa fougue coutumière, l'auteur reprend, au fil de ce livre décousu, mais foisonnant de références historiques et démographiques, les thèmes qui lui sont chers. Il dénonce tout particulièrement le rejet par les sociétés urbaines et industrielles de l'enfant, considéré comme une « *charge* », un « *gêneur* », le « *refus collectif de la vie* » qui est « *une peur de l'homme* », la *conception arithmétique enfantine* de *l'emploi* » qui conduit à vouloir partager et rationner le travail comme s'il s'agissait d'une donnée intangible.

La passion mise par l'auteur à pourfendre tous les malthusianismes ne le conduit toutefois jamais au dogmatisme. Au contraire, Alfred Sauvy, passant en revue les multiples questions posées par le prix de la vie humaine, souligne la diversité et la complexité des réponses possibles. « *A travers les comportements qu'apporte et qu'impose un progrès technique que nul ne maîtrise, ni même n'oriente, le respect de la vie ne peut donc rester identique*, conclut-il. *Pour le maintenir, il faut le remettre constamment en question. Mais, si cette remise en question conduit au refus de la vie, de grandes lumières risquent de s'éteindre.* »

JEAN-MARIE DUPONT.

★ Editions Hermann, 226 pages, 42 F.

PRÉVISIONS

# UN COMPTE DES MILLE ET UNE NUITS

*(Suite de la page 23.)*

Les prestations sociales doivent, certes, augmenter rapidement l'an prochain (de 7,8 % prévoit-on). Mais comme elles ne représentent que le quart du revenu brut des ménages, cela ne suffira pas à « tirer » la consommation autant qu'il est souhaité par le gouvernement. Une baisse de l'épargne faciliterait la chose. Mais l'expérience a montré que celle-ci était intimement liée à l'évolution des prix et du chômage. Or, sur ces deux points, les perspectives gouvernementales paraissent d'un optimisme peu justifié.

Le gouvernement table sur une hausse des prix de 6,5 % seulement de janvier à décembre, contre une tendance spontanée de plus de 10 % cette année. D'où pourrait venir ce ralentissement d'un tiers ? La demande des particuliers, en progressant — même légèrement — maintiendra une pression à la hausse des services et des denrées alimentaires. Les coûts de production augmenteront peut-être moins ; mais ils ont déjà été cette année d'une exceptionnelle sagesse, montant moitié moins vite que les prix alimentaires ; un ralentissement supplémentaire l'an prochain ne pourrait être que de faible ampleur. Enfin, les coûts de l'énergie augmenteront ; de 5 % au moins pour le pétrole, annonce-t-on. Il est, dans ces conditions, particulièrement hasardeux de prévoir une forte décélération du coût de la vie. Surtout si l'on se souvient que, depuis trois ans, la hausse se situe entre 9 et 10 % chaque année, en dépit des promesses gouvernementales.

La perspective officielle en matière d'emploi pèche de la même façon par optimisme. Le gouvernement prévoit « *une certaine régression du sous-emploi* » en 1978, s'accompagnant d'« *un développement marqué de l'emploi salarié* ». Parce qu'il espère une reprise vigoureuse de la production (+ 4,5 %, au lieu de 3 % cette année), fondée non seulement sur une forte demande (*voir plus haut*) *mais* sur un essor remarquable des exportations : + 8,1 % en volume, soit + 16,3 % en valeur. Le niveau compétitif des prix industriels français permet certes de beaux succès à l'étranger : mais nos principaux clients deviendront-ils nos acheteurs pour autant ?

Le rapporteur général de la commission des finances, membre éminent de la majorité, n'en est lui-même pas convaincu. Pour la raison simple que l'ambiance internationale est à l'engourdissement et que les pays sur lesquels chacun comptait pour voir s'amorcer une réelle reprise diffèrent leur effort ou le cantonnent dans d'étroites limites. L'Allemagne fait confiance aux allégements fiscaux pour soutenir une conjoncture simplement modérée ; le Japon songe plus à exporter davantage qu'à importer ; les Etats-Unis connaissent de nouveau l'hésitation, après une belle expansion en début d'année... Rien de tout cela ne permet d'espérer un progrès de nos ventes à l'étranger supérieur du quart à celui de cette année (+ 6,6 %).

Dès lors, deux des conséquences attendues par le gouvernement de ses calculs deviennent douteuses : le quasi-rééquilibrage des comptes extérieurs (un déficit de 3 milliards seulement est prévu pour 1978, contre 9,8 cette année et 18,6 en 1976), ainsi que l'amélioration de la situation de l'emploi. Il faudrait, pour que celle-ci se produise malgré le gain attendu de productivité, un accroissement de la production de l'ordre d'au moins 4 à 4,5 %. Si, comme il est probable, l'expansion n'atteint pas 4 %, le chômage ne s'atténuera pas.

De divers points de vue, le compte gouvernemental apparaît donc trop beau pour être vrai. Qu'il reflète les espoirs d'une équipe gouvernementale à l'affût de résultats positifs avant d'affronter le coup électoral, cela est sûr. Mais le dessein politique de ce compte des Mille et Une Nuits ne contribue pas à sa vraisemblance économique.

Mieux aurait valu présenter à l'opinion, à côté de ce compte très orienté, un tableau moins optimiste, parce que plus raisonnable, correspondant vraiment aux possibilités d'une économie que la majorité, au lendemain du succès électoral qu'elle escompte, voudrait achever d'« *assainir* ». La hausse des prix y serait peut-être à peine plus forte que dans le compte actuel, mais le chômage bien davantage, l'investissement et la consommation — donc aussi la croissance — ne pouvant atteindre les taux aujourd'hui cités par M. Barre.

Le gouvernement n'a pas voulu faire cette comparaison. Une fois encore, il sous-estime le discrédit qui s'attache — et de plus en plus — aux comptes officiels régulièrement démentis par l'événement. Discrédit qui explique sans doute la protestation, tout à fait inhabituelle, des fonctionnaires de la comptabilité nationale.

Paradoxalement, cette révolte de palais intervient au moment où la domestication des comptes nationaux par le pouvoir peut avoir le moins de conséquences pratiques. Car si la gauche gagnait les élections, ce sont de tout autres comptes qu'il faudrait préparer, l'impulsion annoncée de la consommation populaire et de certains investissements bouleversant les pronostics actuels de croissance, d'emploi et sans doute aussi de prix et de balance commerciale. Finalement, point n'est peut-être nécessaire de trop disserter sur des calculs dont la longévité politique risque de ne pas excéder trois mois en 1978...

GILBERT MATHIEU.







CORRESPONDANCE

# A PROPOS DES DÉCLARATIONS DU MINISTRE ARGENTIN DE L'ÉCONOMIE

*A la suite de l'article paru dans le* Monde de l'économie *du 11 octobre dernier sous le titre « Argentine : comment l'hyperinflation a été brisée » et dans lequel nous relations l'entretien que nous avions eu avec le docteur José Alfredo Martinez de Hoz, ministre argentin de l'économie, nous avons reçu de Paris une lettre signée par MM. Raul Laguzzi, docteur en biochimie, ex-recteur de l'université de Buenos-Aires ; Nestor Scipioni, médecin, ex-doyen de la faculté de médecine de La Plata ; Maximo Victoria, docteur en physique, ex-vice-président de l'INTI, 1973-1976 ; Augusto Perez Lindo, docteur en philosophie, ex-secrétaire académique de l'université de Buenos-Aires ; Bruno Susani, économiste, ex-maître assistant de l'université de Bahia-Blanca ; Lucio Garzon, avocat.*

*Nous en extrayons les passages suivants :*

Des chiffres ou des indicateurs partiels ne suffisent pas à démontrer le succès d'une politique économique. D'ailleurs, une politique économique ne saurait être jugée abstraitement : ses variables ne se définissent pas seulement en fonction des objectifs poursuivis ; elles ont une relation bi-univoque avec la structure économique dans laquelle elles sont appliquées.

*a)* L'industrie — c'est là un des traits marquants de l'économie argentine — doit importer une partie considérable de ses « imputs » : matières premières, produits intermédiaires, biens d'équipements, etc. Ses besoins représentent, directement ou indirectement, 98 % du total des importations du pays.

*b)* On peut donc en déduire que l'industrie argentine, dans la plupart des cas, se développe dans la mesure même où elle développe sa capacité d'importation — capacité qui est décisive, y compris pour la croissance des industries de base.

La continuelle chute du prix international des matières premières et les difficultés croissantes rencontrées par tous les pays du monde désireux d'augmenter leurs exportations ont confronté — entre autres choses — les gouvernements argentins des trente dernières années à un « goulet d'étranglement » du commerce extérieur ; les solutions apportées à ce problème ont été très diverses, selon le soutien dont disposaient ces gouvernements ou leur représentativité sociale...

c) En Argentine, étant donnée la structure économique particulière à ce pays, une dévaluation comme celle pratiquée par M. Martinez de Hoz (349,10 % d'octobre 1976 à octobre 1977) entraîne la paralysie de l'industrie. Les composants non salariaux du coût augmentent en raison de l'accroissement du prix des biens importés et, par conséquent, les prix internes des produits finis s'élèvent également — ce qui entraîne une diminution de la demande interne...

## Les causes de l'inflation

Cette mesure a été accompagnée par la libération des prix internes et par le blocage des salaires. Une fois alignés, les prix des produits agricoles et alimentaires sur les prix internationaux, il se produit d'importantes augmentations de ces derniers sur le marché interne. La demande d'aliments étant relativement peu élastique, leurs prix augmentant et les salaires étant bloqués, il se produit une diminution immédiate des disponibilités salariales pour acquérir des biens industriels. Les prix agricoles ont-ils pu augmenter à partir de mars 1976 de 589 %, les prix de la viande de 760 %, tandis que les prix des produits industriels n'ont monté que de 327 %.

Il est aisé de comprendre, dans ces conditions, que la conséquence directe de la dévaluation et de la libération des prix internes ait été la chute verticale du produit industriel brut. Si les effets de cette politique n'ont pas eu de graves répercussions sur le P.B. interne, cela est dû à l'exceptionnelle récolte de céréales qu'a connue notre pays en 1976-1977.

Il faut préciser que l'un des instruments décisifs de la politique économique de la junte — politique destinée à favoriser les grands propriétaires terriens et les groupes agro-exportateurs monopolistiques, — réside dans le blocage de salaires des travailleurs. Ces salaires, dans certains secteurs, ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat. Les niveaux salariaux ont été ramenés aux niveaux de ceux des années 30.

Nous pouvons dès lors analyser le processus inflationniste qui s'est produit dans notre pays. Selon M. Martinez de Hoz, ce processus aurait pour origine le déficit du budget, la spirale des prix et des salaires, ainsi que diverses spéculations inflationnistes. Une telle analyse constitue un diagnostic classique et bien connu de la part de la droite argentine, mais elle n'en est pas moins inexacte et mensongère ; elle est avant tout destinée à justifier les mesures adoptées en faveur des secteurs privilégiés antérieurement mentionnés.

Les causes de l'inflation en Argentine proviennent fondamentalement des problèmes issus de la structure économique, de problèmes de demande, d'inflation internationale importée et de l'instabilité des gouvernements populaires, provoquée par l'action séditieuse des forces armées.

Qu'a donc fait M. Martinez de Hoz pour « stopper » l'inflation ? Il affirme avoir diminué le déficit de l'Etat en augmentant les recettes et en diminuant les dépenses. Apparemment rien de plus simple, rien de plus clair. C'est presque la solution de tout budget familial pour arriver à survivre quand des déséquilibres occasionnels se sont produits.

Mais nous demandons : que veut dire, dans l'Argentine de 1976-1977, augmenter les recettes de l'Etat ? Cela signifie, au niveau de la junte militaire, augmenter les impôts indirects qui fournissent 60 % des recettes fiscales, et qui sont payés par le peuple tout entier.

Le seul exemple de suppression partielle d'impôts est, comme par hasard, la suppression de l'impôt qui frappait les successions, c'est-à-dire l'un des plus équitables.

Voyons maintenant comment l'on est parvenu à réduire les dépenses publiques. Pendant l'année 1976, et plus encore pendant l'année 1977, l'Etat a cessé de subvenir à une bonne partie de ses obligations en matière de services. Ainsi, constatons-nous en Argentine le démantèlement du système scolaire et universitaire, non seulement (ni en premier lieu) à cause des persécutions politiques dont souffrent les enseignants, mais à cause du blocage des salaires, qui a entraîné un exode massif des instituteurs et des professeurs — les effets de la réduction des dépenses ont encore accéléré l'exode des techniciens et des professionnels de toutes les entreprises d'Etat. Ils ont été jusqu'à provoquer l'exode de certains membres du pouvoir judiciaire (magistrats, assesseurs, greffiers, etc.), qui ont été contraints de chercher de meilleures conditions de vie dans le privé. Mais la politique de réduction des dépenses de la dictature s'en est également prise à un service aussi essentiel que celui de la santé publique ; tous les hôpitaux et les sanatoriums d'Etat ont cessé de fonctionner normalement, ce qui s'est traduit par une augmentation notoire de la mortalité.

Mais malgré les souhaits des usurpateurs, le déficit du budget a dépassé dans les faits les chiffres maximaux fixés par le F.M.I. — 3 % du P.B.I. — pour atteindre 7 % ; on prévoit qu'à la fin de l'année, si cette tendance persiste, il atteindra vraisemblablement 12 %.

## Une tendance annuelle de 333,5 %

Il est facile, dans ce contexte, de ramener à sa juste mesure cet « arrêt de l'inflation » tant vanté. La progression de l'augmentation des prix pendant les trois derniers mois (août : 11,3 %, septembre : 8,6 % et octobre : 12 % à 14 %) indique une tendance annuelle de 333,5 %, et non le chiffre publicitaire et mensongèrement réduit de 120 %.

5) Un autre chiffre aurait dû attirer l'attention de tous ceux qui sont disposés à prêter foi aux déclarations du ministre : la diminution du chômage de 3,2 %. Malheureusement, pour le peuple argentin, ce chiffre n'est pas non plus exact. En Argentine, il n'existe aucune statistique sur le chômage depuis des années, et toutes les estimations se basent sur les annonces et les demandes de travail que les cadres publient dans les journaux. En l'absence de statistiques sérieuses, il n'est pas besoin d'être très perspicace pour aboutir à des chiffres bien différents des chiffres officiels. En effet, toute la politique de type récessif appliquée dans le secteur industriel a provoqué pendant ces dix-huit derniers mois des fermetures d'établissements privés, de petites et moyennes entreprises, des « rationalisations » dans l'administration publique devant atteindre, d'après les calculs du ministre lui-même, plus de 300 000 travailleurs... Il est légitime d'estimer qu'entre le chômage complet et le chômage partiel plus ou moins déguisé (travail temporaire, à mi-temps, etc.) on atteint un chiffre de de 10 à 15 %.

Signalons un fait récent, symptomatique de la manière dont fonctionne le plan de « récupération économique » de la dictature : l'augmentation alarmante des taux d'intérêts, qui ont atteint dans la troisième semaine d'octobre le chiffre incroyable de... 208 % annuel de profit effectif, ce qui montre bien les conditions spéculatives peu favorables offertes aux entreprises nationales pour surmonter la crise. Le coût financier s'élève d'ores et déjà à presque 20 % du coût total du produit. Il est évident que ces coûts financiers sont immédiatement reportés sur les prix, et produisent une rétro-alimentation du taux d'inflation.

6) On pourrait penser que le blocage des salaires, s'accompagnant de taux d'inflation en constante augmentation, entraîne une chute de la consommation et une épargne forcée. Rien n'est moins vrai. Les chiffres donnés par le ministre au sujet du réinvestissement correspondent à la période de hausse de la courbe du cycle économique ; il faut tenir compte du fait que M. Martinez de Hoz a assumé ses fonctions au moment où le cycle atteignait son point le plus bas et que, par conséquent, la « reprise » aurait de toute façon eu lieu, avec ou sans le ministre de la dictature.

A partir du quatrième trimestre de 1976, les quelques investissements existants proviennent du secteur agricole.

Les plaintes des industriels aujourd'hui repentis ne sont pas sans motifs. La chute des ventes, l'augmentation des coûts non salariaux, une politique monétaire génératrice de manque de liquidités, accompagnée de taux élevés d'intérêts et de spéculations inflationnistes croissantes, la dérogation de la législation favorisant les exportations, tout cela indique qu'une seule loi est destinée à régir inexorablement le plan économique : la survivance des plus forts, grâce à une concentration monopolistique accélérée au niveau industriel, et l'adaptation forcée des entreprises au nouveau projet de restructuration de l'appareil productif dans le cadre de la dépendance...

*Il y a à peine une semaine,* les travailleurs de l'usine Renault de Cordoba se sont organisés malgré la répression, comme en 1976, et ont affirmé leur volonté de réclamer l'espace de pouvoir que prétendait leur dénier les usurpateurs militaires. Le conflit s'est étendu à d'autres usines automobiles et a culminé par une grève générale des chemins de fer qui a paralysé les centres les plus importants du pays, ébranlé l'apparente unité de la dictature et rendu encore plus évidentes certaines des contradictions internes des classes dominantes en Argentine.

## CRÉATION D'UN PRIX DE THÈSE ET DE PRIX DE MÉMOIRE PAR LA COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

La Compagnie des agents de change vient de décider l'institution de prix destinés à récompenser chaque année une thèse et deux mémoires traitant « des valeurs mobilières dans leur rôle de financement de l'économie et d'accueil de l'épargne ; des bourses et des marchés financiers dans leurs institutions et leur fonctionnement ».

*Ces prix seront décernés par un jury,* présidé par M. Daniel Deguen, président de la Caisse nationale des marchés de l'Etat, comprenant en nombre égal des universitaires et des représentants d'institutions financières, d'entreprises et d'établissements publics.

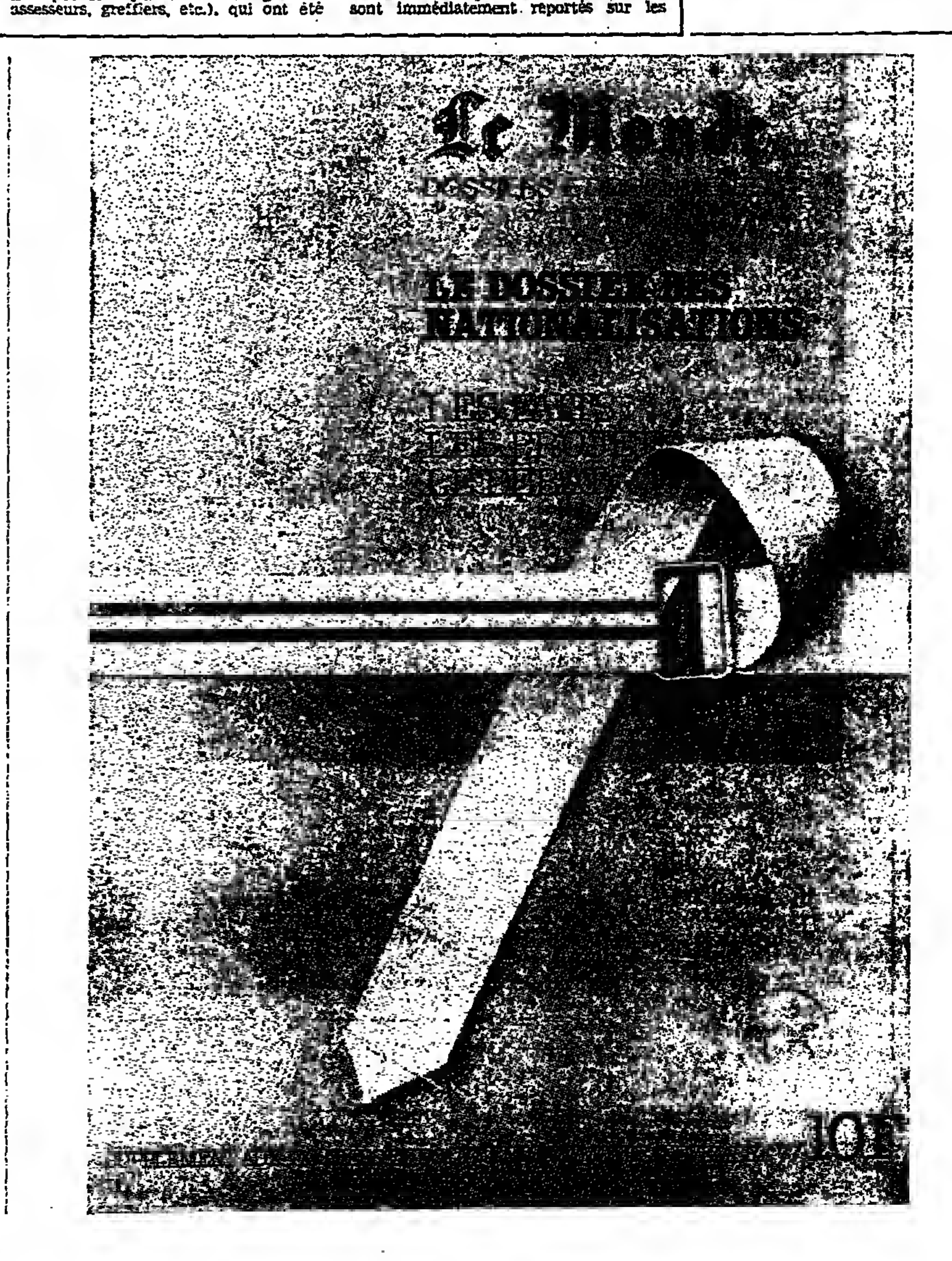
Les travaux publiés en France concernent essentiellement la gestion privée des portefeuilles. Par contre, tout le champ des relations entre la firme et le marché financier, son rôle en tant que circuit de financement, les degrés de liberté et les contraintes qu'il représente, son intégration dans l'élaboration de la stratégie des entreprises restent encore très peu explorés.

Pour faciliter la tâche des chercheurs, la Compagnie des agents de change leur ouvre son centre de documentation et son service d'études et tient à jour, à leur intention, une base de données boursières.

Les renseignements peuvent être obtenus près la Direction des relations extérieures de la Chambre syndicale des agents de change, 4, place de la Bourse, 75080 Paris Cedex 02 (tél. : 233-51-35).





## L'endettement du monde socialiste

# LES PAYS DE L'EST EUROPÉEN COMPTENT AUGMENTER ENCORE LEURS ACHATS DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

Une cinquantaine de banquiers, d'économistes et de fonctionnaires du monde occidental et des pays communistes ont participé du 17 au 19 octobre, à Budapest, à un colloque consacré aux « problèmes monétaires et financiers à l'Est et à l'Ouest ». Cette rencontre, organisée par l'Institut viennois pour les comparaisons économiques internationales et l'Institut d'économie mondiale auprès de l'Académie hongroise des sciences, était la quatrième du genre. Les trois premières s'étaient déroulées successivement à Vienne (octobre 1975), Tbilissi (juin 1976) et Baden (avril 1977).

PARMI les thèmes abordés : l'endettement croissant des pays de l'Est européen. L'originalité de cette entreprise mérite d'être soulignée. Il s'agit, dans l'esprit des organisateurs, de donner l'occasion à des spécialistes d'examiner de façon comparative les phénomènes d'évolution des politiques économiques à l'Est et à l'Ouest et leur interaction sur les deux systèmes (1). A Budapest, les experts, réunis dans les salons de l'hôtel Gellert, se sont livrés, dans un climat de discussion particulièrement ouvert, à une analyse du commerce Est-Ouest et des problèmes monétaires, financiers et économiques qui en définissent les tendances et les limites. Il était logique que soient aussi échangées des vues sur la réforme du système monétaire mondial et la création, dans un avenir certes encore lointain, d'un système qualifié d'universel qui permettrait d'intégrer les pays actuellement rattachés à la zone rouble. Ce ne fut pas la partie la moins intéressante des débats, en dépit de son caractère quelque peu théorique. *Nous y reviendrons dans un prochain article.*

L'endettement des pays de l'Est a-t-il atteint un seuil inquiétant, voire intolérable ? Peut-on envisager sa réduction dans les années à venir ? Quels seraient les moyens les plus appropriés pour se rapprocher d'une situation d'équilibre ?

A ces questions, les spécialistes de l'Est et de l'Ouest, réunis à Budapest, ont été presque unanimes pour apporter les mêmes réponses :

1) Le volume de l'endettement par les pays communistes n'a pas de quoi éveiller des craintes excessives. Un banquier américain devait même dire que les pays de l'Est sont de « *bons risques en matière de crédit* ».

2) Cet endettement est un phénomène durable. Si les prévisions d'évolution du commerce extérieur faites par les Etats membres du Comecon eux-mêmes sont respectées, il devrait continuer à augmenter d'ici à 1980. Un retour à l'équilibre ne serait pas envisageable avant dix ou quinze ans.

3) Une réduction par l'Est des importations en provenance d'Occident peut freiner provisoirement l'extension *de cet endettement et contribuer* à le stabiliser, mais à long terme cette méthode comporte de grands risques économiques et politiques, en premier lieu pour les pays de l'Est eux-mêmes. C'est au contraire dans une expansion des échanges et donc dans une amélioration des capacités d'exportation de l'Est vers l'Ouest, simultanément au maintien de la croissance des importations de technologies occidentales par le bloc communiste, qu'il faut voir le moyen le plus sûr de renforcer la crédibilité des débiteurs que sont actuellement les pays du Comecon. Ce qui peut comporter d'autres risques. (Voir les remarques d'un économiste américain que rapporte Paul Fabra dans son article de la page 23.)

Un certain nombre de points d'interrogation, comme l'ont remarqué plusieurs participants occidentaux, obscurcissent l'analyse et rendent parfois difficile le jugement lorsqu'il est question de l'endettement des pays de l'Est. L'un de ces points, et ce n'est pas le moins négligeable, concerne le montant actuel de cet endettement. Les pays communistes n'ont pas l'habitude, en effet, de publier leurs statistiques financières — la Hongrie toutefois s'apprêterait à le faire — et le maintien du secret rend problématiques les évaluations. Aussi la contribution présentée en son nom personnel par M. Lawrence Bairnard, vice-président de la Bankers Trust Company (New-York), a-t-elle été particulièrement utile. Selon cette étude, le déficit commercial cumulé des pays de l'Est de 1961 à 1976 serait de l'ordre de 42,5 milliards de dollars. Plus de la moitié de ce déficit relèverait des deux dernières années (1975 et 1976) et 85 % depuis 1971. L'endettement proprement dit de ces Etats évalué à partir de sources financières occidentales, bancaires ou gouvernementales, s'élevait selon cette même étude, à 46,8 milliards de dollars en terme brut à *la fin de 1976. L'endettement net*, c'est-à-dire déduction faite des sommes en eurodevises détenues par les pays de l'Est dans des banques occidentales, se situait, à la même date, autour de 38,8 milliards de dollars. Les emprunts contractés par les deux banques du Comecon — la Banque internationale d'investissements et la Banque internationale de coopération économique — ont été pris en compte dans ces calculs. Malheureusement, aucun représentant de ces deux organismes, bien qu'ils eussent été invités, n'était présent à Budapest pour apporter des précisions à ce sujet.

### 90 millions de dollars en 1980 ?

Environ 65 % des prêts fournis à l'Est sont d'origine bancaire, et près de la moitié sont des prêts à court terme (moins d'un an). Ces proportions sont à peu près les mêmes que celles qui caractérisent l'endettement des pays en voie de développement, ceux-ci étant toutefois un peu moins engagés auprès des banques (50 à 55 %). Les pays de l'Est sont réputés pour honorer ponctuellement leurs dettes, mais il est clair que, si l'un d'entre eux devait connaître des difficultés de paiement, sa crédibilité s'en ressentirait auprès des banquiers occidentaux, et cela risquerait même de rejaillir sur l'ensemble des membres du Comecon. La Pologne avait bien, naguère, suscité quelques doutes...

Quels critères utiliser pour évaluer l'importance relative prise par l'endettement de l'Est, et déterminer si une limite a été atteinte ? Il en existe plusieurs : le professeur Levcik de Vienne, l'un des principaux animateurs du colloque de Budapest, a calculé par exemple que l'endettement global du Comecon *ne représente pas plus de 4 %* du produit social brut des pays de ce groupe. En comparaison les pays en voie de développement seraient cinq fois plus endettés, alors qu'ils fournissent à peine 10 % de la production industrielle mondiale, contre 30 % pour le bloc oriental.

Comparé au volume des exportations vers l'Ouest, le niveau de l'endettement des pays de l'Est apparaît sous un jour un peu plus défavorable. La situation varie toutefois d'un pays à l'autre : l'endettement net de la Bulgarie, par exemple, est plus de trois fois plus élevé que le volume de ses exportations en devises. Celui de la Tchécoslovaquie est au contraire inférieur au montant de ses ventes annuelles vers l'Ouest. Là encore les proportions ne diffèrent pas sensiblement de celles établies pour nombre de pays en voie de développement.

Selon le professeur Levcik, l'Est devrait continuer à s'endetter au cours de l'actuel quinquennat, le montant de ses dettes devant se situer en 1980, d'après ses calculs, entre 80 et 90 milliards de dollars, compte non tenu des intérêts. Le professeur Norbert Kloten, président de la Landeszentralbank du Bade-Wurtemberg, a avancé pour sa part une estimation de 65 milliards de dollars en 1980. Certains représentants de l'Est, comme M. Egon Kemenes, membre de l'Institut d'économie mondiale de Budapest, se sont montrés plus optimistes : se référant à une étude du ministère du commerce extérieur polonais, M. Kloten a envisagé la possibilité d'une résorption totale du déficit du Comecon d'ici à 1980.

Une telle vue se fonde sur l'éventualité d'un meilleur écoulement [...] l'Ouest des produits de l'Est, et sur [...] freinage des importations occidenta[...] Cette hypothèse n'est cependant [...] celle qui est le plus généralem[...] retenue quand est envisagé l'avenir [...] commerce Est-Ouest. M. Matyas Tim[...] président de la Banque nationale h[...] groise, devait dire lui-même que l'au[...]mentation des échanges Est-Ouest d[...] les prochaines années « *proviendrait* [...] *premier lieu d'une croissance des imp[...]tations des pays socialistes* ».

### Moderniser l'apparei[l] de production

Une telle évolution est en effet dét[...]minée par une série de facteurs inter[...] et externes au Comecon, que M. Br[...]nard a résumés ainsi :

1. — *Facteurs internes.* Les réser[...] de main-d'œuvre dans la plupart [...] pays de l'Est étant aujourd'hui épuis[...] l'augmentation de la productivité [...] l'avenir résultera principalement d'[...] modernisation de l'appareil de prod[...]tion. L'intérêt pour les technolog[...] occidentales restera donc très vif. D'[...]tre part, les efforts en vue d'une p[...] grande intégration au sein [...] Comecon sont entravés par l'ina[...]quation du système financier et [...] transfert des technologies. À l'intéri[...] de cette sphère restera encore lim[...] Enfin, les besoins croissants d'éner[...] et de matières premières feront sen[...] leurs effets sur les balances comm[...]ciales, l'U.R.S.S. ne pouvant, ou ne v[...]lant plus *fournir à ses partenaires* [...] l'approvisionnement nécessaire, et l'én[...]gie nucléaire ne devant pas couvrir [...] partie notable des besoins avant 19[...]

2. — *Facteurs externes.* La conjo[nc]ture économique devrait rester [...] hésitante dans les pays occident[...] jusqu'en 1980, tandis que l'inflation [...] baissera *pas sensiblement*. On ris[...] fort par conséquent d'assister à [...] multiplication de mesures protecti[...]nistes qui toucheront particulièrem[...] les produits en provenance de l'Est. [...] concurrence des pays en voie de dé[ve]loppement va se faire plus forte. [...] enfin les liquidités sur les marc[...] internationaux devraient se restrein[...] à partir de 1978.

Dans ces conditions, une limitat[...] trop sévère, par les pays du Comec[...] des importations en provenance [...] l'Ouest pourrait avoir de graves con[...]quences pour ces économies. Une t[...] politique aurait pour effet de dimin[...] le taux de croissance, et donc de sat[...] faire encore moins bien qu'aujourd'[...] les besoins de consommation des po[pu]lations concernées. Elle empêcher[...] d'autre part les dirigeants des p[...] communistes de procéder aux réform[...] de structures indispensables s'ils veul[...] améliorer leurs chances d'exportati[...] sur les marchés occidentaux. A lo[...] terme, les risques d'un tel choix [...] donc particulièrement élevés.

### Mieux vendre

Il apparaît, par conséquent, que [...] pays communistes ont tout intérêt [...] favoriser un accroissement de leu[...] achats à l'Ouest, en particulier de bie[...] de production, et à inciter, par dive[...] moyens, leurs entreprises à mieux ve[n]dre. A cet égard, la coopération indu[s]trielle, qui semble montrer des sign[...] d'essoufflement, pourrait être relanc[...] si les firmes occidentales étaient ass[u]rées de tirer un meilleur profit de leu[...] investissements.

Les pays de l'Est, ont estimé plusieu[...] représentants occidentaux, devraien[...] aussi fournir davantage d'informatio[...] sur leurs projets de développement [...] leurs prévisions économiques et finan[...]cières. Si, en effet, certains milieu[...] d'affaires nourrissent des craintes e[...] Occident au sujet de l'endettement d[...] Comecon, c'est moins à cause de so[...] montant qu'en raison de son brut[...] accroissement depuis trois ans, et d[...] manque de renseignements quant à so[...] volume réel. Certains participants on[...] estimé que l'entrée des pays communis[...]tes au Fonds monétaire international, qui était d'ailleurs représenté à Budapest, et à la Banque mondiale, serait pou[...] eux un bon moyen de mieux fair[...] entendre leurs voix sur le plan international.

Il va de soi, enfin, que, dans leu[...] propre intérêt, les pays occidentau[...] devraient lever un certain nombre d[...] discriminations et d'obstacles douanier[...] ou contingentaires qui frappent actuel[...]lement les produits en provenance d[...] l'Est. Il est en effet assez inconséquent de la part de l'Ouest, de vendre, pa[...] exemple, à un pays de l'Est une usin[...] de fabrication de fibres en polyester, e[...] de multiplier ensuite les restrictions [...] l'importation de ces mêmes fibres. D[...] telles pratiques, devait remarquer u[...] économiste hongrois, font souvent pen[...]ser aux dirigeants de l'Est que le com[...]merce avec l'Ouest ressemble à un[...] course de 110 mètres haies.

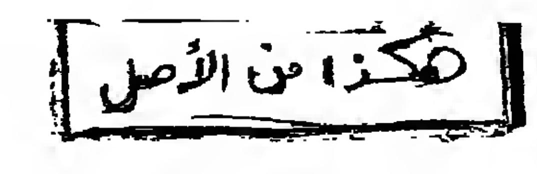
En conclusion, la plupart des parti[...]cipants ont été d'accord pour estime[...] que l'interdépendance entre l'Est e[...] l'Ouest se développera d'autant plu[...] facilement que le climat politique entr[...] les deux blocs sera plus serein. L'appro[...]fondissement de la détente est don[...] apparu comme une condition plus néces[...]saire que jamais au développement d[...] commerce Est-Ouest.

MANUEL LUCBERT.

(1) Les travaux des trois premiers co[l]loques ont été publiés par les Edition[...] Springer Verlag-Vienne-New-York. *Le der[...]nier* ouvrage consacré aux politiques indus[...]triels et aux transferts de technologie entre l'Est et l'Ouest est paru en 197[...] *On peut se le procurer en s'adressant* [...] l'Institut viennois pour les comparaison[...] économiques internationales.







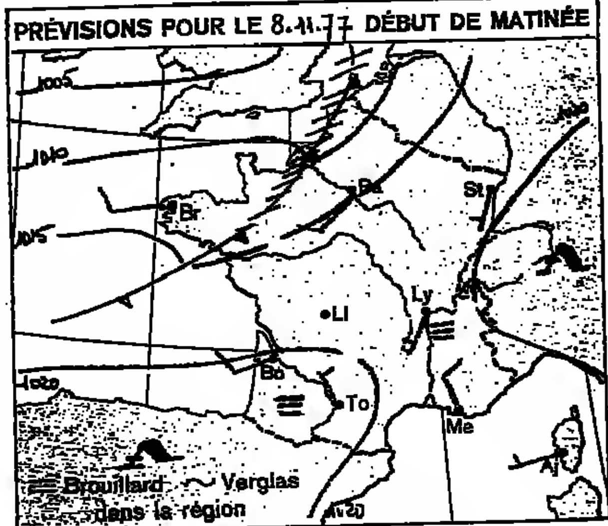
هكذا من الأصل



# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE




Évolution probable du temps en France entre le lundi 7 novembre à 0 heure et le mardi 8 novembre à 24 heures :

Les perturbations qui continuent à circuler de l'Atlantique aux îles Britanniques et à la Scandinavie ne toucheront encore la France que par leur bordure méridionale très atténuée.

Mardi 8 novembre, une bande étroite de nuages abondants, donnant quelques faibles pluies éparses, s'étendra le matin de la Vendée aux Ardennes. Elle progressera vers l'est au cours de la journée, mais en se désagrégeant. Elle sera suivie d'un temps plus frais avec de belles éclaircies, mais, le soir, le ciel deviendra très nuageux sur la Bretagne et le Cotentin. Les vents, de sud-ouest à ouest, seront assez forts près des côtes, modérés dans l'intérieur.

Sur la moitié sud de la France, après des brouillards matinaux de l'Aquitaine au Massif Central, le temps sera généralement ensoleillé, une nette amélioration faisant suite, dans le Sud-Est et la Corse, aux orages de la veille et de la nuit.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Ajaccio, 21 et 10 degrés ; Biarritz, 21 et 14 ; Bordeaux, 20 et 7 ; Brest, 14 et 8 ; Caen, 11 et 5 ; Cherbourg, 11 et 7 ; Clermont-Ferrand, 18 et 3 ; Dijon, 16 et 7 ; Grenoble, 13 et 6 ; Lille, 11 et 10 ; Lyon, 14 et 8 ; Marseille, 20 et 15 ; Nancy, 15 et 5 ; Nantes, 18 et 6 ; Nice, 19 et 14 ; Paris-Le Bourget, 17 et 6 ; Pau, 18 et 10 ; Perpignan, 17 et 10 ; Rennes, 18 et 6 ; Strasbourg, 16 et 4 ; Tours, 17 et 8 ; Toulouse, 17 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 14 degrés ; Amsterdam, 13 et 6 ; Athènes, 22 et 16 ; Berlin, 14 et 8 ; Bonn, 16 et 10 ; Bruxelles, 13 et 12 ; îles Canaries, 23 (max.) ; Copenhague, 11 et 8 ; Genève, 11 et 5 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 13 et 8 ; Madrid, 14 et 6 ; Moscou, —2 et —4 ; New-York, 14 et 10 ; Palma-de-Majorque, 22 et 14 ; Rome, 22 et 10 ; Stockholm, 10 et 7 ; Téhéran, 18 et 8.

## Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 6 novembre 1977 :

DES ARRETES

● Fixant les taux des indemnités allouées au personnel médical des établissements pénitentiaires ;

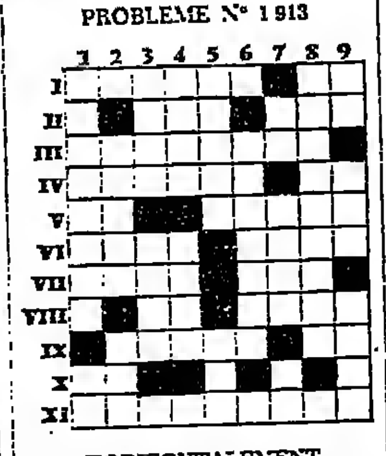
● Fixant les conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire ;

∴

Le « Journal officiel » publie d'autre part des décrets portant nomination d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, au grade de chevalier de la Légion d'honneur.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 913




HORIZONTALEMENT

I. Il faut être fort pour le défaire ; Un peu d'eau dans les terres. — II. Régna jadis ; A souvent le bras long et nous met parfois dans une situation instable. — III. Semblent ignorer la ligne droite pour se rendre d'un point à un autre. — IV. Conduisent ; Pronom. — V. Annonce un total épanouissement astral ; Pelle. — VI. Commence à paraître ; Trop peu éclairée. — VII. Décidait de l'issue des batailles ; Tourbe. — VIII. Localité de France ; Naturel. — IX. Riches en éléments solides ; Abréviation. — X. Transforme un savant en pédant. — XI. Peu sérieuse quand elle est timide.

VERTICALEMENT

1. Doivent être capables de frapper ; Note. — 2. Bien gardés ; Prouve sa détermination. — 3. Agent de publicité ; Souvenirs de voyages ou de vacances. — 4. Pronom ; Était souvent belliqueux. — 5. On les rapproche en les battant ; Épuisé. — 6. Tables de travail. — 7. Ne détestèrent pas (épelé) ; Un par famille ! ; Bradype. — 8. Ne mettent pas les pouces. — 9. Cité ; Combattit dans le Sud ; Coule en Espagne.

Solution du problème n° 1 912

*Horizontalement*

I. Comptable. — II. A.R. ; Ouïrais. — III. Raplate. — IV. Nier ; S.v.p. — V. Base ; Asie. — VI. Otaries. — VII. Neuve ; Eu. — VIII. Mus. — IX. Brassière. — X. Bai ; Torse. — XI. Eut ; One !

*Verticalement*

1. Carne ; Abbé. — 2. Oraison ; Rau. — 3. Pesterait. — 4. Poireau. — 5. Tua ; R.V. ; StO. — 6. Ait ; Aïe ! ; Ion. — 7. Bresse ; mère. — 8. La ; Viseurs. — 9. Es ; Pé ; Usées.

GUY BROUTY.





# LETTRES

## TROIS DISPARITIONS

# René Goscinny
## *Le père d'Astérix*

**René Goscinny, scénariste de bandes dessinées, est mort samedi 5 novembre à Paris dans une clinique, au cours d'un test d'effort cardiologique. Il était âgé de cinquante et un ans. Ses obsèques auront lieu mercredi matin à Paris.**

René Goscinny était à la bande dessinée ce que la tour Eiffel est à Paris, ce que Balzac est au roman français, en un mot ce qu'Obélix est à Astérix. « *Je ne suis qu'un amuseur*, aimait-il pourtant à répéter, *le rire est obligatoirement une contestation, mais je ne crois pas qu'il puisse devenir une plate-forme morale ou politique.* » (1) Le succès remporté depuis plus de treize ans par ses œuvres montre toutefois que Goscinny était autre chose qu'un amuseur, car les amuseurs lassent. Pas lui. Sa « *timidité* » qu'il qualifiait lui-même de « *maladive* » le rendait très sensible aux critiques et aux contestations, surtout quand elles émanaient de ceux qu'il avait couvés sous son aile. Artisan du renouveau de la bande dessinée française, il avait entraîné dans son sillage une kyrielle de dessinateurs et de scénaristes qui sont les grands noms d'aujourd'hui : Bretécher, Druillet, Gotlib, Giraud, Mandryka, etc. Mais, comme tant de fondateurs, il avait durement ressenti les hérésies et les infidélités.

Né le 14 août 1926 à Paris, René Goscinny passe son enfance et son adolescence à Buenos-Aires, où travaille son père. En 1943, celui-ci meurt, alors que René Goscinny n'est que bachelier. Après avoir occupé divers emplois subalternes dans le commerce, il part, à dix-neuf ans, vivre sa vie à New-York. Il tente sa chance dans l'édition enfantine et dans la publicité, mais en reviendra vite, et c'est à vingt ans, en 1946, qu'il découvre la France. A cette époque la France est dominée par la B.D. belge (*Tintin* et *Spirou*). En 1951, il est nommé à la direction parisienne d'une agence de presse belge. C'est là qu'il fera la rencontre, décisive, du dessinateur Albert Uderzo. Pendant quelques années il collabore à divers journaux de jeunes ou d'adultes comme scénariste, car il a rapidement renoncé à faire une carrière de dessinateur.

### La création de « Pilote »

Le grand tournant de sa carrière est pris le 29 octobre 1959. Ce jour-là paraît le premier numéro d'un hebdomadaire de bandes dessinées qui vise à la fois le public des jeunes et celui des adultes : *Pilote*. C'est le début des aventures d'*Astérix le Gaulois*, avec Uderzo. Auparavant, les deux hommes avaient éprouvé leur collaboration dans la série *Oumpah-Pah le Peau-rouge* publiée dans *Tintin* de 1958 à 1962. Débuts modestes : le premier album d'*Astérix*, publié en 1961, sera vendu d'abord à six mille exemplaires. Il s'est rattrapé depuis puisque chaque nouvel album dépasse le million. Parallèlement, Goscinny continue à rédiger *les Aventures du petit Nicolas*, illustrées par Sempé, et commencées en 1954. Elles lui vaudront, en 1966, le prix Alphonse Allais. Sa collaboration avec le dessinateur Morris, créateur de *Lucky Luke*, commencée en 1954, durera jusqu'à sa mort : le dernier album, *le Fil qui chante*, a été publié il y a quelques semaines. La création la plus récente, dans l'univers des héros de Goscinny, date de 1962 avec le personnage d'Iznogoud, le vizir assoiffé de pouvoir, dessiné par Tabary.

Le succès d'Astérix s'est affirmé à partir de 1964. Goscinny lui-même a parlé d'« hystérie ». Vingt-trois albums parus, le dernier, *Astérix chez les Belges*, devant sortir prochainement. Des tirages plusieurs fois « millionnaires ». Des traductions dans une vingtaine de langues (y compris le japonais et le breton). En 1974, *le Monde* avait publié en feuilleton *le Cadeau de César*.



(Dessin de CHENEZ.)

Pourquoi ce petit Gaulois blond, moustachu, laid, affublé d'un casque ailé et encombré d'un énorme ami, Obélix le livreur de menhirs, a-t-il conquis à la fois le public des enfants et celui des adultes, les Français aussi bien que les Allemands (les ventes d'*Astérix*, en République fédérale, égalent les ventes en France) ? La résistance farouche de ce petit village d'Armorique, planté dans l'empire romain comme une épine dans le pied d'un géant, serait-ce la revanche mythologique de David sur Goliath ?

### Comme Mickey

Astérix est le porte-parole de tous les petits malins de l'univers, de tous ceux à qui « *on ne la fait pas* ». Ils sont — si l'on ose dire — légion, et la France n'en a pas le monopole. C'est sans doute pour avoir fait vibrer cette corde, qui est au cœur de tout homme, qu'Astérix a acquis, en Occident, la célébrité de Mickey en son temps.

Comme Mickey, c'est un être minuscule, énergique sans méchanceté, vif sans sottise. Il est le héros du système D de l'intelligence, le petit qui met les gros, l'homme de base qui ridiculise les puissants. Surtout : il aime son village, son chef et ses amis. N'en laisons pas un révolutionnaire. Astérix n'a qu'une ambition : banqueter en paix au coin du feu dans son village natal : toutes ses aventures s'achèvent ainsi. Les tourments de la modernité et de l'organisation, il les repousse avec horreur. De toutes ses équipées à travers le monde, il rapporte une seule certitude : on n'est bien que chez soi. Il est le villageois que tous les Occidentaux portent au fond d'eux-mêmes.

Goscinny se défendait de vouloir être le Walt Disney français. L'évolution de sa carrière montre pourtant qu'il marchait sur ses traces. Il avait mobilisé sa fortune pour créer, en 1974, avec Uderzo et l'éditeur Georges Dargaud, le premier studio industriel français de longs métrages d'animation, le Studio Idéfix — du nom du petit chien d'Astérix. Cette entreprise, qui emploie quatre-vingts personnes, a produit, en 1976, *Les douze travaux d'Astérix* (deux millions d'entrées en Allemagne) et s'apprête à sortir, au printemps prochain, *la Ballade de Lucky Luke*.

Peu de temps avant sa mort, Goscinny aura remporté une victoire, qui fut sans doute l'un des plus ardents désirs de sa vie : un syndicat américain de bandes dessinées a entrepris, depuis trois semaines, de publier simultanément dans cent quinze journaux (dont le *Los Angeles Times*) les aventures d'Astérix. Ainsi se trouve consacrée dans la patrie de la B.D. l'œuvre de celui qui, le premier en France, a compris que cet outil de communication devait sortir du ghetto de l'enfance où l'école belge l'avait maintenu. « *Mon seul rival international*, disait de Gaulle à Malraux, *c'est Tintin.* » Il se trompait de siècle : c'était *Astérix*.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Entretien avec Colette Godard dans *le Monde* du 1er avril 1976.

# Armand Lunel

**Armand Lunel vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Monte-Carlo, où il avait enseigné et où il résidait depuis de nombreuses années.**

Né en 1892 à Aix-en-Provence, dans une famille juive d'origine comtadine, il fut l'exemple parfait d'un écrivain attaché à unir en une même veine une double inspiration judaïque et provençale. Descendant d'un rabbin-poète de Carpentras connu au dix-huitième siècle, formé par un grand-père érudit qui lui parlait de Mistral et de l'histoire du Comtat Venaissin, il chercha dans ces souvenirs la matière de son œuvre romanesque. Ce fut d'abord *l'Imagerie du cordier*, où il fit revivre des moments de sa jeunesse. Puis *Esther de Carpentras*, qui allait plus tard s'offrir en livret à Darius Milhaud. Enfin, *Niccolo-Peccavi*, où, avec un art de conteur merveilleux, il évoquait la résonance de l'affaire Dreyfus à Carpentras. Ce roman devait recevoir en 1926 le premier prix Théophraste-Renaudot : il a fait récemment encore l'objet d'une réédition dans la collection de poche « Folio ».

Vinrent ensuite *Noire et Grise*, *les Amandes d'Aix* — un très beau livre qui devait désigner son auteur comme un chantre du pays aixois — et *la Belle à la fontaine*. Appartenant à une génération qui s'était formée à la littérature entre les deux guerres, Armand Lunel devait être amené, après 1950, à ralentir sa production romanesque tout en continuant à écrire sur la Provence et à témoigner de la vie des *Juifs du Languedoc, de la Provence et des États français du pape*, selon le titre de son dernier livre. Mais son œuvre n'était pas oubliée, comme l'a rappelé avec éclat le Grand Prix national des lettres qui lui fut attribué en 1976.

Cet écrivain était un homme de culture et d'engagement. Son affabilité méridionale, son humour malicieux de conteur familier, sa simplicité, finissaient par faire oublier qu'il était normalien et agrégé de philosophie, qu'il ne séparait pas l'art d'écrire de la pensée, que sa vie avait été tout entière traversée par un combat résolu contre le fascisme et l'antisémitisme, qu'il en avait donné la preuve jusque dans ses toutes dernières années par son activité inlassable à la Société européenne de culture. Il restera, avec d'autres créateurs qui furent ses amis, comme Albert Cohen ou Darius Milhaud, un des représentants les plus authentiques de ce qu'on pourrait appeler le visage provençal de la culture et de la pensée juives.

## GASTON BAISSETTE

**L'écrivain languedocien Gaston Baissette est mort, le 5 novembre, dans une clinique du Gard. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.**

Né à Albi en 1900, Gaston Baissette avait publié, très jeune, des poèmes et des nouvelles et collaboré aux *Cahiers du Sud*. Docteur en médecine, il avait longtemps poursuivi parallèlement une carrière d'écrivain et de journaliste et avait participé, en 1944, à la création du *Médecin français*, dont il sera rédacteur en chef jusqu'en 1956. C'est par le roman, à couleur régionaliste et marxiste, qu'il devait continuer sa carrière littéraire.

En 1964, il avait reçu le prix littéraire Eugène Le Roy pour *le Soleil de Maguelone*, et, en 1975, le prix Littré pour *le Vin de feu* (Julliard). Un de ses romans, *Ces grappes de ma vigne*, publié en 1956 aux Éditeurs français réunis, avait été adapté récemment à la télévision.

# ARTS ET SPECTACLES

## LE JOUR DE LA MUSIQUE

### La lecture suspendue par la réflexion.

Conditions de la musique : *un livre difficile bien qu'exempt d'obscurités, abordant les sujets les plus divers : analyse, rythme, tablature et syntaxe, Debussy, Mozart, la musique sérielle, l'expressionnisme. Ecrit par un musicien belge, André Souris (1899-1970), tout à la fois compositeur, musicologue, chef d'orchestre et pédagogue, ce recueil de textes pose plus de questions qu'il ne prétend en résoudre car, au lieu de réduire les données des problèmes soulevés, l'auteur s'attache à en faire mesurer la complexité.*

*A côté d'ouvrages sérieux à force d'affectation ou de tentatives de vulgarisation dépourvues de rigueur, ces 300 pages étonnent : résolument didactiques, elles n'en imposent pas et, la lecture suspendue par la réflexion, on y revient chaque fois plus familièrement. C'est peut-être ce qu'on appelle un livre de chevet.*

★ Editions de l'université de Bruxelles et Editions du C.N.R.S. de Paris. 311 pages. 96 F.

### Nuits sans nuit.

*Du cri au geste et du geste au regard, sur des textes de Michel Leiris,* Nuits sans nuit *réveille et force au rêve : dans le noir, une allumette craque le silence ; rythme du geste qui la promène, tremblement irrégulier de la flamme, bustes blancs de C. Ringer et D. Berlioux en vêtements de nuit. La flamme s'éteint, tout est à recommencer, d'une autre façon. Récit onirique lu à plusieurs niveaux, avec l'écho, en coulisse, d'un piano et d'une clarinette ; humour, cris, râles, rien n'est occidental, et, si l'on ne sait plus où s'arrête la mise en scène de Michael Lonsdale, où commence la musique de M. Puig, c'est qu'on n'est pas très loin de l'impossible théâtre musical.*

★ Aire libre Montparnasse, 3, impasse de la Gaîté, Paris 14e, à 20 h. 30, dimanche à 18 h. ; relâche lundi et mardi (jusqu'au 4 décembre).

### Au-delà du clavier.

*Face aux intégrales ventrues et aux anthologies racoleuses, un récital Beethoven qui ressemble à un concert imaginaire : les trois sonates de de l'opus 10, les deux de l'opus 27 « quasi una fantasia », l'opus 53 Waldstein (l'opus 106 paraîtra séparément). Au piano, suspect pour certains d'avoir échappé au Conservatoire et réussi Polytechnique, de jouer Boulez, Xénakis, Claude Helffer fait la lecture, sans déclamer. Froideur, distance, intellectualisme ? Quelque chose de plus au contraire : une simplicité mûrie, volontaire, la passion d'être et le refus de paraître. L'inspiration, ici, c'est le texte et parfois on en oublie le piano... Il reste la musique qui chante, délivrée du clavier.*

★ Coffret de trois disques Harmonia Mundi 971/73. Prix souscription : 115,80 F.

### Provinces lyriques.

*On l'oublie trop volontiers : ce sont parfois, avec des budgets modestes, les scènes de province qui montrent l'exemple dans le domaine lyrique, et, pour peu que l'amateur d'opéra ait gardé le goût de l'aventure, il n'aura plus que l'embarras du choix :* Der Rosenkavalier, *à Strasbourg, les 23, 25 et 27 novembre ; à Mulhouse, les 2 et 4 décembre ; à Colmar, le 7 décembre.* Benvenuto Cellini, *à Nice, les 2 et 4 décembre (production du Capitole de Toulouse avec A. François, A. Vanzo, Y. Bisson, direction A. de Almeida).* Ariadne auf Naxos, *à Metz, les 2 et 4 décembre (direction M. Tabachnik. Mise en scène A. Batisse).* Cosi fan tutte, *à Nancy, les 9 et 11 décembre (avec R. Auphan, D. Perriers, R. Panerai, K. Lewis. Direction J.-C. Casadesus. Mise en scène J.-C. Auvray).* Un ballo in maschera, *à Rouen, les 9 et 11 décembre.* Falstaff, *à Bordeaux, les 9 et 11 décembre (avec G. Bacquier).* Fidelio, *à Toulouse, les 9, 10 et 13 décembre, à la Halle aux Grains (avec R. Stutinaru, G. Chauvet. Direction M. Plasson. Mise en scène J. Lavelli).* Werther, *à Lyon, les 10, 11 et 13 décembre (direction J. Périsson. Mise en scène G. Benhaim), et* Tristan und Isolde, *à Marseille, les 11, 14 et 17 décembre (avec R. Cassily et B. Lindholm. Direction D. Masson. Mise en scène P. Hager).*

## Musique

*RENCONTRE AVEC HANS-WERNER HENZE*

# Un certain pouvoir d'émotion

Dimanche matin, à Créteil : 11 heures et beaucoup de sièges vides dans la grande salle de la Maison des arts. A l'affiche, un concert consacré à Hans-Werner Henze avec l'ensemble Ars Nova placé sous la direction du compositeur.

Peu connu du public français, le nom de Henze doit pourtant être prononcé avec circonspection dans les cercles d'avant-garde d'où il est proscrit depuis vingt ans, pour avoir pris, avant tant d'autres, ses distances avec un académisme naissant né d'une systématisation abusive des acquisitions les plus extrêmes léguées par Schönberg et Webern. Retrouver un certain pouvoir d'émotion — au sens où l'on dit de telle page romantique qu'elle est émouvante — à une époque où le romantisme, au contraire, était de croire l'auditeur capable d'affiner à l'infini sa perception des phénomènes sonores, rendant légitimes certaines constructions parmi les plus complexes de toute l'histoire de la musique, c'était, disait-on, manquer d'idéalisme. Se donner pour but avoué d'être aussi bien compris par un public « vierge » que par des amateurs éclairés et réussir, c'était, en se faisant un nom sans prendre de risques, démontrer la faillite de ceux qui, utilisant le même langage avec une rigueur bien proche du masochisme, restaient dans l'ombre, cruellement incompris.

Henze risquait de plaire et à ceux pour qui l'hédonisme tant dénoncé n'était qu'un très léger défaut, on opposait, sans trop y regarder de près, un manque de métier véritable et un dangereux savoir-faire dû à une prodigieuse, à une insolente facilité ; un catalogue impressionnant, donc forcément inégal...

Pourtant, si pures que soient les intentions de ceux dont l'idéal artistique s'oppose à certains épanchements de Henze, ils auraient tort de poursuivre une guerre sainte contre un compositeur qui aurait pu plus tôt s'imposer en France comme ailleurs — les rares auditions de ses œuvres tant lyriques que symphoniques le prouvent — si tant de chefs, d'interprètes et de critiques ne s'étaient pas réunis dans une sorte de conspiration du silence dont le public, mal informé, continue de subir les conséquences sans avoir la possibilité de juger.

A cinquante et un ans, travailleur infatigable menant toujours plusieurs œuvres de front, Henze poursuit une ligne qui s'est dégagée peu à peu, depuis ses études avec Wolfgang Fortner juste après la guerre, sa découverte, après celle de Stravinsky, du dodécaphonisme, sa « trahison » au contact du *bel canto*, symbole de l'Italie où il s'est fixé, sa prise de position politique à Cuba, ses escapades avec des groupes de pop' music comme pour faire bonne mesure avec son goût des références au passé. Exercice de style ? « Non, plutôt pour indiquer au public dans quelle direction il doit écouter, dit-il, comme un poteau indicateur ; cela peut être un départ vers autre chose, une espèce de stratégie didactique. Mais ça arrive parfois tout à coup dans une composition : il y a une tendance pour moi-même à m'attacher, à fraterniser avec certains auteurs, avec Bach très souvent par exemple ». Et il ajoute : « Je commence seulement dans mes œuvres, à prendre en compte certaines intuitions de l'enfance ; on met toute sa vie à comprendre cette période tellement riche et déterminante pour la sensibilité. Je ne parle pas des relations que j'avais avec telle ou telle musique, mais de mes relations avec les sons. Tout ce que je compose ne constitue que les éléments d'une seule et unique œuvre qui sera achevée un jour imprévisible. En ce moment je travaille à des projets vieux de vingt ans, et que je ne réussissais pas à saisir dans leur entier, il manquait quelque chose. C'est comme une horloge intérieure : il y a des gens qui croient que c'est Dieu ou qui appellent ça l'inspiration, c'est le temps qui travaille comme une seconde nature — c'est la nature tout simplement, pas une seconde nature — et qui décide quand une chose est mûre. »

### Des gens tristes et amers

Henze ne parle pas volontiers de son travail de compositeur. Après un silence il détourne la conversation sur la luminosité du ciel : « Che bella luce ! » — il chantonne un instant, — sur les chats qui jouent dans le jardin et évoque trois projets avec Edward Bond (après « *We come to the river* » créé à Covent Garden en juillet 1976), librettiste idéal, modifiant son texte en fonction des exigences musicales, donnant d'un jour sur l'autre les vingt-cinq syllabes manquantes...

Préoccupé par la situation politique en Allemagne, Henze s'inquiète aussi des difficultés qu'il va rencontrer pour faire venir un document filmé sur Che Guevara pour sa mise en scène d'*El Cimarron* à Stuttgart au printemps prochain.

Et puis il y a Montepulciano, « chantier d'art contemporain », qu'il anime dans une petite ville de la Toscane du Sud : une zone sous-développée industriellement, dans une grande misère ; j'y suis allé d'abord, pour voir. Les gens étaient tristes, amers et j'ai accepté ; je pensais que si la musique a un sens, alors elle peut changer les choses ici. Les paysans sont très pauvres, ils étaient méfiants, mais cela fait deux ans et maintenant c'est très différent. Tout le monde travaille sans cachet, même de grands artistes : un mois de répétitions, deux semaines de spectacle, on loge chez l'habitant, les retransmissions radio aident à couvrir les frais. Ce qui semble étonnant c'est que les gens soient si réceptifs à la musique contemporaine, mais d'abord ils n'ont pas de références, ensuite ils n'ont pas peur, comme le public bourgeois, que cette nouvelle musique vienne ôter quelque chose de *leur* patrimoine. Mais nous faisons aussi de la musique classique : nous avions d'abord choisi le thème d'Orphée parce que le premier *Orphée* au théâtre est l'œuvre d'un citoyen de Montepulciano... Il fallait flatter un peu leur campanilisme. L'an prochain ce sera l'Espagne d'aujourd'hui avec le thème de *la Folia*, qui a inspiré tant de compositeurs. »

Sur cette danse populaire, Henze vient d'écrire une série de variations pour ensemble instrumental qui, avec *Compases para preguntas ensimismadas* (1970), constitue la partie orchestrale du concert donné à Créteil, et qui sera repris ce lundi soir au Théâtre de l'Athénée, tandis que la claveciniste Elisabeth Chojnacka joue les *Six absences* et une pièce récente : *Lucy Escott* sur un thème de Bellini. Composer, dit aussi Henze, c'est raconter une histoire, comme dans les contes des frères Grimm : Il était une fois...

GERARD CONDE.

★ A l'Athénée, 4, square de l'Opéra Louis-Jouvet, à 21 heures.

★ Disque : *Compases para preguntas ensimismadas* ; London sinfonietta, dir. Henze (H. Foukal, alto), Decca Head 5.

# Sur les matelas

*(Suite de la première page.)*

Par ailleurs, l'implantation de la gigantesque installation sonore (douze groupes de haut-parleurs), disposée, sans doute pour des raisons techniques, en arc de cercle sur un seul côté, nuisait quelque peu à cette musique, par essence englobante, multipolaire, en la projetant en face de la foule comme un spectacle. Indéniablement, cela ôtait une dimension à « Gymkhana », cette étonnante fresque de ponctuations et de pulsations, de percussions et de notes instrumentales, qui tourne en polyphonies de rythmes asymétriques comme les constellations dans le ciel. Celles-ci paraissaient ici captives des haut-parleurs et d'une localisation trop étroite.

En revanche, « Futuristie », l'hommage à Luigi Russolo, auteur du « Manifeste futuriste » (« le Monde » du 18 octobre 1975), s'adaptait beaucoup mieux à ce dispositif, par son style « visionnaire » qui ne demande que la largeur ou la profondeur d'un grand écran.

Cette œuvre, dont beaucoup n'avaient pas saisi l'importance à Chaillot, est une sorte de méditation rétrospective et prospective sur la musique concrète. Des machines bricolées par les futuristes, des guimbardes phonographiques avec leurs lancinants toumis prêts à rendre l'âme, des « sillons morts » de la musique expérimentale dans l'enfance, de tous les sons avalés alors goulûment par un art encore naïf, Pierre Henry tire aujourd'hui des pièces étincelantes et savoureuses, avec ce réalisme épique qui le caractérise. Mais, insensiblement, il prend de la hauteur, paraphrasant de manière prodigieuse la « Symphonie pour un homme seul » qu'il composait jadis avec Pierre Schaeffer, et intégrant peu à peu de nouvelles conquêtes, comme ces « motifs » musicaux (chœur, sitar, tabla, jazz, etc.) comprimés en des formules brèves et pourtant riches de toute leur signification, qui se superposent en des polyphonies complexes et vertigineuses.

Un lyrisme de plus en plus par le maire de Lille.
impérieux élargit les perspectives de cette rêverie industrieuse à laquelle une extraordinaire vision condensée, comme « gelée », du premier mouvement de la « 9e Symphonie » de Beethoven vient donner sa signification symbolique, avant que l'œuvre s'achève avec une musique pleine d'entrain, tandis que les lumières s'allument, que toutes les têtes se dressent au-dessus des matelas, encore éblouies par tant d'images insolites et somptueuses.

Que le Festival de Lille ait fait salles combles avec Pierre Henry, on pouvait le prévoir ou l'espérer à la suite de nombreuses expériences. L'heureuse surprise est qu'un concert de musique contemporaine, organisé par « Musique Plus », sans œuvres « vedettes », ait presque rempli le Théâtre de Sébastopol (mille sept cents places), temple de l'opérette. Cela témoigne, et du goût des Lillois pour une musique dont ils ont sevrés, et de la confiance qu'ils accordent à l'équipe du festival mise en place

Si l'œuvre d'Alain Bancquart ne leur a pas paru aussi « simple » que son titre l'annonçait, et à juste raison, car on se perd dans les dédales de ces quatre pièces où le discours s'émiette à travers les jeux des timbres, ils ont accueilli avec enthousiasme « Forte-piano », de Kazimierz Serocki, partition vigoureuse aux oppositions simplistes, animée par les pianos frénétiques ou élégiaques des sœurs Labèque, « Arco 22 », d'Ivo Malec, où les vingt-deux instruments à cordes disputent un match extrêmement vivant et font assaut de virtuosité et d'invention, enfin « Three Places in New England », du père de la musique américaine, Charles Ives. Dans ces évocations charmantes de la Nouvelle-Angleterre, avec leur impressionnisme naïf, l'écho de leurs vieilles chansons et de leurs orphéons, l'Orchestre de Lille fit merveille sous la direction de Jean-Claude Casadesus, spécialement dans les terribles et réjouissantes polyrythmies du second mouvement, où convergent des musiques militaires, chacune jouant de son côté sa propre partition...

JACQUES LONCHAMPT.

## Cinéma

# Marta Meszaros, la famille et le mariage

*Elles deux*, le dernier film de la Hongroise Marta Meszaros, fait partie de la sélection officielle du Festival international de Paris, et a été présenté le 5 novembre.

« C'est une rencontre, dit Marta Meszaros, entre deux femmes, Mari (Marina Vlady), qui est devenue directrice d'un foyer d'hébergement pour ouvrières, et Juli (Lili Monori), une des pensionnaires de ce foyer, dont la vie est désordonnée à cause d'un mari ivrogne. L'amitié qui naît entre Mari et Juli va transformer leurs deux existences.

*— Ce thème de l'amitié entre femmes vous est familier.*

— On peut penser à *Adoption* ou à d'autres de mes films, mais j'ai élargi ce thème jusqu'aux rapports familiaux. Mari a derrière elle vingt ans de mariage et d'un ordre tout conventionnel qu'un changement d'habitudes fait éclater. Juli qui a toujours vécu de façon instable et sans unité familiale avec sa petite fille, se rend compte qu'un homme peut avoir le même besoin d'unité. Historiquement, la famille traditionnelle est en train de disparaître. En Hongrie, 90 % des femmes doivent travailler. Sur le plan économique, le sort des enfants est réglé par une prise en charge sociale. Mais, pour le reste c'est plus difficile. Je suis d'accord avec le travail des femmes ; cela leur donne une sorte d'indépendance. Le régime socialiste a d'ailleurs favorisé l'indépendance féminine par tout un système de lois dont les femmes ne profitent pas complètement. Le poids de la tradition reste très fort. Moralement, les femmes doivent donc apprendre à changer, à se connaître elles-mêmes.

*— Est-ce le véritable sujet de Elles deux ?*

— J'ai voulu faire un tableau des problèmes de la vie de famille actuelle dans toute leur complexité. D'un côté, une petite-bourgeoise, dont le mariage a bien marché pendant vingt ans, mais qui, n'ayant plus le souci de ses enfants, peut se mettre à exister toute seule, sans son mari. De l'autre, une ouvrière qui cherche un équilibre. L'ivrogne — qui cherchera à se guérir — sert de lien entre elles, de prise de conscience pour la petite-bourgeoise. Il n'y a pas là de confrontation entre deux classes. Je traite de la famille et du mariage d'une façon beaucoup plus générale. Mais comment une femme qui travaille huit à neuf heures par jour en usine peut-elle s'épanouir tout en étant épouse et mère ? Voilà une question importante, et je m'intéresse davantage au sort des gens simples. Sans doute, les problèmes féminins sont, pour moi, primordiaux. Il faut sortir de l'assujettissement social, sentimental et sexuel, auquel les femmes ont été soumises. Mais on ne peut pas imaginer une société sans hommes. On ne peut pas se réaliser dans un monde uniquement féminin. Mon prochain film racontera la vie d'un homme. »

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER.

★ Empire, 5 novembre.






## Théâtre

# « LA MÈRE », de Maxime Gorki

Le metteur en scène soviétique Iouri Lioubimov présente à Chaillot l'adaptation qu'il a faite avec Boris Glagoline de *la Mère* de Maxime Gorki.

Ce roman, paru en 1908, a gardé sa jeunesse dans l'esprit du peuple russe, parce que pour la première fois l'analyse très serrée des conditions de travail et la description des actes insurrectionnels ne conduisaient pas à un constat d'impasse, incitaient au contraire à la lutte et à l'espoir. Parce que, aussi, la générosité contagieuse du récit était vivifiée par la mère d'un militant, par « la mère » — or la mère, « mom' » comme l'on dit là-bas d'un seul son, en 1908 comme aujourd'hui, en Russie c'est sacré.

L'adaptation de Lioubimov est toute pénétrée de cet attachement fiévreux. On la croirait sécrétée par le suc d'une seule grande conscience qu'auraient formée, en soixante-dix ans, les réflexions attentives, les ferveurs, les souvenirs et les courages des femmes et des hommes qui ont lu *la Mère*. A propos de Shakespeare, Victor Hugo dit quelque par, à peu près (comment rechercher une citation dans les kilomètres de Victor Hugo dit quelque part, à peu près pas seul auteur de la pomme, que la terre y est pour beaucoup. Lioubimov est ce pommier, grâce à qui le mémoire soviétique a donné le jour à un grand poème de théâtre.

⁂

Poésie d'abord, en effet, que ce théâtre devenu, par la baguette magique de Lioubimov, un incandescent *foyer* spirituel. Ce foyer existe avant tout par la lumière. La lumière arrive tout droit dans les yeux du public comme elle vous atteint parfois, dans la forêt, à travers les arbres. La lumière se jette sur vous, comme un sentiment chaleureux qui ne peut pas se retenir, et une autre lumière, une autre vague de rayons, venue cette fois de derrière vous, se précipite vers la première, et ce n'est pas aveuglant, au contraire, l'union amoureuse de ces deux élans détermine une douceur, et même des îles de pénombre.

Alors, loin dans la mémoire et tout près dans le cœur, les poussières dansantes de ce tournoi de lumières suscitent une substance, et nous distinguons, sur la scène et à l'intérieur de nous, une *foule*, hommes et femmes, paysannes, ouvriers, forces de l'ordre avec leurs armes, jeunes filles et jeunes gens qui courent avec des étendards à l'assaut des baïonnettes, et au centre de tout cela, de ces cris, de ces chants, de ces embrassements amoureux qui font oublier les fusillades, au centre de tout cela se tient debout la mère, qui d'abord a peur pour son fils, qui lui porte des pommes vertes à la prison, qui attend ses lettres de la Sibérie, puis qui peu à peu passe de l'inquiétude au partage, introduit des tracts à l'usine, repasse avec un gros fer brûlant le drapeau rouge de son fils, et finira par se faire tuer, un 1er mai ou l'autre.

Poésie complète, où tout l'air est peuplé, où toutes les minutes de la vie sont scandées, où la ligne générale du destin du pays recoupe avec allant les aventures privées, par des mouvements tournants entrelacés, comme dans certaines danses paysannes.

Poésie complète aussi parce que Iouri Lioubimov dirige ses acteurs aujourd'hui, et ne *l'oublie* pas : sa pièce, par un grand nombre de décalages précis d'objets usuels, de paroles, se déplace dans le temps, de telle sorte qu'un ouvrier révolutionnaire, ou même un officier supérieur de naguère, tiennent sur cette scène des discours actuels qui vont droit au cœur de *tous* les spectateurs soviétiques vivants, parce que tout y est dit on ne peut plus clairement sur la soif irrépressible de liberté, sur le besoin de respirer, sur la pérennité de l'âme. Oui, l'adaptation de *la Mère* est complète, parce que les maux dénoncés par Gorki ont, eux, été guéris, et cela est immense, mais il en est venu d'autres, qu'à coup sûr Gorki aujourd'hui combattrait, et Lioubimov prend le relais en porte-parole qui a de la droiture.

Ne nous étonnons pas qu'à Moscou le théâtre de Lioubimov soit comble tous les soirs, que les places soient retenues des *six mois* à l'avance, et notons en passant que l'opposition exprimée par ces acteurs n'est pas interdite par les dirigeants. Mais la censure parvient quand même à se loger quelque part : au Théâtre de Chaillot, les tirades les plus contestataires ne sont pas traduites en français dans les petits transistors individuels mis à la disposition des spectateurs.

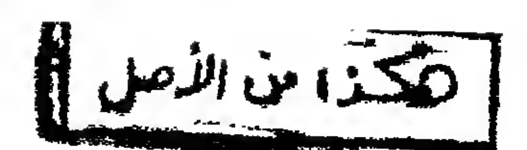
⁂

Cela, il fallait le dire pour être complet à son tour, mais la mobilisation de l'opinion publique contre le régime soviétique et contre *le* Goulag est telle que le lecteur risque de ne retenir que ce *tournant* du compte rendu. Or l'événement n'est pas là. L'événement est dans la poésie prodigieuse de cette *Mère*, dans son lyrisme de combat, dans sa force dramatique et expressive qui est sans cesse mariée à une infinie délicatesse de cœur. Cette pièce nous arrive d'une grande terre du théâtre, celle de Meyerhold entre autres. Elle nous arrive d'un régime où, aux gens de théâtre l'argent n'est pas compté, même pour des œuvres aussi frondeuses que celle-ci. *La Mère* d'Iouri Lioubimov est un sommet de théâtre politique et de théâtre tout court.

Pendant la pièce, cinquante acteurs sont en pleine action, constamment, sur les planches. Vrais, beaux, efficaces, discrets. Merveilleux. Impossible de les nommer tous. Saluons Zinaïda Slavina (la mère), Ivan Bortnik (le fils), Valéri Zolotoukhine, Mikhaïl Lebedev... Citons l'auteur des très beaux décors et costumes, David Borovski, à qui Lioubimov reproche parfois d'être nonchalant à ses heures : difficile à croire, quand on voit cette *Mère* — tout un monde.

MICHEL COURNOT.

★ Chaillot : prochaines représentations les 19 et 20 novembre, à 15 h. et 20 h. 15 ; les 25 et 26 novembre, à 20 h. 15.






# SPECTACLES

## *Les salles subventionnées*

**Opéra**, 19 h. 30 : Hommage à Serge Lifar.
**Comédie-Française**, 20 h. 30 : l'Impromptu de Versailles ; le Misanthrope.
**Centre Pompidou**, 20 h. 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. J. Mercier (Cage, Xenakis, Stockhausen).

## *Les salles municipales*

**Nouveau Carré, salle Papin**, 20 h. 30 : Arts et techniques du cinéma et de la télévision.

## *Les autres salles*

**Antoine**, 20 h. 30 : Raymond Devos.
**Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium**, 21 h. : les Pâques à New-York. — Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield.
**Comédie Caumartin**, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
**Daunou**, 21 h. : Pepsie.
**Espace Cardin**, 20 h. 45 : Almira.
**Fontaine**, 21 h. : 1915.
**Huchette**, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.




**CENTRE CULTUREL ALLEMAND**
GOETHE-INSTITUT
17 avenue d'Iéna - 16e

Mercredi 9 novembre, 18 heures
CONFÉRENCE
Bicentenaire de H. von Kleist :
Poésie dramatique
et action politique
par Pierre-Paul Sagave
Entrée libre

**THEATRE DE LA VILLE**

20 h 30
places 18 F et 32 F
création mondiale
**la mante polaire**
de Rezvani
mise en scène
Jorge Lavelli
scénographie et costumes
Ezio Frigerio
avec
Maria Casares
dans le rôle de Catherine II

à partir du 15 novembre
reprise du succès
**santé publique**
de Peter Nichols
adaptation française
Claude Roy
mise en scène
Jean Mercure
le coup de génie a été d'engager pour tenir inimitablement le rôle de l'infirmier... Roger Pierre. Il est prodigieux de drôlerie.
J.J. Gautier LE FIGARO
le contraste entre ce qu'il est et ce qu'il dit est un des plus beaux effets de théâtre que je connaisse.
G. Dumur LE NOUVEL OBSERVATEUR

18 h 30
une heure de spectacle sans entracte
prix unique 14 F
deux jeunes auteurs-compositeurs-interprètes
jusqu'au 12 novembre
**yves duteil**
du 15 au 26 novembre
**michel jonasz**
2, place du Châtelet
tél. 887.35.39

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**
**704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

*Lundi 7 novembre*

# théâtres

**Madeleine**, 21 h. : Peau de vache.
**Nouveautés**, 21 h : Apprends-moi, Céline.
**Orsay, petite salle**, 20 h. 30 : les Libertés de La Fontaine.
**Plaisance**, 20 h. 45 : Out.
**Poche-Montparnasse**, 20 h. 30 : Sigismond.
**Saint-Georges**, 20 h 30 : Topaze.
**Théâtre Daniel-Sorano**, 21 h. : George Dandin.
**Théâtre d'Edgar**, 20 h. 30 : Sylvie Joly.
**Théâtre du Maine**, 20 h. 30 : Victime du devoir ; 22 h. : Un oiseau dans la vitre.
**Théâtre du Marais**, 20 h. 30 : le Cosmonaute agricole.
**Théâtre La Péniche**, 20 h. 30 : le Retour.
**Théâtre Présent**, 20 h. 30 : les Derniers.

## *Les cafés-théâtres*

**Au Bec fin**, 20 h. 45 : le Motif ; 22 h. : le Veuvage de ses artères ; 23 h. : C'est pas toujours facile.
**Blancs-Manteaux**, 20 h. 30 : Renaud ; 21 h. 45 : Au oiseau du chou ; 23 h. 15 : Pierre Triboulet.
**Café d'Edgar**, I, 20 h. 15 : Aubade à Lydie ; 21 h. 45 : Popeck. — II, 19 h. : *Machine à tous* ; 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
**Coupe-Chou**, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 23 h. : Néo-Cid 77 ; 22 h. 30 : les Mystères du confessionnal.

**Connétable**, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : Lewis et Alice.
**Cour des miracles**, 20 h. 30 : Mireille ; 21 h. 45 : Fromage ou dessert.
**Le Fanal**, 20 h. 45 : le Président.
**Petit Bain - Novotel**, 21 h. : Rectangle blanc ; 22 h. 30 : les Jumelles.
**Le Plateau**, 20 h. 45 : la Nuit de noces de Cendrillon ; 22 h. : Green et Lejeune.
**Aux Quatre Cents Coups**, 20 h. 30 : Clovis ; 21 h. 30 : l'Autobus ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.
**Le Sélénite**, I, 20 h. 45 : les Noces à l'envers. — II, 21 h. : les Bonnes ; 22 h. : Vos petites compagnes.
**Théâtre de Dix-Heures**, 20 h. : A nous deux, j'arriverai bien à être de gauche.

## *Les concerts*

**Athénée Louis-Jouvet**, 21 h. : Ensemble Ars Nova, dir. H.-W. Henze (Henze).
**Lucernaire Forum**, 21 h. : C. de Buchy, piano (Beethoven, Brahms, Debussy).
**Théâtre des Champs-Elysées**, 20 h. 30 : *Récital D. Barenboïm, piano (Beethoven).*
**Radio-France**, 20 h. 30 : Martin Hughes, piano (Beethoven, Bach, Schubert).
**Salle Pleyel**, 20 h. 30 : les Solistes de Zagreb (Vivaldi, Corelli, Haydn, Mozart, Bartok).
**Salle Gaveau**, 21 h. : B. Flavigny, piano (Beethoven).
**Salle Rossini**, 20 h. 45 : Quatuor de saxophones Deffayet (Dubois, Pascal).
**Théâtre 13**, 20 h. 45 : Musique de chambre, quatuor de saxophones (Pierné, Pascal, Désenclos).
**Arts et Métiers**, 20 h. 30 : Autour d'A. Bruckner.

## *Jazz, pop', rock et folk*

**Théâtre Mouffetard**, 22 h. 30 : Compagnie Lubat.
**Vieille-Grille**, 23 h. : Geranium, folk.
**Centre américain**, 21 h. : Mélusine, folk.

*Le concert de Gunilla von Bahr et de Diego Blanco, qui aurait dû avoir lieu au Centre Culturel Suédois le mardi 8 novembre à 20 h 30, est annulé.*

CE SOIR




A PARTIR DE CE SOIR




*ETUDE ARTISTIQUE PRESENTE*
**THE ENGLISH CONCERT**
Direction
TREVOR PINNOCK
**J.-S. BACH**
concerto en mi majeur pour flûte, violons et clavecin
suite en si mineur pour flûte et cordes
concerto brandebourgeois n° 5
tocata pour clavecin seul
ÉGLISE SAINT-ROCH
295, rue Saint-Honoré 75001
métro Pyramides
Jeudi 10 novembre, [illegible]
Location : 3 FNAC et DURAND, 4, pl. Madeleine, 260-21-76. Px 35 F
Collectivités, tél. 033-04-71
Etudiants : 25 F.

A l'occasion du Panorama du Cinéma soviétique qui a lieu au cinéma France Elysées, la projection du film :
LE PREMIER MAITRE
le mardi 8, à 20 h. 30, sera suivie d'un débat en présence du réalisateur Mikhalkov Kontchalovsky.

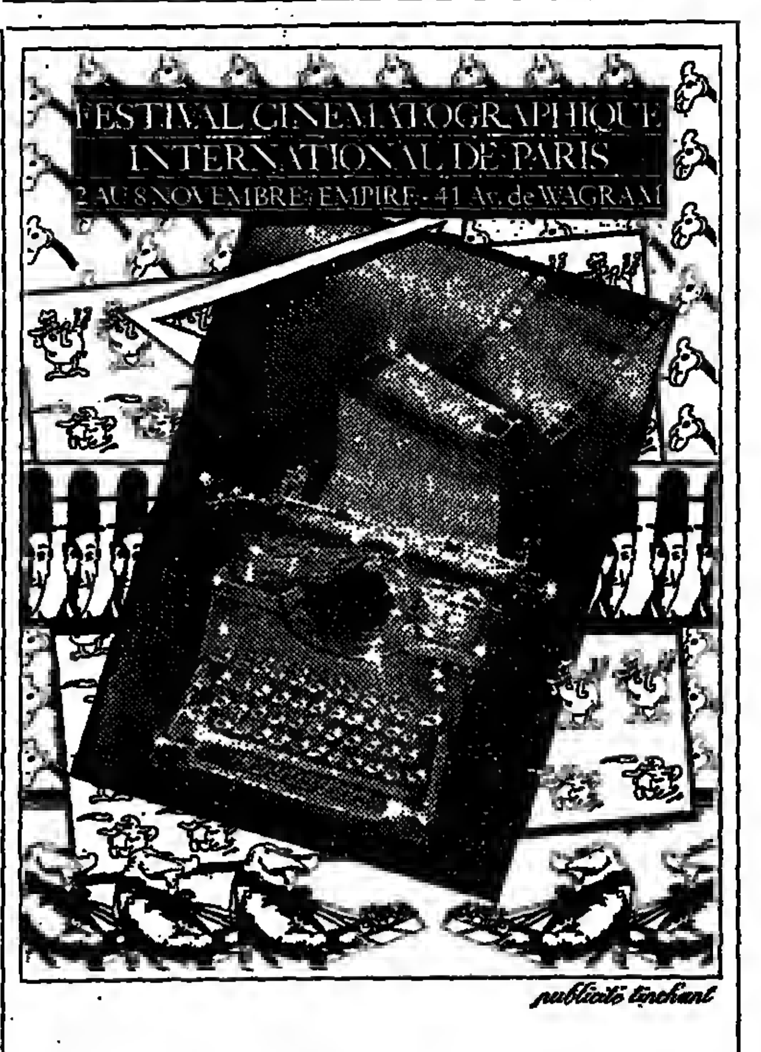



# MERCREDI










publicité tinchant

**LUNDI 7**

SÉLECTION OFFICIELLE :
THE NINA CYCLE
de D. Mehrjoui / IRAN. / 9 h - 13 h 30 - 20 h
MON OPINION PERSONNELLE
de Y. Karassik / URSS. / 11 h - 15 h 30 - 22 h
1ere VISION EN FRANCE :
LE JEU DE LA POMME
de V. Chytilova / TCHECOSLOVAQUIE
Salle Varna 17 h 45 - Mac Mahon 10 h - 12 h
PANORAMA 77 :
UNE SALE HISTOIRE 10 h / PENSE A TON JUMEAU 11 h
UNE SALE HISTOIRE 13 h
LA VOCATION SUSPENDUE 14 h
LE DERNIER PRINTEMPS 16 h / PAFNUCIO SANTO 18 h
QUAND LES FEMMES ONT PRIS LA COLÈRE 20 h
LE DERNIER PRINTEMPS 22 h
PERSPECTIVES DU CINÉMA HONGROIS :
DEUX PHOTOS de A. Suranyi
LES CRÉATEURS D'UN MYTHE de A. Lanyi
10 h - 12 h - 14 h - 16 h - 18 h - 20 h - 22 h
REGARD SUR LE CINÉMA INDIEN :
MAUSAM de Gulzar / 9 h - 12 h - 15 h - 18 h - 21 h

**MARDI 8**

SÉLECTION OFFICIELLE :
IL PREFETTO DI FERRO
de P. Squitieri / ITALIE / 9 h - 13 h 30 - 20 h
LE BOXEUR
de S. Terayama JAPON / 11 h - 15 h 30 - 22 h
1ere VISION EN FRANCE :
MAR DE ROSAS.
de A.C. Texeira Soares / BRESIL
Salle Varna 17 h 45 - Mac Mahon 10 h - 12 h
PANORAMA 77 :
PENSE A TON JUMEAU
de L. Charlandjiev / BULGARIE / 9 h - 12 h - 15 h - 18 h - 21 h
PERSPECTIVES DU CINÉMA HONGROIS :
SOUVENIR D'AMÉRIQUE
de G. Body 10 h - 12 h - 14 h - 16 h - 18 h - 20 h - 22 h
REGARD SUR LE CINÉMA INDIEN :
KANESHWARA RAMA
de M. S. Sathyu / 9 h - 12 h - 15 h - 18 h - 21 h

HOMMAGE A ABEL GANCE / STUDIO 48
RAYMOND QUENEAU ET LE CINÉMA / NEW YORKER
JACQUES PREVERT ET LE CINÉMA / STUDIO LOGOS
AVANT-GARDE CINÉMATOGRAPHIQUE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
HOMMAGE A JOHN CASSAVETES / JEAN RENOIR
LES 10 PREMIÈRES ANNÉES DU STUDIO DES URSULINES
LE CINÉMA DE MARCEL HANOUN / LE SEINE

1er MARCHE INTERNATIONAL
DU FILM DE PARIS
au CLUB 13 et à LIRA FILMS
DE 10 H A 20 H
réservé aux professionnels

PRIX DES PLACES : 15 F / ÉTUDIANTS : 10 F
20 SÉANCES : 160 F 10 SÉANCES : 90 F

# SPECTACLES

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chaillot, relâche.

### Les exclusivités

ALICE CONSTANT (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
L'AMOUR EN HERBE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Calypso, 17e (754-10-68).
L'ANIMAL (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) (**) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA BALLADE DE BRUNO (All., v.o.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
BARRY LYNDON (Ang., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
LES CHASSEURS (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
CHINOIS, ENCORE UN EFFORT POUR ETRE REVOLUTIONNAIRES (Fr.) : Racine, 6e (633-43-71), Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
CRAZY HORSE DE PARIS (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Balzac, 8e (359-52-70), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA DENTELLIERE (Fr.), Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
DES ENFANTS GATES (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Templiers, 3e (272-94-56), Colisée, 8e (359-29-46), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
DITES-LUI QUE JE L'AIME (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 9e (359-92-92), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Nations, 12e (343-04-67), Fauvette, 13e (331-56-86).
DUELLISTES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-47-18) ; v.f. : Calypso, 17e (754-10-86).
LES ENFANTS DU PLACARD (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), St-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Marbeuf, 8e (225-47-19), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
L'ESPION QUI M'AIMAIT (A., v.o.) : Boul' Mich, 5e (033-48-29), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-22), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Mercury, 8e (225-75-90), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
GLORIA (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99), Madeleine, 8e (073-56-03).

## cinémas

LA GUERRE DES ETOILES (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Marignan, 8e (359-92-82), Lumière, 9e (770-84-64), Fauvette, 13e (331-56-86), Mistral, 14e (539-52-43), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-12), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Murat, 16e (288-99-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
HARLAN COUNTY U.S.A. (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (033-50-91), Action La Fayette, 9e (878-80-50), Olympic, 14e (542-67-42).
HOT CUTS FROM MONT-DE-MARSAN (Fr.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
IL ETAIT UNE FOIS L'AMERIQUE (A., v.f.) : Arlequin, 6e (548-62-25).
L'IMPRECATEUR (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LES INDIENS SONT ENCORE LOIN (Fr.) : St-Germain Huchette, 5e (633-87-59), St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
J' ME MARIE, J' ME MARIE PAS (Canada) : La Clef, 5e (337-90-90).
LA MENACE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Balzac, 8e (359-52-70), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Diderot, 12e (343-19-29), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE MILLE-PATTES FAIT DES CLAQUETTES (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Omnia, 2e (233-39-36), Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71), Balzac, 8e (359-52-70), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Convention St-Charles, 15e (579-33-00), Images, 18e (522-47-94), Secrétan, 19e (206-71-33).

### Les films nouveaux

LA VIE DEVANT SOI, film français de Moshe Mizrahi : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-22) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
MARCHE PAS SUR MES LACETS, film français de Max Pecas (*) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

MOI, FLEUR BLEUE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18), Helder, 9e (770-11-24), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-18), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Secrétan, 19e (206-71-33).
ONE MORE TIME (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
PADRE PADRONE (It., v.o.) : Quartier latin, 5e (326-84-65), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Marignan, 9e (359-92-82), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
PARADIS D'ETE (Suéd., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LE POINT DE MIRE (Fr.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90), Caméo, 9e (770-20-89), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).

POUR CLEMENCE (Fr.) : Studio-Médicis, 5e (633-25-97), Marbeuf, 8e (225-47-19), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
SALO (It., **, v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
SI LES PORCS AVAIENT DES AILES (It., **, v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52), La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 9e (723-69-23), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE TOBOGGAN DE LA MORT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE (Fr.-A.) : Impérial, 2e (742-72-52), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Colisée, 8e (359-29-46), Athéna, 12e (343-07-48), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), UGC-Danton, 6e (329-42-62), Marbeuf, 8e (225-47-18), Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Athéna, 12e (343-07-48), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp., Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
UN PONT TROP LOIN (A., v.o.) : Galerie Point Show, 8e (225-67-29) ; V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
UN TAXI MAUVE (Fr.), Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
VALENTINO (Ang., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
VOUS N'AUREZ PAS L'ALSACE ET LA LORRAINE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; UGC-Opéra, 2e (261-50-32) ; Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

### Les festivals

FESTIVAL CINEMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS, Empire, 17e (676-59-19) (v.o.) : The Mina Circle ; Une opinion personnelle ; le Jeu de la pomme ; Barrières ; les Créateurs d'un mythe ; Hausah.
LES DIX PREMIERES ANNEES DU STUDIO DES URSULINES, 5e (033-39-19) (v.o.) : le Maudit.
HOMMAGE A ABEL GANCE : Studio 28, 18e (606-36-07) : Jérôme Perreau, héros des barricades.
HOMMAGE A CASSAVETES (v.o.), Jean-Renoir, 9e (874-40-75) : Ainsi va l'amour.
RAYMOND QUENEAU ET LE CINEMA : New-Yorker, 9e (770-63-40) : Zazie dans le métro.
JACQUES PREVERT ET LE CINEMA : Studio Logos, 5e (033-26-42) : les Enfants du paradis.
LE CINEMA DE MARCEL HANOUN : Le Seine, 5e (325-95-99) ; 13 h. 45 : Une simple histoire ; 15 h. : Octobre à Madrid ; 16 h. 15 : l'Authentique procès de Carl Emmanuel Jung ; 17 h. 30 : la Vérité sur l'imaginaire passion d'un inconnu ; 19 h. : l'Eté ; 20 h. 15 : l'Hiver ; 21 h. 45 : le Printemps ; 22 h. 15 : l'Automne.
CINEMA DANS LE CINEMA (v.o.), Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37) : le Dernier Nabab.
POLANSKI (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Rosemary's Baby.
WERNER HERZOG (v.o.), Quintette, 5e (033-35-40) : l'Enigme de Kaspar Hauser.
COMEDIES MUSICALES DE LA METRO-GOLDWYN-MAYER (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : la Belle de New-York. en scène (dim.). — Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Un Américain à Paris.
J.-L. GODARD : Action-République 11e (805-51-33) : Sur et sous la communication ; Numéro deux ; le Gai Savoir.
ALTMAN (v.o.), Studio Galande, 5e (033-72-71), 13 h. 45 : Buffalo Bill et les Indiens ; 16 h. et 22 h. : Trois Femmes ; 18 h. : California Split ; 20 h. : le Privé.
IIe FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'OPERA, Studio Marigny, 8e (225-20-74) : Wozzeck ; Il Trovatore ; Tristan et Yseult.
CHARLIE CHAPLIN (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : le Kid.
LES GRANDS CHEFS-D'ŒUVRE DU CINEMA SOVIETIQUE, France-Elysées, 8e (723-71-11), en alternance : Ivan le Terrible, la Ballade du soldat, Andrei Roublev, la Mère, les Marins de Cronstadt, le Premier Maître, le Torrent de fer, le Don paisible.

### Les séances spéciales

L'ASSASSIN MUSICIEN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h.
LES APPRENTIS SORCIERS (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42) à 18 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) à 12 h et 24 h.
HALLUCINATIONS (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 20 h 30.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 12 h. 30.
LENNY (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.
LE LIMIER (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h. et 24 h.
LE MANQUE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 18 h. 30.
MASCULIN-FEMININ (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h et 24 h.
LE MECANO DE LA « GENERAL » (A.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) à 12 h. 15.
MISSOURI BREAKS (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h et 24 h.
NE LAISSONS PAS LES MORTS ENTERRER LES MORTS (Fr., v yiddish) : La Clef, 5e (337-90-90) à 12 h et 24 h.
NEWS FROM HOME (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 16 h 30.
L'OPIUM ET LE BATON (Alg., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 22 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-19) à 12 h. et 24 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (544-57-34) à 12 h. et 24 h.
THX 1138 (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) à 18 h.
UN APRES-MIDI DE CHIEN (A., v.o.) Lucernaire, 6e (544-57-34) à 12 h et 24 h.
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) Luxembourg, 6e (633-97-77) à 10 h., 12 h. et 24 h.
VERA BAXTER (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99) à 14 h. 30.
WIVES (Norv., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) à 18 h.



# RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

## Star à Saint-Germain-des-Prés

Alice Sapritch nous parlait de sa vie (« L'homme en question »), dimanche sur FR 3. De sa vie professionnelle. Elle a joué les plus beaux rôles dont une artiste puisse rêver : elle est célèbre, adulée, une « star » ; rien d'aussi dérisoire que la gloire, sic transit... elle le sait... elle s'y accroche cependant avec dans la voix, dans le regard, un accent, un reflet si pathétiques et si bouffons, à la limite de l'égarement, qu'on en était gênés pour elle. Se montrer, sinon à l'écran — elle n'y fait plus que de rares apparitions, — au moins en ville, dans les dîners, les boîtes de nuit, se produire à la Brasserie Lipp, s'entourer d'une cour de « médiocres », de « paumés » : tout, plutôt que la solitude d'un tête-à-tête avec un passé plein de projets et un avenir plein de regrets.

Quel commentaire ajouter à cet autoportrait ? Que dire d'une réussite entièrement construite sur un jeu daté, typé et, par cela même, limité dans l'espace et le temps : la télé des années 60 ; jeu très outré, très chargé, tel que l'imaginait le théâtre d'avant-garde et d'après-guerre, ennemi déclaré de la psychologie et du réalisme boulevardier ; jeu dévié de son propos initial pour exprimer en gros plans et à gros traits, en noir et blanc, les sentiments premiers : amour, haine, jalousie, tendresse, rancune. A l'époque héroïque de la décentralisation, quand les Dasté, les Planchon, tentaient en vain d'amener les gens à Ionesco, à Brecht ou à Beckett, et de leur présenter à la scène un nouvel art de jouer, ces gens recevaient à l'écran Mauriac, Bazin et Balzac, interprétés de façon « rétro » dans le style du vieil Odéon. Avec l'impression — rien de plus normal — d'assister à du très grand art, de voir se réincarner Sarah Bernhardt.

Petit à petit, on s'est aperçu qu'il s'agissait d'un malentendu doublé d'un archaïsme. Le théâtre de groupe et le cinéma-vérité ont accéléré le processus. Les films anglo-saxons, les émissions achetées à l'étranger, allaient nous rendre plus exigeants, encore plus sensibles à la simplicité, au dépouillement, au naturel d'une nouvelle génération de comédiens. L'acteur toujours égal à lui-même, sacrifiant ses personnages à sa personnalité, avait vécu. C'était le triomphe du comédien-caméléon, capable de s'oublier, de se renouveler de rôle en rôle.

Un rôle, Alice Sapritch en a toujours un : le sien. Elle le joue avec toute la conviction, toute l'outrance qui conviennent à ce que les échotiers parisiens en attendent. La célébrité, ne parlons même pas de gloire, est chose relative. Mieux vaut, dit le dicton, être reine dans son village que servante en ville. Signoret est connue dans le monde entier, Sapritch est reconnue à Saint-Germain-des-Prés.

CLAUDE SARRAUTE.

### TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 7 NOVEMBRE

— M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C., est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

MARDI 8 NOVEMBRE

— Marcel Péguenet reçoit M. Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur des finances, directeur de la construction, sur le thème « Le logement. Qui peut acheter quoi ? »

### LA PSYCHANALYSE SUR FRANCE-CULTURE

● France-Culture programme, à partir de ce lundi 7 novembre, dans sa « tranche » des « Chemins de la connaissance », de 8 heures à 8 h. 30, dix émissions de Marie-Hélène Pinel sur « La psychanalyse aujourd'hui ». MM. André Green (le 8), Jean Clavreul (le 9), Jean-Paul Valabrega (le 10), Daniel Zaoui (le 11), Lucien Israël (le 14), Joyce Mc Dougal (le 15), Gérard Bonnet (le 16) Georges Mendel (le 17) et Jean Laplanche (le 18) parleront successivement des institutions, de la théorie et de la pratique psychanalytiques.

● Le quatorzième MIP-TV (Marché international des programmes de télévision) aura lieu à Cannes au Palais des festivals du 21 au 27 avril.

## LUNDI 7 NOVEMBRE

### CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 50, Les aventures de l'énergie ; 19 h., Feuilleton : Le 18 à Kerbriant (rediff.) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte ; 20 h., Journal.

20 h. 30, FILM : LE REPOS DU GUERRIER, de R. Vadim (1962), avec B. Bardot, R. Hossein, J. Robertson Justice, M. Méril, J. Porel (rediff.).

*Une jeune bourgeoise a sauvé du suicide un artiste bohème. Il s'installe chez elle, l'humilie et la tourmente pour ne pas se laisser enchaîner par l'amour qu'elle lui porte.*

*Les rapports sado-masochistes peu vraisemblables de Robert Hossein et Brigitte Bardot dans un film façon magazine de luxe signé Vadim.*




22 h. 5, Portrait : Maurice Druon, par F. Debré, réal. R. Meunier.

23 h. 5, Journal.

### CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Documentaire : Maïakovski, la force des mots, le tocsin, de T. Wehn-Damisch, C. Knuth, réal. C. Djidou.

23 h. 20, Journal.

### CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes : La chronique du mois et Des éléments pour mieux comprendre l'actualité ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Alain de Benoist ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : UN MEURTRE EST UN MEURTRE, d'E. Périer (1972) avec S. Audran, J.-C. Brialy, C. Spaak, R. Hossein, M. Serrault, O. Hussenot (rediffusion).

### FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London, adaptation D. Chraïbi ; 19 h. 25, Présence des arts ;

20 h., « Moralités légendaires », de Jules Laforgue : « Persée et Andromède » ou « Le plus heureux des trois », adapt. et réal. E. Horovicz, avec P. M..., J.-R. Caussimon, J.-P. Leroux (rediffusion) ; 21 h. ..., Disque : « La chouette hulotte », extrait du « Catalogue d'oiseaux » (Messiaen), par Yvonne Loriod, pianiste ; 22 h. 30, Entretiens avec Mikel Dufrenne, par P. Bondot ; 23 h., Rencontres au Festival de Paris.

### FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Musiques magazine ; 18 h., Jazz time ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Concours international de guitare ;

20 h. 5, Esquisses et portraits (Saint-Saëns, Debussy) ; 20 h. 30, Concert de l'union européenne de radiodiffusion, en direct d'Oslo... Chœur de la société philharmonique et Orchestre philharmonique d'Oslo, direction O. Kamu. Avec K. Bjørkoy, T. Stensvold, A. Hegger : « Troisième Symphonie » (Sallinen) ; « Der Königssohn » (Schumann) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit... Une semaine d'escale ou « les Sept Grilles des virages de la nuit », avec Michel Butor ; 23 h., Portrait de l'artiste en jeune singe : H. Pousseur ; 23 h. 45, Les temples d'autrefois : J.-S. Bach.

## MARDI 8 NOVEMBRE

### CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Restez donc avec nous... à 14 h. 45, Emissions pédagogiques (reprise à 17 h.) ; à 14 h. 30, Feuilleton : La pêche miraculeuse (rediff.) ; 18 h. 5, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 50, Les Aventures de l'énergie ; 19 h., Feuilleton : Le 18 à Kerbriant (rediffusion) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Variétés : Des magiciens ; 21 h. 30, Document, Les chênes qu'on abat, d'après André Malraux, réal. P. Cardinal, avec P. Dux et P. Vaneck.

22 h. 45, Concert : « Et expecto resurrectionem mortuorum », d'O. Messiaen, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio France, dir. G. Amy.

23 h. 15, Journal.

### CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Valérie (rediffusion) ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; à 15 h., Série : Le Justicier ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine (les garagistes) ; 17 h. 55, Fenêtre sur... Les métiers d'art (la gravure) ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran.

FILM : LE CAS DU DOCTEUR LAURENT, de J.-P. Le Chanois (1956), avec J. Gabin, N. Courcel, S. Monfort, M. Barbey, Arius. (N. rediffusion.)

*Un médecin parisien vient s'établir dans un bourg des Alpes-Maritimes, où il cherche à enseigner aux femmes la nouvelle méthode de l'accouchement sans douleur.*

*Une tentative, courageuse pour l'époque — et réussie — de faire connaître au grand public, avec l'apport « commercial » d'une vedette comme Gabin, un progrès de la médecine qui n'était pas, alors, complètement admis.*

22 h. Débat : L'accouchement.

*Avec les professeurs Minkowski, Henrion (de la maternité de Cochin-Port-Royal), Vellay (président de la Société française de psychoprophylaxie).*

### CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : L'Union pour la participation au capital ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : LA PRISONNIERE DU DESERT, de J. Ford (1956), avec J. Wayne, J. Hunter, V. Miles, W. Bond, N. Wood, J. Qualen (Rediffusion.)

*Pendant des années, deux hommes poursuivent une tribu de Comanches pour lui reprendre une fillette blanche emmenée en captivité après le massacre de sa famille.*

*Un western qui brasse, avec un immense talent, les thèmes des guerres indiennes, du racisme et de l'esprit texan dans les années 1870.*

23 h. 30, Journal.

### FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Martin Eden », de Jack London ; 19 h. 25, Sciences : l'inné et l'acquis ;

20 h. Dialogues : Notre société peut-elle être détruite ? avec Denis de Rougemont et Jean Duvignaud ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec M. Dufrenne ; 23 h., Rencontres au Festival de Paris.

### FRANCE - MUSIQUE

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h. 15, Mélodies sans paroles... musique ancienne : les musiciens de Chantilly (Mouret, Corrette, Rameau) ; à 15 h., « Quatuor n° 1 » (Smetana) ; à 15 h. 32, Lalo, Elgar ; 17 h., Studio 107, avec K. Kulka (violon), et J. Marchwinski (piano) (Beethoven, Prokofiev) ; 18 h. 2, Musiques magazine ; 18 h., Jazz time ; à 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Esquisses et portraits (Strauss, Bartok, Prokofiev) ;

20 h. 30, Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. E. Krivine : « Adagio et fugue », « Concerto en ut pour hautbois » (Mozart), « Symphonie n° 49 » (Haydn) ; 22 h 30, France-Musique la nuit. Une semaine d'escale, avec Michel Butor : Bach, Couperin ; 23 h., L'exploration du feu : P. Boulez ; 0 h 5, Portrait de l'artiste en jeune singe ; 1 h., Le génie du lieu

هكذا من الأصل



| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,00 | 49,19 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 10,00 | 11,44 |
| IMMOBILIER | 30,00 | 34,32 |
| AUTOMOBILES | 30,00 | 34,32 |
| AGENDA | 30,00 | 34,32 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 80,00 | 91,52 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 24,00 | 27,45 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 5,00 | 5,72 |
| IMMOBILIER | 20,00 | 22,88 |
| AUTOMOBILES | 20,00 | 22,88 |
| AGENDA | 20,00 | 22,88 |





## emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

Blue Bell Europe est une firme américaine avec siège européen à Bruxelles.
Nous recherchons un

### juriste

**Droit International**

Le candidat retenu devra être titulaire d'une licence en droit, ayant une expérience de quelques années en droit des affaires.

Une connaissance parfaite de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Adressez votre curriculum vitae détaillé à
Blue Bell Europe,
B. Dzialak,
Employment Manager,
avenue du Boulevard 21, boîte 32,
B-1000 Bruxelles,
Belgique.

**Wrangler**

---




MILLIPORE CORPORATION

recherche pour l'U.R.S.S. :

### Un Ingénieur Technico Commercial

- Jeune et dynamique
- 2 à 5 ans d'expérience Technico Commerciale
- formation supérieure université ou école d'ingénieur - de préférence en chimie, biochimie ou pharmacie
- capable de parler en public et de travailler seul
- disponible pour voyager 50 % de son temps
- parlant Français, Anglais et Russe
- résidant en France ou départ.

Contacter : Mr. A. Massot
Millipore S.A.
19, rue Yves-Du-Manoir
92420 Vaucresson.
Tél. : 970-69-99.

---

*AFRIQUE FRANCOPHONE*
*Important groupe industriel et minier, recherche pour l'une de ses unités*

### CHEF DU SERVICE ENTRETIEN

*En liaison directe avec le chef du département Manutention et Port, ce cadre de haut niveau aura pour mission d'organiser l'entretien dans les meilleures conditions de sécurité, de délais et de coût, des ateliers électromécaniques et des installations de manutention de minerai.*
*Il assurera également l'exploitation et l'entretien d'une centrale électrique de 15 MW.*
*Outre ces fonctions, il participera avec le chef du département, aux études de l'amélioration de l'équipement, à l'élaboration du programme des travaux et veillera à leur exécution.*
*Ce poste implique une solide expérience dans l'entretien et plus spécialement dans de grosses installations de manutention par bandes transporteuses (matériels minier et sidérurgique) ; il conviendrait à un ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience dans une fonction similaire.*
*La rémunération sera fonction du niveau des candidats et assortie d'avantages substantiels (villa équipée, voiture, soins médicaux gratuits, polyclinique, etc...).*

*Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo s/réf. 3077/M à Axial Publ., 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.*

---

IMPC — INTERNATIONAL MARINE & PETROLEUM COMPANY

KUWAIT

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LES TRAVAUX SOUS MARINS ET LES TRAVAUX D'OFFSHORE
Recherche pour le KOWEIT le

### CHEF DU DÉPARTEMENT COMPTABLE ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

- Attaché directement au Directeur financier et administratif que vous serez amené à remplacer, vous aurez la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité de la société : Journaux, bilans, trésorerie, prévisions, mises en place de procédures et contrôles, relations avec les audits et les Banques, montage d'opérations de crédit, etc.
- Vous êtes diplômé d'une grande école de Commerce avec BTS Comptable ou équivalent. Vous avez acquis, de préférence dans une société de Travaux Publics ou une société de travaux offshore, les connaissances pratiques des mécanismes comptables, du plan comptable français, de l'établissement du bilan.
- Vous aimez l'organisation, les contacts et l'autonomie d'action. Vous avez au minimum 27 ans et parlez et écrivez couramment français et anglais.

Vous êtes libre rapidement.

Envoyez C.V., photo et prétentions à :
I.M.P.C. C/O SOTRAMO,
4 bis, voie de Seine,
94290 VILLENEUVE-LE-ROI.
Discrétion assurée.

---



Nous sommes une importante Société de T.P. - bâtiment qui veut accentuer fortement ses activités à l'EXPORT.
Nous recherchons notre

### DIRECTEUR CAMEROUN

C'est un ingénieur A.M ou T.P possédant déjà l'expérience de la gestion d'une agence T.P et l'expérience de chantiers outre-mer.

En s'appuyant sur des services logistiques expérimentés, il créera l'agence dont il sera le patron : 550/650.000 Francs CFA + intéressement + Logement + Voiture. Réf. 6121 B

### ADJOINT EXPORT

C'est un jeune ingénieur ou autodidacte possédant de bonnes connaissances techniques T.P et bâtiment, capable de participer à des études et de négocier dans un anglais parfait des contrats commerciaux à tous niveaux dans les secteurs Afrique - M.O et E.O.
Rémunération en fonction de l'expérience.
Réf. 6121 C

*Pour Inf. Compl. écrire sous réf. choisie à*

ORES — CAP OUEST
11 Bd G. Guist'hau
44000 NANTES

Groupe BOSSARD

sporar

---

Société de diffusion et vente
*produits de grande consommation*
*crée à* BRUXELLES *un poste*

### directeur commercial

150.000 +

Il est responsable de la politique commerciale, du respect des objectifs et du budget. Il conduit le développement (nouveaux produits, organisation, prix, canaux de distribution).

Il dirige un département de 60 personnes.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (business school de préférence), il justifie d'une réelle expérience de la vente, des méthodes modernes de management, ainsi que de l'animation de réseaux commerciaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 728 M à notre Conseil

centor — DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

---

4020 Linz,
Bismarckstraße 16
Österreich

Globus-Technik Mintken

### Nous cherchons

des hommes dynamiques pour être nos collaborateurs dans le domaine de la fabrication du plastique liquide, dans les secteurs privé et industriel. Travail partiel ou à plein temps. Nous nous chargeons de votre formation. Perspectives intéressantes ! Salaire mensuel : de 5 000 à 7 000 F environ.

Adressez vos candidatures à GLOBUS-TECHNIK MINTKEN,
4020 Linz, Bismarckstrasse 16, Autriche.

---

## LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

**Centre Commun de Recherches**
**Etablissement de Petten (N.H. Pays-Bas)**
**cherche un**

### technicien supérieur

pour des travaux de corrosion dans le cadre du programme "Matériaux à Haute Température".
Les tâches comportent l'exécution d'expériences sur des installations d'essai de matériaux fonctionnant à des températures supérieures à 600° C, ainsi que la construction et l'entretien d'équipement.
Les candidats doivent être en possession d'un diplôme de niveau technique secondaire couvrant la métallurgie, la physico-chimie et la physique appliquée.
On demande une expérience en laboratoire de quelques années et une bonne connaissance de l'équipement électromécanique ou de l'appareillage électronique de mesure.

Les candidatures doivent être adressées à l'Etablissement de Petten du Centre Commun de Recherches, Petten (N.H.), Pays-Bas, Service Administration et Personnel, dans un délai de 15 jours après parution de cette annonce.

---

We are a large successful corporation with European headquarters in Brussels from where we coordinate our activities in Europe, Africa and the Middle East.
Our Finance Department in Brussels has four challenging opportunities for

### Financial analysts

Candidates should be university graduates with 3-5 years experience in American accounting systems, financial analysis and reporting.
Fluency in English is a "must". EDP experience and other European languages would be an asset.
The men we like best have integrity, maturity and a sense of responsibility, they take initiatives and can work hard under pressure.
We offer an excellent compensation package, challenging positions and many possibilities for advancement.
Send your applications in confidence, giving full details of career to date to Universal Media, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels (Belgium), which will transmit.
*Please mention the ref. LM/053 on the envelope.*

---

## offres premier emploi

Dans le cadre des lois de juillet 1977

### CYCLE DE 8 MOIS POUR LES JEUNES GRATUIT ET RÉMUNÉRÉ

*préparant à un premier emploi de :*

**CADRES DE GESTION** FINANCIERE et COMPTABLE
**CADRES DE PRODUCTION** FABRICAT. APPROVIS.

pour lesquels existent actuellement de nombreuses offres d'emploi.
Niveau demandé : BAC + 2 à 3 ans Etudes Supér.
Début des cours le 19 décembre. Reste 50 places.

**Tél. A.F.R.A.M.P. :** 874-70-87 / 285-58-51

Lieu du stage : quartier Saint-Lazare.

---

### IMPORTANTE CIE ASSURANCES (15e)

recrute

pour un premier emploi
sous contrat temporaire de 6 mois,
dans le cadre de la loi du 5 juillet 1977
en faveur de l'emploi des jeunes

### JEUNES HOMMES

âgés de moins de 25 ans
dégagés O.M.
titulaires du baccalauréat
ou de diplômes comptables (C.A.P.).

Adresser C.V. et photo, sous le numéro 17.861 B.
à BLEU Publicité, 17, rue Lebel,
94300 - VINCENNES, qui transmettra.

---

### G.P.A.

dans le cadre de la loi du 5-7-77
en faveur de l'emploi des jeunes

offre

pour un premier emploi
STAGE PRATIQUE DE 6 MOIS
FORMATION THEORIQUE DE 200 HEURES

### à JEUNES HOMMES

âgés de 18 à 25 ans

titulaires du baccalauréat désireux d'acquérir une expérience dans le domaine de l'assurance.

Les stagiaires recevront de la F.P.A. une rémunération mensuelle équivalente à 90 % du SMIC.

Se présenter au Service du Personnel,
13, Square Max-Hymans - 75015 PARIS
l'après-midi entre 13 h. et 17 h.

---

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE
rech. pour une de ses filiales de la COTE OCCIDENTALE d'AFRIQUE

### UN CADRE COMPTABLE CONFIRME

Age minimum [illegible] ans
Statut expatrié

Possédant Brevet Comptable ou mieux O.E.C.S. et grande pratique de la comptabilité analytique et de comptabilité générale.

Des connaissances en informatiques seraient appréciées.

Env. C.V. et prét. no 34.571
CONTESSE Publicité,
20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

---

Sté d'Ingénierie Paris
rech. pr ses activités à l'étranger

### INGÉNIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole, cet ingénieur est appelé à traiter des problèmes d'aménagement urbain dans d'importantes agglomérations, qui nécessitent d'avoir quelques années d'expérience en planification, programmation et projets dans ce domaine.
Les candidats à ce poste, qui convient à un célibataire, voudront bien écrire. Joindre C.V. ind., rémunération actuelle, sous référence 3.576
20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

---

STE INGENIEURS-CONSEILS
recherche pour séjour en
PAYS ANGLOPHONE

### INGÉNIEUR

expérimenté en travaux et supervision. TERRASSEMENT ainsi qu'en pose de canalisation ASSAINISSEMENT et petits ouvrages de Génie civil.
Cet ingénieur diplômé, célib., s'exprimant couramment en anglais, aura de préférence une expérience des pays en voie de développement et sera libre sous peu.
Les ingénieurs intéressés voudront bien adresser une lettre (joindre C.V. et ind. dernière rémunération annuelle) sous référence 15.901 à
CONTESSE Publicité,
20, av. de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01

---

Imp[illegible] Sté Paris rech.

### PAYSAGISTE diplômé

Pouvant faire état de quelques années de pratique en étude et réalisation d'aménagements urbains, le candidat retenu sera célibataire et disponible rapidement pour occuper un poste à l'étranger.
Veuillez écrire (joindre C.V. + dernière rémunération) sous référence 2.7[illegible]
CONTESSE Publicité,
20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

Sté d'Ingénierie Paris
*rech. pr poste à l'étranger*

### GÉOLOGUE

Spécialisé en mécanique des sols et fondations (en milieu urbain, lotissements, grands ensembles).
Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, célibataire, ayant déjà une première expérience de géologie appliquée dans le secteur construction.
*Les candidats intéressés pourront écrire (joindre C.V. et préciser dernière rémunération)*
sous référence 2.936
*CONTESSE Publicité,*
20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

---

*Importante Sté d'Ingénierie*
rech. pour poste en
*AFRIQUE NOIRE*

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Spécialement orienté vers les problèmes de

### SECOND ŒUVRE DU BATIMENT

Ayant acquis, de préférence à l'étranger, une expérience de 2 à 5 ans sur chantiers de building ds la *COORDINATION* T.C.E. (suivi de chantiers, diagramme PERT...).
Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire en joignant leur C.V. et en indiq. leur dernier salaire France ss réf. 7.880
CONTESSE Publicité,
20, av. de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01

---

### SOCIÉTÉ MINIÈRE SÉNÉGAL

exploitant un important ensemble de production à ciel ouvert

recherche

### UN INGÉNIEUR POUR POSTE DE RESPONSABILITÉ

Ce cadre aura le profil suivant :
- diplômé grande école (Mines de préférence),
- 35 ans minimum,
- expérience minière de plusieurs années en position opérationnelle exigée.

Rémunération intéressante.
Avantages liés à l'expatriement.
Régimes prévoyance et retraite français.

Les dossiers de candidature seront examinés confidentiellement.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. s/réf. 811
SERGE BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche - 75008 PARIS.



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




**LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE STRASBOURG**

## CHEF DE PROJET

Nous recherchons un INGÉNIEUR à qui sera confiée la responsabilité de la conception et d'études d'un important projet d'autocommutateurs électroniques de conception totalement nouvelle.

**Sa mission sera :**

- d'animer une quarantaine de techniciens et ingénieurs pluridisciplinaires pour la conception détaillée et les études.
- de mener à bien le projet dans les délais prévus, au moindre coût.

**UNE SOLIDE EXPÉRIENCE EN ÉLECTRONIQUE, INFORMATIQUE ET TÉLÉPHONIE EST INDISPENSABLE.**

Si vous vous sentez concerné, envoyez votre C.V. détaillé, sous REF. N° 2583 à notre Conseil qui vous garantit une entière et totale discrétion.
Si préalablement vous souhaitez quelques informations complémentaires, téléphonez au (88) 36.12.00 à R.H. HAEFFNER.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing



## GESTIONNAIRE COMPTABLE & FINANC.

Cette affaire de Gros liée à la construction, entre au sein d'un groupe indépendant.
Au dynamisme de son commercial, il faut faire l'apport d'un gestionnaire rigoureux qui, appuyé par la Direction Centrale, sera le gardien de l'Entreprise sur les plans comptable et financier.
Nous cherchons un homme jeune, venant si possible d'un négoce actif, ayant une réelle pratique comptable, et l'expérience du contrôle budgétaire.
Les candidats retenus seront convoqués avant la fin du mois. Adresser s/No 670, C.V. détaillé, avec référ. photo, et salaire actuel au

**COTE ATLANTIQUE**

CEIP Conseil d'Entreprises
Le Cruguellic
56270 PLOEMEUR

---

**LABORATOIRE INTERNATIONAL**
Créant un département injectables recherche :

## un pharmacien industriel

ayant une expérience confirmée des problèmes de production des formes parentérales :
- Formes injectables liquides (solutes massifs et ampoules injectables).
- Formes injectables lyophilisées.

Une expérience de fabrication d'antibiotiques serait appréciée.

Le candidat devra avoir démontré des aptitudes à l'animation d'un groupe de travail et posséder une bonne formation de gestionnaire en calcul de prix de revient industriel. Le poste est à pourvoir dans le sud de la France.

Envoyer lettre manuscrite - C.V., photo et prétentions s/réf 2693 à :
P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02 qui transmettra

---

**LA VILLE DE SAINT-ETIENNE**
recrute
par voie de mutation ou de concours sur titres

### UN INGÉNIEUR PRINCIPAL

pour le service circulation et transports
Renseignements à la première Division.
Mairie de Saint-Etienne, 42007 Cedex.
Téléphone : (77) 32-64-41, poste 352.
Dossiers de candidature à adresser le 30 novembre au plus tard.

---

**IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS**
recherche
dans le cadre du Renforcement de son réseau

## Délégués (es) médicaux

**Secteurs :**
1 - **DIJON** : Côte-d'Or - Nièvre - Saône-et-Loire
2 - **NANCY** : Meurthe-et-Moselle - Haute-Marne - Vosges
3 - **RENNES** : Ille-et-Vilaine - Côtes-du-Nord - Mayenne
4 - **POITIERS** : Vienne - Haute-Vienne - Charente-Maritime - Charente et Deux-Sèvres.

— Titulaires du baccalauréat
— ayant suivi une ou deux années d'études universitaires de médecine pharmacie ou sciences.

Nous assurons une formation initiale au cours d'un stage rémunéré de trois semaines, complété par des recyclages permanents.

Résidence sur le secteur et véhicule personnel indispensables.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo n° 34.525
CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

---

- Vous êtes jeune PHARMACIEN
- Vous parlez l'anglais
- Vous souhaitez élargir votre horizon et assumer des responsabilités au sein d'une équipe jeune.

LES LABORATOIRES FRANÇAIS DE THÉRAPEUTIQUE
créent pour vous le poste de :

## chef de produit export

Résidence BORDEAUX
Déplacements pouvant atteindre 30 % du temps

Adresser lettre manuscrite C.V photo et prétentions à : L.F.T. - B.P.21 - 33033 BORDEAUX CEDEX

---

**GROUPE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE**
recherche pour son bureau régional de
**LILLE**

## ASSISTANTE SOCIALE D.E.

pour seconder la Déléguée Sociale Régionale 40 ans minimum. Expérience professionnelle. Encadrement d'une équipe secrétariat.

Intéressée par problèmes personnes âgées, à travers des travaux administratifs à finalité sociale. Voiture indispensable. Position CADRE.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo à N° 34.454, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

**Importante Société travaillant dans le domaine militaire**
recherche pour son service
**ÉTUDES DE SYSTÈMES GUIDÉS**
à proximité d'Orléans

1) **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**
très bonne formation

2) **AGENTS TECHNIQUES**
expérimentés en électronique générale

3) **AT3 ou ATP**
ayant un bagage éprouvé dans le domaine des circuits digitaux utilisant les technologies récentes.

NATIONALITÉ FRANÇAISE

Envoyer curric. vitae et prétentions ss le n° 34.479 en précisant poste souhaité à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

---

Nous sommes la filiale d'un
**LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**
important. Nous vendons des équipements et des produits destinés aux laboratoires de biologie animale. Nous cherchons un

### INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour prendre en charge le secteur FRANCE-SUD ET L'EXPORTATION
Ce poste nécessite des déplacements fréquents
LIEU DE RESIDENCE : LYON

Ecr. avec C.V. manuscrit + photo + prétent. s. référ. 1682 à P. LICHAU S.A. 15, quai Jean-Moulin - 69002 LYON

---

CRÉATION DE POSTE — MARSEILLE

### INGÉNIEUR GÉNIE MARITIME

(ou équivalent - 28 ans minimum)
Entreprise travaux maritimes, en progression rapide, ayant importants chantiers dans le monde entier, recherche ingénieur pour lui confier la responsabilité de la définition, de la conception, du suivi de réalisation et de la mise en œuvre de matériels navals.
Connaissance réelle de la mer, imagination, esprit d'entreprise et sens du risque pour s'intégrer à une équipe petite, jeune et dynamique.
Déplacements monde entier (3 à 15 jours).
Anglais courant indispensable.
*Adresser lettre man., C.V. et photo à M. HIPEAU, TRAVOCEAN, 148, rue Sainte, 13007 Marseille.*

---

POUR NICE. Urgent. LA PROMOTION MOZART rech. excell. vendeur « VILLAS » expérimenté. Esprit d'équipe recommandé. Important fichier en place. Grosse clientèle assurée. Statut Agent Commercial. Adr. C.V. : PROMOTION MOZART, 19, av. Auber, 06000 Nice

---

Ville de MEYLAN (Isère)
Union de la Gauche
près de GRENOBLE, 13.000 hab.
recherche d'urgence :
**1 REDACTEUR (TRICE)**
capable d'assurer les fonctions d'attaché de presse, connaissance des problèmes et pratique de l'information (écrite, orale, audio-visuelle) exigée.
Ce recrutement s'effectue dans le cadre statutaire du Personnel communal.
Adresser candidature à Mairie de MEYLAN

---

Société de Presse rech. REDACTEUR expérimenté, pour actualité régionale, politique, économique et sociale. Excellente connaissance de la Bretagne appréciée. Résidence : extrême Ouest. Poste susceptible évolution intéressante.
Ecr. n° 7914, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

Urgent. Centre Antoine-Lacassagne, Nice, 36, voie Romaine, recherche MANIPULATEUR RADIO D.E. Tél. : 16 (93) 53-10-10, Poste 291

---

MANURHIN
recherche pour Mulhouse

### INGÉNIEUR DES VENTES

- Répondant au profil suivant :
  — formation mécanique ou électricité,
  — trilingue français, anglais et allemand,
  — expérience confirmée de la vente de machines-outils ou d'équipements industriels mécaniques à l'échelon international,
  — poste basé à Mulhouse, déplacements fréquents en Europe.
- Pour un candidat de valeur, ce poste débouchera rapidement sur la Direction d'un département de vente.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. à M. DORGET, Manurhin S.A. 10, rue de Soultz, 68200 MULHOUSE.

---

**SUD-OUEST — MARKETING**

L'équipe de direction d'une maison de Cognac, filiale autonome d'un groupe important, veut s'adjoindre

### UN ou UNE JEUNE CADRE

muni(e) d'une solide formation et d'une expérience de quelques années dans un service marketing ou une agence de publicité.
Chargée au départ d'études et d'opérations ponctuelles en fonctions des nécessités comerciales de l'entreprise (90 % du C.A. à l'exportation), il (elle) devra peu à peu affirmer sa fonction au sein de l'équipe de direction.
Parfaitement bilingue anglais, possédant si possible des notions d'allemand, prêt à voyager en France et plus tard à l'étranger, le (ou la) candidat devra surtout conjuguer disponibilité et créativité.
*Envoyez-nous votre dossier de candidature complet sous référence 1.827. Nous vous assurons réponse et discrétion.*

OCS conseil en recrutement 37 Quai Richelieu BORDEAUX

---

Nous sommes concessionnaires de la plus grande marque mondiale de CHARIOTS ELEVATEURS pour la Lorraine.
Nous sommes implantés depuis de longues années dans notre région et cherchons des hommes capables d'apporter à notre entreprise une nouvelle vigueur et de nouveaux horizons.

NOUS CHERCHONS

### UN RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT COMMERCIAL

ayant une bonne connaissance du produit et de son marché
Nous lui offrons de larges responsabilités et initiatives.

### UN VENDEUR CONFIRMÉ

dans ce type de produit.

Notre travail antérieur et notre implantation jointe à son travail lui assurent une excellente situation.

Ecrire avec CV et photo n° T 00880 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e

---

POUR LA PROVINCE
**BANQUE PRIVÉE**
recrute des

### CHEFS D'AGENCE

CLASSE V ou VI

Ce sont des hommes EXPERIMENTES, diplômés d'études supérieures (universitaires ou dans le cadre de la profession bancaire.
Ils ont déjà eu la RESPONSABILITE D'UN BUREAU ou d'une agence de banque.
Ils aiment la vie active, la réussite commerciale, le travail « SUR LE TERRAIN ».
Ils acceptent par avance une certaine MOBILITE géographique indispensable au développement de leur carrière.

Si vous êtes un de ces hommes, faites acte de candidature en adressant C.V., photo et appointements actuels sous référence 45.935 à : PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

---

*Une Caisse Régionale de Crédit Agricole de l'Ouest recherche*

### *Le futur Chef de son Service juridique, fiscal et contentieux*

— 35 ans minimum ;
— Connaissances en matière fiscale ;
— Exp. professionnelle d'un service juridique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. au n° 7923 «Le Monde» Pub. 5, r. des Italiens Paris-9e.

---

Importante Société Industrielle offre pour son Service **RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT** un poste d'

## INGENIEUR SYSTEME

**École Supérieure Télécom, ou Supérieure Électricité.**

Formation économique souhaitée.
28 ans minimum.
Il sera dans un premier temps chargé des aspects de marketing en système télécommunications.
Lieu de travail immédiat : **LYON**
Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé sous référence 28615 à HAVAS CONTACT, 49 rue du Pdt Herriot 69002 LYON.

HAVAS CONTACT

---

IMPORTANTE SOCIETE ELECTROMECANIQUE BASSE-NORMANDIE
recherche pour son USINE de CAEN

### UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(35 ans minimum)
possédant formation électro-mécanicien

Il devra avoir une bonne expérience de la très grande série dans les secteurs de production, méthodes, études ou industrialisation, pour prendre la responsabilité d'un service de METHODES

Adresser C.V. et prétentions sous la réf. 2.504 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

---

L. T. M. CONSULTANTS - Logistique Transport Manutention, recherche

### DIRECTEUR D'AGENCE TRANSPORT

(Littoral Méditerranéen)
Responsable devant la Direction Générale des résultats de son exploitation : messagerie et groupage transport national et régional.
Le poste nécessite avant tout des qualités d'organisation et d'animation du personnel, une bonne expérience du transport, une envergure commerciale pour développer les modes d'activités du transport.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions, sous la référence 302/M, à : L.T.M. CONSULTANTS, Département Sélection Cadres, Tour Horizon, 52, quai National - 92806 PUTEAUX.

---

IMPTE USINE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES 150 km au Sud de Paris, recherche, pour la gestion de son secteur Production Distribution

### UN PHARMACIEN

ayant une bonne expérience dans le domaine de la production ou du contrôle.

Ecrire sous No 41452 HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris qui transmettra.

---

**LYON**
**AUDITEUR EXTERNE**
Trois ans d'expérience.
HELIOS FRANCE S.A., 7, rue de Chaillot, 75116 Paris.

---

Société importatrice en gros articles décoration recherche pour BESANÇON
**UN ATTACHÉ DE DIRECTION CCIAL FRANCE**
- 2 ans d'expérience, de préférence dans circuits courts ou publicité V. P. C. après études commerciales supérieur. ;
- Grande disponibilité ;
- Aptitude à la VENTE.

Situation particulièrement évolutive pour élément techniquement valable + ambition réalisatrice.
Envoyer C. V. manuscrit, photo (retournée) et prétentions sous n° de référence 1.192 à Centre de Psychologie et d'Efficience 17 r. des acacias Paris

---

Pour renforcer son service
**OUVRAGES D'ART**
situé dans le LANGUEDOC-ROUSSILLON, bureau d'études à vocation internationale rech.
**INGÉNIEUR**
ayant une expérience d'une dizaine d'années en étude de structures et ouvrages d'art, acquise pr partie à l'étranger. Cet ingénieur, diplômé d'une grande école, résidera en France et sera néanmoins disponible pour travailler à l'étranger. Les ingénieurs intéressés sont priés d'écrire (joindre C.V. et indiquer rémunération actuelle) en spécifiant sur l'enveloppe REF. 1.929, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er).

---

PR ENTREPRISE GENERA[LE] région SUD-EST
**CONDUCTEUR DE TRAVAUX**
CONSTRUCTION METALLIQ[UE]
Minimum 5 ans d'expérie[nce]. Anglais courant. Formation ingénieur ou équivalent. 120.000 F/an.
Ecr. ss réf. 1.059, à SWEERT B.P. 269, 75424 Paris Cedex qui transmettra.

---

Petite entreprise 180 personne[s] ville COTE NORD BRETAGNE recherche
**COLLABORATRICE**
de très bon niveau pour assu[rer]
- Direction bureau administr[atif]
- Gestion du personnel ;
- Secrétariat de direction.

Ce poste conviendrait à J. [F.] très disponible.
5 a. expérience similaire exigée
Envoyer C. V. très détaillé Mme MARTIN-CHAMPIE, 9, [r.] Choron, 75009 PARIS, qui trans[mettra].

---

GROUPE CHIMIQUE recherche pour L'EST DE LA FRANCE
**DIRECTEUR D'USINE**
FORMATION GRANDE ECOLE (chimie, etc.).
Expér. industrielle indispens[able]. L'usine, de construction récente, comprend une cinquantaine de personnes.
Logement assuré.
Env. C.V. et prét. à n° 34.72[.] CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

Entreprise secteur agricole (RÉGION CASTRES - 81) recherche
**COMPTABLE GESTIONNAIRE**
futur responsable des services administratifs et comptables.
— 32 ans minimum ;
— E.S.C. opt. fin. comptabilité
— D.E.C.S. ;
— Au moins 5 a. d'expér. de la direct. des serv. comptables
— Salaire suivant compétence
Ecrire avec C.V. manuscrit au n° 7.917, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

**Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.**

---



## emplois internationaux

Société d'Ingénieurs-Conseils Paris recherche
**INGÉNIEUR ÉTUDES V.R.D.**
Diplômé d'une Grande Ecole, ayant une expérience de quelques années en étude de réseaux d'eau et assainissement.
Cet ingénieur, célibataire, sera disponible sous peu pour travailler à l'étranger.
Veuillez écrire (joindre C.V. et ind. rémunération actuelle) sous référence 4.918 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

---

Offres d'emplois Cadres, Ingénieurs, Techniciens pour Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans revue spécialisée. Doc. A.L.E. (E 2) B.P. 422-09 PARIS

---

OFFRES d'EMPLOIS outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecrire : Outre-Mer Mutations, B.P. 141.09 Paris.

---

Importante Sté d'Ingénierie rech. pour ses activités en PAYS ANGLOPHONE
**INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN**
De formation supérieure, cet ingénieur a acquis, pour partie à l'étranger, une bonne expérience dans le domaine des ponts mobiles (mise en place du matériel, contrôle d'exécution, fonctionnement).
Veuillez prendre contact en écrivant (joindre C.V. + dernière rémunération annuelle) sous référence 9.888 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique noire, Asie, Moyen-Orient, Amérique latine, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le Mensuel spécialisé : MONDEMPLOIS (M 1), B.P. 246-09 Paris

هكذا من الأصل

UNE BANQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche pour son :
DÉPARTEMENT
CONTROLE DE GESTION

# DES JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

- COMMERCIALES (HEC ESSEC, ESCP)
- SCIENTIFIQUES (X, CENTRALE, MINES, PONTS)

Les perspectives liées aux postes autorisent d'autre part de larges possibilités d'évolution dans d'autres départements et notamment au sein de nos agences que l'on trouve en France et à l'étranger.

Adressez C.V. et photo sous référence 2689 à : PIERRE LICHAU S.A. 10, rue de Louvois 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra

---

## RANK XEROX

recherche

### 5 ATTACHÉS COMMERCIAUX

Ils auront à diffuser deux produits nouvellement lancés sur le marché :
- le Télécopieur
- la machine à écrire "Marguerite"

dont la haute technicité a déjà confirmé notre notoriété.

Nous souhaitons confier à ces chargés d'affaires la négociation de contrats et la gestion de leur clientèle.

*Ces postes conviendraient à des professionnels* de la vente ou à des débutants diplômés de l'Enseignement Supérieur, désireux de réussir dans ce domaine.

Nous leur offrons une formation rémunérée, un salaire élevé et des possibilités réelles d'évolution.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS, ROUEN, NANTES, LYON et BORDEAUX.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. T 110,
**INFRAPLAN** Tour de Lyon 185 rue de Bercy, 75012 PARIS

Plain Champs

---

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour son
Département Informatique

**JEUNE TITULAIRE**
*MAITRISE INFORMATIQUE*
Ecrire avec C.V. et prétent. à nº 2844, SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès - 92807 Puteaux

---

Cherchons

**PROFESSEUR**
**CONFIRME**
d'anglais cciel et économique.
Téléph. : 720-00-57

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Brie à Meaux (77) recherche

**UN ORGANISATEUR**
pour concevoir, analyser, proposer et mettre en place de nouvelles procédures.
*Niveau brevet de banque*
Solide expérience bancaire + sens des contacts humains.
Env. C.V. et prétent. à Monsieur le Directeur du C.A. - B.P. 205, 77101 MEAUX

---

IMPORTANTE SOCIETE D'ENGINEERING CHIMIQUE
recherche pour son
*SERVICE TUYAUTERIE*

**UN INGÉNIEUR**
chargé du suivi des contrats.
*Lieu de travail : Banlieue Est de Paris.* Adr. C.V. et prétent. à nº 2561, SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux, qui transmettra.

---

**EU SELEC**
*pour importante Engineering pétrole, recrute*
*10 CADRES et EMPLOYES*

**POST-CONTROL**
pour suivi budget, gestion et comptabilité commerciale.
Diplômes Ecole supérieure de commerce indispensables.
Bilingues anglais.
Ces postes sont à pourvoir immédiatement.
63, av. F.-D.-Roosevelt, Paris-8e
225-61-10 - 256-37-20
Demander M. DERAI
chargé du recrutement.

---

Société (PARIS)
distribuant un produit de grande consommation
recrute UN

**CHEF DES VENTES**
pour animer un réseau national de 11 inspecteurs

30 ans au moins
jeune ESCAE ou Licence Sciences Eco avec première expérience de la vente ou vendeur confirmé ayant une formation économique de base.

Adresser lettre manuscr., C.V. et prétentions à CENOD, 63, r. Caumartin, 75009 PARIS.

---

**EUROPÉENNE DE SÉLECTION**
pour importante engineering pétrole recrute :

**8 INGÉNIEURS**
de planning, connaissant programme Pert-Cost, expérience réalisations industrielles, diplômés d'une école d'ingénieurs, bilingues anglais.
Ces postes sont à pourvoir immédiatement.
63, avenue Franklin-Roosevelt, PARIS-VIIIe.
Tél. : 225-61-10 - 256-37-20.
Demander M. DERAI,
chargé du recrutement.

---

COMPAGNIE D'ASSURANCES
recherche

**CHEF DE GROUPE ADMINISTRATIF**
titulaire du bac,
minimum 1 an de travail administratif, goût pour ce travail, facultés d'adaptation, sens de l'autorité.

FONCTION CADRE

Adresser C.V. et prétentions à : GECO - Service du Personnel, 2, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris

---

**SEDAP**
recherche

**PROGRAMMEUR**
**ASSEMBLEUR**
connaissant COBOL ou GAP II

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**
**ASSEMBLEUR**
connaissant COBOL ou GAP II

Tél. ou écrire à SEDAP
Tour Gamma D
197, r. de Bercy, Paris (12e)
345-12-25 (poste 42-82)
M. DUCORNET

---

**URGENT**
BUREAU D'ETUDES
RECRUTE IMMEDIATEMENT

**P 1 - P 2**
*Mécanique générale et Electricité.* Tél. :
Mlle DURAND, 256-23-22 ou 23-G

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour son
DÉPARTEMENT TECHNIQUE

## CHEF DE PROJET

**Système télécommunications**
École Supérieure Télécom. ou Supérieure Electricité.
30 ans minimum.
ANGLAIS COURANT.
Lieu de travail : PARIS.
Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé sous réf. 28.643 à Havas Contact, 156 Bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

---

## INTERCONTROLE

*Filiale C.E.A. - TECHNIP*
Spécialisée en contrôles non destructifs
recherche pour
*son siège social situé en région parisienne :*

### 1) UN INGÉNIEUR
**Grande Ecole (ENSI, INSA ou équivalent)**
### OU DOCTEUR INGÉNIEUR

- Quelques années d'expérience ;
- Electronicien ;
- Informaticien (micro et mini-informatique) ;
- Connaissances en statistiques et physique nucléaire souhaitées.

*POUR :*

- étude
- suivi de réalisation

de systèmes de traitement de données et de microprocessus pour automation utilisé dans l'industrie nucléaire.

- Libre rapidement *engagement de suite.*

### 2) UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR
**Niveau B.T.S. Electronique**
pour suivre un produit chez un client

- Etude, vieillissement et évolution Produit ;
- *Politique et suivi, sous-traitance.*

Age : 30 ans minimum.
Libre rapidement - Engagement de suite.

Adresser C.V. à l'adresse suivante :
*INTERCONTROLE, 15, rue des Solets*
SILIC 433 - 94583 RUNGIS CEDEX.

---

## SOPAD (NESTLÉ)

recherche pour son établissement de Paris

**D.U.T.**
**COMPTABILITÉ - GESTION D'ENTREPRISE**
ou équivalent

si possible justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans

Possibilité d'évolution intéressante au sein de la société pour un candidat de valeur.

Adresser C.V. détaillé et photo à :
SOPAD
7, rue Euryale-Dehaynin, 75940 PARIS CEDEX 19.

---

## BANQUE PRIVÉE, PARIS (8e)

recherche pour
DIRECTION DES ENGAGEMENTS

**CADRE**
**RÉDACTEUR CONFIRMÉ**
I.E.P. PARIS - H.E.C. - E.S.S.E.C.
2 ans expérience professionnelle

Le titulaire de ce poste devrait pouvoir évoluer vers l'exploitation bancaire ou l'animation d'un groupe de rédacteurs.

Envoyer C.V. détaillé + photo et prétentions à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris cedex 09, qui transmettra, sous référence 1.044 M.

---

## LE SERVICE INFORMATIQUE DES AUTOMOBILES CITROEN

utilisant un très important système I.B.M. 370 avec Réseau Téléprocessing

recherche

### ANALYSTES PROGRAMMEURS
titulaire d'un B.T.S. ou D.U.T. Informatique, ayant au minimum 2 à 3 ans d'expérience sur des applications de gestion en batch ou temps réel.

### UN PROGRAMMEUR SYSTÈME
ayant plusieurs années d'expérience au niveau des systèmes d'exploitation, connaissant de préférence l'OS/SVS ou l'OS/VS1.

et un

### PROGRAMMEUR SYSTÈME
spécialiste du télétraitement.

Env. C.V. au Service du Personnel, Bureau 44 INF
133, quai André-Citroën,
75747 PARIS CEDEX 15.

---

GROUPE INDUSTRIEL
DE TOUT PREMIER PLAN
recherche

## ingénieur système

De formation *supérieure, ayant* 2 années *d'expérience* en matière de bases de données et de temps réel.

*Il devra connaître :*
- le matériel IBM 370/168 sous ASP ;
- le logiciel assembleur 360/370 ;
- connaissance appréciée IMS/VS sous MVS/JES 3.

Larges perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Poste situé à PARIS.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et prétentions sous référence VISET (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

---

Dans le cadre d'une industrie photographique en pleine expansion, le groupe *AGFA GEVAERT, leader Européen de la profession, renforce sa pénétration du marché,* entre autres grâce à la technologie avancée de ses matériels. La FILIALE FRANCAISE (Rueil-Malmaison 92) recherche le

AGFA-GEVAERT

## chef marketing

de son Département *Photo Professionnelle*

*dont la vocation est d'introduire* auprès des laboratoires de travaux photographiques, des utilisateurs professionnels des équipements, des produits chimiques, des surfaces sensibles, des accessoires... Ce cadre se verra confier dans un premier temps *le lancement des produits nouveaux, le suivi qualitatif des* produits existants, l'étude du marché, la conception et la mise en route des actions publi-promotionnelles, les relations avec les responsables marketing des maisons-mères. Il est prévu que ce collaborateur, proche dans ses actions *des réalités du terrain, évolue progressivement vers des responsabilités opérationnelles importantes.*
Le poste convient avant tout à un INGENIEUR de préférence ELECTRONICIEN, apportant une expérience *commerciale et marketing acquise dans* des produits techniques.
ALLEMAND INDISPENSABLE, anglais fortement souhaité. Réponse et discrétion assurées à tte lettre man., CV, photo, rém. adressée ss réf. B/6349 à Mme Greff.

**bernard julhiet psycom**
*93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly*

sperar

---

## Juriste d'Entreprise

Le Président du Groupe des Transports MORY cherche un successeur au Responsable, dont le retraite approche, du service chargé au niveau du Groupe :
- des problèmes administratifs de la Société Mère et d'une quarantaine de filiales (gestion administrative des biens immobiliers...),
- des questions juridiques *relevant principalement du droit des Sociétés :* Assemblées, constitutions, acquisitions de sociétés, service des titres, etc...,
- à l'exclusion du contentieux commercial et des assurances..

Cette situation, d'un niveau élevé, convient à un Juriste d'entreprise, spécialisé en droit des Sociétés et fiscalité, ayant une expérience d'au moins dix ans, acquise dans un poste de responsable, au sein d'une grande entreprise.

sélé CEGOS

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23490/M à M.J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS 33, quai Galliéni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.

---

Nous sommes une importante Société spécialisée dans l'aménagement de l'environnement individuel et collectif.

Nos nouveaux objectifs de développement sur les marchés nationaux et internationaux nous amènent à rechercher :

## DIRECTEUR EXPORTATION

- C'est un homme possédant déjà la dimension d'un responsable de département *international avec une expérience de la négociation de biens industriels ou d'équipement.*
- *Il doit avoir fait ses preuves sur des marchés étrangers,* notamment au Moyen-Orient. Sa connaissance des langues doit lui permettre de négocier sans problème à très haut niveau. REF. 6123 L

## ASSISTANT MARKETING

- C'est un jeune diplômé ESSEC ou équivalent possédant déjà quelques *années d'expérience, études commerciales, marketing, si possible dans les* biens d'équipement ou industriels.
- *Cadre fonctionnel, ses analyses actuelles et prospectives doivent lui permettre* d'aider la Direction Générale pour ses orientations, recherche et développement. *REF. 6123 M*

*Pour Inf. Compl. écrire sous réf. choisie à*

**ORES** CAP OUEST 11 Bd G. Guist'hau 44000 NANTES

Groupe BOSSARD

sperar

---

## INGÉNIEURS SYSTÈME CII-HB/66

Nous sommes une Société de gérance informatique en progression rapide. Nous démarrons un nouveau centre informatique regroupant de très importantes sociétés.
Nous offrons à nos collaborateurs un travail de réalisations sur de nouveaux systèmes et de nouvelles méthodes de rentabilisation des Centres Informatiques.
Une formation supérieure est souhaitée, ainsi qu'une expérience d'un ou deux ans comme Ingénieur-Système si possible.
*Si ces postes offrant de réelles perspectives d'avenir vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à :*
PUBLIVAL, Nº 1102, 70, rue du Point-du-Jour, 92100 Boulogne

---

## DIRECTEUR TECHNIQUE BATIMENT

**Le Groupe :** *d'implantation nationale* (C.A.77 - 350 Millions) *est en puissante* expansion. Il se situe parmi les leaders de sa spécialité.

**Le poste :** *rattaché au Président, le Directeur Technique sera l'«Expert»* chargé des problèmes de production et, il aura notamment la responsabilité de l'application des méthodes sur les chantiers.

**Le candidat :** est un Ingénieur (E.N.P.C., E.C.P., E.T.P.), il a 10 ans d'expérience (méthodes et direction de chantiers).

*Lieu de travail : proche banlieue parisienne.*

Pour un premier contact, adress. C.V. et photo à nº2520

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris

---

## *femme ingénieur ENS.BANA*

Nous sommes une société de produits chimiques situés à Paris 5e. Nous souhaitons confier à un ingénieur de formation ENS.BANA ou IBANA le poste de

## *documentaliste*

Dans le Département Arômes que nous développons, vous serez chargée de recueillir et de suivre l'ensemble des informations scientifiques, législatives, commerciales,... concernant les arômes dans le secteur alimentaire en France et à l'étranger.

Agée de 25 *ans minimum, vous pouvez être débutante, mais nous apprécierons éventuellement* une première expérience dans le domaine des Arômes.

Les candidates intéressées sont invitées à adresser leur CV accompagné d'une lettre manuscrite à :

S.N.P.M.-PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex
en précisant la référence 382 sur l'enveloppe.

## PERKIN-ELMER DATA SYSTEMS

**FRANCE**

(Constructeur d'Ordinateurs **INTERDATA**)

Recherche pour **PARIS, LYON et TOULOUSE**

### DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ayant une bonne formation technique, possédant plusieurs années d'expérience de la vente de mini-ordinateurs dans les domaines de l'OEM scientifique et industriel

### DES TECHNICIENS DE MAINTENANCE

AT3 ou ATP (possédant B.T.S. ou équivalent) ayant au moins de 3 à 5 ans d'expérience hardware.

### DES SUPPORTS TECHNIQUES

confirmés Hardware etSoftware

### DES TECHNICIENS ET INGÉNIEURS SYSTÈME

confirmés

**Pour ces postes, de bonnes notions d'anglais seront appréciées.**

Envoyez votre C.V. manuscrit à PERKIN-ELMER DATA SYSTEMS 50/56, rue de la Procession - 75015 PARIS.

---

LEADER INTERNATIONAL DE LA REPROGRAPHIE

## RANK XEROX

Recherche pour sa fonction

# MARKETING PLANNING

un

## CADRE MARKETING

Ayant une forte personnalité, une bonne maîtrise numérique et une excellente pratique de l'anglais.

En effet, ce collaborateur participera à l'élaboration, au suivi et au contrôle des stratégies commerciales à la fois au niveau FRANCE, vis-à-vis de notre siège international, et au niveau succursales.

Il sera amené, dans ce cadre, à communiquer avec tous les niveaux dans l'entreprise.

Ce candidat sera diplômé d'une Ecole de Gestion ou d'Ingénieur, titulaire d'un troisième cycle et/ou de 2 ans d'expérience professionnelle.

Connaissances A.P.L. appréciées.

Il devra être disponible pour de courts voyages à l'étranger.

Merci d'écrire sous réf. C. 32 à J.L. MUTTE - Service Recrutement.

RANK XEROX 4 rue Nicolas Robert 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

---

Dans le cadre du développement de son activité

## «CHANGES CLIENTELE»

importante banque privée française recherche pour son siège social Paris 2è

## un collaborateur

chargé de suivre la clientèle existante

Profil recherché :
- 23 ans minimum
- 2 à 3 ans d'expérience des OPERATIONS DE TRESORERIE EN DEVISES, soit dans une société industrielle, soit dans un établissement bancaire
- bonne connaissance des opérations de change traitées par la clientèle et de la règlementation française des changes
- dynamique, possédant le goût des contacts commerciaux.

Adresser candidature manuscrite avec c.v., photo et prétentions s/réf. 9358 à Axial Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

---

CAP SOGETI RECHERCHE

**GESTION**

## INGÉNIEURS CHEFS DE PROJET

- Les candidats retenus devront posséder une réelle expérience de l'animation d'équipes informatiques dans le domaine des applications de gestion et posséder des connaissances en base de données et télétraitement.

Adresser C.V. sous référ. G. 83 à P. LUCAS CAP - SOGETI - Gestion, 20, rue Leriche, 75015 PARIS.

---

SOCIETE FRANÇAISE,

Filiale d'un groupe international spécialisé dans la stimulation cardiaque a décidé de confier pour ses activités en France des postes de

## DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

à des personnes satisfaisant aux conditions suivantes :
- — avoir une connaissance approfondie de l'électronique médicale,
- — justifier d'une grande expérience et de références sérieuses,
- — Anglais indispensable.

Envoyer candidature (C.V., photo et prétentions) à C.P.I. FRANCE à l'attention de M. STRAUS, 19, rue Ernest-Laval, 92170 Vanves. Discrétion assurée.

---

## l'assurance de qualité

**Une obligation pour certaines entreprises, une nécessité pour la nôtre**

C'est pourquoi l'ingénieur que nous recherchons devra avoir une expérience réelle des problèmes pour les avoir vécus en

**FABRICATION, BUREAU D'ETUDES ou CHANTIER.**

35 ans minimum, de formation E.C.P., A et M ou équivalent, il apportera de solides compétences en chaudronnerie, métallurgie ou mécanique.

Importante Société d'Ingénierie nucléaire, nous lui confierons la responsabilité d'un de nos départements ASSURANCE DE QUALITE, c'est à dire l'animation d'une équipe d'ingénieurs et techniciens (40 personnes).

Si cette opportunité vous intéresse, adressez candidature et c.v. s/réf. 9381 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

---

## AEG TELEFUNKEN FRANCE S. A.

*recherche pour son Département COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES à (92) CLICHY (Métro Porte-Saint-Ouen)*

### 1) LE CHEF DE DÉPARTEMENT

**Ingénieur Électronicien**

- — Connaissance de la langue allemande.
- — Expérience d'animation d'une équipe de vente dans le secteur composants (semi-conducteurs, passifs).
- — Expérience en gestion commerciale.
- — Responsabilités : développer la vente en France, chiffre d'affaires, marges.
- — Gestion du stock.
- — Gestion du personnel (15 personnes).
- — Liaison avec les usines en R.F.A. et visites chez les clients au plus haut niveau.

### 2) UN CHEF DE PRODUITS

Responsable des liaisons avec les usines en R.F.A., de l'aide technique aux ingénieurs de vente et des visites occasionnelles de nos clients.
3 ans min. d'expérience de laboratoire d'études en électronique.
Connaissance de la langue allemande ou anglaise.
Fréquents déplacements en Allemagne.

### 3) UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Agé de 28 ans minimum.
Connaissance souhaitée de l'allemand.
Expérience vente composants électroniques industrie ou grand public.
Travail à PARIS avec de fréquents déplacements à envisager en province.
Salaire fixe + intéressement sur objectifs.

Adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A. 6, boulevard du Général-Leclerc, 92115 CLICHY.

---

# POSSIBILITE EXCEPTIONNELLE D'AVANCEMENT POUR INGENIEUR SPECIALISE SUR IBM 370

**NOTRE CLIENT EST CONSIDÉRÉ COMME ÉTANT L'UN DES PLUS IMPORTANTS FOURNISSEURS MONDIAUX DE GRANDS SYSTÈMES COMPATIBLES IBM.**

**LE SUCCÈS NOTABLE QU'IL A JUSQU'À PRÉSENT REMPORTÉ, DÛ AU FAIT QU'UNE GRANDE PARTIE DES UTILISATEURS DE SYSTÈMES IBM SONT PRÊTS À ENVISAGER D'AUTRES ALTERNATIVES, A FAIT NAÎTRE DE NOUVEAUX POSTES QUI PROMETTENT UNE CARRIÈRE TOUT À FAIT EXCEPTIONNELLE.**

A l'ingénieur spécialisé en support-clientèle, au niveau hardware ou logiciel, cette position offre bien plus encore qu'un salaire élevé.

**Securité d'Emploi**
Le succès remarquable de cette société, sa gamme de produits de pointe, l'engagement total au niveau technique et l'excellence du support donné à la clientèle, les investissements qui ne cessent de croître avec les profits exceptionnels, tout cela vous garantit la sécurité de travailler au sein d'une organisation fiable et solide.

**Développement de Carrière**
Les activités de notre client ayant un taux d'accroissement exceptionnel, il est probable que votre carrière évoluera à un rythme rapide comparativement aux possibilités que vous avez actuellement.
En effet, actuellement notre client recherche aussi des ingénieurs pour des postes supérieurs.

**Formation**
Cette société reconnait qu'un personnel, aussi bien rémunéré soit-il, doit quand même suivre les derniers développements technologiques.
C'est dans ce but que notre client a mis au point un programme de cours de formation spécialisée qui assure votre enrichissement professionnel.

**Ambiance**
Vous trouverez une ambiance de travail amicale et dynamique, riche en motivations et satisfactions.
Nous souhaitons que vous soyez satisfait de votre travail actuel. Et pourtant, il est peut-être de votre intérêt et de celui de votre famille de considérer ce que notre client offre.

**Rémunération et Avantages Sociaux**

**Le salaire sera déterminé en fonction de l'expérience du candidat, et sera de 85.000F à 156.000F.**
**Les candidats exceptionnels peuvent prétendre à un salaire plus élevé.**

Vous bénéficierez de tous les avantages sociaux complémentaires dûs à un ingénieur spécialisé.

**Profil du Candidat**
Les candidats retenus auront l'expérience et les qualités suivantes:

**Ingénieur Technicien Hardware:**
* Expérience de maintenance sur IBM 370 (158 et plus grands)
* Dépannage sur VS1, SVS, VM, MVS
* Bonne faculté de communication avec la clientèle
* Un profil personnel lui permettant de coopérer efficacement avec les services du Marketing et de l'Organisation Système
* La faculté de prendre éventuellement en main une petite équipe de techniciens.

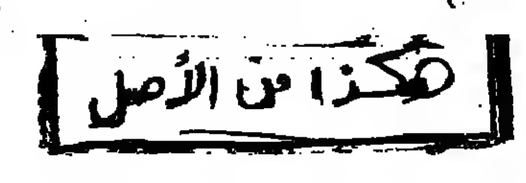
**Ingénieur Logiciel:**
* Expérience solide pour solutionner tout problème au niveau logiciel sur matériel IBM de grande complexité
* Très bonne connaissance du système d'opération MVS
* Connaissance d'un ou plusieurs des programmes: VTAM/NCP, JES 3, VSAM, TCAM/TSO, IMS

Il n'est pas indispensable que les candidats aient une connaissance parfaite de l'Anglais, mais nous leur demandons de pouvoir suivre l'Anglais technique.

**Adressez votre C.V. à D.P.S.C., Réf: LM-Fr, 25 rue des Longsprés, 92100 Boulogne ou téléphonez au 01-6091515 ou 01-6083848. DISCRETION ABSOLUE**



Experts Conseils Internationaux en Administration et Personnel



## offres d'emploi offres d'emploi

### INGÉNIEUR D'AFFAIRES

**Division Industrie — PARIS**

pour société filiale d'un groupe important qui réalise et commercialise des appareils de mesure de haute qualité.

Sa mission essentielle étant d'augmenter la force de vente existante et diffuser les produits auprès de nouveaux clients.

Cette fonction couvre, à l'intérieur, la définition des créneaux de vente et la mise au point des plans de prospection ; la rédaction et le chiffrage des devis. A l'extérieur, il agit comme un Ingénieur-Conseil chargé d'étudier les besoins de la clientèle et de présenter la gamme des produits. Une expérience de quelques années acquise au sein d'un bureau d'études spécialisé dans le domaine « installation des fluides » de la régulation ou éventuellement dans les industries du pétrole, de la chimie, serait considérée comme intéressante.

Une formation d'Ingénieur Electro-Mécanicien serait appréciée.

Rémunération : 90.000 à 100.000 F par an + frais remboursés sur justificatifs.

Adresser C.V. détaillé sous référence n° 1153, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

---

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

*Région Parisienne*

recherche

### INGENIEUR INFORMATICIEN

**Débutant (I.N.S.A. - D.E.A. ou simil.)**

pour participer au développement ou à l'adaptation de programmes scientifiques (FORTRAN) dans le domaine de la conception des circuits intégrés.

Ecrire avec CV et prétentions No 35.127 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. t.

---

ORGANISME PROFESSIONNEL A BUT SOCIAL recherche

### DIRECTEUR

- — Minimum 40 ans,
- — Formation juridique,
- — Licence en droit minimum,
- — Possédant expérience approfondie droit Sécurité sociale et retraites,
- — Expérience GESTION petite entreprise,
- — Un très grand sens contacts humains,
- — Très sérieuses références contrôlables.

SALAIRE ANNUEL : 110.000 F

Régime CADRE MAXIMUM

Adresser CV manuscrit et photo à : Mlle DE CROZALS, 30, rue de Condé, 75006 Paris.

---

### CABINET DE BREVETS

un des premiers de Paris

recherche

pour participer à son expansion

**INGÉNIEUR HAUTE CLASSE**

Première lettre à n° 7.899, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

---

### PROGRAMMEUR DE GESTION

Niveau baccalauréat, 18 ans minimum, tests et entretien préalables.

Prochaine session :

**21 NOVEMB. 1977**

Durée : 19 semaines. Travaux pratiq. sur ordinateurs Control Data et I.B.M.

Renseignements et inscription

**INSTITUT PRIVÉ CONTROL DATA**

19, rue Erard, 75012 PARIS. Téléph. 340-17-30.

---

Important groupe international (plus de 100 sociétés) recherche

**RESPONSABLE**

pour son service consolidation. Ce poste conviendrait à un jeune universitaire ou expert-comptable ayant une expérience de la consolidation et des principes comptables anglo-saxons. Ecr. avec C.V. et prétent. sous référ. 2.833 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

---

Importante maison d'éditions scolaires et universitaires recherche

**DÉLÉGUÉ PÉDAGOGIQUE**

à temps complet pour Paris et la région paris. Conviendrait à personne 30 ans environ, ayt formation universit. Voiture indispensable. Ecr. n° T 713.835 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

---

Service social interentreprises recherche

**ASSISTANTE SOCIALE**

expérimentée (diplômée d'Etat). Voiture indispensable. Ecr. n° 7.920 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

---

Centre d'étude, des réactifs et matériels utilisés dans les laborat. de biologie médicale recrute

**UN DIRECTEUR EXÉCUTIF**

Fonction temps partiel destinée à biologiste et comportant gestion administrative. Adr. candidature et C.V. à : CERM, 30, place de la Nation, 75012 NATION.

---

I.F.E.R.P. recherche PROFESSEURS ALLEMAND expérimentés à temps partiel (langue maternelle allemande). Carte de travail exigée, si non ressortissant de la C.E.E. Env. C.V. et photo (ne pas tél.) I.F.E.R.P. Berkeley Building, 19-29 r. du Capitaine-Guynemer, 92081 Paris-La Défense Cedex 19.

---

Cabinet comptable IENA ch. aide-comptable-dactylo stable, début, libre de suite. TEL. : 723-50-18.

---

REVUE BI-MENSUELLE (8 ans d'existence) propose à : CHEF DE PUBLICITE COMMERCIALE (H. OU F.) direction équipe dynamique (2 pers.) de 15-11-77 au 31-8-78 (possibil. engagement ultérieur). — Salaire fixe très motivant. — Réf. activité simil. exigée. Env. C.V. manuscrit pour prem. cont. n° 713 974 M Rég.-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

**SEDAP** recherche :

**PROGRAMMEURS** COBOL - IBM - OS Pratique de LCP - WARNIER

**PROGRAMMEURS** COBOL - BULL - 62/40

**PROGRAMMEURS** COBOL - BULL 6000

**POGRAMMEURS** PL 1 - IBM

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS** PL 1 - IBM

**ANALYSTE** COBOL - IBM

DEBUTANTS S'ABSTENIR

Tél. ou écrire à SEDAP Tour Gamma D 197, rue de Bercy, PARIS (12e) 346-12-35 poste 47-88 M. GUILLAUME

---

Important groupe METALLURGIQUE. Région parisienne travaillant pour l'industrie automobile recherche

**CHEF DE SERVICE CONTRÔLE QUALITÉ**

INGENIEUR A.M. ou équival. Expérience souhaitée : METALLURGIE, PLASTIQUE. Anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à n° 34065, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

---

Importante Société Fiduciaire d'expertise comptable Paris OFFRE POSTES

PREMIERS ASSISTANTS CONTROLEURS ET ASSISTANTS CONFIRMES DECS, 2 à 3 ans d'expérience. Cabinet, licence, ESSEC ou équivalent apprécié, déplacements éventuels province/étranger, Situation d'avenir.

COMPTABLES PREMIER ECHELON Expér. professionnelle exigée. Adr. C.V. manuscrit, photo, et prétent. à M. LEMARCHAND, 21 bis, r. Ld-Byron, 75008 Paris.

---

COLLABORATEUR gd stdg pr contact ht niveau. Poss. partiel. Tél. : 233-15-10, heures bureau.

---

Expert-comptable rech. pour PARIS, le NORD, LIMOGES, LYON, LE MANS, NANCY, collaborateurs experts-comptables commissaires inscrits, diplômés grandes écoles commerciales ou expér. approfondie du contrôle, pour exécution missions censoriales. Position cadre. Ecr. n° 7 913, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

Recherchons ANIMATEUR CULTUREL et d'activités socio-éducatives pour M.J.C. de quartier Celle-Saint-Cloud. Téléph. : 969-48-24 14 heures à 19 heures, sf lundi.

---

ORGANISME de FORMATION recherche

**ANIMATEUR DE FORMATION**

pour organisation et méthodes simplification de travail dans le secteur tertiaire. Age mini 28 ans, 2 ans expér. de la formation des adultes indispens., si possible expér. du milieu hôtelier. Travail en équipe avec groupe formateurs pluridisciplinaires. Rémun. à la vacation. Env. CV, photo, n° T 00883 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

---

Ecole primaire privée Champ de Mars cherche

**J. FEMME ÉLÉGANTE DYNAMIQUE** pfte éducation, connaiss. dactylo pour poste

**ADJOINTE D'ENSEIGN.** Tél. : 783-34-65

---

ECOLE D'INGENIEURS recherche pr encadrer des projets indust.

**UN (E) INGENIEUR**

3 ans d'expér. industrielle en ELECTRONIQ., ANALOGIQUE ET NUMERIQUE. Env. C.V., prét., à O. Moulin, ESIEE 81, rue GALGUIERE, 75015 PARIS.

---

SOCIETE INDUSTRIELLE LEVALLOIS recherche

**INGÉNIEUR**

diplômé A.M., E.N.S.I., débutant, dégagé obligat. milit.

Form. électricité industr., bnes conn. en électroniq. pour INGENIERIE D'EQUIPEM., énergie faible et moyenne puissance.

Anglais nécessaire. Déplacements possibles courte durée France et étrang.

Ecr. avec C.V., photo, prétent. E.I. IMPACT, 41, av. Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

---

J. F. LIBRE DE SUITE

**PLACE STABLE**

Employée de bureau dactylo bilingue. Quartier Opéra. Tél. 073-54-14.

## travail à domicile

*Demande*

J. F. frappe vos manuscrits, cassettes, sur une IBM sphères, rapide, prix modérés. 926-95-98.

SECRET. qualif. rech. à dom. : TOUS TRAVX SECRETARIAT, rapports, courrier, transcriptions bandes et manuscrits sur IBM Direction, prise de R.-V. etc. Travail rapide et soigné. Ecr. n° T 00.885 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

## représentation offres

### NOTRE ENTREPRISE POSSEDE

- Des structures d'accueil ayant fait leurs preuves.
- Des produits au-delà de toute concurrence.
- Une clientèle dans un marché très ouvert.

Pour affirmer notre implantation nationale nous recherchons dans toutes regions des :

### DELEGUE(E)S COMMERCIAUX

VOUS AUREZ

- LE STATUT V.R.P. + MINIMUM GARANTI (2.000 F)
- UNE REMUNERATION STIMULANTE
- L'EXCLUSIVITE D'UN SECTEUR ET DES PRODUITS
- UNE PREPARATION AU POSTE PAR ENTRETIENS ET STAGE DE FORMATION
- UN SOUTIEN PUBLICITAIRE PERMANENT

Vous connaissez bien votre région
Vous avez l'esprit d'initiative et de responsabilité et possédez un véhicule.

ECRIVEZ AVEC C.V. à UNIVAS (n° 2112) 2, rue de Sèze PARIS 75009 QUI TRANSMETTRA

---

Impte Agence de voyages rech. pour son départ. groupes, congrès, séminaires, foires, exposit., en pleine expansion

**UN PROSPECTEUR-DEMARCHEUR**

de très bon niveau, expérim., efficace, pour démarchage, gdes entreprises, chambres de commerces, fédérat., syndicat. Il sera la collaborat. cclaleur. Il sera le collaborateur cclal direct du chef du département. Bonne rémunération, fixe + intéressement. Poste d'avenir si capable. Transmettre C.V. à : TRANSCAR Via Expansion M. MAS, 9, bd Malesherbes 75008 PARIS

## représent. demande

Ingén. expérim., 37 a., excell. connais. gles, se rend. en Asie du Sud et S.-E. pr quelq. mois, tr. bnes connais. éco., hum. et linguist. des pays de cette rég., accept. missions de tie nat. : représ., prospect., prise de cont., négoc. div. Tél. 907-10-87 apr. 20 h ou écr. n° 1.882 « le Monde », 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

## formation professionnelle

AUJOURD'HUI LA GESTION FAIT PRIME SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

- Vous êtes bachelier et êtes âgé de 25 a. au plus ;
- Vous êtes à la recherche d'un métier d'avenir ;
- Avez-vous pensé à celui de :

### TECHNICIEN DE GESTION

LE CENTRE DE FORMATION PRATIQUE A LA GESTION (C.F.P.G.) créé au sein de l'INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION (I.F.G.), peut vous y préparer.

Son prochain stage débutera en DECEMBRE 1977, les candidats dont le nombre est limité :

- Suivront gratuitement un cycle de formation de 4 mois ;
- Effectueront un stage pratique de 2 mois en entreprise ;
- Percevront pendant la durée des études, une rémunération égale à 90 % du SMIC.

Les candidatures sont à présenter avant le 25 NOVEMBRE 1977.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. PANIEN (Tél. 578-61-52 poste 353) — 37, quai de Grenelle 75738 PARIS CEDEX 15

---

Organisme de Formation rech.

**ANIMATEURS**

Toutes matières

Env. C.V. et plans de stage au CEFAP, 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## cours et leçons

MATH. Rattrapage par Professeur expérimenté. Tél. : 278-77-71

## secrétaires secrétaires

*Secrétaires de direction*

### SOCIÉTÉ MULTINATIONALE Paris-Nord

recherche

### l'ASSISTANTE du Chef du Personnel

La candidate devra :

- être une secrétaire de Direction bilingue allemand confirmé ;
- avoir une bonne connaissance de la législation sociale ;
- le sens et le goût des contacts à tous les niveaux, doublé de grandes possibilités d'adaptation.

Une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction personnel serait appréciée.

Nous remercions les candidates d'envoyer leur C.V., photo et prétentions, sous référence n° 37.778, à RUSH Publicité, 84, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

---

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COSMÉTOLOGIE ET DE PARFUMERIE

recherche

### UNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Jeune Femme, excellente présentation, formation supérieure (H.E.C. J.F. et autres), ayant IMPERATIVEMENT 5 ans minimum d'expérience dans les Produits de Beauté et la Parfumerie.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétent. et photo, sous le n° 7.894 « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS (9e).

---

IMPORTANT GROU[PE] D'EDITION PRES[SE] recherche pour so[n] Directeur d'Etablis[sement]

**UNE SECRÉTA[IRE] COLLABORATRI[CE]**

En plus du Secrétari[at] de Direction, la titula[ire] de poste assurera u[ne] collaboration direc[te] dans certains domai[nes] (relations avec dive[rs] services, prise en cha[rge] de certaines activit[és]).

Ce poste conviendrai[t] à Femme :

- — 27 ans minimum.
- — Formation technique (ou équivalent) indispens[able]
- — Formation générale : Niveau supérieur (DU[T] Licence) appréciée.
- — Au moins 6 ans d'exp[érience] dans la fonction de secrétaire.

- — Avantages sociaux, [...]
- — Mutuelle, 13e mois, [...]
- — Restaurant d'entrepr[ise]
- — 2 semaines vacances [...]

Envoyer C.V. détail[lé] photo + prétentions, B.P., Service Emploi, 3, rue Bayard, 75008 PARIS.

*Secrétaires*

Groupe Financier important ch. pour Levallois-Perret

**SECRÉTAIRE JURIDIQUE**

Confirmée sténodactylo. Droit des sociétés (notam. pour tenue des Conseils d'administrations et des assemblées) Avant. socx, 5 x 8, restaurant d'entreprise, 13e mois. Adress. C.V. avec photo et prét. s/réf. 1.126 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

---

Organisation professionnelle recherche

**SECRETAIRE STENO-DACTYLO**

expérimentée. Lieu de trav. 8e arrdt. Env. let. man. av. C.V. n° T 867 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

---

Société NATION recherche.

**SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO EXPERIMENTEE**

Bonnes connaiss. anglais pour service technico-commercial. Libre immédiatement. Env. C.V., photo et prét. s/réf. 231 à Sté DELHOMME et Cie. B.P. 35. 75562 Paris Cedex 12.

---

Société d'importation matériel électronique recherche

**SECRÉTAIRE-STENODACTYLO**

bilingue anglais, pour travail varié. Env. C.V. et prétent. à SCIE-DIMES, B.P. 33, 91122 PALAISEAU.

*Sténodactylos*

Recrutement à l'hôpital de MAISON-BLANCHE

**10 STÉNODACTYLOS**

Les candidates doivent être françaises et âgées de 17 ans au 1er janvier 1977. Salaire de début : 2.440 F. Se prés. à M. le Directeur chargé du Personnel de M.-B., bureau de recrutem., 3, av. Jaurès, 93330 Neuilly-sur-Marne.

*Dactylos*

Sté Paris 8e rech. DACTYLO CONFIRMEE STENODACTYLO CONFIRMEE pour petit secrétariat exportation. Env. C.V. et prét. sous le n° 17607 B, Bleu, 17, r. Lebel, 94300 VINCENNES

## capitaux proposit. co[mmerc.]

Vds nom et marques co[...] déposés - PUBLIFRANC[E] Société. - Téléphone : 7[...]

Société commerciale en expansion cherche ASSOCIES avec 300.000 F, C.A. à [...] gros bénéfices. GROUPE MERCUR[E] 92, rue de la Victoire Téléphone : 293-5[...]

Société Multination[ale] POLLUTION - ENVIRO[NNEMENT] LOISIRS à forte exp[ansion] dispose d'une franc[hise] dans l'Ouest de la F[rance]. Nécessité de prévoir u[n inves]tissement entre 100.000 e[t ...] et d'avoir réelle volonté [de con]duire une equipe comm[erciale] et technique très dynam[ique]. Ecrire sous le n° 34.7[...] CONTESSE PUBLIC[ITÉ] 20, avenue de l'Opéra, P[aris]

CEDE EN TOTALI[TÉ ...] parts de Société [...]

**TRAVAIL TEMPOR[AIRE]** LYON C.A. 7,3 millions [...] prix demandé bénéfic[e] après amortissemen[t]. Pour 1er contact, écrire n° 713933 M. à REGIE-P[RESSE] 85 bis, r. Réaumur, Paris

## autos-ven[te]

**+ de 16 C.V.**

Concessionn. British [...] Porsche vend Porsche 924 Martini, d[...] 6.000 kilomètres, état [...] Tél. (75) 01-29-58 Mar[...]

## divers

**BMW OCCASION**

220, 520, 525, 528, 7[...] modèles 77, peu roulé, [...] Auto-Paris XV. Tél. 5[...] 63, rue Desnouettes, Paris

## demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ + BUSINESS SCHOOL

30 ANS

Français - Allemand - Anglais

Excellentes Références Professionnelles :
INFORMATIQUE DE GESTION - ORGANISATION
CONTROLE DE GESTION - STATISTIQUE et R.O.
ECONOMIE - FINANCE.

recherche

**POSTE STABLE A HAUTES RESPONSABILITÉS**

Ecrire sous le numéro 1.874, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

---

### ANCIEN IMPORTATEUR et EXPORTATEUR

français en ARGENTINE - 50 ans - H.E.C.

- — Connaissance parfaite de l'Anglais - Allemand - Espagnol.
- — Dominant questions bancaires, changes et SHIPING depuis 1971 en Europe, comme créateur et animateur d'un réseau de ventes, de biens d'équipement.
- — Etudierait propositions en rapport.

Tél. : 628-18-08

---

### CADRE SUPÉRIEUR

47 ans

Licencié ès sciences
Formation ingénieur mécanicien
Anglais courant

Bonnes connaissances exportation et ingeniering

Expérience : DIRECTION USINE
DIRECTION COMMERCIALE
DIRECTION GENERALE

recherche

SITUATION EQUIVALENTE

Ecrire n° 1905 « le Monde » Publicité 5, rue des Italiens — 75427 PARIS-9e

---

### RELATIONS PUBLIQUES INTERNATIONALES

introduit en Afrique francophone près autorités gouvernementales, administrations, industries

recherche poste dans société ou organisme ayant besoin CONTACTS HAUT NIVEAU

EXPERIENCE — EXCELLENTES REFERENCES

Ecrire n° T 00819 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e qui transmettra

---

### F. actuellement ingénieur-conseil

cherche

POSTE HAUT NIVEAU DE RESPONSABILITE

*(secrétariat général, gestion, formation, personnel, direction d'un service, organisation de stages, etc.).*

Ecrire n° 7.816 « Le Monde » Publicité 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e

---

INDUSTRIELS L'avenir de votre entreprise réside à l'exportation. Vous recherchez :
- — Un homme de confiance capable de défendre les intérêts de votre entreprise.
- — Un homme sérieux et de grande capacité professionnelle prouvée par références.
- — Vous souhaitez qu'il ait 36 a., qu'il soit dynamique.

Disponible et introduit ds ts milieux d'aff. internat. y compr. les pays de l'Est. Ingénieur tril. angl., allem., franç. Ecr. n° 1.899 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e.

---

J.F., secr. de dir. tril. angl. et allem. cour, b. prés. sens. resp., 10 a. exp., ch. empl m-tps/tps part. prop. autr. que secr. égal. accept. : collab., vte, interprét., réception, etc. Ecrire n° 6 596, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e, qui tr.

---

INGENIEUR-SOUDEUR 15 ans d'expérience en constructions soudées de raffineries, plates-formes de forage et des constructions off shore — spécialiste du contrôle non destructif, parlant anglais, accepterait même un emploi temporaire sur un ou plusieurs chantiers en France ou à l'étranger. Durée indifférente. Ecrire n° 34 739 Contesse publ., 20 avenue de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

---

Jne Hme 25 a. maîtrise en droit des affaires, espagnol cour, ch. empl. ds un service juridique d'entreprise ou cab. de conseil juridique. T. 205-25-20 SEVILLAND 149, r. Belleville 75019 Paris.

---

J.H. 23 a. dég. O.M. BTS publ.; eyt 6 m. exp. en rédac. agence ch. empl. ou à défaut stage rémunéré ds agce ou chez annonc. Ecr. n° 6 594, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

Jne femme secrétaire trilingue espagnol, anglais, français, ch. poste en France, organisation internationale ou similaire, expérience UNESCO et O.N.G. Ecr. n° 6 600, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

**INGÉNIEUR INFORMATICIEN ÉLECTRONICIEN**

I.S.E.N., 25 ans, 3 ans d'expérience en étude, assistance technique matériel et logiciel, entretien, ch. poste correspondant. Libre imméd. Tél. (20) 96-14-05.

---

J. FME 27 ans, libre de suite,

**SECRÉTAIRE DACTYLO EXPERIMENTEE**

Serv. Apr.-Vte et facturat., rech. poste stable Boulogne, 15e, 16e. Ecr. n° T 00847 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

Jeune Fme 26 ans, lic. espagnol, bonnes notions anglais, portugais DIPLOME A.F.P.A.

**SECRÉTAIRE DIRECTION**

biling., disponib., esprit d'équipe, facilité de contact et d'adaptat., cherche l'entreprise qui voudra bien utiliser ces possibilités. LIBRE IMMEDIATEMENT Mlle Nicole ROUSSET, 1, rue Léon-Delagrange, 75015 Paris.

---

J.F., 29 a., lic. maîtrise DROIT PRIVE, ESPAGNOL COURANT

**SECRÉTAIRE DIRECTION BILINGUE A.F.P.A.**

Expér. : banques, enseignement, publicité, disponib. déplacements. LIBRE IMMEDIATEMENT ch. poste relations, FRANCE, ESPAGNE ou AMER. du SUD. Ecrire à Mlle D. BLOT, 140 bis, r. Lecourbe, 75015 Paris

---

**SOCIO-ÉCOLOGISTE SPECIALISTE ÉTUDES D'IMPACTS**

Bilingue français-anglais. Relations administratives, nationales et internationales,

cherche emploi stable organisme privé ou public. Ecr. n° T 00709 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

---

### AGENT DE COMMERCE EXTÉRIEUR

Allemand courant - Anglais
15 ans Directeur filiales allemandes et autrichiennes en France et en Afrique du Nord
recherche
représentation, missions ou responsabilité en Allemagne, Suisse ou Autriche
Création d'agences

Ecrire n° 7915 « le Monde » Publicité 5, rue des Italiens — 75427 PARIS-9e

---

### INGÉNIEUR PRODUCTION

29 ans — Espagnol courant

- Organisation générale, gestion de productio[n] Méthodes - Formation

cherche poste dans Société Conseil, d'engineeri[ng] ou poste à responsabilités dans production o[u] bureau méthodes
- — Lieu de travail indif. FRANCE et ETRANGE[R]
- — Disponible immédiatement

Tél. : 970-51-02

---

ATTACHE DE DIRECTION

25 ans, nationalité Franco-Allemande
Etudes E.B.S. Paris, Francfort, Londres Economic[s]
Langues courantes :
Français, Allemand, Anglais, Espagnol
Actuellement Hong-Kong. Libre fin 1977

recherche

**TECHNICO-COMMERCIAL**

POUR SOCIETE AYANT SON SIEGE SOIT EN FRANCE, EN ALLEMAGNE OU EN GRANDE-BRETAGNE, POUR TRAVAILLER JAPON, HONG-KONG, SUD-EST ASIATIQUE, PHILIPINES.

Ecrire à J. A. MONHEIM A3 PARK VIEW COURT 1 PARK ROAD, HONG-KONG.

---

**Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde Publicité" ou d'une agence.**



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,00 | 49,19 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 10,00 | 11,44 |
| IMMOBILIER | 30,00 | 34,32 |
| AUTOMOBILES | 30,00 | 34,32 |
| AGENDA | 30,00 | 34,32 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 80,00 | 91,52 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | La col./cm | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 24,00 | 27,45 |
| DEMANDES D'EMPLOIS | 5,00 | 5,72 |
| IMMOBILIER | 20,00 | 22,88 |
| AUTOMOBILES | 20,00 | 22,88 |
| AGENDA | 20,00 | 22,88 |



## demandes d'emploi

**ÉCONOMISTE**
**Maîtrise nord-américaine**
36 ans, 10 ans Canada, U.S.A., Maghreb. Entregent, autodidacte recherche propositions
**COMMERCE INTERNATIONAL**
Ecr. nº 7.904 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

**CHEF DE STUDIO**
47 ans - Expér. presse - édition recherche journal ou édition. Secteur Paris - Rouen. Libre de suite. Ecr. nº 7.904 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Ingénieur Gde Ecole - 30 ans
**SPÉCIALISTE LOGICIEL**
mini-ordinateur - solar
ch. contrat courts ou moyenne durée, Sud de la France, pour réalisation logiciel. Ecr. nº T 00.866 M Régie-Presse, 5 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

**GÉNÉRALISTE P.M.E.**
Tr. sér. référ., offre services pour résoudre tous problèmes haut niveau. - Contrat à durée déterminée possible. Ecr. nº T 00.871 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

**PSYCHOLOGUE**
F. 30 ans, dipl. psychologue clinicien, expér. animation gpe, ch. emploi professeur ou autre. Ecr. nº T 00.872 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

J.H. 23 ans, diplômé Ecole sup. de commerce. - Expér. 3 ans conseil en gestion et organisation commerciale; marketing qualificatif et relations humaines recherche poste à responsabilité dans entreprise, même à l'étranger. Dégagé O.M. Ecr. nº T 00.877 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

TRADUCTRICE trilingue
Dipl. ESIT (fr., allem., anglais) Lic. allemand, 2 ans R.F.A. 5 années expérience (trad. techn., écon., jurid., soc. corresp. et secrétariat) recherche poste stable. Ecr. no 1.900 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

V.R.P. Homme 28 a., représentant en textile, clientèle existante départ. 07 et 26, condit. pourcentage. Ecr. Guichard R., 156, Grande-Rue Jean-Jaurès, 26300 Pourg-de-Péage.

Jeune homme 27 ans cherche emploi vente en librairie. Téléphone 020-44-20.

CHEF DE TRANSIT
20 a. expér. africaine dans branches Import-Export, Banques, Douanes, Transp. transit marit., terrest., aériens, commerce intern. très bne connaiss. des procédures s'y rapp. rech. direction ou poste responsable de ces branches. Prêt. import. Sté minière ou autres en Afrique noire. Libre rapidement. Ecr. 54.682 HAVAS St-Etienne.

J. F. 39 ans, cadre, secrétaire de direction gale, exc. réf. Longue exp. chimie. Habit. contact haut niveau, cherche poste collaboration directe avec P.-D.G. ds imple Sté de préfér. PARIS ou banlieue OUEST. Ecr. nº 77.708 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sec. direction bil. franç.-angl. Bon. notions allem., 27 ans, 5 a. exp. Lib. imm., ch. poste secr.-assist., F 56.000 an. Ecr. no 1.897 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e, qui transmettra.

J. F. 19 a. rech. de préfér. rég. Essonne poste secrétaire sténodactylo débutante. Espagnol courant (parlé, écrit), expér. Stage 3 mois et demi dans société électronique comme secrétaire. Niveau Bac G 1. Ecr. no 6.599 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 36 a. dipl. INSTITUT DE DROIT DES AFFAIRES fac. de Paris, 8 a. exp. gde banque Paris, rédacteur d'actes pour garantir crédits, fréquentes contacts avec notaires pour actes d'hypothèques, ch. sit. ds Entreprise Paris. Min. 8.500 F par mois. Tél. 263-80-09.

Homme 52 ans. Expérience administrative des ventes, sens des responsabilités et organisation, recherche poste similaire Paris-Banlieue. Ecr. no 1.831 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Chef de contentieux de banque (classe VII) 34 a. Diplômé de l'Institut de droit des affaires. Angl., 8 ans d'expérience droit bancaire et de l'entrepr., ch. poste respons. entrepr. comm. ou industr. ou collabor. cabinet. Ecr. no 7.900 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H. 29 ans, nat. allem., depuis 5 ans en France, formation commerciale, cherche poste à responsabilités. Ecr. no 1.873 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. 25 ans, licenciée lettres + études commerciales, expér. 4 ans dont 2 dans Format. professionnelle cherche poste stable Mme Tazian, 5, av. de Stiaville, 94220 Charenton.

**JURISTE** PRATICIEN Droit des affaires des entreprises, contrats divers, contentieux, expérim. niveau élevé, rech. FONCTIONS dans importante entreprise ou cabinet spécialisé, éventuellement sté import. de recouvrements de créances. Ecr. SIPEP référence nº 872, 3, rue de Choiseul, 75002 Paris.

**INGENIEUR** I.C.A.M. + GESTION
Biling. angl., allem. parlé, 52 a., expér. P.M.E. et Multinationale, cherche poste ds société désirant développer rentabilité et expansion. Ecr. nº T 00.884 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., 24 a., DUT gestion marketing, rech. 1er emploi région grenobloise ou lyonnaise, dég. O.M., étud. ttes propositions. Ecr. nº T 00864 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Pologne, H. J., Français, bon contact, ingénieur ESE, dipl. IAE Paris. Bon anglais, espag., allem., polonais. Expér. antér. groupe pétrolier international, ch. poste responsabilité. Libre déplac. Pr rens. T. : 553-32-67.

J. F., 26 a., ch. pl. secrétaire sténodactylo, not. anglais, comptabil. Banlieue Sud, proche Rungis. Libre de suite. Tél. tte la journée : 684-08-09 ou ap. 18 h. 30 : 660-15-21.

Frappe à domicile et traduction français, allemand, anglais, espagnol. Tél. : 237-49-68.

J. Fme, 26 a., lic. espagnol, dipl. méthodologie enseig. des langues, ch. empl. organisme privé ou public. Ecr. Mme Plaud 12, r. des Maraîchers, 75020 Paris

J. H., 30 a., Tunisien. Cadre, sérieux, tr. bonne présentation, longue exp., contacts ht niveau, introduit ds région ABOUDABAI étud. ttes prop. de représentat. Afrique du Nord, Moyen-Orient. Firmes sérieuses seulement. Ecr. nº T 00890 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Cadre, 58 ans, 26 ans expér. inspection vente gd quotidien du soir, recherche poste similaire. Morel d'Arleux. Tél. : 553-12-37.

GEOMETRE, 49 a., Q. I. 140, forte expér. bât., ch. poste responsabilité promotion immobilière. Tél. : 583-25-38.

J. F., 22 a., dipl. Sc. Po., 2e année gemmologie, stages ds la presse, ch. 1er empl. ds journalisme ou secrét. de rédaction. Ecr. Mlle Mendes da Costa, 14, rue Bleue, 75009 Paris.

Classe IV, 28 a., ch. emploi Banque Paris ou province. 80.000 F annuels. Ecr. no 1.898 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e.

Français, 31 a., célibat., allem., angl., cadre commerc. service exportation dans grosse multinationale allem. pr matériel électron., résid. actuellement en Allemagne, ch. situat. corresp. en France pour le 1er avril 78. Ecr. nº 1.903 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e.

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN
46 ans, formation A.M., possédant plusieurs années d'expérience en qualité de CHEF DE LABORATOIRE de la Société MOULINEX RECHERCHE POSTE
**CHEF LABO ÉLECTROMÉCANIQUE ou ÉLECTRONIQUE**
Adresser proposit. ss réf. 2.663 à SPERAR, 12, r. J.-Jaurès, 92807 PUTEAUX, qui transm.

**CADRE DE BANQUE**
CL. VII
Formation supérieure + I.C.G. 14 a. expérience en exploitation et Secrétariat général. Souhaite poste d'adjoint à ces deux départements. 150.000 F/an. Ecr. nº 1.896 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e.

**CADRE H. - 30 ans**
BSEC compt. lic. Sc. éco. DECS compt., expér. enseign. puis entreprise, anime actuellem. service conseil en gestion en contrôle-crédit dans société multinationale. Cherche situation stable et d'avenir. Déplacements possibles. Ecr. nº 7.905 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens 75427 Paris-9e, qui transmettra.

**STATISTICIEN**
J. H., 26 a., doct. 3e cycle, statistiques, rech. opérat., ch. empl. Ecr. nº 1.892 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

**TRANSPORT**
CADRE SUPERIEUR
55 a., 30 a. expér. transit douane comptable de format. gde expér. Financière et Administrative recherche Création de poste transport C.P.M.E. Libre de suite. J.-P. DONOT, 25, rue de Moscou, Paris-8e.

## L'immobilier

### appartements vente

**Paris Rive droite**

PORTE DE SAINT-CLOUD (5') IDEAL PLACEMENT dans bel imm. brique, très beau 2 pièces tout confort, 155 000 F. av. 20.000 F comptant + crédit. Sté pprIétaire : 345-55-10, p. 25.

PEREIRE - Bel imm. p. de t. 3 pièces, entrée, cuisine, 40 m2 140 000 F. Ce jour 17-19 h., 6e 48, RUE LAUGIER.

AV. ST-MANDE à 20 mètres dans bel imm. ancien, gd 3 p. tt cft. Affaire rare, 330 000 F., avec 40 000 F. cpt + crédit. STE PPTAIRE 345-55-10, p. 25.

PORTE DOREE 5' BOIS Très bel imm. 6 P. 2 bains, terrasse 40 m2, tt cft + chbre serv. Possib. prof. libér. VERNEL 526-01-50.

RUE GEORGE-SAND
55 m2 Ravissant. Calme. Livg + chbre. IMPECCAB. PIERRE BATON - 704-55-55 +

MARAIS SECTEUR DE SAUVEGARDE Ds imm. d'époque remarquabl. restauré, appts compr. gd séj., vues s/jard. et 3 chbr. S/place 14, RUE ELZEVIR, le 8 novembre de 14 h. à 17 h. PASTEYER - 266-25-84 matin

TROCADERO IMMEUBLE RECENT GRAND STUDIO 50 M2 tt cft, sur jardin. - 266-92-15.

HENRI-MARTIN-FLANDRIN 155 M2 7e étage, EXCELLENT ETAT. Récept. + deux chbres, 2 bains, box + service. PIERRE BATON - 704-55-55 +

8e PONTHIEU - Elégant 3 p., tt confort, étage élevé, asc. 480.000 F. - ODE. 73-37.

TOLBIAC BEAU 5 PIECES, 2 bains, imm. neuf, STAND., soleil, calme. POSS. PARKING. TEL. 670.000 F - 704-88-18.

Mº MUETTE - A RENOVER appart. d'angle très bon plan, 195 m2, 3 récept., 4 chbres, 1 salle de bains, cuis., office, 3 chambres domestiques. Visites mardi, mercredi, jeudi, 14-17 h : 1, r. MARIETTA-MARTIN ou 551-68-39, LE MATIN.

AV. KLÉBER
A rééquiper appart. 400 m2 Rez-de-ch. d'angle très clair Bel immeuble. Parking.
WEATHERALLS - 225-79-00

92, RUE ST-LAZARE (à 100 mètres de la GARE)
Complexe Immobilier en finition Vte : STUD., 2 P., 3 P. et Park. Location : Burx, Réserves, Park.
RENSEIGNEMENTS Documentation et maquette, chez
PIERRE BATON 21, av. Paul-Doumer, 75016 Paris 704-55-55 +

13, PLACE DES VOSGES IMMEUBLE RESTAURE APPTS DE 100 M2 A 235 M2 Sur place tous les jours, sauf dimanche, de 14 h à 18 h, ou 227-91-45 et 755-98-57

16e - RANELAGH IMM. RÉCENT GRAND STANDING VUE SUR JARDIN, SOLEIL 7e étage, 2/3 p., 115 m2, box. Sur place mardi 8 novembre, 14-17 h : 7, rue Oswaldo-Cruz.

64, AV. H.-MARTIN Dans immeuble récent, prestige, très agréable 2 pièces, cuisine équipée, salle de bains luxueuse, loggia, parking, tél. Visite sur place mardi 14 h-18 h 30.

Près av. Foch, bel imm. pierre de taille. Gd appt. 300 m2. Possib. professionnel. 705-24-10.

CHARDON-LAGACHE Imm. 1972, r.-de-ch., Gd Liv., chbre, cuis., bains, 57 m2 + cour privative 25 m2. SEGECO. 522-43-22.

CONTIGU PLACE VOSGES Pptaire vend direct. 5 P., 123 m2. Bel imm. 18e. DDE. 39-53.

KLEBER. Studio, tél., bains, cuisine, cave. Tout 43 m2. 290.000 F. Tél. : 557-57-42.

ETOILE, 17, avenue Carnot, ds bel imm., appt., salon 50 m2, s. à manger, 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée, dépend. Luxueux décoré. Mardi 14 h. 30-16 h. 30. COURTOIS : 265-49-85.

Passy. Stud. 1er ét. avec tél., 6e ascenseur, imm. ancien. Tél. : 615-75-75.

AVENUE HOCHE (8e) 6P., 2 bns, 145 m2, 2 ch. serv., 3e ét. Tt cft., s/cour et jard. MICHEL ET REYL 265-90-05.

MARCHE DES NOTAIRES RUE CORIOLIS, 2 P., 42 m2. Crédit possible par C.F.F. Tél. 255-55-31, Me Briand.

MARCHE DES NOTAIRES RUE DUPERRE, 3 P., 61 m2. Crédit possible par C.F.F. Tél. 622-09-10, Me Delouis.

MARCHE DES NOTAIRES RUE DE TREVISE, 5 P., 82 m2 Crédit possible par C.F.F. Tél. 265-80-01, Me Roux.

MARCHE DES NOTAIRES RUE MANUEL, 2 P., 39 m2. Crédit possible par C.F.F. Tél. 845-74-62, Me Roland.

MARAIS. Studio 36 m2, gd stand., jam. hab. sur jard. à la française, 2.000 m2, Prix : 290.000 F. Tél. 278-29-20.

NATION. Bd de Picpus, bel imm. pierre de taille, entrée, séj., salon, 2 chbres, cuis., w.-c., s. de bains, ch. cent., asc. Prix : 500.000 F. Tél. 346-68-85.

MARCHE DES NOTAIRES RUE BOISSIERE, 3 P., 83 m2, Crédit possible par C.F.F. Tél. 277-76-10, Me Pichon.

MARCHE DES NOTAIRES Rue P.-Charron, 5 P., 165 m2. Crédit possible par C.F.F. Tél. 555-07-64, Me Mailley.

16e près Foch. Luxueux 3 Pces 75 m2 dans hôtel particulier, rénové, calme, verdure, tél., moquette, cuis. équipée. Tél. le matin : 504-07-40.

**Paris Rive gauche**

131, RUE DE L'UNIVERSITÉ 6e étage, 102 m2, neuf, 3-4 Pièces : double liv., 2 chbres, 2 bs. Vis. sur R.-V. : Mme GORGES. TEL. : 280-34-40.

N.-D.-DES-CHAMPS Vds 6 pièces (115 m2 environ), tout confort, chbre service, poss. Ccial, prix intéressant. - MARTIN, docteur en droit. 742-99-09.

Mº CONVENTION 2 Pièces, tout confort, verdure, soleil, calme. DRPI - 331-81-11.

12, RUE VÉRONÈSE Soleil, balcon, P. de T., 3 Pièces, cuisine, cft, 50 m2, 5e étg. sans ascens. Visite mercredi de 13 à 19 h. DRPI : 331-89-46.

EXCEPTIONNEL CONTRESCARPE
VUE SUR PARIS Stud. 35 m2, tr. bien meubl., 5e asc., tt cft, soleil, — 633-77-05.

CHOIX DE 2 PIÈCES

| | | |
|---|---|---|
| 25 m2 | RUE BLOMET | 120.050 F. |
| 27 m2 | Mº DUPLEIX | 105.000 F. |
| 27 m2 | Mº E.-ZOLA | 153.000 F. |
| 41 m2 | ALESIA | 185.000 F. |
| 33 m2 | Mº Cambronne | 160.000 F. |

JEAN FEUILLADE : 566-00-75.

FÉLIX-FAURE Dans imm. neuf, grand standg, ORIENTATION SUD Très gd 2 P., 60 m2 ; Superbe 3 P., 84 m2, étage élevé.
Vis. s. R.-VS 766-25-32

SEVRES-BABYLONE Imm. ancien, 5e étage, ascens. BEAU 5 PIECES CLASSIQUE Très lumineux, au calme. 633-29-17 - 577-38-38

7e BAC - Liv. dble, 2 chambres, TERRASSE + jdin d'hiver, cft, 6e dern. ét. Gar., cave. Imm. 59, 893.000 F - 359-20-62/225-73-70.

DUROC - PLEIN CIEL 140 m2 jard. + 135 m2 appt. La Campagne à Paris - DDE. 73-37

DUROC - Grd 3/4 P. s/square privé. Tout cft. TEL. CALME. 925.000 F - 290-39-97

Près Champ-de-Mars - Imm. nf, grand séjour, 2 chambres, balc. Soleil - 705-24-10

INVESTISSEUR. Tr. bon rappl, 2 p. et petit studio aménagés, vendus occupés : 120.000 F. STE LORANS - 261-55-86

Directement sur le Luxembourg, bel appartement de gde classe, imm. ancien, 4e étage, galerie d'entrée, salon, salle à manger, 2 chambres, 2 bains, 2 wc, 2 chambres de personnel. Parking. Mardi 8 novembre, 14 h. 30/17 h. 30-14, rue Guynemer EUROPA - 705-24-10

RUE DE L'ODEON Ravissant 4 Pces 120 m2, grand confort, IMM. DIRECTOIRE. CHARME. EICNER - 359-99-69

ASSAS - Impeccable, appt 6 p. 190 M2, balcons, calme, 3e asc., garage. - BURON, 742-02-44

5e DUPLEX r.-d.-chauss. 45 m2 + cave aménag. 25 m2 + jdin privatif. Prix : 290 000 F. Tél. 707-26-56. AGENCE S'ABSTEN.

P. r. de Grenelle, imm. XVIIe studio-atelier d'artiste, 42 m2. Tél., De 13 à 20 h. T. 842-15-58.

MARCHE DES NOTAIRES rue de la Sorbonne, 1 p. 15 m2. Crédit possible par C.F.F. Tél. : 260-33-65, M. Absire.

XVe MONTPARNASSE. Pptaire vend STUDIO et 2 P. aménagés, confort, bon imm. en rénovation. - Tél. : 293-62-16.

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'eff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

MARCHE DES NOTAIRES rue de Vaugirard, 3 p. 60 m2. Crédit possible par C.F.P. Tél. : 845-74-62, Me Roland.

ECOLE MILIT., 13, r. Chevert bel imm. 1930 ravalé, asc., chf. cent. v. ordures. Reste 5 STUDIOS, cuis., w.-c., bns. A part. 130 000 F. Créd. possib. S/pl., mardi, mercr., 14 h. 30 à 18 h.

15e JARDIN SUSPENDU de 132 M2 AVEC DUPLEX LIVING + 3 CHAMBRES. TEL. : 633-29-17 et 577-38-38.

13e PRES QUARTIER LATIN STUDIOS cft à partir 100 000 F 4, rue JONAS, Samedi 14 h. à 18 h. ou R.-V. : 543-73-85 matin.

LUXEMBOURG-ASSAS appt 65 m2 3 p. charme, soleil. TEL. : DDE. 95-10.

Maison 210 m2 MONGE grand séjour, 4 chbres, 4 bains, terrasse, verdure, soleil, plus possibilité appt 130 m2 calme, grand jardin privé. DDE. 42-70.

PASTEUR 3 P. STANDING, 85 m2, TEL. PROF. LIBERALE POSSIBLE Prix 200.000 F pour 12 ans (crédit propriétaire possible) ou LOCATION 2.500 F par mois. 197, r. de Vaugirard - 1er étage. Pptaire, mardi, mercr., 13-16 h.

14e - RAVISSANTE MAISON 200 m2 + terrasse, 3 chbres, 2 bains, EXCELL. ETAT, S/place mardi 8, de 14 à 18 h : 101 BIS, RUE TOMBE-ISSOIRE PIERRE BATON - 704-55-55 +

QUARTIER LATIN
entre N.-Dame et bd St-Germain 22, RUE DES BERNARDINS IMM. NEUF de CARACTERE 15 APPTS du STUDIO au 4 P. LIVRAISON MI 78
PIERRE BATON 21, av. Paul-Doumer, 75016 Paris 704-55-55 +

3, RUE D'ASSAS Ds petit imm. XVIIIe s. rénové BEAU 2 P. cuis. équipée, bains, w.-c., poutres apparentes, clair, calme. Mardi, 13 à 18 h.

**Région parisienne**

22, rue Villiers LEVALLOIS appartement de grand confort. Bureau de vent s/pl. 757-15-57.

PANTIN (Eglise) bon placement gentil studio refait à neuf, salle d'eau, w.-c., chf. cent. Px intér. MARTIN Dr droit. T. : 742-99-09.

MARCHE DES NOTAIRES NEUILLY, rue Charles-Laffitte 7 p. 230 m2, 3 ch. serv., box. Crédit possible par C.F.F. TEL : 526-06-50, Me Chavane.

L'ETANG-LA-VILLE. P. vd 5 p. 98 m2, gd balc., dern. ét., parc boisé, proche gare. Px 400 000 F. T. 958-61-70, ap. 19 h., et w.-e.

MARCHE DES NOTAIRES BOULOGNE Pt-du-Jr 5 p. 90m2. Crédit possible par C.F.F. Tél. : 251-50-94, Me Horen.

BOULOGNE Marcel-Sembat 4.000 F le m2 Récent, grand living + 1 chbre, tout confort, calme, verdure. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

VILLE-D'AVRAY 200 m2 Part. à Part. 6 p., tr. gd stand., vue impren. 926-09-32, après 18 h.

VINCENNES TRES BONNE SITUATION Ds imm. stand. en cours rénovat.
4 pièces de CLASSE 2e ét., vue dégagée, entièr. refait 525-000 F - Tél. 260-30-15

NEUILLY - BINEAU Bel imm., charm. studio, cuis., bains, terrasse 72 m2. 266-92-15.

**Province**

EXCEPTIONNEL Entre St-Tropez et St-Raphaël Site enchanteur, la mer 3 300 m. HAMEAU PROVENÇAL Très beau 2-3-4 P., gde loggia mezzanine, piscine privative. TERI - 3, rue VEZELAY 75008 Paris - Tél. : 522-92-10

### appartem. achat

DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, achète, urgt, 1 à 3 P., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e - 873-23-55

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e - 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et imm. PAIEMENT COMPTANT.

### appartements occupés

12e PROX. BOIS VINCENNES Petits 2 Pièces, cuisine, wc. Loi 1948. Personnes âgées. Le m2 1.930 F, Propr. 325-66-72

### hôtels-partic.

VOIE PRIVEE - NEUILLY Vue agréable, hôtel particulier, réception, 6 chambres, jardin, garage, service. 577-60-10, matin.

### Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière, Mº Opéra. Frais abonn. 310 F. - 266-52-04.



### locations non meublées Offre

**Paris**

50, AV. FOCH DANS IMM. GRAND LUXE reste quelques APPARTEM : 4 pièces, à partir de 9 000 F; 3 Pces, 5.500 F; 2 Pces, 5.200 F; STUDETTES, 900 F. S/pl., 14 à 18 h. Entrée, 128, av. Malakoff.

KENNEDY Gd liv., 2 chbres, 92 m2, conft, 2.900 F charges comprises. GUY GELIN : 754-68-47 - 500-57-06.

GOBELINS - 3 P. 72 m2, neuf. Park. Cave, 1er étage. 2.400 F T.T.C. Tél. : 900-72-94 (matin).

Paris 15e, rue Laure-Surville Dans bel immeuble 1920, appt de 5/6 P. tout cft, ch. centr., asc., escalier service. Loyer mensuel 3.000 F + charges - 742-73-56

**Région parisienne**

ASNIÈRES (Sur Seine) Propriét. loue direct. 2 P., cuis., bns, tout ctf, ds imm. rénové. Téléphone : 903-71-34.

BECON (près gare) - Récent, séjour + 2 chbres, tt cft, parkg, 950 F + charges - Mardi, de 14 h. 30 à 15 h., rue Louis-Ulbach, nº 42 - COURBEVOIE.

### locations non meublées Demande

**Région parisienne**

Pour société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES, Durée 2 à 6 ans - 283-57-02

### locations meublées Offre

**Paris**

SEMAINE - QUINZAINE OU MOIS - MACSON Loue du STUDIO au 5 PIECES, standing, 43, rue Saint-Charles, 75015 Paris. Téléphone 577-54-04.

**Province**

ST-JEAN-CAP-FERRAT - Accès direct plage, très belle villa, tt confort, 4.000 F/mois - 526-27-10

### constructions neuves

La Résidence le Clos des Vignes Petit immeuble pierre de taille massive, au calme du 20e arrdt, sur une petite place
3 - 4 - 5 pièces
Px FERMES et DEFINITIFS On emménage en NOV. 1977. Visite ts les jrs de 14 à 19 h., fermé le mardi et le mercredi, 75-77, rue des Vignoles (20e). TREVAL : 277-62-23 - 278-53-52.

### terrains

LE VESINET 15' R.E.R. et commerces TERRAIN BOISE VIABILISE de 1.000 m2, fac. 24 m. PL. SUD. AG. MAIRIE - 976-52-52

### immeubles

MARCHE DES NOTAIRES RUE DIDOT (XIVe) 8 appartements et 1 boutique. Crédit possible par C.F.F. Téléphonez 423-50-14, Me Lancelin.

MARCHE DES NOTAIRES ASNIERES. - Immeuble pierre, 12 appartements dont 4 libres. Crédit possible par C.F.F. Téléphonez 622-09-10, à Me Delouis.

MARCHE DES NOTAIRES 4e, rue des Ecouffes, s/7 nivx, café, restaur, hôtel, libr. Téléphonez 544-38-70, Me Rochelois.

Vends ensemble ccial 1 200 m2, possib. extensions sur 1.000 m2, centre ville chef-lieu départem. Sud-Ouest, peut intéres. gde surface ou promoteur. — Facilités. Téléphone : (62) 93-36-42.

MARCHÉ DES NOTAIRES PARIS 12e, Rue Montgallet Métro et R.E.R. Nation Deux immeubles pierre de taille. L'un de 12 appts et 2 locx cciaux L'autre de 22 appts et 2 lx cciaux Crédit possible par C.F.F. TEL : 344-19-30 (Me Cauchefer)

### bureaux

Importante Société internationale recherche dans le cadre de son expansion LOCAUX A USAGE DE BUREAUX 60 A 80 M2 quartier de bon standing centre de Paris. Prendre 1er contact par Tél. : 550-32-32 - Poste 313.

SAINT-AUGUSTIN 8 burx ds imm. anc. gd stdg. 156 m2, ss pas-de-porte, 6e étg. Téléphone : 567-22-88.

CHAMPS-ELYSEES Location précaire 120 m2, dans immeuble récent, 4 bureaux : 66.000 F/ann. + charg. 567-22-88.

1 À 28 BUREAUX. Ts quartiers. Location sans pas-de-porte. AGENCE MAILLOT : 293-45-55.

DOMICILIATION, TEL. SECR. TELEX Frais 100 F par mois APEPAL - 228-56-50

LOCATION BUREAUX sans caution, sans engagement, A PARTIR 1/2 journée ou journ. Tél. : SODEC, 523-05-30

### fonds de commerce

PHILDAR propose nouveaux magasins VILLENEUVE-ST-GEORGES MAISONS-ALFORT ROSNY-VILLE LES LILAS etc., etc. Excellents emplacements, rentabilité, formation assurées, nécessaire disposer pour achat de ces affaires de 200.000 F actuels, avant emprunt éventuel complémentaire. Ecrire PHILDAR, 16-18, rue de Joinville, 75019 PARIS, ou tél. 203-05-82, qui transmettra.

MARCHE DES NOTAIRES PLACE MALESHERBES Pharmacie et murs. Téléphone 544-46-93, Me Dugast.

A vendre STÉ MATRIMONIALE implantée sur le plan national utilisant des méthodes modernes de gestion. - Fichier sérieux et important. Conditions avantag. Tél. : 905-11-95

### pavillons

MARCHE DES NOTAIRES GENTILLY - SUR 300 M2 : 4 Pièces + dépendances, crédit possible par C.F.F. - Téléphonez au : 655-40-20, Me Courtois.

### fermettes

Haute-Ardèche, Ferme 6 ha, CONFORT, ALTITUDE 750 M., nombr. possibil. Ecr. Jacques DUNAND, 10, place République, 92220 BAGNEUX. Prix 200.000 F.

### propriétés

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'eff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

EXCLUSIVITE 57 KM. OUEST - DEMEURE CARACTERE - RUSTIQUE Living 65 m2, 4 chbres, tt cft, annexe, 5.000 m2 parc, vue, parf. état. — Prix : 750.000 francs. MICHEL et REYL : 265-90-05.

Rech. PROPR. de 30 à 100 km. de PARIS - SAUF EST : FERMES - MOULINS MANOIRS - CHATEAUX. ANJ. 02-49 - ANJ. 18-83.

STE C.I.O. 8, RUE GAMBETTA LE MANS - T. (15) 43-28-79-16
2 HEURES DE PARIS Route et train sortie BEAUMONT-S/SARTHE à 300 m. Riv. et agglomérat. MAISON très bon état. Séjour, cuis., 3 chbres, s. d'eau, w.-c., cour, jardin, gar., dép., tout-à-l'égout. Px 180.000, avec 40.000.
2 HEURES 15 PARIS VAL DU LOIR PROPRIETE de campagne, maison très bon état, séj., chbres, cuis., s. d'e., w.-c., gren., belle dép., cave voûtée (option), chff. Beau terr. avec arbres fruitiers 2.000 m2. Px 175.000, avec 30.000 compt.
2 HEURES PARIS NORD SARTHE PROPRIETE comprenant : Maison d'habitation + très gdes dépend. de 400 m2 + cour et jardin, électricité force. Bord route et près S.N.C.F. Conviendrait artisan ou petite industrie. - Prix intéressant. Larges facilités.

PRESBYTERE
30' PARIS SUD, la campagne, dans agréable village, avec son immense salle commune, ses cheminées et poutres, ses 8 p., son dallage 98 m2, sa cave voûtée, ses dépend., son terr. 1.150 m2. Prix 320.000 avec 64.000 F cpt. ACE 8, bd J.-Jaurès, CORBEIL 496-13-98 et 19-35

VALLEE DE LA LOIRE près BLOIS par autoroute MAGNIFIQUE DEMEURE 17e SIECLE parfait état, 12 pièces, nombreuses dépend. Parc 14 ha. — Jardin à la française — Tennis - Piscine. Exclus. ANSELLE - 329-78-50 3, avenue Vavin, 75006 Paris

### viagers

Vendez rapidement en viager : Conseil - Expertise - Indexation, gratuit. Discrét. Etude LODEL, 35, bd Voltaire. — Tél. 700-00-99.

SAINT-CLOUD - PARC BEARN Libre, appt 4 Pièces, terrasse, service, parking, 180.000 F + 4.500 F rente LODEL : 700-00-99.

Vallée Chevreuse, 100 m. RER, Villa 7 Pces, gar., jard. 600 m2, libre 1er décès, 130.000 F + 1.500 rente. LODEL : 700-00-99.

Pptaire, réalisez mieux votre viager, indexations garanties F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00 Estimation gratuite. Discrète.

Les Meilleures Conditions FONCIAL VIAGER 19, bd Malesherbes - 266-32-35 38 ans d'expérience Caisse de garantie - Indexation Etude discrète et gratuite

Le Monde

# régions

## EN ILE-DE-FRANCE

### CENT KILOMÈTRES DE COULOIRS RÉSERVÉS

## Ils vont courir les bus de la banlieue...

Le bus parisien se porte bien, grâce aux lignes-pilotes et à la carte orange, son trafic a augmenté de 50 % au cours des trois dernières années. Forte de son expérience, la R.A.T.P. va désormais faire porter son effort sur son réseau de banlieue.

Un réseau long de 1 522 kilomètres, desservi par deux mille quatre cent dix-huit véhicules, telles sont les principales caractéristiques des lignes de banlieue. Afin de mieux desservir la couronne parisienne, la Régie a mis au point au cours des derniers mois un ambitieux programme : il s'agit de restructurer totalement son réseau de banlieue, de créer 105 kilomètres de couloirs réservés, enfin d'aménager des « axes lourds » qui permettront, à partir de 1980 d'améliorer considérablement les « débits » de voyageurs.

Les trois départements de la petite couronne ont fait l'objet depuis 1973 d'études de restructuration. Une longue enquête menée auprès des élus a permis à la Régie de recenser les besoins des habitants de l'Ile-de-France et de modifier son réseau en fonction des populations desservies. Les plans de restructuration présentés aux conseils généraux des départements sont progressivement appliqués en Seine-Saint-Denis, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne.

La pièce maîtresse de ces plans est la création de couloirs réservés qui permettent d'améliorer la vitesse commerciale des véhicules ainsi que leur régularité. Mais 20 kilomètres seulement sur les 105 kilomètres que la Régie avait demandés ont été réservés aux bus de banlieue.

Le problème est beaucoup plus complexe dans la couronne parisienne qu'à Paris. Si, dans la capitale, la R.A.T.P. affronte un interlocuteur coriace mais unique : le Conseil de Paris, en banlieue, la création de couloirs réservés pour une ligne desservant plusieurs communes impose à la Régie un long travail « diplomatique » : il s'agit de convaincre chaque maire du bien-fondé de cette mesure. D'autre part, la mise en service d'un couloir occasionne une certaine gêne aux riverains et les élus des communes concernées hésitent à mécontenter leur population pour des usagers « étrangers » à leur commune.

L'application à la banlieue des mesures déjà prises à Paris permettront sans doute d'améliorer les conditions de circulation des autobus, mais la Régie a également mis au point un programme particulier pour la couronne parisienne : la création d'un réseau d'axes lourds et de lignes de rocades.

Les axes lourds permettent à la R.A.T.P. de « débiter » cinq mille usagers à l'heure. Le premier projet concerne la RN 305, dans le Val-de-Marne. Il sera mis en service en 1980. A l'occasion de l'élargissement de la voie, et, sur 5 kilomètres à partir de la porte de Choisy, un site propre sera aménagé au centre de la Nationale. Un projet similaire sera étudié sur la RN 192 (entre La Défense et l'A 86) et la RN 186, dans les Hauts-de-Seine.

D'autre part, en application de ses plans de restructuration, la R.A.T.P. a mis en service le 28 mars sa première ligne de rocade : le 323, qui relie directement Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne).

Depuis 1973, le trafic des lignes de banlieue a augmenté de 20 %. Mais, si, en 1952, la vitesse commerciale des bus de banlieue était de 18 kilomètres à l'heure, elle n'est plus que de 13 kilomètres aujourd'hui. En banlieue, l'effort reste à faire.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



### *Paris, ton patrimoine...*

## TROIS HOTELS EN GRAND ABANDON

**A l'heure où on ne cesse d'en appeler à la protection de l'environnement, à la restauration, à la conservation des monuments anciens et à la préservation des trésors du patrimoine national, comment ne pas évoquer quelques exemples où le manque de crédits le disputent à l'abandon et à l'incurie et dont les victimes sont des édifices parisiens qui semblaient promis ces dernières années à un glorieux renouveau.**

Il y a un peu plus de cinq ans, *la Ville de Paris, propriétaire des* lieux, décidait de restaurer l'hôtel d'Avaux, plus connu sous la nom de Saint-Aignan, admirable édifice élevé en 1646 par Pierre Le Muet, 71, rue du Temple. La Ville se proposait d'y installer les Archives de Paris et de l'ancien département de la Seine, trop à l'étroit dans le petit immeuble du quai Henri IV qui les abrite depuis 1882 (*le Monde* du 15 juillet 1972). Une première tranche de travaux fut alors entreprise, dont les crédits étaient pris en charge par les Archives, les Monuments historiques et la Ville de Paris. Il était entendu que l'ensemble de la restauration et l'aménagement des services devaient être terminés en un peu plus de deux ans.

On jeta bas les surélévations intempestives et on dégagea la superbe façade à l'italienne située dans la cour de l'hôtel Saint-Aignan, mais on en resta là... faute de crédits, paraît-il ! Et aujourd'hui, quand on pénètre par une porte à vantaux sculptés dans ce qui fut le palais que le comte d'Avaux, ambassadeur à Rome, avait fait construire sur le modèle d'une villa de la Ville éternelle, on se trouve en présence d'une façade en péril derrière laquelle rien n'a été aménagé ni protégé.

Cet exemple de beau projet abandonné n'est malheureusement pas unique. A quelque 100 *mètres de l'hôtel* de Saint-Aignan, voici l'hôtel d'Hallwyl, 26, rue Michel-Le-Comte, seul vestige des nombreuses résidences privées construites dans Paris par Claude Nicolas Le Doux. Sur la façade à larges refends, un panneau a été apposé. On peut y lire qu'une autorisation de construire a été délivrée en 1973 et que cette maison, qui appartint à Necker, devra être « complètement restaurée ». Inutile de souligner que cette restauration n'a jamais été entreprise et que la société à laquelle appartient l'hôtel d'Hallwyl a laissé les choses en *l'état*, c'est-à-dire dans un total abandon.

Autre exemple : celui de l'hôtel Bony, 32, rue de Trévise, construit par l'architecte de Joly en 1826, et qui figure en bonne place dans le recueil de Normand Aîné, *Paris moderne, choix de maisons construites dans les nouveaux quartiers de la capitale*. C'est un édifice de ce style néoclassique si prisé sous Charles X et dont le décor intérieur (mais qu'en reste-t-il ?) est remarquable. Saccagé par ses derniers occupants, menacé de destruction, l'hôtel *Bony a été sauvé grâce à un classement* total intervenu le 8 avril 1976 (décret paru au *Journal officiel* du 24 avril).

Depuis lors, rien n'a été fait pour sa sauvegarde. Son sort a été évoqué le 24 octobre dernier devant la première section de la *commission des monuments historiques*. Les lenteurs apportées aux travaux de restauration sont imputables, paraît-il, à la carence de l'actuel propriétaire, mais il n'en reste pas moins que le toit de l'édifice n'a pas encore été remis en état, et que seules des bâches protègent (?) plafonds et décors. Enfin, il faut signaler, une fois de plus, que l'hôtel Scheffer-Renan, 16, rue Chaptal, affecté à la Bibliothèque nationale depuis 1971, n'a toujours pas trouvé une destination définitive. Cette fort belle maison ne pourrait-elle pas accueillir le Musée des instru*ments anciens du Conservatoire*, toujours à la recherche d'un local ?

C'est sur une note plus optimiste qu'il convient de clore cet inventaire. Il s'agit de la restauration d'un très bel hôtel du Marais qui semblait voué peu à peu à la dégradation, mais qui va être sauvé grâce, cette fois-ci, à la Ville de Paris qui a décidé, d'accord avec la SOREMA, d'installer le Club du vieux manoir en l'hôtel Donon, 8, rue Elzévir.

Construit en 1618, entre cour et jardin, pour Pierre de Donon, beau-frère de Marion Delorme, cet hôtel dont la façade sur rue est du dix-huitième siècle et celle côté jardin du dix-septième siè*cle dissimulée, il est vrai, depuis* bien longtemps par les affreux bâtiments d'un ancien garage, sera restauré pour le gros œuvre par la SOREMA (les travaux ont déjà commencé). Mais c'est aux jeunes adhérents du Club du vieux manoir à qui on doit tant de belles restaurations d'églises châteaux forts qu'il appartiend de le remettre intérieurement état.

Par la suite, cette associati accueillera, à la demande de Ville de Paris, des activités de f mation préparatoire aux cha tiers sur les monuments compr nant : dessins, plans, complé par des ateliers de sigillograph et numismatique ouverts aux je nes qui peut-être sauront mie que ne l'ont fait leurs aînés re pecter ou rendre leur beauté tout ce qui représente la riches de notre patrimoine.

ANDRÉE JACOB.

### IMAGERIES DE LA CAPITALE

*Une exposition organisée dans l'hôtel Lamoignon sur « l'imagerie parisienne » propose une série d'estampes dues aux émules des imagiers d'Epinal et qui permet de suivre l'évolution du paysage parisien de la fin du dix-huitième siècle au début du dix-neuvième.*

*Depuis la vue de la place Louis-XV (actuellement place de la Concorde) telle qu'elle apparaissait aux yeux des contemporains du Bien-Aimé, avec ses fossés et surtout ses pavillons où ne trônaient pas encore les grosses dames louis-philippardes que sont les Villes de France, jusqu'aux bains chinois du boulevard des Capucines, en passant par la démolition de la Bastille ou une vue de Notre-Dame flanquée de l'ancien Hôtel Dieu, c'est à une véritable promenade à travers un Paris populaire, gai et pittoresque, où les promeneurs à pied avaient droit de cité, que nous convia la société des Amis de la bibliothèque historique et la société archéologique Le vieux papier, maîtres d'œuvre de l'exposition.*

*A côté de ces estampes, qui fixent la vie quotidienne d'une grande ville, on peut voir aussi sur les murs de l'hôtel Lamoignon toute une série de vieilles gravures, œuvres des maîtres imagiers des rues Montorgueil et Saint-Jacques, dont les plus amusantes sont d'étonnants jeux de société aux couleurs éclatantes : jeux de cartes, mais aussi le bon vieux jeux de l'oie, de toutes les enfances, le jeu de la sphère, l'étrange « jeu des juifs », mais aussi ceux qui représentent les « Cris de Paris », ou les « Monuments de Paris ».*

*Après les jeux, voici les estampes qui exaltent la vie militaire : feuilles de soldats en ligne, brevets d'arts martiaux, bâton, sabre, groupant des personnages aux uniformes variés sans oublier toute la série de maréchaux d'Empire.*

*Des estampes pour paravents, pare-feux, éventails cadrans d'horloges, images pieuses, complètent cette collection unique, et c'est aussi toute l'imagerie parisienne avec sa diversité et sa richesse qu'on trouvera à la Bibliothèque historique de Paris.*

A. J.

★ Imagerie parisienne, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel Lamoignon, 24, rue Pavée. Octobre-décembre 1977.

## Des places de garage disparaissen

### Les « publics » gagnent sur les « commerciau

« *NOUS sommes étranglés, notre profession ne peut plus faire face à des charges galopantes tandis que* nos *prix demeurent strictement réglementés. Si cela continue, nous mettrons la clef sous la porte.* » Ainsi commence inéluctablement la complainte des patrons de garage privés, les « *garages commerciaux* », comme on les appelle à la préfecture de Paris.

Les difficultés de la profession ne datent pas d'hier. Chiffres en main, les responsables de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile le prouvent. « *Le nombre des garages est passé de 920 à 616 de 1969 à 1975,* expliquent-ils. *Dans le même temps, le nombre de places offertes est passé de 138 343 à 92 595. Si cela continue, en 1980 nous ne pourrons mettre à la disposition des Parisiens que 40 000 places.* »

La raison de cette hémorragie ?

« *La discrimination qui existe entre garages publics et privés.* » Discrimination tarifaire tout d'abord : « *Les prix de nos places varient entre 180 et 280 F* », remarque M. François Conord, patron d'un parking place de la Madeleine, en glissant un regard d'envie vers le parc public qui plonge au pied des colonnes de l'église et où les emplacements sont loués 400 F par mois environ : « *Nos prix sont fixés par la préfecture de Paris (entre 90 et 300 F)*, dit-il, *ils augmentent de 6 % par an tandis que la progression* de *nos charges est véritablement galopante. Au cours des trois dernières années, la hausse de nos loyers par exemple a été de 43 %.* »

Mais la revendication tarifaire a également un autre aspect : à la chambre syndicale, on souligne en effet que cette discrimination se double d'une « *injustice réglementaire* ». « *Nous sommes responsables de la sécurité des personnes et des biens, contrairement aux gérants des parcs publics*, constatent les responsables de la chambre syndicale. *Cela nous oblige à employer des gardiens jour et nuit. Nous ne demandons pas l'autorisation de « rattraper » les tarifs des garages privés ; nous désirons seulement facturer à notre clientèle* des *services supplémentaires que nous leur offrons. D'autre part, pourquoi ne pas moduler* les *tarifs ? Pourquoi le propriétaire d'une Mercedes paie-t-il* le *même prix que celui d'une petite voiture qui tient moins de place ?* »

Les « gros », ceux qui offrent plus de 350 emplacements, semblent avoir passé le seuil de la rentabilité car ils multiplient les activités annexes : location de voitures, travaux de carrosser prestation de services ; les autr constatant qu'« on *leur impo des charges supplémentaires to en maintenant la réglementati stricte* de *leurs prix* » ferme boutique *les uns* après *les autr* Les deux dernières « victime de cette situation sont les garag Vauban, rue Bixio (7e arrond sement) et le garage Lowend avenue de Lowendal (7e arro dissement).

Du côté de la mairie de Pa *on reconnaît que la situation* garages commerciaux est dif cile. Mais les responsables peuvent que constater que mesures prises pour arrêter l'h morragie n'ont pas jusqu'à p sent été efficaces.

#### « Si peu rentable... »

Une première réforme av pour objet de favoriser la con truction de garages commercia dans la capitale. Jusqu'à ces de nières années, les garages étaie considérés non comme des éq pements mais comme n'impo quelle construction et auxqu s'appliquaient les coefficients d'o cupation des sols (COS : surf de plancher comparée à la su face du terrain). Or, les garag offrent, pour des dimensions ext rieures comparables à celles d immeubles, des surfaces de pla cher bien supérieures et leurs CO risquaient de dépasser ceux q sont autorisés dans la capitale.

Depuis la loi Galley sur la r forme foncière, en 1975, cet contrainte est supprimée. Les ga rages sont désormais considér comme des équipements échappent au COS. Mais un activité « *si peu rentable* » n'a pa mobilisé les énergies et aucun ga rage nouveau n'a encore ét construit.

La seconde mesure vise à con server le patrimoine de la capi tale : la Ville de Paris s'est, e effet, ménagé un droit de pré emption au cas où les garage seraient mis en vente. Droit qu est resté lettre morte puisqu l'intendance n'a pas suivi et qu la Ville n'a *pas* dégagé les cré dits nécessaires à l'application d cette décision.

Reste la réforme qui redonnerait le goût de vivre à la profession : celle des tarifs. Actuellement, affirme-t-on à la préfecture de Paris, « *les discussions se poursuivent au niveau national et au niveau départemental entre la profession, le ministère des finances et la préfecture* ». Mais elles ne se sont pas encore concrétisées.

En attendant, cinq mille em*placements* disparaissent chaque année...

# RÉGIONS

## EN ILE-DE-FRANCE

### Le « circuit » de Rungis mal situé et dangereux

## LES MOTARDS « ATTERRIRONT »-ILS A ROISSY ?

LES motards de l'Ile-de-France vont-ils enfin trouver un circuit pour les accueillir en région parisienne ? M. Georges Prudhomme, conseiller général (P.C.) de Seine-Saint-Denis, maire de Tremblay-lès-Gonesse, a en effet proposé le vendredi 4 novembre au conseil général du département qu'un circuit pour les motards soit aménagé sur des terrains situés dans la zone *non aedificandi* de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Une commission a été créée afin d'étudier cette possibilité avec les pouvoirs publics.

Selon M. Prudhomme cette solution présenterait de nombreux avantages : le circuit ne gênerait pas d'éventuels riverains puisqu'il serait aménagé dans la zone de nuisance de l'aéroport, donc dans un secteur non urbanisé. En outre, le circuit serait relié à Paris par deux autoroutes, l'autoroute A 1 Paris-Lille, autoroute du Nord) et l'autoroute A 3 (autoroute propre à la région parisienne qui dessert la Seine-Saint-Denis). Seul inconvénient à cette solution : aucune piste n'y est aménagée puisqu'il n'existe pas de route qui pourrait servir de base au circuit. Le coût de cet aménagement serait donc relativement élevé.

### Dix-sept morts

C'est lorsqu'un décret préfectoral leur a interdit de « tourner » dans Paris que les motards ont découvert Rungis. Mais ces terrains appartenant aux nouvelles halles de la capitale ne présentent pas les caractéristiques techniques d'un circuit pour motards et dix-sept d'entre eux y trouvèrent la mort. Depuis plusieurs mois le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports est à la recherche d'une solution. Mais créer un circuit spécial pour les motards n'est pas chose facile en région parisienne. On parla tout d'abord de Montlhéry (Essonne) où les négociations continuent avec les élus locaux, puis de Wissous (Essonne), mais cette dernière proposition soulevait rapidement l'hostilité des habitants et des élus de la commune.

Au cours d'une récente conférence de presse, le 20 octobre, M. Paul Dijoud, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, devait souligner que le circuit ne pouvant être aménagé que sur des terrains appartenant aux collectivités locales, des négociations et des consultations préalables à toute décision devraient s'instaurer entre ses services et les municipalités de l'Ile-de-France.

En renouvelant une proposition qu'il avait déjà faite au cours de sa précédente session, le conseil général de la Seine-Saint-Denis sera-t-il entendu ? Les motards de l'Ile-de-France iront-ils « tourner » à Roissy ? La balle est dans le camp des pouvoirs publics.

## — A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS —

### Le septième à l'encan

Les étrangers vont-ils faire main basse sur la ville ? Cette tendance inquiète une association qui nous signale que de nombreux habitants du septième arrondissement ont reçu une lettre d'une agence immobilière qui « *recherche activement des appartements situés entre l'esplanade des Invalides et le faubourg Saint-Germain* ». L'agence indique que la demande émane tout particulièrement d'« *investisseurs étrangers que la conjoncture ou les événements politiques poussent à placer très vite leurs capitaux* ». Ces circonstances sont « *très favorables pour certains quartiers privilégiés* », indique l'agence qui se propose d'indiquer aux éventuels vendeurs « *le meilleur prix offert par nos clients* ».

« *Cet appel à la spéculation, appuyé par des capitaux étrangers, est ressenti par la plupart des destinataires comme une agression économique, sociale et même nationale* », estime le Comité de protection du patrimoine et des sites de Paris (1), qui souhaite une réglementation de ce type d'opération et l'établissement d'un quota pour les surfaces et appartements pouvant être vendus à des étrangers. Il faudrait aussi, estime le Comité, recenser les appartements vides et inciter leur propriétaire à les louer et empêcher les transformations de logements *en bureaux afin de rendre un visage animé à ces quartiers*.

### Comment redresser la Semiban ?

Les quinze communes concernées par les problèmes financiers de la Semiban (Société d'économie mixte de la banlieue nord) ont fait paraître un communiqué au terme de leur assemblée générale du lundi 24 octobre.

Sans distinction d'appartenance politique, les représentants des communes, considérant les difficultés qu'ils rencontrent de « *contrôler la gestion de l'ensemble des opérations éparpillées sur quinze villes ayant des programmes différents, considérant que la situation de la Semiban procède du montant exorbitant des frais financiers demandés par le pool bancaire Paribas, de la conjoncture immobilière actuelle, des fautes de gestion de la SACI, considérant que les propositions gouvernementales sont insuffisantes, demandent une participation du pool bancaire correspondant à sa réelle responsabilité dans le déficit de la Semiban, subsidiairement des prêts d'État à long terme et à faible taux d'intérêt et des subventions d'État permettant de ne pas pénaliser les contribuables et les communes qui ne sont en rien responsables du déséquilibre financier de la Semiban* ».

(1) 6, rue Lacretelle, 75015 Paris.

### Asnières refuse du vert

Un projet d'espace vert qui se *heurte à l'hostilité des habitants* d'une commune, c'est la banlieue à l'envers. Pourtant, à Asnières, dans les Hauts-de-Seine, la municipalité a dû faire machine arrière et renoncer au jardin qu'elle avait décidé d'aménager rue d'Anjou.

En 1972 la municipalité (R.P.R.) jette son dévolu sur trois propriétés entourées d'arbres (au total 4 000 mètres carrés) avec l'intention d'y créer un square. Les choses restent en l'état jusqu'au printemps 1977. Le maire, qui a trouvé les moyens financiers de réaliser son projet, passe aux actes et tente d'exproprier les trois propriétaires des parcelles. Ceux-ci se rebiffent et le commissaire enquêteur chargé de l'enquête d'utilité publique leur donne raison au début de l'été, estimant que « *la création de l'espace vert risque d'apporter des nuisances dans le secteur considéré du fait de la présence d'aires de jeux* » et qu'il existe d'autre part des « *espaces verts à moins de 1 kilomètre* ».

La municipalité doit donc s'incliner... à moitié : « *Nous avons maintenu les servitudes sur deux de ces terrains* », déclare M. Yves Cornic (R.P.R.), député d'Asnières et père du projet. « *Quant à la troisième parcelle, elle appartient à la paroisse. Nous allons essayer de l'acquérir et d'y aménager le jardin nécessaire au quartier et à la ville.* »

Personne n'a donc perdu la guerre, mais la morale de cette (petite) histoire, c'est que les communes de banlieue ont parfois bien du mal à savoir où est leur intérêt général : conserver ses derniers pavillons ou s'enrichir d'un espace vert ?

### Elus mais illégaux

Élection sans précédent à l'Office public d'H.L.M. d'Argenteuil-Bezons (Val-d'Oise), où, depuis une semaine, deux locataires siègent au conseil d'administration, suivant en cela une loi votée en novembre 1976 mais dont le décret d'application n'est attendu que pour le mois de décembre.

A l'instigation du trente-huitième congrès de l'Union des organismes H.L.M., qui a recommandé l'organisation d'élections malgré l'absence de décret, et après décision du conseil d'administration de l'Office, MM. Raymond Monteil et Jacques Vernel se trouvent donc être aujourd'hui les premiers locataires administrateurs, élus mais illégaux.

Les deux nouveaux administrateurs n'ont pas été élus directement par les locataires, comme le prévoit la loi, mais, suivant le système des grands électeurs, par un conseil d'habitants composé de soixante-dix-sept membres, élus eux-mêmes par les quelque sept mille cinq cents familles habitant les cités H.L.M. « *Nous ne demandons pas que le décret considère notre expérience comme la seule valable, mais qu'il permette légalement cette forme d'élection* », déclare M. Monteil.



## Pays de la Loire

### ENTRE NANTES ET SAINT-NAZAIRE

## Les projets de conversion industrielle par l'automobile et l'électronucléaire laissent sceptiques les métallos de la construction navale

Nantes. — *Annoncées le 27 octobre dernier, les prévisions des experts européens envisageant une réduction d'environ 50 % des effectifs dans la construction navale d'ici à 1980 (*le Monde *du 29 octobre), n'ont pas entraîné les vives réactions que l'on pouvait redouter tant du côté des syndicats que des dirigeants d'entreprise. La crise de la construction navale est-elle devenue une fatalité ? En Loire-Atlantique, où la réalisation de ces prévisions pourrait déséquilibrer gravement l'économie locale, si l'on redoute la catastrophe, peu de responsables en envisagent avec précision l'ampleur. Entre Nantes et Saint-Nazaire, elle pourrait pourtant être assez comparable à celle qui touche aujourd'hui la sidérurgie lorraine.*

De notre envoyé spécial

« *L'avenir est bien sombre. Mais les prévisions formulées à Bruxelles sont passées au-dessus de la tête de nos camarades* », reconnaît un syndicaliste de Force ouvrière de Saint-Nazaire, qui remarque toutefois que pour l'instant il y a encore du travail et que « *c'est déjà pas si mal* ». Pas de difficulté d'emploi pour 1978, annonce la direction d'Alsthom-Atlantique. Pourtant le carnet de commandes des Chantiers de Saint-Nazaire reste très « *court* » et déjà les bureaux d'étude connaissent des mutations. Une partie des dessinateurs des Chantiers travaillent pour une société d'ingénierie pétrolière et, dès le début de l'année prochaine, faute de nouveaux navires à concevoir, les syndicats craignent des réductions d'activité et des licenciements.

A Nantes, en revanche, l'inquiétude est plus grande. Les réductions d'effectifs annoncées par la direction de Dubigeon-Normandie, et le vide des carnets de commandes, alimentent les craintes et les rancœurs. Les prévisions de la C.E.E. ? Pour Marcel Guiéneuf, responsable local C.F.D.T., c'est avant tout une forme de trahison. « *Le 19 octobre, nous avions rencontré les experts avec nos collègues de la fédération européenne des métallurgistes et les représentants des patrons. Pour ces experts, il était alors impossible d'annoncer quelque décision que ce soit*, explique-t-il. *Cédant finalement à la demande des syndicats et des patrons, ils ont tout au plus accepté de provoquer la prochaine réunion tripartite fin novembre ou début décembre. Et voilà que, sans nous consulter, ils présentent leur diagnostic en forme de condamnation !* » Pas question, dans ces conditions, de se laisser enfermer par ces chiffres. « *Nous refusons de nous intégrer dans ce processus*, affirment MM. Claude Poperen et Maurice Rocher, responsables de la fédération de Loire-Atlantique du parti communiste, *notre parti prépare d'ailleurs un « plan » et des mesures en faveur de la construction navale, que Georges Marchais viendra présenter dans le département le 19 novembre.* »

### « Naviguez français ! »

Déjà, sur le thème « Naviguez français ! », les responsables C.G.T. de Saint-Nazaire proposent que l'État favorise l'utilisation par les armateurs français de navires construits en France. « *Actuellement, seulement 30 % des importations et exportations françaises par voie maritime sont réalisées sur des navires français. Il faut que les interventions des pouvoirs publics portent ce chiffre à 50 %.* » Bien que jugée irréaliste par le délégué F.O. (« *Peut-on être protectionniste quand on exporte jusqu'à 60 % de notre production ?* »), l'idée fait recette. De même celle d'une relance de la demande de navires par les ports autonomes. « *Les dragues du port de Nantes-Saint-Nazaire datent pour certaines de 1927 et, pour creuser un chenal au large de Donges, il va falloir faire appel à un matériel néerlandais. Les chantiers de Dubigeon-Normandie ne pourraient-ils pas réaliser de tels navires* », se demandent les élus de Nantes.

Souvent imaginatifs, les responsables locaux le sont moins pour envisager des formules de reconversion des chantiers. L'idée qui a été lancée de transformer en constructeurs de maisons métalliques les ouvriers de Nantes et de Saint-Nazaire laisse sceptiques les professionnels... quand elle ne déclenche pas à la mairie de Nantes des éclats de rire. « *Il n'y a rien de comparable entre le maniement des tôles épaisses ou les carénages, et la construction d'une maison* », explique, quelque peu vexé, un ouvrier des chantiers de Nantes. *La crise de la construction navale, ce n'est pas un concours d'idées saugrenues !* »

Plus désabusé, Marcel Guiéneuf se souvient des reconversions des années 60. « *A l'époque*, rappelle-t-il, *un Livre blanc signé de Robert Buron diagnostiquait, lui aussi, une « sur-capacité » de production des chantiers de 50 %. Comme remède, il proposa la fermeture de petits chantiers et leur reconversion. On se lança alors dans la construction de bateaux de plaisance et de maisons individuelles préfabriquées en plastique. Mais, à terme, ce fut un échec : plus de six cents licenciements. Alors, la reconversion... Tout au plus peut-on envisager de consacrer 10 % à 15 % de la capacité de production des chantiers à des activités annexes.* »

Quant à la sous-traitance, elle subit déjà les premiers effets de l'absence de commandes des chantiers et du ralentissement d'activité. A La Baule, l'entreprise Thiriet-Cattin, qui sous-traitait une partie des travaux mécaniques d'Alsthom-Atlantique, est en liquidation et occupée par les cent quarante-quatre derniers salariés. De même, une entreprise de cabestans de Saint-Nazaire, Cornant-Marine, a réduit ses effectifs de cent à trente salariés pour, finalement, fermer ses portes, tandis qu'à Nantes c'est l'ensemble des P.M.E. liées à la construction navale qui subit les conséquences de la crise et des grèves de Dubigeon-Normandie. A Saint-Nicolas-de-Redon, l'entreprise Mottals (deux cent cinquante ouvriers), spécialisée dans les travaux d'aménagement intérieur des navires (menuiserie, aluminium), est occupée. Quant aux Fonderies nantaises, où fut mis au point un alliage pour la construction des hélices, elles sont aussi en difficulté face aux concurrents japonais... à qui ont été vendus les brevets de l'alliage !

GEORGES POTRIQUET.

● *Situation tendue à Noirmoutier.* — Après trois jours d'agitation aux abords du pont de Noirmoutier, la situation demeurait confuse ce lundi 7 novembre. Les Islais sont toujours opposés aux nouveaux tarifs de péage qui les obligent à verser 50 centimes de plus pour traverser. Après les échauffourées de samedi et de dimanche, la réunion de conciliation qui doit se tenir ce lundi, à la préfecture de La Roche-sur-Yon, devrait permettre d'éclaircir un peu les différentes positions. Si une décision d'apaisement devait être prise, elle signifierait sans doute le départ des forces de l'ordre, l'ajournement des nouveaux tarifs et la convocation d'une réunion extraordinaire du conseil général de Vendée. *(Corresp.)*

## Alsace

### Les agriculteurs du Sundgau restent hostiles au canal Rhin-Rhône

De notre correspondant

Mulhouse. — Réunis, le vendredi 4 novembre, à la chambre de commerce et d'industrie de Mulhouse, les délégués de deux offices des transports et des P.T.T. du Haut-Rhin, du Territoire de Belfort, du Bas-Rhin et de Moselle, attendaient des réponses précises de M. Paul Bastard, directeur des ports maritimes et des voies navigables au ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire, venu faire le point sur le projet de liaison fluviale Rhin-Rhône. Les questions posées par les partisans de Rhin-Rhône sont les suivantes :

— *Quand interviendra la déclaration d'utilité publique, qui permettrait la mise en œuvre de l'enquête parcellaire sur le tracé du canal ?*

— *Quand sera désigné le maître d'ouvrage ?*

— *Quand sera établi le plan de financement ?*

M. Bastard a indiqué que le coût (hors T.V.A.) de ce projet est aujourd'hui estimé à 6 milliards de francs, soit dix-sept fois l'enveloppe budgétaire annuelle allouée à l'ensemble des voies navigables. Cent quarante-cinq communes sont concernées et dix mille personnes ont donné leur avis au cours de l'enquête préalable. La déclaration d'utilité publique ne pourra intervenir qu'après la saisie du Conseil d'État, qui ne pourra lui-même se prononcer qu'après avoir reçu l'avis de l'Office national des opérations immobilières et d'architecture.

Et le financement ? La participation des collectivités locales ne pourra être déterminée qu'en fonction des autres ressources possibles : prix de vente du kilowatt-heure rhodanien et rhénan, participations étrangères (« *sur lesquelles il ne faut pas nourrir de grandes ambitions* »), dotation de la C.E.E. (estimée entre 250 et 500 millions de francs), si Rhin-Rhône est reconnu comme une opération servant les intérêts communautaires.

Le maître d'ouvrage sera-t-il la Compagnie nationale du Rhône ? La question ne pourra être tranchée que par la loi. C'est pourquoi deux projets de loi ont été préparés en fonction des deux maîtres d'ouvrage possibles, et ces projets seront discutés par le Parlement au début 1978.

M. Bastard a aussi parlé du délicat problème du remembrement dans le Sundgau, les plateaux situés entre Mulhouse et Belfort (1 million de francs viennent d'être mis à la disposition du ministère de l'agriculture pour ces opérations).

Parlant au nom de la chambre d'agriculture du Haut-Rhin, M. Hartmann se montra, pour sa part, sceptique après les déclarations de M. Bastard et indiqua : « *Je ne sais si elles amèneront les chambres d'agriculture à réviser leur position, jusqu'ici défavorable au projet Rhin-Rhône.* »

BERNARD LEDERER.

● *Marche antinucléaire dans les Pyrénées-Orientales.* — Une marche antinucléaire a été organisée, dimanche 6 novembre, à Ille-sur-Tet, dans les Pyrénées-Orientales, par les mouvements écologistes, avec l'appui des partis de gauche et de plusieurs syndicats pour protester contre les projets de recherches d'uranium dans la région. Un millier de personnes environ y ont participé. Il n'y a pas eu d'incident.

● *Les projets d'UTA.* — Une omission a rendu incompréhensible la lecture d'un paragraphe dans *le Monde* daté 6-7 novembre. Il fallait lire : « Les Marseillais qui s'étaient un peu faits à l'idée de récupérer ce trafic auront été déçus qu'en fin d'analyse, il leur échappe. Ils escomptaient lancer ce pont aérien au milieu de l'an prochain et avaient, semble-t-il, réservé le terrain nécessaire à la construction d'une aérogare de fret et d'un parc de stationnement. »

Le Monde

# économie

## A L'ÉTRANGER

### Le gouvernement britannique fait face à de nombreuses revendications salariales

De notre correspondant

Londres. — Après plusieurs semaines de bonnes nouvelles, qui avaient fait naître un optimisme prématuré, le gouvernement travailliste doit de nouvean faire face à des difficultés sociales sérieuses. La livre, qui était montée en flèche au début de la semaine dernière, est retombée après la décision des mineurs de maintenir des revendications de salaires de l'ordre de 90 %. Le gouvernement ne peut pas, non plus, ignorer les demandes d'augmentation des pompiers, des travailleurs municipaux 30 %), des officiers de la marine marchande (17 %) et des dockers (17 à 30 %).

Dans les négociations qui s'ouvrent cette semaine, l'Office des charbonnages a laissé entendre eux mineurs qu'il est disposé à accepter une bausse supérieure à 10 % à partir de mars prochain, puis à négocier un nouvel accord de salaire qui donnerait satisfaction aux mineurs en 1979. En d'autres termes, le gonvernement est prêt à tolérer un dépassement de la limite des 10 % en échange du respect, par les mineurs, de la règle dite des douze mois, qui impose aux syndicats un délai d'un an avant de négocier de nouveaux accords de salaires. Dans l'immédiat, le Coal Board envisagerait de négocier sur une base régionale des accords de productivité avec les organisations syndicales locales. De toute évidence, le gouvernement veut gagner du temps. D'ici à mars, des accords de salaires auront été négociés dans les autres secteurs industriels, à l'abri du *« mauvais exemple »* des mineurs. D'antre part, au printemps, la consommation de charbon diminue, affaiblissant ainsi la position des mineurs.

#### Une grève très impopulaire

Pour le moment, M. Scargill, le leader des mineurs du Yorkshire, et de la ganche de la fédération, semble vouloir éviter un affrontement. Il ne peut compter ni sur la sympathie de l'opinion publique ni, surtout, à la différence de 1974, sur l'appui dn mouvement syndical.

Le conflit potentiel avec les mineurs éclipse la grève sauvage perlée de quatre mille ouvriers de l'électricité, sur un total de trente mille, qui, défiant les instructions de leur propre syndicat et des dirigeants du mouvement syndical (TUC), imposent au pays des coupures de courant intermittentes, mais très gênantes. Les leaders du TUC ont poussé les autorités à agir avec fermeté en suspendant le paiement des salaires et primes aux grévistes. Les cadres supérieurs et les ingénieurs de l'électricité, avec l'accord de leurs syndicats, ont décidé de se substituer aux ouvriers défaillants pour assurer la bonne marche des centrales.

La grève est impopulaire au point que les responsables du mouvement ont préféré rester dans l'anonymat. Les directions locales de l'électricité reçoivent de très nombreux coups de téléphone d'usagers furieux. Un patron d'hôtel a refusé une chambre à M. Murray, secrétaire général du TUC, alors que celui-ci venait justement de prêcher la conciliation...

HENRI PIERRE.



### La candidature de l'Espagne à la C.E.E.
### M. ADOLFO SUAREZ EST HOSTILE A UNE NÉGOCIATION PAR ÉTAPES

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'Espagne aidera la Commission de Bruxelles à élaborer l'avis qu'elle doit établir concernant la candidature de Madrid à la C.E.E. Cet avis, qui sera transmis aux Neuf avant la *fin de 1978, doit*, avant *l'ouverture* des négociations, identifier les problèmes à régler et suggérer des solutions pour les résoudre. La promesse de cette collaboration administrative est apparemment le seul résultat concret de la visite rendue le 4 novembre par M. Suarez à la Commission européenne.

*Le* premier ministre espagnol, au cours d'une conférence de presse, s'est déclaré opposé à l'idée d'une période de pré-adhésion ou, ce qui reviendrait à peu près au même, d'une négociation par étapes.

Qnant au problème agricole, il a demandé que soit enfin entreprise une étude approfondie des difficultés et dommages susceptibles *de relever de l'élargissement* de la C.E.E. Une telle évaluation est nécessaire pour que l'Espagne sache à quoi s'en tenir et, le cas échéant, envisage une réforme de sa propre politique agricole.

De la tournée qu'il vient d'entreprendre dans les capitales du Marché commun M. Suarez retire le sentiment que toutes les forces politiques *démocratiques* ont la volonté d'appuyer l'adhésion de l'Espagne à la Communauté. — Ph. L.



UN AN APRÈS LA FIN DES HOSTILITÉS

### *Le Liban fait sa rentrée sur le marché financier internation*

De notre correspondant

Beyrouth. — Le Liban s'apprête à lancar sur le marché international un emprunt de 150 millions de dollara (150 millions) destinés au *financement de ses projals* de développement at da reconstruction. Sept grendes benques en eeront probeblement les chals de tile : une américaine, la Bank of America ; trois françaises : la Banque de l'Indochine et da Suaz, la B.N.P. et le Crédit lyonnais ; trois araboétrangèrea : l'UBAF, la BAIL at *l'Arab-Morgan Grenfell. Leurs repré*eentants sont attendus, merdi 8 novembre à Beyrouth, pour una mise au point des conditions de l'emprunt qui earaient les suivantes : durée, sept ans dont trois ans de différé, avec un taux d'intérêt égal à celui des euro-dollars è eix mois mejoré de 1 1/8 % à 1 1/4 %.

*Pour le ministre des finances, M. Farid* Raphaël, cet emprunt consacrera la *réinsartion* du L i b a n sur le marché financier international et y consolidere sa position. C'est en effet le premier emprunt « *non politique* » qu'il conclura d e p u i s la fin de le guarre sur son territoira il y e bientôt un an. La succés de *l'opération* démontrere la *confiance* des banques Internationeles dens la eituation financière du Liban qui demeura fondamentalament eaine malgré 2,5 milliards da dollars de dégâts et 9 milliards de dollars da manqua à gagner et de pertes en revenus, consécutifs aux hostilités.

Selon les données disponiblas da eource sûre, l'endettement public libanais à l'égard de l'étranger n'était, à le fin d'octobre 1977, que de 28,3 millions de dollars de crédits utilisés, auxquels s'ajoutent des crédits non encore utilieés totalisant 258,65 millions de dollars, sans compter les d o n s obtenus d'organismes financiers (BIRD - Banque Internationale pour la reconstruction et le développement, Banque mondiale, Fonds arabe pour le développement économique at social) que de certains Etats (K Abou-Dhebi, Etats-Unis, Allem fédérala).

Le total des crédits étranger lisés na représente que 8 budget de l'Etat. L'ensembl l'ancoure at des facilités énu représentent 20,2 % du P.N.B. en 1977.

A ces données s'ajoute que la libanelaa demeure exception ment solide, sa couverture or et *ses élant encore* de 101 % malg tirages effactués durant la gue bien qua l'or soit comptabili 42 dollars l'once. L'endetteme l'Etat à l'égard da le Banqu Liban, qui a atteint durant les di mois de guerre et l'immédiat guarre 953 millions de livres 310 millions de dollars, e été sta *à ce niveau depuis mars 19* chiffre précité, le déficit budg étant couvart par des emprun térieurs.

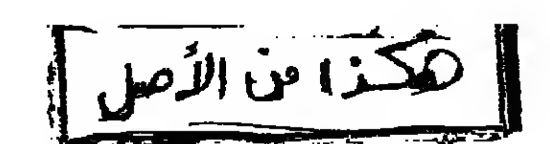
L'emprunt International de 15 lions de dollers en voie de conc ne sera donc en eucun cas con à combler le déficit budgétaire servira au financement da p *autres que ceux pour lesquel* crédits epécifiques ont été obt La reconstruction du centre ville pas non plus comprise dans l'c tion, un accord apécial ascompté pour cette importante ration avec l'Arabie Saoudite.

L.

#### ALLEMAGNE FEDERALE

● *Le nombre de chômeu* R.F.A. a augmenté de 43 10 mois d'octobre, pour e'étab 954 000. Le taux de chômag de 4,3 % de la population a (contre 4 % en septembre) nombre de chômeurs partiels aussi accru au cours du d'octobre, passant de 40 1 197 900 personnes.





Nombreux sont aujourd'hui les lecteurs qui demandent à l'Histoire
d'être autre chose qu'une suite d'événements et d'images d'Epinal.
L'Histoire de la France Contemporaine de 1789 à nos jours constitue la première collection publiée en France
donnant un tableau complet du patrimoine de tout un peuple.

# Histoire de la France contemporaine

de 1789 à nos jours

**"Sans a priori ni préjugés mais avec passion" Jean Elleinstein.**

Pour la première fois, en effet, est proposée au public une histoire contemporaine globale de la France, pensée, conçue comme une totalité.
L'étude des phénomènes historiques permet de mieux saisir la véritable personnalité de notre pays, ses traditions démocratiques, et de dégager les voies de notre devenir.
Mais l'histoire d'un pays est faite et vécue par les hommes; aussi, cet ouvrage aborde-t-il tous les aspects de la civilisation française, histoire économique, sociale, politique, culturelle, mais aussi histoire des idées, us et coutumes, évolution des mentalités.
Ecrite par des historiens qui n'hésitent pas à remettre en cause les notions établies pour découvrir le fait historique dans son authenticité, l'Histoire de la France contemporaine constitue véritablement la première histoire du peuple de France.

Réalisée par un collectif d'historiens parmi les plus compétents :
Jean-Paul Bertaud - Roger Bourderon - Jean Bruhat - Jean Elleinstein - Jean Gaçon - Florence Gauthier - François Hincker - Claude Mazauric - Maurice Moissonnier - Albert Soboul - Danielle Tartakovski - Claude et Germaine Willard.
COLLECTIF ANIME PAR JEAN ELLEINSTEIN.

**Présentation :**
Cette œuvre comprendra 8 volumes reliés toile élégamment présentés. Le tome I traitant "Des origines à 1789", le dernier de "1968 à 1980". La partie encyclopédique très importante, le quart de l'ensemble, regroupera en chaque fin de volume :

- des biographies, 2.400 pour les 8 tomes, soit un véritable dictionnaire historique des personnages,
- une chronologie très détaillée au moyen de tableaux synoptiques faisant apparaître les concordances événementielles tant sur le plan politique, scientifique que culturel,
- des filmographies et discographies replacées dans leurs contextes historiques,
- des bibliographies commentées des titres essentiels français et étrangers sur l'époque ou le personnage.

**Les sources de l'historien :**
Présentation par les auteurs de documents en fac-similé qui permettent aux lecteurs de suivre les méthodes de recherche et d'investigation.
L'iconographie comprendra de remarquables illustrations mais aussi des croquis qui éclaireront par l'image les aspects particuliers de tel ou tel événement.
L'originalité de sa présentation, l'unité et la clarté de style, la richesse de la partie encyclopédique feront de cette collection l'ouvrage de référence par excellence, le livre d'histoire de l'avenir.

CO-PRODUCTION
EDITIONS SOCIALES
LIVRE CLUB DIDEROT




**BON DE DOCUMENTATION**
à retourner à Livre Club Diderot
13, boulevard Bourdon - 75004 PARIS

Nom, Prénom : ____________________
Adresse : ____________________
____________________
Profession : ____________________

Désire être documenté gratuitement sur l'Histoire de la France Contemporaine

# ÉCONOMIE - SOCIAL

## ÉNERGIE

### Après la tournée de M. Blumenthal au Proche-Orient

## Vers la stabilité du prix du pétrole ?

*A l'approche de le réunion annuelle de l'OPEP sur les prix du pétrole, prévue pour le 20 décembre, à Caracas (Venezuela), voyages et déclarations se multiplient. Alors que la commission économique de l'Organisation examine, ce lundi 7 novembre, à Vienne, le dossier technique des prix, l'Irak, fidèle à son habitude, se déclare, par l'intermédiaire de son ministre du pétrole* « déterminé à demander une augmentation des prix ». *Hausse d'autant plus nécessaire que* « les responsables occidentaux ont reconnu que la valeur du pétrole est actuellement inférieure à celle de 1974 ».

*Bagdad sera-t-il entendu ? Rien n'est moins sûr. M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, semble convaincu que* « le prix du pétrole restera stable pendant une certaine période de temps », *et qu'il n'y aura pas* « d'augmentation pour 1978 ». *Une déclaration américaine de plus, dira-t-on. Voire. Car, en ce mois de novembre 1977, elle s'inscrit dans un nouveau contexte géopolitique.*

### Une nouvelle stratégie

*Le secrétaire américain revient d'un long périple au Proche-Orient, où il a eu de nombreux entretiens, en particulier en Iran et en Arabie Saoudite. Si les communiqués officiels ont été fort discrets, il semble bien que M. Blumenthal ait longuement discuté avec ses interlocuteurs de la nouvelle politique que l'administration Carter tente de mettre en place dans cette région du monde, où les Etats-Unis ne souhaitent plus apparaître en première ligne. Pendant des années, appliquant la devise « diviser pour régner », ils ont joué sur l'antagonisme entre Téhéran et Ryad. Aujourd'hui, on semble, à Washington, revenir sur cette stratégie. On souhaiterait utiliser l'Iran et l'Arabie Saoudite comme « intermédiaires », pour contenir l'influence soviétique et celle des régimes « progressistes » au Proche-Orient et en Afrique. Un objectif auquel les dirigeants iraniens et saoudiens ne peuvent que souscrire. Ils n'ont aucun intérêt à voir se développer à leurs frontières des foyers de contestation qui risqueraient d'être contagieux à l'intérieur même de leur pays.*

*L'Iran et l'Arabie Saoudite seraient donc appelé à jouer les rôles de tuteur et de banquier pour financer les investissements, non seulement économiques, mais aussi, et surtout, militaires, d'un certain nombre de pays : Egypte, Soudan, Somalie, Yémen du Nord. Ainsi, le Soudan négocie actuellement de très importants achats d'armes, qui seront directement payés par les Saoudiens.*

*La mise en œuvre de cette nouvelle politique impliquerait que Ryad et Téhéran normalisent quelque peu leurs relations. Un des principaux sujets de friction était depuis des années, constitué par la politique en matière de prix du pétrole, l'Iran étant partisan de la hausse et l'Arabie Saoudite de leur stabilisation. Le rapprochement voulu et souhaité par les Etats-Unis entre les deux pays pourrait donc avoir pour conséquences un certain alignement de leurs positions à l'intérieur de l'OPEP. Les déclarations du chah à News Week de ce lundi 7 novembre sont, à cet égard, significatives. Le souverain iranien, qui s'entretiendra, jeudi 15 novembre, à Washington, avec le président Carter, a, en effet, déclaré à notre confrère que son pays était* « fatigué de toujours tenir la vedette aux réunions de l'OPEP, d'être traité de faucon et accusé de causer souffrances et misères aux économies occidentales... Nous serons spectateurs à Caracas. Quiconque veut prendre l'initiative *[d'une hausse des prix du pétrole]* le peut. Mais nous ne le ferons pas ».

J.-M. Q.

### LA FRANCE ET L'ESPAGNE POURRAIENT RENFORCER LEUR COOPÉRATION DANS LA CONSTRUCTION D'AUTOMOBILES

M. Alberto Oliart, ministre espagnol de l'industrie et de l'énergie, a quitté Paris le vendredi 4 novembre dans la matinée après un séjour officiel de deux jours. Au cours de ses entretiens avec son homologue français, M. Monory, trois thèmes ont été abordés : l'entrée éventuelle de l'Espagne dans le Marché commun ; l'accroissement du commerce franco-espagnol (14,3 milliards de francs en 1976) et son rééquilibre, puisque la France n'a exporté en 1976 que pour 6,6 milliards de francs alors que l'Espagne nous a vendu pour 7,47 milliards de francs ; enfin la coopération industrielle franco-espagnole. Il s'agit, selon les deux ministres, de *« mettre sur pied des industries communes »* implantées, selon les cas, en France ou en Espagne, qui *« fabriqueraient non seulement pour les deux marchés* (100 millions de consommateurs), *mais aussi pour l'exportation ».*

Selon M. Monory, plusieurs dossiers précis ont été ouverts. Dans l'automobile, Citroën, Peugeot et Renault participeront vraisemblablement à l'extension *d'unités de production en Espagne*. Des études vont s'engager pour parvenir à une coopération, d'une part dans les poids lourds (Renault-Véhicules industriels et Pegaso) et d'autre part dans les équipements automobiles (spécialisation de chaque côté des Pyrénées et exportation croisées). Dans le secteur de la télévision, M. Monory a évoqué le proj[illegible] d'implantation d'une usine [illegible] *tubes TV couleur en Espag[illegible]* Vidéocolor (filiale de Thoms[illegible]) apporterait sa technologie, [illegible] expérience et serait actionna[illegible] minoritaire (20 à 25 %) d'u[illegible] usine produisant environ 500 [illegible] tubes couleur par an (1). M. M[illegible]nory a également évoqué [illegible] possible coopération dans l'inf[illegible]matique, les télécommunicatio[illegible] par satellite, le nucléaire (Fr[illegible]matome pourrait vendre une ce[illegible]trale de 900 MW), la sidérurg[illegible] le gaz (projet de gazoduc co[illegible]mun) et l'aéronautique.

Ces entretiens ont perm[illegible] semble-t-il, d'améliorer quelq[illegible] peu les relations franco-esp[illegible]gnoles, qui s'étaient dégradé[illegible] après la visite, jugée *« décevant[illegible] par les milieux espagnols,* [illegible] M. Suarez en France, en ao[illegible] dernier. Toutefois, pour les Esp[illegible]gnols, la plupart des projets év[illegible]qués par M. Monory ne pourr[illegible] se concrétiser que dans le ca[illegible] d'une véritable coopération a[illegible] la France. Celle-ci reste, p[illegible] M. Oliart, étroitement liée à [illegible] conclusion d'un *« accord glo[illegible] entre les deux pays »*, accord [illegible] passe par l'entrée de l'Espag[illegible] dans le Marché commun.

(1) En ce qui concerne ce[illegible] usine, M. Monory s'est, semble-t[illegible] quelque peu avancé, puisque le p[illegible]mier contact officiel entre Vidéoc[illegible] et les autorités espagnoles n'a [illegible] lieu que... jeudi matin.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DÉVISE[illegible]

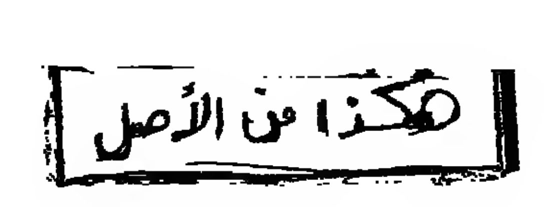
| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + Bas | + Haut | Rep + ou Dép. − | | Rep + ou Dép − | | Rep + ou Dép | |
| $ E.-U. .. | 4,8400 | 4.8430 | + 60 | + 80 | + 130 | + 160 | + 450 | [illegible] |
| $ can. .. | 4,3630 | 4,3680 | + 40 | + 75 | + 95 | + 130 | + 340 | [illegible] |
| Yen (100) | 1,9480 | 1,9510 | + 90 | + 120 | + 160 | + 190 | + 470 | [illegible] |
| D.M. .... | 2,1460 | 2,1490 | + 80 | + 100 | + 170 | + 200 | + 570 | [illegible] |
| Florin .. | 1,9910 | 1,9950 | + 60 | + 80 | + 120 | + 150 | + 380 | [illegible] |
| F.B. (100) | 13,7130 | 13,7320 | + 240 | + 340 | + 490 | + 690 | +1540 | [illegible] |
| F.S. .. .. | 2,1840 | 2.1880 | + 130 | + 150 | + 250 | + 270 | + 760 | [illegible] |
| L. (1 000) | 5,5090 | 5.5150 | − 200 | − 100 | − 400 | − 300 | −1000 | [illegible] |
| £ ........ | 8,7670 | 8,7790 | + 300 | + 380 | + 530 | + 600 | +1370 | [illegible] |

### TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D.M. .... | 3 1/2 | 4 | 3 5/8 | 3 7/8 | 3 3/4 | 4 | 3 3/4 | 4 |
| $ U.S...... | 3 3/8 | 3 3/4 | 7 1/8 | 7 1/2 | 7 | 7 3/8 | 7 3/8 | 7 |
| Florin ... | 4 1/2 | 5 1/4 | 4 1/2 | 5 | 5 | 5 1/4 | 5 3/8 | 5 |
| F. B. .... | 6 | 7 | 6 1/4 | 6 5/4 | 6 1/2 | 7 | 7 | 7 |
| F. S. .... | 1/4 | 1 | 1 | 1 1/2 | 2 | 2 1/4 | 2 | 2 |
| L. (1 000) | 10 | 14 | 12 | 14 | 12 | 14 | 12 | 14 |
| £ ........ | 3 1/4 | 4 1/4 | 4 1/2 | 5 | 5 | 5 1/2 | 6 | 6 |
| Fr. franç. | 8 3/4 | 8 3/4 | 10 1/4 | 11 | 10 3/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 |

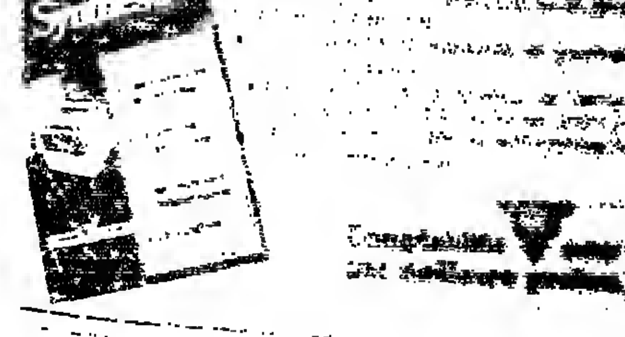
Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbanc[illegible] des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une gra[illegible] banque de la place.

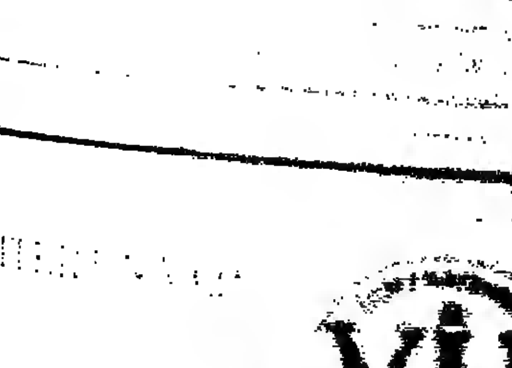














هكذا من الأصل



# SOCIAL

## M. BERGERON (F.O.) : nous n'avons pas renoncé aux armes traditionnelles des syndicats.

*(De notre correspondant.)*

Limoges. — Venu en Corrèze présider le congrès départemental Force ouvrière, M. André Bergeron a réaffirmé sa satisfaction au lendemain de son entretien avec le premier ministre. « *A ceux qui s'étonne de nos rencontres avec s'étonnent de nos rencontres avec ironie que nous avons planté notre tente dans l'antichambre de Matignon, je répondrai,* a dit M. Bergeron, *qu'il faut présenter les revendications à ceux qui sont susceptibles de les satisfaire. Nous demeurons partisans du dialogue, ce qui ne veut pas dire que nous avons renoncé à utiliser les armes traditionnelles des syndicats. Dans quelques jours, par exemple, la fédération Force ouvrière des P.T.T. va décider un mouvement de grève. Nous passons aux actes quand nous le jugeons nécessaire, mais, pour nous, la grève doit demeurer l'arme ultime.* »

Le secrétaire général de Force ouvrière a évoqué les diverses manifestations qui marqueront à Paris et en province le trentième anniversaire de Force ouvrière le 19 décembre. Il y aura notamment à cette occasion une manifestation à la porte Maillot. André Amalrik, l'un des contestataires soviétiques, a répondu favorablement, d'Amérique où il réside maintenant, à l'invitation qui lui a été faite de participer à ces manifestations.

MARCEL SOULÉ.

## L'ANIFOM EN GRÈVE

A l'appel de la C.F.D.T. le personnel de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) a déclenché le lundi matin 7 novembre un mouvement de grève qui durera trois jours.

Apportant son soutien aux grévistes, la fédération C.F.D.T. des finances et des affaires économiques s'élève « *contre la précarité de la situation des employés contractuels et vacataires de l'agence qui sont voués au chômage au terme de la procédure d'indemnisation des rapatriés* » et exige que leur emploi soit garanti par « *une mesure immédiate de titularisation* ».



## Les ouvriers de Lip se prononcent sur la « réanimation » de leur usine

De notre correspondant

**Besançon. — L'assemblée générale des chômeurs de Lip devrait se prononcer, au début de cette semaine, sur un projet de « réanimation » de l'usine de Palente. Selon ce projet, qui a toutes chances d'être adopté par la majorité des cinq cents ouvriers et ouvrières qui participent encore aux activités de l'entreprise occupée, il s'agirait de rassembler le personnel en coopérative ou, à défaut, de créer une société anonyme ou une S.A.R.L.**

Les deux groupes qui se sont déjà dotés d'une structure légale, « la 4 M » spécialisée jusqu'à présent dans la recherche sur le matériel médical, et les « Etudes industrielles de Palente », qui ont notamment signé des contrats avec l'Algérie, conserveraient leur identité et constitueraient des organes de recherche tournés vers les problèmes de diversification, de transferts technologiques et de formation. Enfin, une association des amis de Lip serait constituée dans le public et devrait par souscription permettre le rachat des stocks de montres mis à l'abri par le personnel. Rentrant dans la légalité, les Lip, qui ont longtemps refusé de se constituer en coopérative ouvrière de production, estiment qu'après dix-huit mois de silence gouvernemental la formule peut s'admettre comme une stratégie de combat.

L'entreprise « *réanimée* » poursuivra ses productions artisanales (assiettes décorées, ouvrages de dames, jeux Chômageopoly) et continuera de vivre, du moins pendant un certain temps, au rythme des assemblées générales et des actions de popularisation.

Les ouvriers de Palente ont-ils la possibilité de pratiquer autrement dans l'immédiat ? Les marchés leur sont-ils suffisamment ouverts pour que tous se remettent à la chaine et s'intègrent dans un système industriel classique avant plusieurs mois ? Certainement pas. Au reste, ce n'est pas la seule question qui se soit posée au cours de débats engagés depuis plusieurs semaines à l'usine de Palente. Qui acceptera le rôle de patron ? Les ouvriers choisiront-ils leur tâche ? Quelle sera la hiérarchie des salaires ? Et, surtout, ne tomberont-ils pas dans un piège en se lançant dans l'aventure coopérative ?

En tout cas, le conseil régional de Franche-Comté, le conseil municipal de Besançon, qui se sont engagés à participer au rachat des bâtiments et terrains de Palente, tout comme les syndics dont on espère qu'ils laisseront les machines dans l'usine, et comme, peut-être aussi, les détaillants horlogers, devraient se montrer satisfaits d'un retour à la légalité qui pourrait lever certaines hypothèques.

CLAUDE FABERT.

● *La direction de la filature d'Erstein* (Bas-Rhin), l'une des quatre anciennes composantes du groupe lainier Schlumpf, a annoncé le licenciement prochain de soixante à soixante-dix de ses quatre cent vingt salariés. L'ensemble du personnel s'est aussitôt mis en grève.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### LE CONGRÈS ANNUEL DE LA RÉCUPÉRATION S'EST OUVERT A GENÈVE

Le congrès annuel du bureau international de la récupération, dont le siège est à Bruxelles, s'est ouvert lundi 7 novembre à Genève pour se terminer mercredi. Ce bureau, qui a des adhérents dans une trentaine de pays depuis près de trente ans, regroupe les spécialistes de la récupération de la ferraille, des métaux non ferreux, des déchets textiles, des vieux papiers et du verre.

« Notre profession joue un rôle essentiel, surtout dans les pays développés », a déclaré M. Duissy, secrétaire général du bureau, 95 % des métaux étant réutilisés après usage. Ainsi, l'industrie du cuivre emploie 30 à 40 % de métal récupéré, cette proportion étant encore supérieure pour le zinc et surtout pour le plomb. Les gains d'énergie que cela permet sont considérables, la fusion d'une tonne de ferraille au four électrique, par exemple, consommant 1 700 kw/h contre 4 700 kw/h pour celle d'une tonne de minerais de fer dans un haut fourneau. Des perspectives nouvelles s'ouvrent aux récupérateurs pour le verre, dont la réutilisation est favorisée par la hausse du coût du fuel, pour la fabrication des sacs en vieux papiers et pour l'incorporation de fibres recyclées dans les matériaux pour l'isolation thermique.



## ISRAËL NE QUITTERA PAS L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Israël ne quittera pas l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), telle est la décision qui a été prise par le gouvernement israélien, dimanche 6 novembre, alors que le départ des Etats-Unis était en partie motivé par l'attitude de l'O.I.T. à l'égard de l'Etat juif. Le cabinet israélien, qui a pris cette décision après consultation du gouvernement et des syndicats américains, estime que son retrait aurait fait le jeu des Arabes et l'aurait privé d'une tribune internationale. — *(A.P., U.P.)*

● *Un millier de militants C.F.D.T.* du Nord, de la Lorraine et de l'Alsace ont participé, samedi 5 novembre à Epinal (Vosges), à un rassemblement organisé sur le thème « Vivre et travailler au pays ». Parmi les stands installés dans toute la ville, on a remarqué ceux d'Usinor-Trith, de Montefibre, de Schlumpf et des faïenceries de Longwy. Plusieurs cortèges ont défilé dans les rues d'Epinal, avec notamment les mineurs de charbon du Nord et de Lorraine, les mineurs de fer de Lorraine et les Potasses d'Alsace et les sidérurgistes lorrains.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## JAEGER

L'évolution du marché automobile et plus particulièrement du poids lourd, qui connaît actuellement un certain tassement, a eu une influence sur les facturations du troisième trimestre de la société.

Le chiffre d'affaires s'établit, à fin septembre, à 475 315 000 F en progression de près de 4 % sur celui des neuf premiers mois de 1976 qui correspondait à une activité exceptionnellement forte.

Les filiales à l'étranger, dont le développement important signalé précédemment se poursuit, ont connu pendant cette période une progression globale supérieure à 17 %.

L'activité des filiales françaises a augmenté pendant cette même période de plus de 7 %.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe ressort dans ces conditions à près de 600 millions, accusant une hausse de 5 % sur celui des neuf premiers mois de 1976.

Les résultats prévisionnels de l'exercice 1977, communiqués précédemment, devraient être atteints, sauf aggravation brusque de la conjoncture, d'ici à la fin de l'année.

## SETFICO

La situation provisoire du bilan arrêtée au 30 juin 1977 fait apparaître pour le premier semestre de l'exercice 1977, un bénéfice de 815 514 F contre 524 703 F pour le premier semestre 1976.

Ce résultat, qui s'entend après impôt sur les sociétés, inclut l'encaissement du dividende des Huileries réunies mis en distribution au titre de l'exercice 1976.

## SIMCO

Le conseil d'administration, réuni le 27 octobre 1977 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a procédé à l'examen des comptes de la société pour le premier semestre de l'exercice en cours : le bénéfice d'exploitation s'élève à 33 658 980 F contre 30 606 328 F en 1976.

Les résultats prévisionnels de l'exercice enregistreront des indemnités à recevoir en compensation des loyers non perçus du fait des mesures de blocage. Ces résultats devraient permettre la distribution d'un dividende en sensible augmentation. Il est rappelé à ce sujet que les dividendes des exercices 1974, 1975 et 1976 avaient été respectivement de 8,75 F, 9,50 F et 10,10 F.

## LUCHAIRE S.A.

Le chiffre d'affaires à fin septembre s'est élevé à 647 253 000 F, en progression de 11,9 % sur celui des neuf premiers mois de 1976. Pour l'ensemble du groupe, il a atteint, au cours de la même période, 746 535 000 F contre 682 898 000 F.

La situation comptable de Luchaire S.A., arrêtée à fin juin, fait ressortir un bénéfice avant impôt de 20 577 000 F (contre 15 885 000 F pour le premier semestre 1976), après 18 556 000 F d'amortissements (contre 12 757 000 F).

Un important programme d'investissements a été entrepris pour poursuivre le développement de la société dans les différents domaines de son activité.

INFORMATION SOCIETE GENERALE INFORMATION SOCIETE GENERALE INFORMATION SOCIETE GENERALE

## les Sicav du groupe Société Générale

**Situation au 30.9.77**

| | Sogévar | Soginter | Sogires | Sogépargne | Intercroissance | Intersélection | Convertimmo |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Une large diversification | Un portefeuille international | Un équilibre entre valeurs françaises et étrangères | Un placement obligations | Un choix de valeurs de croissance | Une sélection de titres de premier plan | Un placement en valeurs immobilières et en obligations convertibles |
| Valeur liquidative (F) | 321,66 | 407,73 | 118,48 | 271,07 | 136,50 | 133,00 | 115,06 |
| Coupon global (F) | 14,36 | 19,52 | 5,88 | 22,28 | 6,23 | 6,30 | 7,66 |
| (date de paiement) | 4.4.77 | 4.4.77 | 4.4.77 | 1.10.77 | (envisagé) | (envisagé) | 1.7.77 |
| Actif net total (MF) | 616,2 | 869,7 | 157,7 | 2.310,0 | 134,3 | 139,7 | 200,9 |
| France : | | | | | | | |
| - actions et obligations convertibles | 23,18 % | 9,60 % | 26,80 % | 17,16 % | 7,30 % | 26,80 % | 53,00 % |
| - autres obligations | 33,83 % | 23,30 % | 22,60 % | 67,47 % | 29,90 % | 30,30 % | 21,60 % |
| Etranger : | 41,06 % | 63,20 % | 46,20 % | 6,33 % | 62,30 % | 39,50 % | 23,00 % |
| Liquidités et divers : | 1,93 % | 3,90 % | 4,40 % | 9,04 % | 0,50 % | 3,30 % | 2,40 % |

## Thorn Electrical Industries Ltd

### INTRODUCTION A LA BOURSE DE PARIS

LE 8 NOVEMBRE 1977

Entreprise familiale créée en 1928, THORN ELECTRICAL INDUSTRIES Ldt est devenue un groupe international de tout premier plan dans le secteur du matériel électrique. Principalement implanté en Europe, le groupe est aussi présent en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et dans d'autres parties du monde.

Quelques chiffres :
- le groupe emploie 83 000 personnes dans le monde, dont 75 000 au Royaume-Uni et 8 000 dans des filiales implantées dans 17 pays différents.
- son chiffre d'affaires consolidé, multiplié par 2 en 4 ans, dépasse, en 1977, 1 milliard de livres sterling et son bénéfice avant impôt, 100 millions de livres sterling.

**Numéro 1 britannique dans les secteurs de l'électroménager et de l'électronique grand public** (télévision et audio-visuel), THORN est aussi le premier producteur d'appareils d'éclairage, son activité d'origine. De plus, le groupe a acquis une grande renommée dans les secteurs du matériel électronique, de l'automation, de l'hydraulique, des outils de coupe et de l'équipement industriel.

Quelques exemples spécifiques :
- premier sur le marché de la télévision au Royaume-Uni,
- principal fabricant anglais de réfrigérateurs, de congélateurs et de cuisinières à gaz et électriques,
- seul producteur britannique de mixers.

THORN tire son originalité de son activité de location de téléviseurs, activité pour laquelle il occupe le premier rang dans le monde avec plus de 1 000 points de distribution et 3 millions de clients dans le seul Royaume-Uni. Le groupe possède, en outre, un des plus importants réseaux de points de vente d'électrodomestique avec environ 400 magasins.

L'activité commerciale du groupe est assurée par une grande variété de marques renommées comme Atlas, Mazda, Bendix, Kenwood, Tricity, Moffat, Ferguson, Ultra, Avo.

**Un leader à l'exportation**

Ses résultats à l'exportation et ses performances techniques, essentiellement acquis par la division éclairage, ont été récompensés par 4 "Queen's Award to Industry".

*Une valeur boursière de tout premier plan*

Valeur activement traitée à la Bourse de Londres, l'action THORN a enregistré une hausse régulière au cours des douze derniers mois, pour atteindre un plus haut de 448 pence, le plus bas de l'année étant de 205 pence.

Les actions ordinaires au nominal de 25 pence sont inscrites, au comptant, à la rubrique "matériel électrique" (valeurs étrangères) de la Cote Officielle de la Bourse de Paris.

Cours à Londres : 445 pence le 24 octobre 1977.

L'introduction à la Bourse de Paris est assurée par le Crédit Lyonnais.

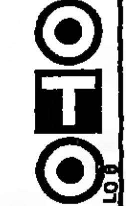
50 ANS DE DEVELOPPEMENT, UNE RENOMMEE INTERNATIONALE



A l'occasion de l'introduction en Bourse de ses actions, la société met à la disposition du public une note d'information qui a reçu le visa COB n° 77-139 en date du 21 octobre 1977

BALO du 24 octobre 1977.

THORN













# SOCIAL

A L'ÉTUDE AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

## Un projet de réforme prévoit de décharger l'A.N.P.E. de la « gestion du chômage »

L'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) doit recouvrer, de façon exclusive et entière, sa vocation première : le placement. C'est ce qu'a décidé le gouvernement. Un texte à l'étude au ministère du travail prévoit de décharger l'A.N.P.E. de la « gestion du chômage » (inscription et pointage des demandeurs) pour lui permettre de se vouer complètement à la collecte des offres, au placement des demandeurs, ainsi qu'au développement des stages de formation (appelés « mises à niveau »). Cependant, dans l'esprit de M. Christian Beullac, ministre du travail, ce projet ne pourrait voir le jour qu'au lendemain des élections législatives.

Actuellement, l'A.N.P.E., jeune administration née il y a tout juste dix ans, prend en charge le demandeur d'emploi de A jusqu'à Z ou presque : elle l'accueille, l'inscrit, le contrôle et, si nécessaire, le radie ; elle contacte pour lui les entreprises, recueille et lui transmet les offres adéquates et, si besoin est, le recycle ; elle n'indemnise pas le chômeur — c'est le rôle de différentes caisses d'assurance, — mais elle remplit pour lui les formalités administratives qui lui permettent de bénéficier de la sécurité sociale et éventuellement d'être secouru.

De l'ensemble de ces tâches et et quelques autres, l'A.N.P.E. s'acquittait de façon jugée satisfaisante, avant que n'éclate la crise économique de 1974. Même si, en trois ans, son implantation s'est bien élargie, si ces effectifs ont sensiblement augmenté et si son budget a été constamment rehaussé (1), même si son réseau de téléinformatique s'est notablement développé et si elle a créé de nouveaux services par téléphone et par télex, la montée du chômage a été encore plus forte et plus rapide que son effort d'adaptation.

### La priorité des priorités

Aujourd'hui, l'A.N.P.E. n'est pas paralysée, loin de là, mais ses rouages essentiels sont de plus en plus engorgés par ce que l'on appelle communément la « paperasserie ». Concrètement, il faut une vingtaine de minutes, en moyenne, pour inscrire correctement un demandeur d'emploi ; 224 687 personnes (dont 62 360 « premières entrées ») en août et 328 600 (dont 106 300 « premières entrées ») en septembre se sont pressées aux portes de l'Agence. Records absolus.

Du 1er septembre 1976 au 31 août 1977, indique M. Guy Métais, directeur général de l'A.N.P.E., dans le numéro de septembre-octobre de *Situations*, magazine de l'Agence, 3 036 000 demandes d'emploi ont été formulées auprès de ses services, dont 2 620 000 émanant de chômeurs recherchant un travail durable à temps plein.

Il a bien fallu « traiter » un flot d'inscriptions nouvelles. Résultat : les prospecteurs-placiers ont encore moins de temps pour accomplir leur mission, et la majorité d'entre eux déplorent, à juste titre, de ne plus pouvoir « sortir » comme il conviendrait, c'est-à-dire aller dans les entreprises prospecter les offres ou placer des demandeurs d'emploi. Dans le même numéro de *Situations*, M. Métais attire, une fois de plus, l'attention sur la « priorité des priorités » qui doit être donnée à l'A.N.P.E. : le placement. Il l'avait fait avec encore plus de netteté dans un éditorial précédant en écrivant que l'agence « *souhaite plus que tout voir ses tâches administratives allégées* ». Faute de quoi, ajoutait-il en substance, elle altère son image de marque auprès de ses usagers, sous un aspect de gestionnaires et non comme un organisme destiné avant tout à faciliter le reclassement des travailleurs privés d'emploi.

### Des offres qui « doublonnent »

Les usagers : en l'occurrence, M. Métais pensait visiblement aux employeurs. Même si ces derniers peuvent formuler, en retour, des griefs d'« inefficacité » envers l'Agence, dont les services ne sont pas toujours rapides, on n'a jamais très bien su pourquoi les chefs d'entreprises ont toujours plus ou moins dédaigné l'A.N.P.E., préférant user de relations personnelles, des annonces de presse ou des facilités offertes par la profession du travail temporaire.

« *N'y a-t-il pas contradiction,* écrit encore le directeur de l'Agence, *à constater que des entreprises pourvoient directement des postes n'impliquant pas d'expérience professionnelle alors qu'elles adressent au service de l'emploi — dont actuellement 50 % des usagers demandeurs sont des jeunes — les offres nécessitant une expérience professionnelle ? En outre, comment espérer réussir l'insertion de nombreux travailleurs si les entreprises relèvent le niveau et le nombre de leurs conditions de recrutement, ne tiennent pas compte de la réalité des ressources en personnel qualifié, abandonnent leur rôle traditionnel d'adaptation aux conditions particulières du poste de travail, aux pratiques professionnelles ?* »

A ces divers inconvénients, s'ajoute aujourd'hui la spectaculaire concurrence, même si des « conventions » ont été signées avec l'A.N.P.E. du C.N.P.F. et des chambres de commerce et d'industrie (C.C.I.), qui se sont aussi engagés, non sans arrière-pensées politiques, dans le « pacte national pour l'emploi ». Du reste, quelle association, quelle organisation ne réunit-elle pas présentement — et surtout si c'est loin de sa compétence — sa conférence de presse, son colloque, son dossier sur l'emploi, autant de prétextes à faire parler d'elle ?

En fait, il arrive de plus en plus que l'action du patronat et des C.C.I., en faveur de l'embauche des jeunes de moins de vingt-cinq ans est essentiellement « psychologique » : pour une large part, les 153 600 offres recueillies par le C.N.P.F. et les 150 000 collectées par les C.C.I. — derniers chi[ffres] connus à la fin septembre (2) — soot non seulement commun[es aux] deux organismes, mais enco[re] « recoupent » avec celles en[regis]trées par l'A.N.P.E. Par exem[ple,] aux C.C.I. d'Angoulême et [de] Cognac, qui viennent de fêter [leur] centenaire en présence de M. [René] Monory, ministre de l'indu[strie,] du commerce et de l'artisan[at, on] nous avouait récemment qu[e les] offres recensées étaient [les] mêmes que celles de l'Agenc[e... Il] faut rendre à César...

De toute façon, le C.N.P.[F. et] les C.C.I. n'ont pas les struc[tures] nécessaires pour « exploiter [les] propositions d'embauche. [Cette] tâche est l'apanage de l'A.N[.P.E.,] et c'est donc cette mission q[ue le] projet de réforme à l'étude en[tend] conforter. Au ministère du [tra]vail, on observe la plus gr[ande] discrétion sur le contenu d[u] projet, qui ne serait qu'à [l'état] d'ébauche. Cette réorientatio[n de] l'A.N.P.E. pose, fait-on re[mar]quer, de multiples probl[èmes] d'ordre politique, législatif, a[dmi]nistratif, budgétaire, etc., [et] devra s'accompagner d'une [sim]plification de la législation s[ur le] chômage.

Quel organisme sera char[gé de] l'inscription et du pointage [des] demandeurs d'emploi ? Com[ment] s'effectuera la liaison, néces[saire]ment étroite, notamment en [ma]tière de contrôle des demand[eurs,] entre les services qui assur[eront] la « gestion du chôma[ge »,] l'A.N.P.E. et des ASS[EDIC] (Caisse de chômage complé[men]taire) ? Sera-ce dans le [cadre] des « centres communs de [pres]tations », qui se mettent en [place] un peu partout dans les ré[gions] et où siègent les représentan[ts de] la direction départemental[e du] travail, des ASSEDIC, de la [sécu]rité sociale, des caisses d'a[lloca]tions familiales et de l'A.N.[P.E. ?]

Autant de questions auxq[uelles] il n'est pas encore possib[le de] répondre. Mais l'idée de sépa[rer la] gestion des sous-emploi [et la] recherche du placement para[ît,] elle-même, séduisante à pre[mière] vue : son application aurai[t non] seulement l'avantage [pour] l'A.N.P.E. de mettre toute[s ses] forces au service du reclasse[ment] des travailleurs et de reha[usser] ainsi son image de marque, [mais] aussi elle permettrait qu[e les] syndicats, qui se sont tou[jours] refusés à « *administrer le [chô]mage* », soient alors associ[és au] fonctionnement de l'Agenc[e.]

MICHEL CASTAI[NG]

(1) L'A.N.P.E. compte à présent 602 agences et antennes. Au 1er janvier 1978, elle emploiera 9 240 agents contre 7 710 au 1er janvier 1977. Son budget pour 1977 est de 585 millions, en augmentation de 32 % par rapport à celui de 1976, lui-même supérieur de 31 % à celui de 1975.

(2) Dans ce total d'offres, figure un assez fort pourcentage de stages, d'une durée de six à huit mois, ainsi que de simples « intentions d'embauche ». D'autre part, un certain « volant » d'offres ne sont qu'à compenser les départs naturels : aussi, le nombre d'embauches fermes, définitives et nouvelles n'est-il pas connu avec précision.

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## EURO-OBLIGATIONS

### Marché toujours déprimé

(Agefi). — Le marché euro-obligataire demeure toujours profondément déprimé. Sur le marché secondaire, les cours ont, durant la semaine écoulée, baissé de 50 à 100 basis points supplémentaires, ce qui porte à 400 et même à 500 points depuis un mois les pertes sur certaines émissions démunies de fonds d'amortissement.

Le secteur des euro-emprunts convertibles a été particulièrement touché, les émissions des sociétés américaines et japonaises ayant été durement affectées par les mauvaises performances des Bourses de New-York et de Tokyo, tandis que celles des sociétés britanniques se repliaient vivement sous l'effet de l'incertitude politique et sociale en Grande-Bretagne.

Une légère amélioration s'est dessinée à partir de jeudi après-midi dans le comportement des emprunts en eurodollars non convertibles. Mais ce mouvement a été dû aux professionnels, dont l'action visait à donner aux cours un niveau mieux ordonné.

Pour leur part, les investisseurs sont restés sur leurs réserves précédentes, s'abstenant autant d'acheter que de se défaire de leurs euro-obligations en dollars. L'atmosphère à New-York est, celle aussi, restée tendue. Les « yankee bonds », c'est-à-dire les obligations étrangères émises aux Etats-Unis, ont continué leur repli des précédentes semaines. Si la progression du volume de la masse monétaire américaine s'est révélée moins forte que prévu durant la semaine terminée au 26 octobre, les analystes demeurent extrêmement prudents dans leurs prévisions, certains n'excluant pas la possibilité d'un prochain relèvement à 0 3/4 % du niveau des « federal funds ».

L'augmentation à 7 3/4 % du prime rate de la Bank of America, qui était l'une des dernières grandes banques américaines à ne pas avoir suivi le mouvement de ses consœurs les semaines précédentes, montre bien que les établissements américains sont maintenant persuadés que la tension sur les taux à court terme est appelée à se poursuivre.

Dans le présent contexte, les sociétés américaines s'abstiennent prudemment de venir solliciter leur propre marché obligataire. Le calendrier à New-York des émissions nouvelles durant le mois de novembre est anormalement léger puisque dépassant tout juste 1 milliard de dollars.

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 4/11 | 7/11 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) .... | 248 825 | 248 40 |

## LONDRES

### Légère reprise

Un léger mouvement de reprise se dessine lundi à l'ouverture et, peu avant midi, l'indice des industrielles enregistrait une hausse de 3 points à 479,2. Progrès des pétroles et des fonds d'Etat. Irrégularité des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 186 50 contre 185 60

| VALEURS | CLOTURE 4/11 | COURS 7/11 |
|---|---|---|
| Beecham | 617 ... | 628 ... |
| British Petroleum | 880 ... | 884 ... |
| Courtaulds | 114 ... | 113 ... |
| De Beers | 298 ... | 290 ... |
| Imperial Chemical | 382 ... | 385 ... |
| Rio Tinto Zinc Corp. | 190 ... | 181 ... |
| Shell | 546 ... | 547 ... |
| Vickers | 178 ... | 179 ... |
| War Loan 3 1/2 % | 34 1/2 | 34 6/8 |
| *West Driefontein | 27 3/3 | 27 3/6 |
| *Western Holdings | 19 6/3 | 18 5/8 |

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

### NOUVELLES DES SOCIETES

PERNOD-RICARD. — Le résultat net consolidé du premier semestre 1977 a atteint 55,3 millions de francs, soit une baisse de 82 % par rapport à la période correspondante de 1976. Cette diminution est due notamment à une contraction des ventes de boissons sans alcool et à l'« insuffisance » des augmentations de prix sur toutes les boissons.

C.F.A.O. — Au 30 juin 1977, la société mère a réalisé un bénéfice net de 19,3 millions de francs (+ 11,58 %).

DE BEERS. — La société annonce une augmentation moyenne de 17 % de ses prix de vente. En mars dernier, les prix avaient déjà été relevés de 13 %.

SOCIETE POUR L'EQUIPEMENT DES VEHICULES (S.E.V.) — Anciennement S.E.V. Marchal avant son regroupement avec Cibié-Paris-Rhône (« le Monde » daté 23-24 janvier), la société a décidé de filialiser toutes ses activités industrielles et de se transformer en holding. A l'issue de cette réorganisation, qui s'achèvera courant 1978, S.E.V. détiendra directement des participations dans Paris-Rhône, Cibié-Projecteurs, F.A.R. et S.E.C.A.M. Cette restructuration, qui se situe dans le droit fil des opérations de concentration, n'aura de conséquence ni sur le statut du personnel ni sur l'organisation interne des sociétés concernées. Le capital du groupe S.E.V., rappelons-le, est détenu à 70 % par Ferodo et à 30 % par Bosch à travers une autre holding, la F.E.A.

## B. A. L. O.

Le *Bulletin d'annonces légales obligatoires* daté du 7 novembre publie notamment les insertions suivantes :

*Groupement de l'industrie sidérurgique*. — Emission d'un emprunt obligataire d'un montant de 700 millions de francs, représenté par 700 000 obligations de 1 000 F.

Ces obligations rapporteront pendant toute la durée de l'emprunt un taux d'intérêt variable, égal à la moyenne arithmétique, augmentée de 0,50 %, des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts des sociétés privées. En tout état de cause, le taux d'intérêt applicable au calcul de chaque coupon sera au moins égal à 10 %.

*Société concessionnaire des autoroutes de la Côte basque « ACOBA »*. — Emission au pair de 130 000 actions nouvelles de 150 F (20 pour 13), représentant l'augmentation de capital, jouissance du 1er janvier 1978.

*Consolidated Gold Fields Limited*. — Emission à 1,55 livre et cotation en Bourse de Paris de 26 245 168 actions ordinaires de 0,25 livre chacune (2 pour 9), représentant l'augmentation du capital de 29 977 997 livres à 36 539 289 livres.

*Engrenages et réducteurs (engrenages Citroën et Etablissements Robert Messian réunis)*. — Admission à la cote officielle des 20 588 actions de 50 F nominal chacune, créées en rémunération d'apports d'actions Société des engrenages Durand, effectués par la Société du Moulin noir et la Société d'études métallurgiques et minières (SEMM), conformément aux décisions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire du 20 juillet 1977.

*Banque commerciale du Maroc*. — Attribution gratuite et cotation de 162 500 actions nouvelles de 50 dirhams chacune (1 pour 3), jouissance du 1er janvier 1977. Le capital est porté de 24 375 000 dirhams à 32 500 000 dirhams.

*United Technologies Corporation*. — Introduction en France et inscription éventuelle à la Bourse de Paris des 29 553 310 actions de 3 dollars nominal, représentant le capital ordinaire en circulation de la société, ainsi que les 20 286 498 actions ordinaires réservées à la conversion de titres convertibles et aux levées d'options d'achat d'actions.

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

| | 3 nov. | 4 nov. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises .. | 97,4 | 99,8 |
| Valeurs étrangères .. | 99 | 99,6 |

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général ...... | 63,2 | 63,2 |

### Taux du marché monétaire

Effets privés .............. 9 3/4 %

## BOURSE DE PARIS - 4 NOVEMBRE - COMPTANT

## HORS COTE

| | | |
|---|---|---|
| Alser | 425 .. | 425 .. |
| Cellulose Pin. | .. .. | 86 10 |
| Coparex | 228 .. | 222 . |
| Ecco | 441 . | 445 .. |
| Eurafrep | ... | 490 .. |
| Intertechnique | 146 .. | 142 .. |
| Métall. Minière | .. .. | 54 .. |
| Promoptia | ... .. | 241 . |
| Sab. Mor. Corv. | ... .. | ... .. |
| Sofibus | ... .. | .. . |
| S.P.R. | ... .. | d230 . |
| Ofinex | ... .. | 180 .. |
| Oce v. Grinten | 278 .. | 288 . |
| Rorento NV | ... .. | 260 10 |

## SICAV

| | | |
|---|---|---|
| Plac. Institut. | 12794 25 | 12391 50 |
| 1re catégorie. | 10178 34 | 9967 91 |

## MARCHÉ A TERME

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

## COTE DES CHANGES

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 4/11 | COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 4 831 | 4 851 | 4 820 |
| Allemagne (100 DM) | 214 700 | 214 800 | 218 ... |
| Belgique (100 F.) | 13 739 | 13 736 | 13 676 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 199 460 | 199 980 | 199 ... |
| Danemark (100 krd) | 78 009 | 79 440 | 79 000 |
| Suède (100 krs) | 100 920 | 101 260 | 101 .. |
| Norvège (100 k.) | 88 130 | 90 310 | 88 250 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 8 780 | 6 766 | 8 850 |
| Italie (1 000 lires) | 5 504 | 5 523 | 5 500 |
| Suisse (100 fr.) | 217 600 | 219 450 | 218 . |
| Autriche (100 sch.) | 30 132 | 30 180 | 29 850 |
| Espagne (100 pes.) | 5 817 | 5 841 | 5 600 |
| Portugal (100 esc.) | 11 925 | 11 960 | 11 500 |
| Canada ($ can. 1) | 4 366 | 4 374 | 4 310 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 4/11 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 25450 | 25800 |
| Or fin (kilo en lingot) | 25470 | 25850 . |
| Pièce française (20 fr.) | 247 20 | 247 30 |
| Pièce française (10 fr.) | 222 | 226 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 224 10 | 224 80 |
| Union latine (20 fr.) | 220 38 | 221 60 |
| Souverain | 237 50 | 238 00 |
| Pièce de 20 dollars | 1134 . | 1134 40 |
| Pièce de 10 dollars | 910 | 919 . |
| Pièce de 5 dollars | 351 . | ... .. |
| Pièce de 50 pesos | 1044 .. | 1056 . |
| Pièce de 10 florins | 215 .. | 217 50 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE





Le numéro du « Monde » daté 6-7 novembre 1977 a été tiré à 496 038 exemplaires.

A B C D E F G

AUX CHANTIERS NAVALS DUBIGEON-NORMANDIE

# Après la C.F.D.T., la C.G.T. se prononce « avec amertume » pour la reprise du travail

De notre correspondant

**Nantes. — Deux mois jour pour jour après le déclenchement du conflit des chantiers navals Dubigeon-Normandie à Nantes, les travailleurs s'apprêtent à reprendre le travail mardi 8 novembre. La C.G.T., qui était restée seule dans la grève après le retrait de la C.F.D.T. la semaine dernière, a annoncé, lundi matin, après une consultation de ses adhérents, qu'elle prenait aussi la décision d'appeler à la reprise mardi 8 ; une décision prise « avec amertume » et à laquelle la C.G.T. a été « contrainte par l'abandon de ses partenaires », selon les propres termes du secrétaire de l'union départementale, M. Prempart.**

**C'est au cours d'une intersyndicale réunissant lundi, à 7 h. 15, les bureaux C.G.T. et C.F.D.T., qui conduisaient depuis soixante jours la grève, que l'on est arrivé à ce dénouement. La C.F.D.T., qui avait clairement appelé à la reprise du travail dès lundi, a accepté de repousser d'une journée la rentrée de ses adhérents dans le chantier. Il n'en reste pas moins que si la reprise s'effectuera en bon ordre mardi, après un défilé dans l'entreprise, la tension reste très vive entre les deux centrales syndicales.**

En éclatant, le 8 septembre, à propos de l'introduction à l'intérieur des chantiers d'horloges pointeuses, le conflit révélait un mécontentement général latent depuis plusieurs mois, reconnaît-on dans les deux syndicats. Le non-renouvellement de l'accord d'entreprise, au début de l'année, l'annonce, en mai, d'un programme de suppression de quatre cent cinquante emplois d'ici à décembre 1978 (*le Monde* du 4 mai) et l'absence de commandes de navires en étaient la cause. Le conflit des pendules a servi de détonateur.

Plus ou moins poussés par leur base, les syndicats se sont alors lancés dans la grève, apparemment de façon unitaire. Mais, rapidement, les divergences de vues, déjà enregistrées à propos de l'accord d'entreprise, ont refait surface. Sur le plan politique local, les propositions, infructueuses, du maire socialiste Alain Chenard de réunir syndicats et direction a été mal accueillie par les membres communistes de son conseil.

« *Une municipalité de gauche doit assurer son soutien aux travailleurs et non renvoyer dos à dos syndicats et employeurs* », ont estimé les membres du P.C. Puis, lorsque face à l'allongement du conflit la C.F.D.T. a estimé nécessaire de consulter les ouvriers sur la possibilité d'une reprise du travail, ce fut en désaccord complet avec la C.G.T. « *Officiellement,* rappelle l'union départementale cégétiste, *nous n'en avons même pas été informés.* »

Pourtant pour la C.F.D.T. les résultats du vote sont probants : « *Le rapport de forces n'est plus suffisant* », affirmait en fin de semaine Marcel Guiéneuf (responsable local de la C.F.D.T.).

Après une longue grève infructueuse, le cédétiste reconnaît l'échec et porte le débat au plan national. Pour lui, il faut obtenir une réunion tripartite entre les dirigeants des chantiers navals, les syndicats et les ministères concernés, obtenir des mesures de soutien réel à la construction, des commandes de la Compagnie générale maritime et la rénovation de la flotte des ports autonomes français (dragues, remorqueurs, etc.), organiser une consultation européenne et maintenir l'hostilité au plan Barre en matière de salaires. Mais après huit semaines de grève suffira-t-il d'« *élever le débat* » pour dissiper, sur le chantier, l'amertume de l'échec ? — G. P.









## M. GISCARD D'ESTAING VA RECEVOIR LES REPRÉSENTANTS DES FRANÇAIS MUSULMANS

**Les dirigeants des principales associations d'anciens harkis et de Français de confession islamique seront prochainement reçus à l'Élysée par M. Giscard d'Estaing, qui souhaite s'entretenir avec eux des problèmes spécifiques de la communauté française musulmane. La date du lundi 14 novembre a été retenue.**

Selon la LICA

## CINQ CENTS HARKIS SONT INCARCÉRÉS DANS LES PRISONS ALGÉRIENNES

Le conseil national de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICA) s'est réuni les 5 et 6 novembre à Lyon. La LICA avait célébré au mois d'avril dernier son cinquantenaire lors d'un congrès extraordinaire à Paris (*le Monde* daté 20, 24-25 avril). Le président du mouvement, M. Jean Pierre-Bloch, a ouvert les travaux de cette réunion en déclarant notamment : « *Notre combat est universel. Il n'y a pas un racisme et un antisémitisme des pays capitalistes que nous devrions réprouver et un autre des pays dits socialistes sur lequel nous devrions fermer les yeux : nous dénonçons ce qui se passe au Chili et en Argentine, mais aussi à Prague et en U.R.S.S.* »

Mais cette réunion a été essentiellement consacrée à l'étude du sort des Français musulmans que l'on appelle souvent encore les harkis. « *Nous savons que cinq cents d'entre eux sont incarcérés dans les prisons algériennes,* a dit M. Pierre-Bloch, en demandant que *le gouvernement français s'occupe de leur situation avec beaucoup plus de sollicitude.* » Un représentant des Français musulmans a d'autre part déclaré : « *L'incompétence des autorités est flagrante lorsqu'elle fait cohabiter dans des H.L.M. des Français anciens harkis et des immigrés algériens.* » Puis il a précisé que « *la qualité d'ancien combattant n'est pas reconnue aux Français musulmans, eux qui ne demandent qu'à se fondre dans leur pays, la France. La situation de ces Français à part constitue une tache sur l'honneur de la France* ».

## LÉGER RAFFERMISSEMENT DU FRANC

**Le franc s'est légèrement raffermi sur les marchés des changes après son glissement de la semaine précédente. A Paris, le cours du dollar est revenu de 4,85 F à 4,84 F, alors qu'il restait stable à Francfort (2,2550 DM), et celui du deutschemark a fléchi en dessous de 2,15 F à 2,1460 F. Au lendemain d'une semaine agitée, la livre sterling s'est maintenue aux environs de 1,81 dollar.**

● *Centres de gestion agréés.* — Les contribuables pourront adhérer à ces centres pour un exercice ouvert depuis moins de onze mois (et non depuis moins de trois mois, comme initialement prévu). Peuvent adhérer à ces centres les commerçants, artisans, industriels et agriculteurs. Ils bénéficieront de l'abattement de 20 % prévu par la loi de finances 1978 pour leurs bénéfices de 1977 à condition d'avoir adhéré avant le 1er décembre 1977 à un centre de gestion.



Nouveau succès pour les manipulations génétiques

## Un gène transplanté dans une bactérie produit une hormone

Trois équipes de chercheurs américains viennent d'obtenir, par manipulations génétiques, 5 milligrammes d'une hormone sécrétée dans le cerveau, la somatostatine. C'est la première fois à notre connaissance qu'un gène transplanté dans une bactérie s'exprime totalement. La nouvelle, annoncée la semaine dernière devant une sous-commission du Sénat américain chargée d'enquêter sur le dossier controversé des manipulations génétiques, a été publiée par le *Washington Post* du 6 novembre.

Les chercheurs américains, menés par Herbert Boyer (San-Francisco), Arthur Riggs (Los Angeles), Wylie Vale (San-Diego), ont tout d'abord synthétisé artificiellement le gène, c'est-à-dire le petit fragment d'acide nucléique qui préside à la synthèse de cette hormone. Puis ils l'ont introduit dans une bactérie et obtenu la production d'une petite quantité de l'hormone qui préside notamment à la régulation de la croissance et de la synthèse de l'insuline.

« *C'est un triomphe scientifique de premier ordre* », a déclaré le Dr Philip Handler, président de l'Académie des sciences américaine. Cependant cette nouvelle étape, certes importante dans la maîtrise des manipulations génétiques, n'est peut-être pas aussi extraordinaire que le font croire les Américains. Il se[...] qu'une fois encore les c[...] cheurs, au demeurant très c[...] pétents, aient contourné de f[...] exceptionnelle les difficultés [...] jeures que rencontrent ceux [...] s'intéressent aux manipula[...] génétiques. Le gène de p[...] taille a été synthétisé de faç[...] ce que la molécule ressembl[...] plus possible, par les séque[...] qui le composent, aux séque[...] admises par les bactéries : d'a[...] part, il a été fusionné dans [...] énorme gène bactérien. Or, [...] deux particularités ne peu[...] être possibles dans tous les [...]

La vraie victoire sur les m[...] pulations génétiques aura [...] lorsque les chercheurs auront [...] ritablement compris comm[...] faire fonctionner n'importe [...] gène naturel dans une bact[...] Pour le moment, la plupart [...] difficultés demeurent. Ch[...] succès fait avancer un peu [...] le puzzle sans pour autant [...] donner la solution.

L'énorme battage fait au[...] de ce travail, reconnu c[...] comme excellent par les bi[...] mistes français, vient du fait [...] les Américains, en proie à [...] vive contestation, ont besoi[...] montrer à grand renfort de [...] blicité les résultats très po[...] de leurs recherches pour ob[...] des normes qui leur perme[...] de travailler comme ceux [...] autres pays. — M. A.-R.

## NOUVELLES BRÈVES

● *Nous venons d'apprendre le décès du docteur Henri Ey.*

[Né le 10 août 1900 à Banyuls-dels-Aspres (Pyrénées-Orientales), il avait étudié la médecine aux facultés de Toulouse et de Paris, où il devint chef de clinique en 1931. Médecin chef de l'hôpital psychiatrique de Bonneval de 1933 à 1970, le docteur Henri Ey avait fondé l'Association mondiale de psychiatrie, dont il avait été le secrétaire général de 1961 à 1967. Rédacteur en chef de la revue *l'Evolution psychiatrique*, le docteur Ey était l'auteur de nombreux ouvrages de psychiatrie, notamment les *Etudes psychiatriques*, un volumineux *Manuel de psychiatrie* (en collaboration avec les docteurs Paul Bernard et Charles Brisset) et, dernièrement, un *Traité des hallucinations*. Le docteur Ey était président de la commission des maladies mentales du ministère de la santé et de sécurité sociale.]

● *Une place Général-Catroux à Paris.* — Le Conseil de Paris vient de décider de donner le nom de place du Général-Catroux à la place Malesherbes, dans le 17e arrondissement.

● *Barrages routiers en Corse.* — Mécontents des quinze interpellations opérées, jeudi 4 novembre, dans le cours de l'enq[...] sur le dynamitage du relai[...] télévision de Serra-di-Pigno, [...] militants autonomistes ont [...] la route du Cap-Corse, [...] l'après-midi du dimanche 6 [...] vembre. Les quinze perso[...] interpellées ont été relâc[...] leur audition et les perquisi[...] faites à leur domicile n'a [...] apporté aucun élément nouv[...]

● *Après la découverte, dan[...] nuit du 4 au 5 novembre*, du c[...] *d'une jeune femme étranglé[...] violée* dans le parking d'un [...] meuble situé avenue Cla[...] Vellefaux, à Paris (10e), un ar[...] la victime, un homme d'une [...] taine d'années — dont l'ide[...] n'a pas été révélée — a été i[...] pellé dans la soirée du 6 nove[...] et longuement entendu par [...] enquêteurs. La victime, Mlle C[...] tine Kergreis, vingt-deux ans, [...] tait des bijoux qui ont été dér[...] et son sac à main avait été fo[...]

● *M. Olivier Greif* vient d[...] tenir le prix Nicolo de comp[...] tion musicale de l'Académie [...] beaux-arts.